LIONEL D.
ANNEMIE BULTÉ

CHASSEUR DE TERRORISTES

Les Unités spéciales et la traque d'Abdeslam

Cette unité d'élite opère toujours dans l'ombre.
L'un de ses hommes a décidé de tomber la cagoule.

Racine

CHASSEUR DE TERRORISTES

LIONEL D.
ANNEMIE BULTÉ

CHASSEUR DE TERRORISTES

Les Unités spéciales et la traque d'Abdeslam

Traduit du néerlandais par Dominique Jonkers

Racine

À ma famille
– Lionel D.

Le fait que le présent ouvrage impute à telle ou telle personne certains actes, ou faits et gestes, ne méconnait en rien le droit de ces personnes à se défendre ni la présomption de leur innocence ; toute décision définitive en la matière appartient et appartiendra aux autorités judiciaires.

www.racine.be
Enregistrez-vous sur notre site Internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications, ainsi que des offres exclusives.

Couverture : Studio Lannoo (Mieke Verloigne)
Mise en page : Studio Lannoo en collaboration avec Keppie & Keppie
Photos de couverture : © Harry Stobald
Traduit du néerlandais (Belgique) par Dominique Jonkers

© Éditions Lannoo s.a., Tielt, 2021, Annemie Bulté et Lionel D.
D/2021/45/291 – ISBN 978 94 014 7576 1 – NUR 320/688

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ou publié sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

Table des matières

Le 15 janvier 2015

PREMIÈRE PARTIE : Les premières années et le grand banditisme

Les invincibles
Une anguille affolée
La nuit de Perk
La salopette noire
Le club du quintal
Sur le fil du rasoir
Le pyjama en pilou
Opération Robinet
Le canari dans la mine

DEUXIÈME PARTIE : Les années terroristes

L'embuscade
Le grondement des armes de guerre
Le point de rupture
Le clan Afghanistan
Le père Noël du jihad
Vendredi noir
#BrusselsLockdown
Guerre d'usure
Silence radio
L'enfer dans la cage d'escalier
Le défaut de la cuirasse
Les yeux d'Abdeslam
Fièvre terroriste
Le 22 mars 2016

Nouvelles menaces
Un *survivor*, un vrai
“You'll never break my will”
Mon papa d’avant
Dernier round

Album photos
Postfaces
Liste des jihadistes
Glossaire
Remerciements

Le 15 janvier 2015

Bam ! Bam ! Les fenêtres de la façade volent en éclats ; la détonation est si forte que j'en ressens la vibration jusque dans mes os. Debout sur les fragments de verre, je lance une grenade incapacitante par l'ouverture ; en explosant, elle forme une éblouissante boule de lumière. Une fumée noire envahit la pièce. Je regarde à l'intérieur : plus personne. L'endroit où les trois terroristes présumés buvaient du thé quelques secondes plus tôt est vide.

L'instant d'après retentit une salve de coups de feu : des tirs nourris de kalachnikov. Les balles ricochent contre le mur en provoquant des étincelles ; je sens une pluie d'éclats de brique rebondir sur mon casque. Dans l'obscurité, le canon d'une arme crache du feu, tressautant violemment dans les mains du tireur qui se cache dans un recoin de l'appartement. Nous ripostons immédiatement, on ne s'entend plus penser. Je m'abrite derrière le mur et j'informe par radio le poste de commandement à Bruxelles. "On nous tire dessus."

Nous sommes le jeudi 15 janvier 2015, juste après 17 h. Nos équipes d'intervention viennent de se lancer à l'assaut d'une maison proche de la gare de Verviers, où se sont retranchés trois hommes qui préparaient des actions terroristes. La fusillade durera dix minutes. Aucun d'entre nous ne sera blessé, et c'est un miracle. En face, deux hommes sont morts : deux musulmans radicalisés, combattants du mouvement terroriste extrémiste État islamique (EI) qui prévoyaient de commettre des attentats en Belgique depuis cette cache.

Dès le lendemain, l'annonce de ce spectaculaire assaut – une semaine après l'attentat terroriste contre *Charlie Hebdo*, à Paris, qui s'est soldé par 12 morts – fait le tour du monde. Je ne comprendrai que plus tard que ce moment marque un point de bascule dans l'histoire des Unités spéciales de la police fédérale en Belgique. Que notre vie au sein de notre unité connaîtra désormais deux époques : avant Verviers et après Verviers.

À ce moment, je travaille depuis douze ans au sein de l'unité d'intervention que le grand public connaît encore sous l'ancien nom de

Groupe Diane. Diane, déesse romaine de la chasse, reste jusqu'à ce jour le symbole de l'unité. J'appartiens à un groupe particulièrement *select* comptant moins de cinquante agents d'élite. Notre boulot ? Cueillir des gangsters au saut du lit, maîtriser des preneurs d'otage, faire en sorte que les truands et les chefs de bande la ramènent moins. Nous sommes là pour déjouer les braquages et pour étouffer dans l'œuf les émeutes dans les prisons. Les arrestations auxquelles nous procédons se déroulent généralement sans un seul coup de feu. Dès que nous apparaissons, même les voyous les plus aguerris lèvent les mains. Nous sommes de véritables machines de combat, puissamment armées, et nous nous sentons invincibles.

Depuis toujours, j'adore l'action, la camaraderie, la cohésion de cette meute où chaque membre a conquis sa place de haute lutte. Nous ne sommes pas des amis : nous sommes des frères, à qui il arrive parfois de s'affronter. Et même souvent. Mais chacun de nous est prêt à placer sa vie entre les mains des autres. Nous nous faisons appeler les Iris. Ce nom remonte aux débuts du groupe. Au détour d'une conversation de table, au mess, les officiers s'étaient mis en tête de choisir un nom pour désigner les membres de l'unité d'intervention. "Et si vous preniez le nom de ma fille, Iris ? C'est un joli nom", avait plaisanté l'un d'eux. De ce jour-là, nous nous sommes appelés les Iris. Seuls des candidats capables de résister à un impitoyable programme de sélection et de formation sont admis à faire partie de notre confrérie.

Pour la plupart d'entre nous, Verviers sera une première. Jamais encore nous n'avons été soumis à un feu intense au point de nous obliger à ouvrir le feu nous-mêmes. Ce jour de janvier marque le début d'une guerre contre un ennemi que n'impressionnent ni nos grenades incapacitantes ni nos armes automatiques, des combattants qui n'ont aucun égard pour leur propre vie, et encore moins pour la nôtre. Nul ne se doute encore que nous serons bientôt envahis par une vague de violence encore plus meurtrière.

Deux années durant, la menace terroriste visant notre pays va exiger de notre unité un engagement total. Nous allons nous tenir prêts à intervenir jour et nuit, nous allons procéder à des dizaines d'arrestations, effectuer des descentes dans des caches décorées aux couleurs de l'EI où chaque porte dissimule peut-être un homme armé d'une kalachnikov. Si nous combattons les terroristes, nous combattons aussi le manque de sommeil et un stress

permanent. Par deux fois, nous verrons notre nouvel ennemi provoquer un bain de sang, d'abord à Paris, le 13 novembre 2015, puis à Bruxelles quelques mois plus tard. Notre détermination et notre acharnement à pourchasser les terroristes vont s'en trouver décuplés.

Nous opérons dans l'ombre, méconnaissables sous nos cagoules. Jamais aucun de nous ne parle des terribles fusillades auxquelles nous avons dû faire face. Jamais aucun de nous n'évoque l'insupportable tension qui nous a tenaillés pendant les heures précédant l'arrestation de Salah Abdeslam ou l'assaut lancé contre une des planques des terroristes à Forest – alors que bon nombre d'entre nous en portent de profonds stigmates. Jamais aucun de nous ne parle du monde parallèle dans lequel nous évoluons, ni de la menace incessante qui nous grignote insidieusement de l'intérieur, ni de ce qu'elle inflige à nos familles. À l'école, mes enfants disent que je suis moniteur de sport. Mon coiffeur croit que je travaille dans les services administratifs de la police et que je fais du triathlon pendant mon temps libre. Jamais nous ne parlons de notre travail à l'ESI, cet Escadron spécial d'intervention que nous continuons d'appeler ainsi malgré plusieurs changements de nom et malgré son rattachement à la *Directorate of Special Units* (DSU). Jamais. Jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, j'ai décidé de parler. Pour la première fois.

Pourquoi ai-je décidé de m'exprimer aujourd'hui ? L'idée a commencé à mûrir en moi après mon départ de l'unité en septembre 2017. Au lendemain des attentats du 22 mars 2016, le couple royal a rendu hommage aux équipes de secours qui sont intervenues à l'aéroport national de Zaventem et dans le métro bruxellois. Le roi Philippe a rendu visite à nos collègues de la police fédérale qui menaient les enquêtes sur les terroristes. Les autorités ont également honoré les agents de la police locale qui avaient délimité les périmètres de sécurité autour de la station de métro touchée. Je m'en réjouis très sincèrement pour toutes ces personnes.

Mais les membres de notre unité d'intervention ? Personne n'est venu féliciter ces hommes qui, à chaque assaut terroriste, se sont trouvés en première ligne. Qui ont senti la chaleur émise par les balles leur roussir le poil. Les héros invisibles dont nul n'a jamais vu le sacrifice quotidien, et qui n'ont jamais reçu la reconnaissance qu'ils méritent.

Pas de médaille. Pas la moindre petite tape amicale sur l'épaule. Pas même : "Bien joué, les gars, grâce à vous on a évité pire."

D’accord, c’était notre boulot : “Mais monsieur, c’est quand même pour ça qu’ils s’entraînent, non ?” Soyons sérieux. Personne ne peut s’entraîner dans le but de s’exposer à des “expériences de quasi-mort”. Ça ne nous a jamais fait reculer, mais ça reste anormal.

J’en suis arrivé à la conclusion que le public avait le droit de savoir comment mes collègues et moi avons vécu ces années intenses au sein de cette unité d’élite. D’apprendre que nous sommes allés au bout de notre engagement. De prendre conscience du degré de courage et d’esprit de sacrifice que nécessite cet engagement.

Puisque mes collègues sont tenus au mutisme, je veux être leur voix, et livrer l’histoire de cet univers fermé. De notre formation, impitoyable. Des poussées d’adrénaline pendant les courses-poursuites. De nos chamailleries. De l’esprit de compétition qui, parmi ces mâles alpha, couve toujours sous la surface. Mais aussi de la loyauté absolue au groupe. De la charge nerveuse associée à la chasse aux terroristes et l’omniprésence du danger. De cette tension extrême qui nous écrase jour après jour, et dont le monde extérieur n’a pas la moindre idée.

Aucun d’entre nous n’est sorti indemne de cette période de terreur. Nous nous sentions invincibles ; nous avons pourtant appris à nos dépens que nous n’étions pas invulnérables. Dans une unité où aucun signe de faiblesse n’est toléré, ce fut difficile. Pour deux de nos collègues, l’assaut de Forest a signé une fin de carrière brutale – et nos supérieurs les ont totalement abandonnés à leur sort.

Vous ne trouverez dans ce livre aucune trace des techniques secrètes qu’utilisent les Unités spéciales. De même, la plupart des noms de protagonistes ont été modifiés. C’est que pour un Iris, l’anonymat, c’est vital : sous nos cagoules, nous sommes des hommes, avec une famille, des enfants, nos joies et nos passions, nos soucis et nos dilemmes.

Aujourd’hui seulement, alors que cela fait plusieurs années que j’ai quitté l’unité, je ressens à quel point elle me colle encore à la peau. Elle n’était ni parfaite, ni absolument sans tache. Mais elle m’a amené à puiser en moi ce que j’avais de meilleur. Elle m’a façonné, pendant quinze ans, jusqu’à faire de moi ce que je suis aujourd’hui. Ce livre se veut un hommage à tous les collègues avec qui j’ai travaillé, et à tous les Iris d’aujourd’hui et de demain.

Ce récit est – aussi – le leur.

Lionel D.
Mars 2021
lioneld_official

Première partie

LES PREMIÈRES ANNÉES

LE GRAND BANDITISME

Les invincibles

L'appel arrive un dimanche soir d'octobre 2007. Assis devant la télévision, Lio essaie de calmer son fils, le petit Mathieu, 2 ans. "Mutinerie à la prison d'Ittre. Besoin assistance urgent." Lio tourne la tête vers Céline, qui pousse un soupir. "Vas-y." Il lui tend l'enfant, convaincu que sa nuit à elle, avec un bambin en pleurs, sera plus difficile que la sienne. Deux minutes plus tard, il enfourche sa moto et fonce vers la caserne, à Bruxelles.

« En chemin, je sens une vague d'excitation monter en moi. Depuis quatre ans que j'ai rejoint l'ESI*[1], je n'ai encore jamais été confronté à une véritable mutinerie dans une prison. Il arrive assez régulièrement qu'on nous appelle en cas d'émeute dans un établissement pénitentiaire belge, mais la baudruche se dégonfle généralement assez vite. Dès que les prisonniers nous voient apparaître, avec nos cagoules et nos tenues noires, ils se rendent. Il faut bien avouer que voir débarquer notre armée de *robocops* anonymes, c'est impressionnant. Mais généralement, les mains se lèvent en l'air avant même que nous ayons le temps de faire "bouh !" Pas vraiment excitant. J'avais rejoint ce corps d'élite pour voir de l'action, pas pour participer à des interventions qui s'effondrent comme un soufflé avant même d'avoir vraiment commencé. »

Alors qu'il remonte la cour intérieure de la caserne, Lio voit ses collègues se hâter vers le bloc H. Dans le vestiaire, il ressent chez eux la même ardeur. Ils se harnachent dans leurs tenues de combat et s'asticotent comme des gamins. "Eh, Mike, tu te laisses pousser du bide ?" – "Hé, gros, tu grognes encore parce que t'as perdu le sprint vendredi ?" Lio lace solidement ses bottines ; il espère qu'à Ittre, les choses ne vont pas se terminer comme à la prison de Hoogstraten, quelques mois plus tôt. C'était la révolution, ou tout comme. Des prisonniers balançaient leur cuvette de w.-c. par la fenêtre ou mettaient le feu à leur matelas. Dans la cour de promenade, une toiture en planches brûlait ; les détenus tapaient des pieds et cognaient les murs, au point de faire vibrer toute l'aile du bâtiment. À peine l'ESI était-il arrivé que la tempête s'était apaisée. Fait chier !

En attendant, le briefing relatif à l'intervention de ce soir, à Ittre, est prometteur. Des bandits armés ont détourné un hélicoptère et se sont posés dans la cour intérieure de la prison. "Et devinez quoi ?", questionne l'officier : "Ils sont là pour Nordine Benallal." Murmures surexcités chez les collègues. Ça fait des années qu'ils connaissent ce gangster bruxellois. Benallal, dit "l'anguille", est réputé pour ses évasions spectaculaires. Les Unités spéciales l'ont déjà appréhendé plusieurs fois ; chaque fois, il est parvenu à s'évader.

Avant même d'avoir 30 ans, Nordine Benallal, du haut de son mètre soixante-cinq, a déjà été condamné à un total de 55 ans de prison pour des braquages avec violence, des prises d'otages et des home-jackings. Il est détenu à la prison d'Ittre, la plus sécurisée de Belgique, entourée d'une muraille de béton de six mètres de haut et équipée de caméras de surveillance jusque dans les cellules. Une prison dont on ne s'échappe pas, dit-on. À l'évidence, Benallal a décidé de vérifier cette affirmation.

« Je cours vers les voitures ; ce soir-là, c'est moi le chauffeur. Trois collègues montent à bord, les portières claquent. Charly s'affale sur le siège du passager. "On y va à fond", dit-il. Je hoche la tête : je sais que nous ressentons la même excitation. Charly et moi sommes des potes de la première heure : nous avons fait nos premiers pas à l'ESI ensemble. Les collègues trouvent spirituel de nous appeler "les jumelles", lui, le géant blond de presque deux mètres et moi, un petit brun tout sec.

Je démarre le moteur et sens la décharge d'adrénaline monter en moi. En route, nous apprenons que l'hélicoptère s'est écrasé dans la cour de promenade, où les prisonniers étaient justement en train de s'aérer. "Un incendie s'est déclaré. Un détenu a été blessé." La radio égrène les messages l'un après l'autre. "Les détenus refusent de rentrer dans leurs cellules. Des bagarres ont éclaté. Des armes à feu circulent." Je concentre mon regard sur la route. Encore 5 km. Je reste sur la voie de gauche, nous devons arriver à la prison le plus rapidement possible. Nous sommes sur la sortie d'autoroute qui mène au centre d'Ittre quand un dernier point nous parvient par radio. "Deux gardiens ont été pris en otage." Mon sang ne fait qu'un tour ; je mets le pied au plancher. »

Arrivés au portail d'accès de la prison, c'est la déception. Benallal s'est échappé. Lio peste : "Putain, trop tard !" Au sol, dans la cour intérieure,

l'hélicoptère finit de cramer. L'odeur du kérosène brûlé imprègne le nuage de fumée qui a envahi les longs couloirs. Ici et là, Lio remarque des traces de sang au sol – certains détenus ont profité du chaos pour régler leurs comptes. Dans le bureau du directeur de la prison, la cellule de crise est en conférence avec le bourgmestre ; quelqu'un a même aperçu la ministre de la Justice, Laurette Onkelinx.

Depuis quelques heures, cette institution pénitentiaire hautement sécurisée est le théâtre d'un véritable *thriller*. Le petit hélicoptère s'est posé dans la cour intérieure vers 18 h 30, alors que les détenus effectuaient leur promenade du soir. Le pilote, pris en otage, est tenu en joue par un complice de Benallal, qui veut profiter de la promenade pour l'exfiltrer. Mais à peine l'appareil s'est-il posé qu'il est pris à l'abordage de tous les côtés. Des détenus sautent dans le cockpit ; ils sont repoussés. Benallal parvient à monter à bord au terme d'une longue bousculade ; immédiatement, l'appareil tente de redécoller. Il se met à tanguer dangereusement : deux détenus se sont agrippés aux patins d'atterrissage et pendouillent sous le fuselage. Le crash est inévitable. Projeté à travers le dôme vitré du cockpit, le pilote est catapulté à plusieurs mètres. Il est blessé et passera plusieurs heures par terre, entre les détenus déchaînés. Au sol, l'appareil sinistré prend feu.

D'un bond, Benallal et son complice s'extraient de la carcasse en flammes. L'arme au poing, ils prennent en otage deux gardiens qui s'étaient risqués dans la cour intérieure, les tiennent en joue et se fraient un chemin à travers les couloirs enfumés de la prison. Les autres gardiens n'osent pas les retenir. Dès qu'ils ont recouvré la liberté, après le grand portail de la prison, les fuyards relâchent leurs otages. Un véhicule, le toit équipé d'un gyrophare bleu (volé), les attend. Ils embarquent, et démarrent sur les chapeaux de roue. À l'arrivée de l'ESI, il est trop tard pour se lancer à leur poursuite.

« Le directeur de la prison vient à notre rencontre ; il est nerveux. "Un groupe de prisonniers refuse de rentrer et continue à s'agiter", s'inquiète-t-il. Puisque nous sommes sur place, autant nous rendre utiles. Mais dès que les détenus, par la fenêtre, nous voient arriver avec tout notre harnachement, les cris se calment. Certains, reconnaissant les cagoules de l'ESI, secouent la tête. Ils se laissent docilement reconduire à l'intérieur par

leurs gardiens. Un quart d'heure plus tard, le dernier rebelle a réintégré sa cellule.

Et nous voilà, vingt armoires à glace, désœuvrés. Nous ne sommes même pas arrivés jusqu'à la fameuse cour de promenade. Dans le couloir, je repère le pilote de l'hélicoptère, la tête entre les genoux. Il est encore sous le choc ; je l'entends marmonner : "C'est comme si je m'étais retrouvé dans un film d'action avec Jean-Paul Belmondo." Pris en otage par des gangsters, menacé avec une kalachnikov*, crashé dans la prison... d'une certaine façon, je l'envie. Il a eu droit à plus d'action que nous. »

C'est comme ça que reprend la traque du fuyard Benallal. C'était déjà la quatrième fois. Et à chaque évasion, sa légende auprès des petits truands des rues de Bruxelles enfle. Un contorsionniste. Une anguille. C'est comme ça que les flics l'appellent. À l'adolescence, pendant des années, Nordine Benallal a fréquenté l'école du cirque de Molenbeek ; il est agile comme un singe. Pour échapper aux représentants de la loi, il saute les murs et se balance aux corniches. Léger comme l'air, vif comme le vent. En 2000, au palais de justice, il se contorsionne, parvient à extraire ses poignets des menottes et détale. Quelques mois plus tard, à la prison de Nivelles, il profite d'un parloir avec son petit frère de 15 ans : ils échangent leurs vêtements... et il s'évade.

« Les anciens racontent des histoires de poursuites absolument folles. Un jour, Ken le poursuit sur un chantier de construction à Bruxelles. Avec son équipe, il suit depuis près d'une heure Benallal, qui se balade avec des amis en BMW cabriolet, quand il coince leur voiture près de la gare du Midi. Benallal bondit de la voiture et se met à courir, disparaissant entre une pile de palettes et une pelleteuse, les collègues à ses trousses. Il est vif comme l'éclair, mais Ken se cramponne, et réussit à l'acculer dans une impasse. Benallal se retourne, hors d'haleine, la figure barbouillée de morve, et lui crache, l'air mauvais : *"Et quoi, maintenant ?"* Il se débarrasse de sa veste, prêt à en découdre. En une fraction de seconde, Ken lui fait une clé de bras et le plaque au sol. »

Le 8 août 2004, c'est à Nivelles que le roi de l'évasion réussit son exploit le plus spectaculaire. Agrippé à un cordage fixé à une voiture, il se laisse hisser par-dessus le mur d'enceinte. "Je suis trapéziste ; je voulais voir si j'étais capable de grimper à un mur", plaisantera-t-il plus tard. Résultat : une chasse à l'homme de huit jours jusqu'à son arrestation dans les tunnels

de Bruxelles. Nous sommes le dimanche 15 août 2004, un tournant dans la carrière de Lio.

« Chacun de nous se souvient de son premier trophée, du premier grand criminel qu'il chope avec ses collègues, l'événement à partir duquel il fait *vraiment* partie du club. Dans mon cas, c'est Nordine Benallal, et ça me remplit de fierté, même si je dois bien avouer que je n'y suis pas pour grand-chose. Je ne fais partie de l'ESI que depuis un an. Un bleu, quoi. Je n'ai pas encore assez d'expérience pour participer à une arrestation en première ligne, mais je suis heureux d'être aligné dans l'équipe. J'ai été admis dans l'unité d'élite de la police fédérale belge au terme d'une formation particulièrement éprouvante d'un an. J'ai 28 ans.

Si on m'avait demandé quelques années plus tôt la fonction exacte de l'ESI, j'aurais été bien en peine de répondre. Personne n'aurait d'ailleurs cru que je porterais un jour l'uniforme de la police, et moi moins que tout autre. Inscrit en criminologie à la *Vrije Universiteit Brussel*, j'étais le prototype de l'étudiant fêtard. Je me disais que le monde était à mes pieds, j'étais la désinvolture personnifiée. De toute évidence, je n'étais pas né pour être policier. »

Il n'y a pas plus de quatre ans d'écart entre Lio et Benallal. Mais quand leurs routes se croisent en août 2004, leurs jeunes vies sont on ne peut plus différentes.

Nordine Benallal grandit à Molenbeek-Saint-Jean, sixième d'une fratrie de neuf enfants aux parents particulièrement travailleurs. Jusqu'à l'âge de 17 ans, c'est un fils modèle, qui suit une formation d'aidant en gériatrie. Il passe tout son temps libre à l'école de cirque, où il est une vraie vedette, remportant plusieurs prix pour ses prouesses de trapéziste. À ces spectacles auxquels toute sa famille assiste, les apparitions de Nordine déclenchent systématiquement des applaudissements nourris, auxquels il répond par quelques sauts périlleux en bonus.

Lio, lui, grandit dans la périphérie bruxelloise ; il est fils unique. Ses parents se séparent quand il a 11 ans.

« J'ai d'abord habité chez ma maman. Comme elle travaillait, j'étais souvent seul à la maison, il fallait que je me débrouille. Dès que j'ai eu 12 ans, elle a cessé de me réveiller le matin. J'ai multiplié les pannes d'oreiller, et mes résultats scolaires s'en ressentaient. Après quelques années, je suis allé habiter chez mon père, pour qui j'avais beaucoup d'admiration. Il avait

refait sa vie ; avec sa nouvelle femme, qui était donc devenue ma belle-mère, il avait encore eu deux enfants, deux demi-frères plus jeunes. Malheureusement, dans cette famille aussi, je ne me sentais pas tout à fait à ma place. Cette place, c'est auprès des scouts que j'ai fini par la trouver : j'y passerai l'essentiel de mon temps. C'est là que j'ai trouvé la structure qui me manquait à la maison, et un groupe soudé dont je peux faire partie – un environnement que je retrouverai plus tard à l'ESI et dans ma propre famille.

Pendant ces années, il s'en faut de peu que je tourne mal. Je traîne avec des copains plus âgés qui multiplient les conneries, qui m'encouragent même, à l'occasion, à piquer une mobylette ou une voiture moi aussi. Si je n'en suis jamais arrivé là, c'est probablement à ma belle-mère que je le dois. C'est elle qui détecte à temps le sentiment de rébellion qui m'anime ; c'est elle qui commence à surveiller mes fréquentations.

À 17 ans, je n'ai pas la moindre idée du type d'études que je voudrais faire. Comme j'aime le sport, je me lance avec un pote dans une formation de haute école : un régendat en éducation physique. Pour financer mes études, je travaille dans une boulangerie le matin. »

Dix-sept ans, c'est l'âge où Nordine Benallal décide de quitter le droit chemin. À l'école, le voilà décrit comme un cas désespéré et comme une menace pour les enseignants. On le renvoie de l'école – injustement, à l'entendre. C'est à ce moment-là qu'il commence à traîner dans la rue et qu'il commet ses premières rapines. Très vite, il passe à la vitesse supérieure. À 21 ans, on lui inflige déjà une première condamnation : cinq ans ferme pour vols avec violence. À sa sortie de prison, Nordine Benallal connaît tous les truands de Bruxelles.

En quelques années, il accumule les car-jackings, les attaques à main armée et les home-jackings violents. Au tribunal, ses victimes, encore traumatisées, décrivent leur bourreau comme un homme petit, impitoyable. Lors du cambriolage d'une bijouterie, le propriétaire, d'un coup de crosse de fusil, perd l'usage d'un œil. Il hurle de douleur, ce qui lui vaut une raclée supplémentaire : "Ta gueule ! Ou tu perds l'autre œil aussi."

À 20 ans, Lio décroche son diplôme de prof de gym. Il a pris davantage confiance en lui, et décide de s'inscrire en criminologie à l'université – avant tout pour prouver à son père qu'il en est capable. Quand il se rend compte qu'il progresse dans ses études les doigts dans le nez, il embrasse avec enthousiasme les joies – notamment éthyliques – de la vie d'étudiant.

Alors que Benallal, la nuit, s'insinue dans des villas dont il menace et détrousse les occupants, l'étudiant, lui, s'adonne à pleins poumons aux bacchanales estudiantines. Alors que le délinquant tente d'échapper à la police, Lio se débat surtout avec les gueules de bois que lui laissent ses soûleries nocturnes. Quand Lio envisage pour la première fois un avenir de flic, Benallal s'est acquis auprès de la police une solide réputation de fauteur de troubles. Pour son stage de criminologie, en dernière année, Lio choisit la police communale d'Etterbeek.

« Par souci de facilité, en fait : le commissariat était proche de ma chambre d'étudiant. Mais je découvre vite à quel point ce boulot est passionnant. La nuit, on m'autorise à accompagner la brigade anti-agressions en patrouille, à la recherche de délinquants. J'assiste à des courses-poursuites et à des arrestations. À la fin des années 1990, Etterbeek, un des beaux quartiers de Bruxelles, est la cible d'une vague de home-jackings et de car-jackings, pratiquement chaque week-end. Je me débrouille pour accompagner les patrouilles le plus souvent possible. La traque, l'adrénaline, l'esprit d'équipe entre collègues : tout ça me donne l'impression de vivre à fond. Un jour, le chef de corps me demande si ça m'intéresserait de rester. "Un type comme toi, enthousiaste, bilingue, ça nous serait utile." Après l'université, je m'inscris donc à l'école de police. En 2000, je m'engage à la police communale d'Etterbeek. »

Deux ans plus tard, la réforme de la structure des services de police en Belgique touche à sa fin. À la suite du traumatisme national causé par l'affaire Dutroux, il avait été décidé, à la fin des années 1990, de fusionner la gendarmerie, la police judiciaire et la police communale en un corps de police intégrée, et cette fusion a désormais eu lieu. L'ESI, unité d'élite de l'ancienne gendarmerie, cherche de nouvelles recrues. Pour la première fois, des candidats extérieurs à la gendarmerie peuvent participer aux épreuves de sélection, réputées particulièrement rigoureuses. Tout candidat ayant réussi l'école de police peut tenter sa chance. Un collègue convainc Lio de s'inscrire. "Après tout, pourquoi pas ?", se dit-il.

« Je n'avais pas la moindre idée de ce qui m'attendait. Heureusement ! »

---

1 Les mots marqués d'une astérisque sont commentés dans le glossaire en fin de volume.

Une anguille affolée

Août 2004. Lio vient d'entamer sa deuxième année à l'ESI lorsque Nordine Benallal s'évade, façon Houdini, et que la police lance des recherches à l'échelle nationale. Chaque soir, la télévision diffuse un portrait du fuyard. Un avis de recherche circule en Belgique et à l'étranger. On ne parle plus que du nouvel ennemi public numéro un : un très jeune homme à la gâchette facile, particulièrement dangereux. Les médias le montent en épingle. À la télé, sa sœur Samira explique que son frère est une victime de la société, stigmatisée par la police.

Les enquêteurs de la police fédérale tentent sans relâche de retrouver sa trace, et des tuyaux de citoyens vigilants affluent. On signale Benallal partout dans la capitale : dans le métro, chez le boulanger, à la foire du Midi. Très rapidement, les enquêteurs trouvent un début de piste : son signal GSM est repéré par une antenne proche du Marché aux poissons. Il se cache probablement dans le quartier du Petit Château. Mais où ?

« Dès ce moment, nous sommes en stand-by jour et nuit. Cela représente des heures d'attente dans des voitures banalisées blindées, le long des quais du canal, juste à l'extérieur du quartier où se trouverait le repaire de Benallal. Chaque jour, j'embarque dans une autre voiture, avec une autre équipe. Dès que le parquet aura donné son feu vert, nous interviendrons, et j'espère de toute mon âme pouvoir être là. »

Dans les voitures de service bleu nuit, les heures défilent sans que rien ne se passe. Les hommes trompent l'ennui en fanfaronnant sur les bandits qu'ils ont arrêtés et sur les femmes qu'ils ont séduites. Ils comparent leurs performances sportives et se racontent des blagues cochonnes. Ils évacuent leur frustration sur l'incompétence des officiers et sur les tas de rouille censés leur servir à pourchasser des gangsters qui, eux, se paient des voitures de sport aux moteurs survitaminés. Ils écoutent encore un peu la radio.

Pendant ce temps, les enquêteurs reçoivent une aide inattendue. Un trafiquant de drogue notoire, qui connaît Benallal et ne dédaigne pas, à

l'occasion, de tuyauter la police, connaît la planque du truand. Son casier judiciaire est déjà bien chargé, et il serait disposé à dénoncer son ami en échange d'un accord avec le parquet sur une réduction de peine. C'est ainsi que les enquêteurs apprennent que Benallal a trouvé refuge chez une ancienne camarade de classe, qui habite sur le coin de la rue de la Forêt d'Houthulst. Il oblige cette jeune maman à le loger et s'installe avec un ami dans son grenier. Teint en blond, il ne sort que la nuit.

« À quelque 300 m de là, dans nos voitures, nous sommes sur des charbons ardents, mais le parquet nous interdit d'intervenir : trop dangereux, trop risqué. Si nous décidons de nous attaquer à Benallal, nous devons pouvoir l'attraper à coup sûr. Sinon, il saura que nous sommes sur ses talons, ce qui nous obligerait à repartir à zéro. Pour les hommes de l'équipe d'observation, cela ne facilite évidemment pas les choses. Il n'est pas question de s'approcher trop. La maison où se cache Benallal est située en plein milieu d'un quartier marocain densément peuplé, un "quartier chaud". Une voiture immobile occupée par plusieurs hommes blancs qui attendent en lisant le journal est une voiture suspecte. Nous avons donc très peu d'informations directes sur ce qui se passe autour de la planque. Nous avançons à l'aveuglette. »

La nuit de vendredi à samedi, Benallal et son complice quittent leur cache, prennent leur voiture et s'enfoncent dans la nuit bruxelloise. Il est presque quatre heures du matin. Dans les rues désertées d'Anderlecht, leur voiture ne passe pas inaperçue. Près du quai Fernand Demets, une patrouille de la police locale la remarque et la suit discrètement. Les malfrats repèrent les agents et accélèrent. Ils traversent Molenbeek et tentent de semer leurs poursuivants en faisant trois fois le tour du pâté de maisons. Soudain, ils s'arrêtent dans la rue des Quatre-Vents, cette même rue où l'ESI, douze ans plus tard, arrêtera Salah Abdeslam.

Les deux hommes sautent de la voiture et s'engouffrent dans une rue avoisinante. Les agents courent à leur poursuite, mais à l'angle de la rue, le duo les attend. Benallal et son complice ouvrent le feu. Une balle touche l'un des agents au ventre, il est gravement atteint ; son collègue est blessé à la cuisse. Quand les renforts arrivent, toutes sirènes hurlantes, les oiseaux se sont envolés depuis longtemps.

Le lendemain, la fusillade fait la une ; au sein du peloton, les collègues enragent. "On va l'attraper, le fumier !" Le samedi, cela fait six jours que Benallal est en liberté. La traque se poursuit avec acharnement. Une fois de

plus, les équipes de l'ESI passent la journée dans leurs voitures le long du canal de Bruxelles. Tous transpirent dans leurs T-shirts moulants, leur pantalon leur colle aux jambes. Benallal reste invisible. La frustration monte. Pour l'instant, il n'y a rien d'autre à faire qu'attendre une nouvelle sortie de leur cible. L'heure tourne, les nerfs sont de plus en plus tendus.

« Je regarde ma montre : presque huit heures du soir. Merde, la journée est presque finie et on n'est toujours pas parvenus à le choper. On est déterminés à rester là jusqu'au lendemain matin s'il le faut. Céline va râler. Elle m'attend à la maison, nous sommes invités à la fête de mariage d'un ancien collègue de la police d'Etterbeek. Je lui propose : "Tu pourrais y aller seule ?" Verte, elle répond : "Tout ça parce que toi, tu veux absolument attraper Benallal ? Pas question ! C'est ton collègue *à toi* qui se marie." À 20 h, elle m'envoie un SMS. "Tu viens ? On devrait déjà être là." Je soupire et réponds : "Désolé, mon amour, je ne peux pas rentrer pour l'instant."

Un peu plus tard, le commandement informe les équipes de l'ESI que l'unité POSA* de Gand va venir les relayer. Ils se cabrent : alors qu'ils sont si près du but ! Les unités POSA font partie des Unités spéciales, elles aussi, mais c'est l'ESI qu'on charge des missions les plus délicates. Entre les deux services règne une tonique rivalité.

Lio ronchonne, soutenu par ses collègues : "Maintenant que nous avons fait tout le boulot, les gars du POSA viendraient nous chiper Benallal sous le nez ? Pas question. Nous restons en place. De notre plein gré." Mais le commandement n'en démord pas. L'opération peut encore durer des jours et des jours, et les effectifs doivent être suffisants pour assurer les relais. L'ESI ne compte, au maximum, qu'une cinquantaine d'hommes déployables. Bien trop peu pour rester en stand-by 24 heures sur 24 pendant des jours. Pour un seul roulement, bien souvent, il faut compter 20 hommes. En deux jours, le peloton consommerait donc toutes ses réserves, et ce tempo serait intenable à la longue. Plus tard, lors des attentats terroristes, il arrivera encore souvent que ce sous-effectif permanent de l'ESI lui joue des tours.

À contrecœur, les Iris* passent le flambeau à leurs collègues du POSA. Lio est d'une humeur de chien quand il rentre à la maison, et se montre indifférent à l'irritation de Céline. Elle l'attend depuis des heures dans sa nouvelle robe, elle est superbe, mais c'est à peine s'il le remarque. Ils arrivent à la fête de mariage avec trois heures de retard. "Je déteste ce genre de situation", lui souffle Céline alors qu'ils rejoignent les deux seules

chaises vides qui les attendent à table. En pensée, Lio est encore à Bruxelles. Pendant que tous rejoignent la piste de danse, il croise les doigts pour que Benallal ne sorte pas cette nuit-là. Dès que les premiers invités repartent, Céline en a assez, elle aussi, et ils rentrent à la maison. Cette nuit-là, Lio ne ferme pas l'œil.

Le lendemain matin, à 7 h, il est de nouveau à pied d'œuvre, ravi que Benallal n'ait pas reparu de toute la nuit. Aujourd'hui, le commandement l'a affecté à la Volvo bordeaux de l'officier commandant l'opération. Autrement dit : il ne verra pas beaucoup d'action, mais il sait qu'il a de la chance d'être une fois de plus dans le circuit. Tout le monde veut participer à cette mission, et on ne donne pas priorité aux jeunots.

Sous un ciel très nuageux, la voiture de service est garée sur le quai aux Pierres de Taille. La matinée s'égrène lentement ; peut-être Benallal dort-il ? Vers midi, tout le monde a faim, et personne n'a emporté de casse-croûte. Lio s'enquiert : "Et si j'allais chercher à manger ?" En tant que benjamin de l'équipe, c'est à lui de s'y coller. "Je connais un restaurant chinois correct derrière le coin de la rue de Laeken", commente le chauffeur. Les hommes commandent tous la même chose. Lio se hâte jusqu'à La Longue Marche, une échoppe de traiteur chinois où des guirlandes de lampions roses éclairent un comptoir en verre.

« Un parfum aigre-doux m'agresse comme une claque en pleine figure. Je commande huit portions de *bami goreng* sans sauce, en espérant que ça ne traîne pas. C'est une grosse commande, le patron est ravi. Avec une lenteur exaspérante, sa femme et lui remplissent soigneusement les raviers et emballent le tout dans des sacs en plastique. Je sais que je puerai à plein nez la friture jusqu'au soir. Au moment de payer, il me colle sous le nez un éventail chinois et un pendentif orné de perles. "Vous pouvez choisir un petit cadeau." Je désigne le pendentif. "Qu'est-ce que c'est ?" Il me répond que le porteur de ce pendentif aura toujours la chance à ses côtés. Je trouve ça amusant, et j'accroche le porte-bonheur à ma ceinture. »

L'après-midi, plusieurs messages font état d'une sortie imminente de Benallal. Une première fois à 15 h. *Yes !* C'est maintenant que ça se passe ! Tout le monde se tient prêt au départ. Un peu plus tard, contre-ordre. La cible ne se montre pas – pas encore. Dans les voitures garées le long des quais, les Iris, tendus, attendent le message suivant. Pour un dimanche, la circulation est plus dense que d'habitude dans la capitale. À 1 km de là à

peine, les touristes affluent vers la Grand-Place. Ils se pressent autour du tapis de fleurs géant aux motifs Art nouveau, une attraction temporaire composée de milliers de plants de bégonias.

Vers 16 h 30, les hommes à l'affût sur le quai des Pierres de Taille reçoivent une nouvelle info : Benallal et son complice viennent de démarrer au volant d'une Ford Mondeo de couleur sombre. Le parquet donne son feu vert, une douzaine de véhicules des services d'intervention et d'observation se mettent en mouvement.

La Ford Mondeo prend les boulevards de la petite ceinture et plonge dans les tunnels, immédiatement suivie par les équipes d'observation. L'une d'entre elles se porte à hauteur de la Ford. Au volant, les hommes reconnaissent le complice, mais Benallal lui-même n'est pas visible. Est-il bien dans la voiture ? Faut-il intervenir ou non ? Si l'informateur a menti, ils sont cramés. Lio est dans la cinquième voiture de la colonne, le véhicule de commandement. Depuis la banquette arrière, il scrute la route.

« Nous suivons les ondulations des tunnels ; de loin, j'entrevois les feux arrière de la Mondeo. Je tente de contenir mon impatience. L'image des agents blessés à Molenbeek me vient à l'esprit ; je pose la main sur mon Glock*, sachant pourtant que je ne l'utiliserai pas aujourd'hui – je ne suis qu'un pion dans l'arrière-garde. »

L'officier et les enquêteurs se concertent. Ils évaluent leurs chances, soucieux d'éviter à tout prix un échec. Au moment de trancher, la liaison radio s'interrompt – un problème récurrent dans les tunnels. À travers le souffle, on n'entend que quelques grésillements irritants ; c'est à vous rendre dingue. Quelques secondes plus tard, la chaussée remonte à l'air libre et la liaison radio se rétablit. Le parquet donne son feu vert : "Vous pouvez coincer la voiture."

Le chef d'équipe choisit un endroit proche du Jardin botanique. La chaussée y est en surface, juste avant de replonger en souterrain, et enserrée de part et d'autre de hauts murs qui pourront, si nécessaire, arrêter les balles perdues. Les hommes mettent en branle un scénario qu'ils ont déjà pratiqué mille fois à l'entraînement. La voiture de l'équipe d'observation se laisse distancer, laisse passer la dernière voiture du peloton, puis bloque la circulation. Au Botanique, deux voitures blindées coincent la Ford Mondeo.

Les policiers bondissent, le chauffeur lève immédiatement les mains. Les agents encerclent la Ford et braquent leurs armes ; l'un d'eux ouvre la portière arrière, et trouve notre homme roulé en boule. Benallal le contorsionniste s'est faufilé dans l'espace vide séparant la banquette du siège du passager. Le chef d'équipe rugit : "Police, haut les mains ! Pas un geste ! Sors de la voiture."

D'abord, rien ne se passe. Puis, lentement, Benallal sort de la voiture en rampant, comme une anguille affolée. Il pose les mains sur le macadam et se couche à plat ventre, tremblant, bras écartés. L'arme qu'il portait sur lui tombe au sol, mais il n'envisage manifestement pas de s'en servir. L'homme se laisse menotter comme un agneau. Aux premières loges, Lio a tout vu de près. Et là, coup de chance. C'est dans sa voiture, celle de l'officier, que le prévenu va être mené au commissariat. Menotté, les yeux bandés, Benallal prend place en se tortillant sur la banquette arrière, à côté de Lio.

« Le trajet n'est pas long, le bureau de police n'est qu'à un kilomètre, mais j'ai l'impression de planer. Comme si mon équipe de foot venait de gagner le championnat national et qu'on me confiait un moment la coupe. Le voici donc, ce gamin de 25 ans, la terreur du bon citoyen, le roi du car-jacking et du casse. Quatre ans de moins que moi, et il a mis tout le pays sens dessus dessous. Et nous venons de l'arrêter en beauté.

Je le regarde, la tête penchée entre les sièges, pleurant comme un gosse. La teinture blonde de ses cheveux a quelque chose de pitoyable. Il est encore plus fluet que je ne le pensais. Un gamin. Tout comme les combattants de Syrie qui nous donneront tant de fil à retordre dix ans plus tard. Eux aussi ne seront souvent que des petites frappes, des voleurs de mobylettes, des petits trafiquants de rue des bas quartiers de Bruxelles. Mais des gamins qui, avec une grenade ou une kalachnikov à la main, persuadés de défendre une cause qui mérite qu'on meure pour elle, deviennent de dangereuses bombes à retardement. Si Benallal était né dix ans plus tard, il n'est pas impensable qu'il aurait été l'un d'eux. »

Dix minutes plus tard, la nouvelle de l'arrestation a fait le tour du pays. On interrompt le journal parlé pour un bulletin spécial. "Le bandit Benallal intercepté dans les tunnels de Bruxelles" – "Spectaculaire arrestation par les unités spéciales !"

Dans le vestiaire de la caserne flotte une légère euphorie. Dave passe devant nous à poil, jouant à l'hélicoptère avec sa biroute sur le chemin des douches. Lerre se laisse tomber à côté de Lio et lui donne une bourrade dans les côtes. "T'as vu comme il a failli faire dans son froc, le grand héros ?"

« Lerre a toujours une opinion tranchée sur les délinquants à qui nous mettons la main au collet. Membre de l'ESI depuis des années, il a connu les durs à cuire de la bande Habran et de la bande Haemers. "C'était quand même un autre calibre", raconte Lerre. "Des salauds, d'accord, mais de vrais adversaires : eux au moins savaient se battre. Quand ils se rendaient compte que la partie était finie, ils se rendaient comme des hommes. Pas comme le ouistiti d'aujourd'hui. Lui, c'est un retors. J'en suis sûr et certain : s'il avait été arrêté par un policier ordinaire, il aurait crié au meurtre, à l'assassin : *'Sale flic, me touche pas !'* Mais colle-lui sous le nez quelques mitraillettes tenues par des malabars, et le voilà qui chiale à s'en faire péter les yeux." Tout le monde éclate de rire.

Soudain, je repense à mon porte-bonheur chinois. "Tiens, ce machin a fonctionné, finalement." J'accroche le pendentif, avec ses perles en plastique, à mon sac. Il sera témoin de chacune des opérations que je vais mener avec l'ESI au cours des treize années suivantes. Plus tard, devenu inspecteur principal et chargé de prendre sous mon aile de nouvelles recrues, j'aurai droit systématiquement à la même question. "Chef, c'est quoi ce truc ? Une boucle d'oreille ?" Et là, je raconterai ce jour où j'étais assis sur la banquette arrière à côté de Benallal. Mon premier récit héroïque. Même si, ce fameux dimanche 15 août 2004, je n'ai guère fait autre chose qu'aller chercher à manger chez un traiteur chinois. »

La nuit de Perk

« Ça fait des heures que je poireaute sur le béton, accroupi, les yeux bandés. Je sens monter une brûlure dans les cuisses. Mon corps tout entier est froid et raide. Un moment, je me dis qu'ils ont dû m'oublier, qu'ils m'ont laissé seul dans ce garage. J'ai le pied qui s'engourdit, j'essaie de le remuer. "Pas bouger !", crie le garde derrière moi, et il m'allonge un coup de pied. Il n'est donc pas parti. En guise de punition, il ôte mon casque antibruit. Immédiatement, la musique, assourdissante, me frappe les oreilles. Ce n'est pas de la musique, en fait, juste un grésillement exaspérant, mélange de bruits de foreuses et de disqueuses, assaisonné d'un trait de *heavy metal*. Le volume sonore est si élevé qu'il me fait mal aux tympans. Par l'entrebâillement de mon bandeau je perçois les éclairs d'un stroboscope, un de ces engins qu'on accroche au plafond des discothèques. Il émet un grésillement monotone : zzz – zzz – zzz. De temps en temps, quelqu'un frappe un marteau contre une plaque métallique, comme un gros coup de tonnerre.

Je sais que ce sont là des techniques de torture de l'armée américaine. La CIA recourt souvent à ces sons poussés à un volume maximum pour torturer ses prisonniers, notamment dans la base navale de Guantanamo Bay à Cuba. Ils y enferment leurs prisonniers, talibans ou membres d'Al Qaïda, dans une chambre, et leur infligent pendant des heures, et parfois des jours, du Van Halen ou de l'Eminem et ces éclairs lumineux, très intenses, destinés à perturber l'activité cérébrale.

Mais nous ne sommes pas à Guantanamo Bay. Nous sommes à Perk, un domaine militaire proche de Zaventem. Je participe à une semaine extrêmement exigeante de mise à l'épreuve, réservée aux candidats désireux de rejoindre l'ESI. Pendant cinq jours, les examinateurs vont nous soumettre à des épreuves physiques et mentales en tous genres, et nous pousser à l'extrême limite de nos forces, sans interruption, quasi 24 heures sur 24. Chaque jour, on nous inflige des exercices de force physique et de course à pied, des épreuves de tir et d'escalade, un parcours d'obstacles militaire et des missions en groupe, pour ainsi dire des activités scoutes,

mais “améliorées”. Et surtout, c’est une semaine où on dort et mange très peu, car les examinateurs veulent étudier nos réactions dans des situations de privation.

Quand nous nous endormons à 23 heures au terme d’une journée épuisante, ils attendent à peine deux heures avant de nous retomber dessus en hurlant. “Debout, bande de branleurs ! Drill chinois !” Pour cet exercice, nous devons nous changer en triple vitesse. “Tout le monde en tenue de combat ! Dehors dans une minute !” Il y a toujours bien un retardataire. Résultat : punition pour tout le groupe, 50 pompes chacun. Il faut ensuite enfiler la tenue de sport (“cinquante squats*”), le maillot de bain (“cinquante abdos”) ou la tenue de camouflage. Après cela nous pouvons partir pour une course nocturne en forêt ou une épreuve d’orientation de quelques heures. Le drill chinois n’a aucune utilité ; son seul objectif consiste à nous couillonner. À nous briser, tant sur le plan physique que psychologique, en ne nous accordant pas un seul moment de repos. À vérifier à quel point nous sommes motivés à rejoindre l’ESI, et à savoir à quel point nous sommes disposés à dépasser nos limites.

Ce fameux soir où je poireaute dans le garage, le bandeau sur les yeux, est l’avant-dernière nuit de notre semaine de test. Les jours précédents, près de la moitié des candidats ont déjà abandonné. Même des types qui se vantaient pourtant d’être champion de l’une ou l’autre discipline sportive s’écroulent soudain en plein milieu d’une épreuve, ou se mettent à chialer comme des gosses.

On nous a fait monter dans un car pour Perk, où nous attend un circuit, aménagé dans une forêt parsemée de bunkers, et ponctué d’épreuves nécessitant audace et agilité, dont le fil conducteur est un jeu de rôles. Sur le parcours, nous sommes censés débouler dans un milieu criminel sur lequel nous devons réunir un maximum d’informations. À aucun moment, nous ne devons avouer notre appartenance aux services de police. Ça a l’air très simple, mais la réalité est tout autre, car on va constamment nous tester. La première étape, avant même d’entamer le parcours, c’est le garage, cette attente dans un insupportable vacarme, les yeux bandés, pendant des heures.

On vient nous chercher, l’un après l’autre. Nous ne voyons rien, mais nous sentons le mouvement et le courant d’air causé par la porte qui s’ouvre. Pendant l’attente, on nous oblige à prendre des poses inconfortables, dites de stress – encore une petite astuce de torture inspirée de la CIA. Essayez donc de rester assis en tailleur pendant des heures, ou

debout sur une jambe, bras écartés, ou encore à genoux, le torse penché en arrière. Sans bouger, sans pouvoir détendre vos muscles ne fût-ce qu'un instant. Après un moment, ça devient très, très douloureux. Ces méthodes de torture vaudront plus tard bien des critiques à la CIA. On ne nous soumettra pas à un régime aussi dur que celui que subissent les prisonniers de Guantanamo Bay, mais quelques années après notre passage, l'ESI abandonnera ces "épreuves de sélection" jugées indignes.

Vers ce que j'estime être l'approche de l'aube, je me demande si on va encore venir me chercher, mais chaque fois que je sens la porte s'ouvrir, les examinateurs choisissent quelqu'un d'autre. Je crois savoir pourquoi. Hier, l'un d'eux m'a demandé comment je me sentais. J'ai répondu : "Fatigué, mais ça va." Qu'est-ce qui m'a pris de répondre ça ? Quand on montre qu'on n'a pas touché le fond de ses réserves, ils font tout pour les épuiser au plus vite. D'où l'idée de me laisser mariner dans ce garage toute une nuit. Je serai donc le dernier qu'ils viendront chercher. Quand j'enlève mon bandeau, le soleil se lève.

Au premier bunker, la mission est simple : il faut y pénétrer et récupérer une boîte de munitions dissimulée dans le fond. Il y fait noir comme dans un four, et on se heurte à chaque pas à un tas d'obstacles. Ce qu'ils ne m'ont pas dit, c'est que la boîte de munitions est gardée par un chien d'attaque. J'entends l'animal grogner avant qu'il me saute dessus. Il ne peut pas me mordre, car il porte une muselière, mais il me boxe de tout son poids, et les coups de museau qu'il m'assène font mouche. J'ai grandi avec des chiens à la maison, je ne panique pas, mais pour un non-initié, ça doit être terrifiant.

L'étape suivante est plus difficile. Ce bunker a été transformé en café, une sorte de repaire où l'on trafique de la drogue et des armes. Je dois m'infiltrer parmi les clients et leur soutirer des renseignements. Je m'invente un pseudonyme, Boris le Russe, d'après le personnage Boris the Blade de la comédie policière *Snatch* qui passe sur les écrans à l'époque. Deux examinateurs avec de sales trognes - l'un fait presque deux mètres - me prennent immédiatement à partie. "T'es qui toi ? T'es de la police, c'est ça ? Flic de mes deux, sale poulet !" Ça dégénère en bagarre, les chaises volent.

Prochaine étape : un parcours d'obstacles autour d'un étang, émaillé d'escalades et de sauts. Dans un bunker suivant, je trouve trois armes sur une table : un Uzi, un Glock et un fusil d'assaut Steyr. L'examinateur

montre une fois – une seule – comment les démonter et les remonter, et nous donne deux minutes pour l'imiter, mais les yeux bandés. Du gâteau, quoi !

Le parcours se termine près d'un feu de camp autour duquel attendent sept silhouettes. Je ne connais pas encore ces gaillards : ce sont les moniteurs de sports de combat de notre unité, des costauds qui attendent avec impatience d'en découdre avec les petits nouveaux. L'un d'entre eux me repousse d'un bon mètre. Ils m'entourent : "Qu'est-ce que tu viens foutre ici ? C'est notre camp !" Je me présente comme étant Boris le Russe, marchand de voitures d'occasion à Bruxelles.

Pendant qu'ils me soumettent à un interrogatoire, on m'attaque brusquement dans le dos et on me jette à terre. Ils m'attrapent à plusieurs, qui un bras, qui une jambe, et m'enfoncent le crâne dans le gravier. "Tu mens comme un arracheur de dents ! T'es un putain de flic, pas vrai ?" Quelqu'un me couvre le visage d'un drap humide et verse de l'eau dessus. Je suis totalement pris par surprise. Je suis à bout de souffle, j'ai la nausée. L'eau continue de couler et j'ai l'impression d'étouffer. Ils arrêtent un instant : "Alors, tu avoues ? T'es une saloperie de flic, hein ? Pas un Russe. Compte un peu jusqu'à dix en russe, pour voir." Je suffoque, j'imite vaguement quelques sons : "Niè, diè, trriè…" N'importe quoi. De nouveau, pendant plusieurs minutes, ils font couler de l'eau sur ce linge trempé collé à mon visage, qui m'étouffe.

J'ai de plus en plus l'impression de me noyer. Le *waterboarding* est une technique d'interrogatoire vieille comme le monde, mais très critiquée. Je sais que les éléments des Forces spéciales de l'armée américaine doivent la subir pendant leur formation, pour se familiariser avec la barbarie qu'ils pourraient avoir à subir comme prisonniers de guerre, mais je ne m'attendais pas à vivre ça ici. J'essaie de ne pas paniquer ; ce n'est qu'un exercice, après tout, ils ne vont pas me laisser crever. Mes assaillants m'enfoncent le crâne encore plus profondément dans le gravier, je sens les cailloux m'égratigner la nuque. Quand on me débarrasse de ce tissu trempé, je respire à fond, très soulagé.

À l'issue de cette semaine de test, un des participants se rebellera contre la pratique du *waterboarding*. Lors de l'épreuve du feu de camp, il perd complètement les pédales, se met à hurler : "Vous êtes des S.S., des fascistes !", jusqu'après le retour du groupe à la caserne. Le manque de sommeil et de nourriture y est certainement pour quelque chose, mais ce

candidat, visiblement traumatisé, n'en reste pas là et finit par porter plainte. La plupart des autres participants trouvent cela excessif : après tout, cette semaine d'épreuve a aussi pour but de pousser les candidats dans des situations où ils redoutent de mourir, puisque les examinateurs veulent voir leur réaction en situation de crise. Après cette plainte, le *waterboarding* sera pourtant supprimé du programme. Nous sommes la dernière classe à avoir subi cette épreuve.

À la fin de cette semaine, nous ne sommes plus que quarante. C'est nettement moins qu'au premier jour de sélection, un mois plus tôt : pas moins de 230 candidats s'étaient alors présentés à l'École royale militaire à Bruxelles. Je m'étais inscrit sans aucune préparation, sans rien savoir de ce qui m'attendait, et je n'imaginais pas que ce jour allait définitivement changer ma vie. C'est Claude, mon collègue de la police communale d'Etterbeek, qui m'avait convaincu de poser ma candidature et je ne savais pas du tout à quoi je m'engageais. Avec le recul, j'imagine que je voulais montrer à mon père de quoi j'étais capable.

Mon père, un technicien, attache une grande importance aux diplômes. Je suis sûr qu'il prévoyait pour moi un avenir tout autre qu'un emploi dans la police locale. Quand j'étais enfant, il lui arrivait de me parler du Groupe Diane*, le corps d'élite de la gendarmerie. En 1985, lorsque les tueurs du Brabant semaient la mort et la terreur dans le pays, il m'avait un jour montré les tireurs d'élite couchés sur les toits d'un magasin Delhaize. Je n'avais jamais oublié l'accent d'admiration qui transparaissait dans sa voix. Je me disais que si je parvenais à rejoindre ce groupe d'élite, il me respecterait vraiment.

Cette année-là, le nombre de candidats est exceptionnellement élevé : en raison de la réforme des polices en cours, les épreuves de sélection des Unités spéciales ont été annulées l'année précédente. Ce premier jour, nous sommes donc 230 jeunes gens à transpirer dans ce hall sportif. Abdos, pompes, tractions à une barre horizontale. À ma grande surprise, beaucoup de candidats ne présentent même pas une condition physique de base suffisante. Je vois un candidat tomber d'une bomme ; d'autres, après avoir grimpé à la corde jusqu'à 5 m de hauteur, sont si crevés qu'ils redégringolent en se brûlant la paume des mains.

Ensuite, nous enfilons nos maillots de bain et nous attendons les instructions sur le bord de la piscine. Jusque-là, je n'ai pas éprouvé de

véritable difficulté, et je ne m'attends pas à rencontrer de gros problèmes pour la suite. Un instructeur m'attache les chevilles et les poignets à l'aide de ceintures de judo. "Démerde-toi pour arriver de l'autre côté", me dit-il juste avant de me pousser du bord. Me voilà sous l'eau ; je bois copieusement la tasse. Une sensation d'oppression me saisit, mais je sais que je dois garder mon calme. Je donne un grand battement de jambes, je tente de remonter en imprimant à mon corps un mouvement de rotation. À force de patauger et de me tortiller, j'y parviens enfin. Le temps de prendre enfin une grande bouffée d'air, et je vois à côté de moi monter des bulles provenant d'un candidat qui ne parvient pas à remonter. Un plongeur le tire de l'eau. Sur le bord de la piscine, je vois un autre naufragé, inconscient. C'est un spectacle effrayant, impressionnant, que j'essaie d'évacuer très vite de mon esprit. Je fais confiance aux instructeurs. Après tout, si je meurs, je ne me rendrai plus compte de rien. C'est une attitude simpliste, sans nuance à l'égard du danger, mais ce jour-là, c'est cela qui va m'aider à rejoindre l'autre bord. Je continue à barboter dans l'eau comme un phoque paralysé, et lorsque je touche du front l'autre bord de la piscine, je suis très fier de moi.

Les épreuves ne se limitent pas aux tests physiques. On nous soumet également une liste de 500 questions : de nos réponses, une équipe de psychologues tâchera de déduire si notre profil correspond aux besoins d'une unité d'intervention. Elle mesurera notre motivation et notre ténacité. La loyauté et la capacité de travailler en groupe sont deux critères majeurs, parce que les lauréats accèdent à une bande où doit régner une confiance mutuelle aveugle. Enfin, l'ESI ne convient pas aux âmes sensibles : face à un criminel dangereux, il ne faut pas hésiter à lui faire mal, voire à le tuer, si nécessaire.

Dès la première journée, 150 candidats sont éliminés ; les 80 restants sont invités à participer quelques semaines plus tard à cette semaine d'épreuve où ils feront connaissance avec le *waterboarding*. Après coup, nous comparerons volontiers cette semaine à la légendaire *hellweek* des SEALs, les commandos de marine de l'US Navy. C'est à peine exagéré : bien des candidats motivés à rejoindre les Forces spéciales les mieux entraînées au monde se seraient cassé les dents sur ces épreuves. Un des grands classiques porte le nom anglais de *stamina** : une mission de groupe visant à tester l'endurance physique et mentale. Il s'agit de parcourir dix kilomètres en portant, outre son propre sac à dos, plusieurs malles contenant

du matériel et un brancard occupé par un participant, que nous devons porter à tour de rôle. Rien de tel pour découvrir qui, dans un groupe, sait collaborer, prendre les rênes du groupe, renforcer l'esprit d'équipe et qui, au contraire, préfère rester en retrait.

C'est l'été, la chaleur est étouffante. Pendant des kilomètres et des kilomètres, nous traversons champs, ruisseaux, haies et barbelés. Nous avons soif, nous avons chaud, nous tombons de sommeil. Derrière nous, un instructeur nous engueule comme dans un film de guerre américain. "C'est tout ce que vous avez dans les tripes ? C'est à pleurer ! Vous me faites gerber, bande de couilles molles !" Ça donne le ton du flot d'insultes qu'on nous servira ensuite pendant un an.

J'entends haleter mon voisin. C'est un gringalet roux qui se vante depuis plusieurs jours de ses extraordinaires performances sportives. Soudain, il s'effondre, étendu pour le compte. L'un après l'autre, ils tombent comme des mouches. Moi aussi, je suis à deux doigts d'en rester là. Un instructeur vient courir à mes côtés. "Ça va ? Tu veux que je porte ton sac ? Pourquoi tu ne demanderais pas à ton pote, là ? Hé là, toi, t'as encore l'air en forme, tu n'veux pas porter le sac de ton camarade ?" Je sais que je ne dois surtout pas céder. Je m'encourage moi-même : "C'est pas le moment de lâcher." Je ne peux pas flancher. Tenir le coup. C'est mon objectif, ça. S'ils ne veulent pas de moi, il faudra qu'ils me foutent dehors.

Je ne suis pas dans la meilleure des formes, mais je réussis de justesse la plupart des épreuves. Je comprends vite qu'ils ne cherchent ni des cow-boys ni des types qui se donnent de grands airs. Ce qui les intéresse, c'est plutôt la résilience, la volonté et un engagement inconditionnel.

La dernière journée de la semaine est celle que nous redoutons le plus. Nous la commençons par une course de seize kilomètres dans la forêt de Soignes, avant de revenir à la caserne. Là, on nous appelle au Bloc A. C'est le plus grand des bâtiments de la caserne, une véritable cathédrale qui domine les autres et qui abrite les bureaux du commandement.

Au milieu de l'immense grenier couvert par une haute charpente en bois nous attend un ring de boxe. À part ça, l'espace est vide, et résonne comme dans une église. C'est un lieu mythique auquel personne d'autre que les membres effectifs de l'ESI n'a accès. Pas même les stagiaires. C'est dans ce Valhalla que l'on nous appelle, l'un après l'autre, pour affronter un moniteur de sports de combat.

Non sans nous obliger d'abord à monter et à descendre l'escalier jusqu'à avoir les poumons en feu. À chaque palier, quelques pompes puis quelques flexions de genoux en portant des haltères. Rien de tel pour acidifier les muscles. Nous sommes tous à bout de forces. Mon instructeur, un sadique, me lance un coup de pied dans le ventre parce qu'il voit mes pompages ralentir. "Lionel, rentre chez toi, t'es pas à la hauteur !" Je suis vraiment à bout. Officiellement, c'est juste un échauffement, mais en réalité, on veut surtout nous faire craquer. Il s'en faut de peu ; cette semaine-là, je n'ai guère pris plus de quinze heures de sommeil.

Je rejoins le groupe très réduit qui attend devant la porte du grenier. À l'intérieur, j'entends les cris et les sifflements des hommes de l'ESI à chaque fois que l'instructeur fait mouche. Pour eux, ces matches de boxe – appelons ça des raclées – sont un vrai divertissement. J'entends appeler mon nom. Oups. L'impression que mon cœur s'arrête. La porte s'ouvre ; deux infirmiers sortent en épaulant le gars qui m'a précédé. Il a le visage tuméfié, en sang, c'est à peine s'il peut encore marcher. J'entendrai plus tard que c'était Joker : il est pourtant ceinture noire de karaté !

"À ton tour !" Une bourrade dans le dos et me voilà dans la salle. Ça sent le renfermé et le moisi. Autour du ring, une vingtaine d'hommes en salopette noire me lancent des regards d'hyènes. Mon coach improvisé m'équipe de protège-tibias, de gants de boxe et d'un protège-gencives. Je me sens plus petit qu'un microbe. Le moniteur qui sera mon adversaire a tout d'une bête : pas de cou, juste un torse en acier trempé surmonté d'une tête anguleuse.

Dans le ring, face à lui, je dois tenir trois minutes, et je dois surtout montrer que je ne suis pas une mauviette. Car ce combat, je ne peux que le perdre. Ding-ding ! "En avant", lance le coach. "Fais voir ce que t'as dans le bide ! Boxez !" Je fais un pas en avant ; j'aperçois vaguement la silhouette du mastodonte, le reste est flou. J'accommode mal : pendant l'échauffement, je suis allé trop loin dans le rouge. Pendant trente secondes, il me laisse venir, histoire de voir ce qu'il me reste de force dans les bras. J'arrive à placer quelques touches, je trouve que je m'en sors pas trop mal.

Puis, l'instructeur frappe dans les mains, signe que la récréation est finie. Bam ! Je prends une prune en plein visage et je me retrouve tout de suite au tapis. Le coach se précipite et me remet debout : "Reprends-toi !" Je me dis : quitte à me faire taper dessus, autant passer à l'attaque. Je sais que c'est ça qu'ils veulent voir : un mec qui, après avoir volé au tapis, se redresse

péniblement, sans un mot, reprend le combat pour encaisser vaillamment le coup suivant. L'animal me travaille au corps pendant deux minutes, j'ai l'impression d'être la grosse caisse d'un groupe de *heavy metal*. Il me met KO plusieurs fois, sous les hurlements des salopettes noires. J'apprendrai par la suite que certains candidats se sont mangé un uppercut qui les a littéralement fait valser hors du ring. Au gong, je suis encore à l'intérieur du ring, et je suis encore debout. Avec l'impression qu'un bulldozer m'est passé dessus.

Le combat de boxe est surtout l'occasion de montrer son courage, sa capacité à faire face quand ça chauffe. Ce n'est pas pour rien qu'on nous fait attendre devant la porte, qu'on nous fait entendre les baffes que prennent les candidats qui nous précèdent. Rester assis en attendant de subir le même sort, ça fait partie de l'exercice. Plus tard, en situation, les occasions de se dire qu'il vaudrait mieux fuir plutôt que rester et se battre ne manqueront pas, mais nous saurons que nous avons tous survécu au ring du grenier du Bloc A, et que nous pouvons donc avoir confiance les uns dans les autres. Si les choses se gâtent, aucun de nous ne se tirera en douce. Même si, clairement, tous ces coups dans la figure, ce n'est pas très bon pour la santé.

En septembre 2002, j'apprends que j'ai réussi le test de sélection. Sur les quarante candidats qui ont tenu le coup jusqu'à la fin de la semaine de test, vingt-trois sont retenus pour le stage. Une formation qui va durer dix mois. À notre premier jour à la caserne, nous sommes tous impatients et nerveux. C'est maintenant que nous allons devoir faire nos preuves. Nous savons qu'une poignée de stagiaires seulement y parviendra. Pendant la pause déjeuner, le rouge au front, nous entendons les instructeurs commenter leurs impressions sur notre classe. J'entends quelqu'un s'étonner : "il y en a même un qui parle russe." Je rougis de fierté. Finalement, mon interprétation de Boris le Russe, au feu de camp, a été convaincante. »

La salopette noire

« Quand notre groupe de 23 “rescapés” entame sa formation, je me dis que le pire est passé. Quelques gars qui en sont à leur deuxième tentative me détrompent. “Ça va être dix fois pire que la *hellweek*, et ça, pendant toute une année.” Certains de ces candidats se sont entraînés pendant des années pour arriver là ; moi, j’arrive en touriste. Je suis vraiment un cas à part : la plupart des participants sont des gendarmes, je viens de la police communale, et certains me considèrent comme un intrus. Même si l’ESI est aujourd’hui une unité d’élite de la police intégrée, la mentalité “gendarme” y reste très présente, avec sa discipline de fer, et avec des instructeurs qui aboient leurs instructions et qui ont toujours raison, même quand ils ont tort. Pour l’étudiant désinvolte que j’étais encore quelques années plus tôt, c’est encore ça le plus frappant.

Nous commençons par trois semaines à Marche-les-Dames, chez les paracommandos. Nous serons la dernière classe de l’ESI à passer par cette étape au sein de l’armée. Après nous, les Unités spéciales auront leurs propres camps d’entraînement. Nous, on va nous plonger dans le bain par un bon vieux drill militaire. À l’ancienne. Nous allons apprendre à dépecer un lapin en mode survie et à lire une carte après un largage de nuit, à marcher sans arrêt avec un sac au dos et un FAL* de 4 kilos à l’épaule. Un stagiaire distrait (il a oublié son arme au camp de base) devra se balader 24 h avec un rondin sur les épaules. Un “poids moral”, comme on dit à l’armée : de quoi bien vous faire entrer votre faute dans le crâne.

Ces trois semaines sont avant tout un temps d’humiliations, de faim et de froid extrêmes. Nous dormons à même le sol dans des sacs de couchage épais comme du papier à cigarettes. Pendant les quelques heures de sommeil qu’on nous accorde, nous nous collons les uns aux autres comme des chiots pour ne pas geler. Nous vivons de *corned-beef*, de sardines en boîte et de biscuits de soldat si durs que j’en utiliserai un pour stabiliser une armoire bancale.

C’est au camp paracommando que j’apprends à mieux connaître Charly. Il s’est engagé à la gendarmerie parce qu’une jolie hôtesse, au salon de

l'emploi, lui a raconté qu'on pouvait y devenir moniteur sportif. Comme moi, c'est un type plutôt nonchalant, qui déteste les bavards et les poseurs. Quand un instructeur fait l'important, ou qu'un participant fait l'intéressant, nous sommes deux à lever les yeux au ciel. C'est important d'avoir un pote dans cette période difficile.

Surtout quand, épuisés par une longue marche forcée, nous sommes obligés de faire vingt tours de salle avec une caisse de munitions sur l'épaule, uniquement parce que l'un de nous a oublié de brosser les semelles de ses chaussures. Pour tenter d'oublier les douleurs musculaires et les privations, nous faisons les marioles. Un soir, alors que je tombe littéralement de faim, Charly me file une pomme qu'il a volée en route dans un champ. Il me le fera payer pendant quinze ans : "Sans ma pomme, tu n'y serais jamais arrivé."

Il y a de vraies stars parmi les candidats. Nous avons tous le plus grand respect pour "le légionnaire", une armoire à glace qui s'est fait tatouer les insignes de la Légion étrangère sur le dos. Les paracommandos qui le voient se balader torse nu n'en reviennent pas. Il est un peu plus âgé que nous, et sait tout faire : courir, tirer, grimper, boxer. À côté de lui, Charly et moi, nous sommes de vrais gamins.

Il faut avouer que nous sommes des *outsiders*. Les autres stagiaires se préparent avec le plus grand sérieux. Nous, on déconne. De vrais gosses. Les épreuves - inhumaines - qui nous attendent ? Bah, on verra bien. Pendant ces premières semaines, personne, dans le groupe, n'imagine que nous tiendrons le coup. Mais nous avons tous en commun un esprit de compétition dévorant et une motivation à toute épreuve. À chaque mission, nous donnons le meilleur de nous-mêmes. Aucun de nous ne veut être le dernier à atteindre la ligne d'arrivée ou le sommet. Lors d'un largage nocturne, aucun de nous ne veut être le premier à se faire éliminer par un tireur embusqué.

C'est grâce au groupe que chacun puise en soi ce qu'il a de meilleur. Mener une mission à bonne fin, ensemble, décuple notre énergie. Chaque jour, nous puisons un peu plus profond dans nos forces ; chacun d'entre nous découvre alors qu'il est capable d'en faire bien plus qu'il ne le croyait. »

Après l'entraînement paracommando en Ardenne commence la formation elle-même, dans l'ancienne caserne de gendarmerie De Witte de Haelen à

Etterbeek. Les locaux de l'ESI se trouvent au Bloc H, où trône, dans le hall d'entrée, une statue de la déesse romaine Diane. Diane chasseresse était le symbole de l'unité d'élite constituée dans les années 1970 au sein de la gendarmerie (d'abord sous le nom de Brigade Diane, puis de Groupe Diane) au lendemain de la prise d'otages terroriste de 1972, à l'occasion du bain de sang qui avait endeuillé les Jeux olympiques de Munich. Plusieurs pays européens avaient alors créé des unités antiterroristes, comme le GIGN* en France et le GSG9* en Allemagne.

Le Groupe Diane était censé protéger la Belgique en cas d'attentat terroriste. Les premières années, pourtant, l'Unité sera surtout une brigade de choc chargée de nettoyer les bas-fonds de Bruxelles. Comme on lui laisse le champ libre, elle attire même des personnages douteux aux tendances extrémistes, des aventuriers qui interprètent les règles très, très librement. L'unité compte quelques cow-boys qui, sur la route du stand de tir de Bourg-Léopold, n'hésitent pas à mitrailler des panneaux de signalisation au *riotgun*. Des baroudeurs qui, dans une bagarre de comptoir, n'hésitent pas à démolir le portrait de quiconque passe à leur portée. Voire pire. Dans les années 1980, certains (ex-)membres de la gendarmerie et du Groupe Diane seront soupçonnés d'être impliqués dans les tueries du Brabant. La précision militaire des attaques, la tactique et les méthodes de combat utilisées semblaient en effet porter la signature de ce groupe d'élite. Plusieurs décennies plus tard, on n'a toujours pas démasqué les auteurs de ces attaques, qui ont sur la conscience 28 morts et plus de 40 blessés et qui ont causé à la Belgique un des grands traumatismes de son histoire.

En 1977 sera constitué, au sein de la gendarmerie, l'Escadron spécial d'intervention (ESI), pour corriger certains comportements abusifs au sein du Groupe Diane, et y ramener structure et discipline. La sélection des recrues devient plus stricte et la formation, plus professionnelle. Les générations suivantes du Groupe Diane détestent qu'on leur rappelle ce sombre passé, dont elles se sont fermement distanciées. Le groupe évolue, et devient une unité modèle composée d'agents surentraînés, au parcours impeccable. Pendant tout ce temps, la statue de Diane, déesse de la chasse, n'a pas bougé du hall d'entrée ; mieux, on en a placé une deuxième dans la cour intérieure devant l'entrée du Bloc H.

Le nom du groupe deviendra plus tard Commissariat général *Special Units* (CGSU*). Aujourd'hui, sa dénomination officielle est *Directorate of Special Units* (DSU*).

Mais les membres de l'unité d'intervention s'obstinent à s'appeler eux-mêmes "l'ESI". Lorsque Lio y pointe le bout du nez, en 2002, l'unité s'entoure, encore plus qu'aujourd'hui, d'un voile de secret qu'elle entretient activement. C'est un club élitiste. Seuls peuvent se faire appeler "Iris" et porter la légendaire salopette noire ceux qui ont achevé la formation et qui ont fait leurs preuves en opération. Quand un Iris entre quelque part, on s'écarte respectueusement.

« À la cantine, où cinq cents policiers viennent déjeuner à midi, une table est réservée pour les salopettes noires. Personne n'ose s'y installer, et certainement pas les stagiaires. Tant qu'on n'a pas terminé sa formation, on n'est qu'une merde. Il ne nous viendrait même pas à l'esprit de saluer, ni même de regarder un Iris. Ça ne se fait pas, sauf s'il vous adresse la parole.

Le matin, au briefing, nous devons attendre comme des écoliers que les grands prennent place à table. Juste avant de commencer, l'officier nous fait entrer et nous autorise à nous asseoir en silence sur une chaise en plastique, contre le mur. Interdiction de parler, de rire, et surtout d'oser des manifestations d'enthousiasme. Pour les Iris, nous n'existons pas. Nous devrons faire nos preuves pendant un an ou deux avant qu'ils nous jugent dignes d'un regard. »

« Je comprends très vite qu'il faut être prêt à se soumettre à l'entraînement toute sa vie durant. Et en effet, à côté de cette formation, notre *hellweek* n'était qu'une promenade de santé. Deux activités, en particulier, font frémir d'horreur tout le monde. Tous les mercredis matin, le "parcours naturel" dans la forêt de Soignes : une course épuisante de quatre, parfois cinq heures. Un de nos instructeurs se fait appeler Lerre. Il est petit, trapu ; en dialecte du cru, son surnom veut dire "fumier". Il maîtrise à merveille l'art de transformer une course dans les bois en calvaire – nous appelons ça le "parcours surnaturel". Le matin, il claque des mains, l'air réjoui. "*Okay folks*. C'est aujourd'hui qu'on sépare les mecs des fillettes."

Lerre court devant nous sur les sentiers et s'arrête à tout bout de champ pour nous infliger des exercices. "Stop ! Vingt pompes. Couché ! Debout ! Tout le monde prend un rondin sur la nuque. Vingt squats ! Le rondin sur l'épaule, au petit trot, suivez-moi." Un peu plus loin, il nous fait tous grimper à un arbre. "Je compte jusqu'à cinq. À cinq, tout le monde doit se trouver à plus de deux mètres du sol." Il y a toujours bien un retardataire.

“Ah, si c’est comme ça, cinquante pompes pour tout le monde.” Cet exercice de grimpette contre la montre se répète encore et encore, comme prétexte à nous faire faire le plus possible d’abdos et de pompes. Des exercices simples, mais de nature à exténuer les athlètes les plus entraînés.

Tout ce que nous trouvons en route est pour lui une source d’inspiration. “Ah, de la boue ! Tout le monde dedans ! Vingt pompes.” Un peu plus loin, un buisson d’orties. “Chouette ! Vingt abdos dans la verdure ! C’est mou ! Du nerf, bande de fiottes ! Vingt abdos en cadeau-bonus !” Un hêtre déraciné, un ruisseau, un étang... Il ne laisse passer aucune occasion de nous en faire baver. “Vous voyez mon collègue, de l’autre côté de l’étang ? C’est là que vous allez, en ligne droite. Tout le monde au jus ! Maintenant !” Nous sautons dans l’eau glacée et parvenons de l’autre côté quasi gelés, mais Lerre n’en a rien à foutre. “Maintenant, *plank** pour tout le monde. Je ne veux pas voir un seul genou, pas un seul bassin toucher le sol.” Dans un club sportif, on trouve généralement qu’une minute de *plank* est une belle performance. Lerre nous laisse parfois un quart d’heure dans cette position insoutenable, à nous tortiller et à grincer des dents.

Le “parcours naturel”, c’est un peu comme ces examens, à l’université, dont le seul objectif consiste à éliminer les trois quarts des étudiants. Ceux qui réussissent ne sont pas nécessairement les plus forts ni les mieux entraînés. Il y a là des garçons qui, dans la vie de tous les jours, vous bouclent un triathlon les doigts dans le nez, mais qui ne supportent ni la pression psychologique ni l’imprévisibilité des exercices. Leur vie durant, dans leurs clubs de sport, leurs performances leur ont valu d’être encensés. Mais ici, jamais un compliment, pas la moindre tape amicale dans le dos, jamais. Au contraire. La meilleure manière d’arriver au bout de cette longue matinée, c’est d’accepter d’emblée qu’on va en baver. Dans quelques heures, alors que nous nous traînerons, épuisés, couverts de boue, Lerre sera dans notre sillage, braillant : “Dites donc, vous vous croyez au Club Med ? Bande de moules !”

Plus tard, quand nous serons collègues, Lerre m’expliquera pourquoi il adopte ce comportement de salopard pendant la formation.

Lerre : “ Je veux te voir à nu, je veux voir ce qu’il y a sous l’enduit. Un athlète, tant qu’il ne dépasse pas ses limites physiques, peut toujours se cacher derrière un masque. Ce qui m’intéresse, ce n’est pas de savoir si tu sauras faire vingt pompes de plus que ton voisin. Je veux voir quel type d’homme tu es quand tu es aussi crevé que ton voisin. Est-ce que tu

décroches ? Est-ce que tu t'accroches ? C'est quand les types craquent, physiquement et mentalement, qu'on découvre leur vraie nature. Ceux qui passent leur colère sur les autres, incapables d'encore collaborer. "Tire-toi de mon chemin !" Ceux qui rentrent dans leur coquille et qui ne contribuent plus à l'effort collectif. Or ce que nous cherchons, justement, ce sont des équipiers. Qui n'abandonnent jamais. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des lévriers qui filent comme le vent, mais des pitbulls qui ne lâchent jamais. »

Lio : " Les psychologues de l'ESI étudient notre comportement, et évaluent dans quelle mesure nous avons du pitbull en nous. Il faut de l'audace et du courage, mais sans résistance au stress, on n'est rien. Ils veulent voir du sang-froid et de la maîtrise de soi. Et de la discrétion. À l'extérieur, il faut savoir être muet à propos de son job. Aux gars trop extravertis, trop enthousiastes, on colle un point rouge en regard de leur nom – avis défavorable. La sensibilité est considérée comme une faiblesse. Un Iris doit pouvoir débrancher ses émotions et se concentrer exclusivement sur sa mission. Il doit pouvoir bosser en collectif, mais pas trop. Pas question de délester le camarade de son sac à dos parce qu'il n'en peut plus, par exemple.

Si l'équipe surprend l'un de nous dans un moment de faiblesse, elle le lui fera payer pour l'éternité. Je passe un très mauvais moment le jour où on nous fait ramper dans une canalisation d'égout en béton. De manière générale, je ne me sens pas trop à l'aise dans les espaces très restreints. Longue de dix mètres et large d'à peine un demi-mètre, la canalisation passe sous la chaussée. Je me couche sur le dos, et j'avance, centimètre par centimètre, en appuyant mes pieds contre la paroi. Il fait noir comme dans un four, et je sens la boue s'insinuer dans mes vêtements. Mon corps occupe presque tout l'espace, alors que je ne suis pourtant pas très large. Le plus pénible, c'est de ne pas voir la lumière à l'autre bout. Comme si j'étais enterré vivant et que personne ne pouvait m'entendre. Je me sens extraordinairement soulagé quand ma tête émerge du tuyau de l'autre côté et retrouve la lumière du jour. Mais l'instructeur a gardé le meilleur pour la fin.

"Maintenant, dit-il, on sépare le groupe en deux. Onze hommes de chaque côté. Dans chaque groupe, un homme va ramper dans la canalisation alors qu'un collègue s'approchera depuis l'autre côté. Démerdez-vous pour vous croiser." Nous nous regardons, les yeux écarquillés. C'est pourtant fichtrement étroit là-dedans !

Si j'ai eu un jour les mains moites, c'est bien ce jour-là, alors que je suis couché au milieu de l'étroit tunnel, le nez écrasé contre le béton, et qu'un malabar de 90 kg se fraie un chemin en me passant péniblement sur le corps. Millimètre par millimètre. Un véritable championnat de maîtrise de soi. Si je panique, je fais tout foirer, alors je me concentre sur l'idée que d'autres ont réussi l'exercice avant moi. C'est donc que c'est possible. En plus, tout le groupe doit y passer. Cela fait des semaines que nous passons d'une épreuve impossible à l'autre. Je continue donc à respirer le plus calmement possible, en tentant de rationaliser mes angoisses. Si d'autres ont su le faire, je dois pouvoir les imiter. Je n'ai pas droit à l'échec.

Je ne suis pas le seul à considérer l'épreuve de l'égout comme un cauchemar, mais nous refusons de faiblir devant les autres, d'autant plus qu'il s'agit d'une course éliminatoire. Chacun de nous scrute les réactions des autres. Nous étions 23, et nous savons qu'il n'y aura qu'un tiers d'élus. »

« La seule activité qui nous terrorise plus que le "parcours naturel", c'est l'entraînement au combat. C'est beaucoup plus dur qu'aujourd'hui – d'ailleurs, aujourd'hui, on parle de "maîtrise de la violence". Les instructeurs sont de véritables machines qui nous apprennent les techniques de combat, mais qui testent en même temps notre capacité à encaisser. Au prix, parfois, de genoux en compote, de nez cassés et de côtes brisées. Même les gars avec une expérience des sports de combat – certains sont ceinture noire de judo ou de karaté – n'échappent pas à la raclée. Mes quelques notions de *kickboxing* se révèlent très vite insuffisantes. Alors la nuit précédant un entraînement au combat, je ne parviens pas à dormir. De peur.

Chaque mardi et chaque vendredi matin, à sept heures, nous attendons dans la cour intérieure de la caserne, glaciale, le début de la leçon. Les jambes molles. Nous piétinons dans nos kimonos blancs pour garder la maîtrise de nos nerfs, en attendant la Volvo bleue immatriculée BRB944 : la voiture de Tanto, l'un des instructeurs du POSA Anvers. Tous, nous connaissons cette voiture. Et tous, nous tremblons devant Tanto, un type taillé comme un gorille, affublé d'un short de boxe thaïe, d'un T-shirt noir orné d'une tête de mort, et d'un béret vert marqué des quatre lettres du mot "PAIN". Personne n'ose se payer sa tête. Et à chaque leçon, il nous fait sentir tout le sens du mot imprimé sur son béret.

Ça commence par deux heures d'échauffement. Des centaines de pompes, des centaines de *burpees**, des tours de course à pied puis, en se portant les uns les autres, des squats à s'en déchirer les quadriceps. Ils sont quatre moniteurs de sports de combat : Tanto et Fristi, du groupe POSA d'Anvers, Lerre et Sensei. Pour nous abrutir, chacun des quatre a sa technique propre. Tanto recourt systématiquement au banc suédois. À trois, nous devons porter ce banc d'une vingtaine de kilos à bout de bras, en courant en rond. Jusqu'à dix minutes, parfois, jusqu'à ce que nous ne sentions plus nos bras, jusqu'à refouler nos larmes de douleur. Après deux heures de ce manège, chacun est mort, crevé, cassé. C'est le moment qu'il choisit pour nous dire : "Enfilez vos kimonos, on va se battre."

On va nous enseigner la boxe, le judo, le karaté et des techniques d'autodéfense. Surtout, nous apprenons à encaisser les coups et à lutter pour notre vie. Après tout, nous aurons à affronter des bagarreurs de la pire espèce, grands adeptes de la strangulation. Nous devons donc apprendre à nous en défendre. Raison pour laquelle nos instructeurs nous attrapent autant qu'ils le peuvent à la gorge, bloquant l'afflux de sang dans la carotide jusqu'à l'évanouissement. On appelle ça l'étranglement sanguin. Certains jours, on nous étrangle ainsi une dizaine de fois par séance. Quelques secondes, avant de lâcher prise – prudence oblige. C'est terrifiant, comme sensation : on suffoque, sans pouvoir se débattre ni frapper, on sent le vide se faire dans le cerveau... et on tombe dans les pommes. Absent au monde pendant quelques secondes. L'avantage, c'est que ça retranche trente secondes – un sixième – des trois minutes que doit durer le combat, combat qu'il faut essayer de traverser sans arcade sourcilière pétée et sans commotion cérébrale.

Dans la salle de judo, l'horloge murale a été décrochée. Impossible de savoir combien durera encore la leçon. Nous sommes totalement à la merci des moniteurs. De stress, certains gars font dans leur froc. Plutôt gênant, quand on porte un kimono blanc. Parfois, ça va jusqu'aux vomissements.

Nous avons cessé de compter les côtes fêlées ou brisées et nos ecchymoses bleues, mauves puis jaunes. Nous arborons presque en permanence un œil au beurre noir, parfois deux, de vrais petits ratons laveurs. Tous, nous nous plaignons de migraine, conséquence des mini-commotions cérébrales que nous subissons chaque semaine, ou des brûlures dues aux lésions cutanées causées par la friction des cols de kimono. Je me promènerai plusieurs semaines avec un œil rouge vif en raison du sang qui

s'y est accumulé après un étranglement qui a mal tourné. Le jour où Charly s'y fracturera le nez, il saignera tellement que le personnel d'entretien devra revenir nettoyer la salle de fond en comble.

L'instructeur en chef est un champion de judo qu'on appelle Sensei, le terme japonais pour "maître". C'est l'un des hommes les plus solidement bâtis que j'aie jamais rencontrés ; il est le partenaire d'entraînement du champion olympique Harry Van Barneveld. Sur le tatami, le Sensei ne connaît pas la pitié. Un jour, alors qu'il est assis sur moi et m'écrabouille littéralement, j'espère interrompre la prise en frappant le sol du plat de la main. Il ironise : "Dans la rue, ce n'est pas comme ça que tu arrêteras le combat." Et de me plaquer encore un peu plus fermement au sol. Pendant le cours, il porte toujours un kimono bleu fraîchement lavé. Un jour, un stagiaire ose une plaisanterie : "Mais tu sens le muguet !" Il n'a pas le temps de se rendre compte de ce qui lui arrive : il se retrouve les quatre fers en l'air puis retombe durement au sol. Sensei s'assied sur son torse et le bâillonne de son kimono bleu, à deux doigts de lui faire perdre connaissance. C'est là qu'il lui chuchote à l'oreille : "Tu le sens toujours, le parfum du muguet ?"

Charly et moi allons toujours à ces entraînements avec des pieds de plomb. Quand le réveil sonne, je m'assieds au bord du lit, et je me dis : "J'veux pas y aller." Mais je ne peux pas rater le rendez-vous, sous peine d'être viré. Certains jours, je glisse à Charly : "Je ne sais pas si je pourrai survivre jusqu'à ce soir", et il me comprend parfaitement. Ce n'est pas tant la peur de la douleur physique d'une lèvre éclatée ou d'une côte froissée qui me glace. C'est l'angoisse de me sentir totalement exténué, d'avoir vraiment épuisé toutes mes forces, comme une vieille chaussette complètement essorée. C'est l'angoisse, aussi, de finir par jeter l'éponge moi-même.

Ces jours-là, l'important, c'est de survivre jusqu'au soir. Un exercice à la fois. On trébuche ? On se relève. On sent un coup de mou ? On respire à fond et on se concentre sur la fin de la mission. Pas après pas. Rien que pour cette mission-ci. Pour les autres, on verra plus tard. Chaque jour, survivre jusqu'au soir. C'est ma manière de maîtriser ma peur de l'échec.

Le jour où le légionnaire abandonne, nous sommes tous choqués. Parce qu'il est le plus costaud, les instructeurs d'arts martiaux l'ont dans le collimateur depuis plusieurs semaines. Lui, ils le frappent toujours juste un peu plus fort que les autres, et ils lui balancent des commentaires juste un

peu plus dévastateurs. Durement. Si durement, qu'après trois mois, il explose : "Vous pouvez tous aller vous faire foutre, moi, je me barre." Il nous faut un moment, à Charly et à moi, pour digérer la nouvelle. S'il abandonne, lui, qu'est-ce qu'on fout encore là, nous ?

Au fur et à mesure que le groupe perd des stagiaires, le niveau monte. Chaque fois, on se dit : "Ce sera moi le prochain." Chaque dernier vendredi du mois, nous devons nous présenter devant le commandement. Pour les évaluations, on met systématiquement l'accent sur nos points faibles. Jamais un mot sur ce qui a été exécuté correctement. Chaque mois, le même "dernier" avertissement : "Si tu ne redresses pas la barre, tu sors." Et après chaque évaluation, je me dis : "Mais qu'est-ce que je fous là ? Je n'y arriverai jamais."

Tout ça fait partie d'un jeu psychologique. Et je suis assez futé pour dissimuler à quel point ces critiques me touchent. Je trouve excessivement pénible de ne jamais recevoir les signes d'approbation ou d'estime dont j'ai justement tant besoin. À la longue, on perd confiance en soi. Et c'est exactement ce qu'ils veulent. Le langage corporel des instructeurs transmet un seul message : "T'es qu'une merde." La tentation est énorme d'imiter le légionnaire et de tous les envoyer se faire foutre.

On nous monte les uns contre les autres, aussi. Dans les exercices d'arts martiaux, on oppose des gars de niveaux différents. Pas question pour le plus fort d'épargner son adversaire. Les psychologues auraient vite fait d'orner son nom d'un point rouge. Une bête de combat ne peut pas se permettre la sensiblerie. Tant pis pour le plus faible, qu'il encaisse.

À la fin de chaque évaluation, les instructeurs demandent à chacun de désigner le membre du groupe avec lequel il collabore le moins volontiers. Il faut citer deux noms, et c'est une manière simple de sentir ce qui se vit dans le groupe. Je ressens toujours la même difficulté à désigner quelqu'un ; en revanche, j'ignore si quelqu'un a jamais cité mon nom.

Dans ma classe, je me souviens surtout du malheureux Scampi, un Italien. Son vrai nom est un casse-langue sicilien, que les instructeurs ne se fatiguent pas à essayer de prononcer. Déjà, c'est pas très sympa. Cela dit, Scampi leur donne lui-même le bâton pour se faire battre. Il a la comprenette un peu difficile. Et il est aussi enclin à exécuter de travers les nouvelles techniques qu'on nous enseigne. Résultat : l'instructeur interrompt l'exercice. "Notre ami Scampi n'a pas tout compris, alors

cinquante pompes pour tout le monde. Toi, Scampi, debout à l'avant, et tu comptes." À chaque pompage, nous devons remercier Scampi pour ce léger contretemps. Le pauvre gars rejoint l'instructeur et commence : "Un – *('Merci Scampi !')* – deux – *('Merci Scampi !')* – trois – *('Merci Scampi !')*." C'est un truc classique : viser le maillon faible du groupe. Faire comprendre à tous ce qui les attend si leurs performances ne sont pas à la hauteur. Chaque classe a son Scampi.

Notre Italien tient pourtant admirablement le coup, mais après un temps, c'est le groupe tout entier qui se retourne contre lui. Au combat, face à Scampi, personne ne retient ses coups, tout le monde veut qu'il abandonne. Or quand un individu est rejeté par l'équipe, il est perdu. Généralement, la tête de Turc part d'elle-même, mais Scampi tient bon. Ce seront les instructeurs qui finiront par le virer, pendant les dernières semaines de la formation. Scampi fera une deuxième tentative deux ans plus tard, avec succès cette fois.

Mais ça veut bien dire qu'on peut se faire virer jusqu'au tout dernier jour, ce qui contribue à maintenir la pression. On nous enseigne toutes sortes de compétences utiles pour nos opérations de police. Rien d'ordinaire, jamais. Rien de facile, non plus. Quand on nous entraîne au tir, ce n'est pas en fermant un œil pour mieux viser, comme on l'enseigne aux agents en uniforme. Non, nous devons garder les deux yeux ouverts pour ne pas perdre de vue les alentours. De même, nous devons pouvoir tirer aussi bien de la main faible que de la main forte, en prévision d'une éventuelle blessure. Le diable est dans les détails : une mauvaise respiration, une mauvaise visée, un doigt posé trop vite sur la détente, et c'est foutu. Et si c'est foutu, adieu l'ESI.

Le pilotage automobile est aussi au programme. C'est un domaine où j'excelle, tout comme Charly. Nous apprenons les manœuvres et les dérapages, la conduite défensive et offensive, comme de vrais cascadeurs. Nous apprenons à bloquer des véhicules et à éperonner des voitures en mouvement d'une manière aussi contrôlée que possible.

On affine et on précise les techniques d'arrestation apprises à l'école de police. Nous nous entraînons à appréhender un suspect qui s'enfuit en pleine rue, à nous infiltrer dans une maison en silence et à ratisser un espace donné. Nous apprenons à utiliser différentes armes selon les circonstances ainsi que les instructions à donner lors d'une arrestation – "Police fédérale, les mains en l'air". Un de nos instructeurs, JLM, insiste lourdement, à

chaque occasion, sur le fait que nous ne sommes pas des cow-boys, et que nous sommes tenus de respecter scrupuleusement les procédures légales. Le légendaire JLM est adepte d'une discipline de fer. Quand il est dans les environs, tout le monde marche sur des œufs. À tout instant, tous les stagiaires doivent se présenter équipés de la même manière. Gare à celui qui s'aligne un jour dans les rangs avec les cheveux un peu trop longs, les manches retroussées ou une fermeture éclair mal fermée. JLM ne dit jamais les choses qu'une seule fois ; contrevenir à ses règles trois fois, c'est se faire virer.

Les perquisitions pour lesquelles on nous prépare ne sont pas des perquisitions normales, mais bien des perquisitions dites renforcées*. Cela signifie que le suspect est dangereux, armé, agressif, ou susceptible de prendre la fuite. Le volet tactique des missions devient plus complexe, et la quantité d'informations à traiter, écrasante. Nous apprenons que l'élément de surprise est la meilleure garantie de réussite d'une arrestation. Il faut toujours faire en sorte de garder le contrôle de la situation, et embrouiller le suspect pour qu'il n'ait pas le temps de réfléchir. Dans tous les cas, la violence ne doit s'utiliser qu'en dernier recours. Une intervention n'est vraiment réussie que s'il n'a pas été nécessaire de faire usage de son arme et s'il n'y a pas de blessé. Nous apprendrons par la suite que ce n'est pas toujours possible.

Plus nous avançons dans la formation, plus je suis motivé. J'adore travailler en groupe, comme si j'étais de nouveau chez les scouts. Pendant les premiers mois de formation, j'étais plutôt lanterne rouge pour la condition physique ; je compensais ce handicap par une inébranlable ténacité. Dans les exercices tactiques, je suis l'un des meilleurs. Je ne suis pas un mâle alpha, mais je suis un bon équipier. J'ai une propension à faire mes preuves, mais pas nécessairement à être toujours le numéro 1. Là où je suis le plus performant, c'est comme bras droit. Et quand le groupe veut faire passer un message aux entraîneurs, c'est souvent moi qui prends la parole. Je sens que les autres me font confiance sur ce point ; la plupart ne sont pas de grands parleurs.

Juste avant la fin de la formation, une épreuve pénible nous attend : un entraînement au combat qui va durer non pas une matinée, mais toute une semaine. Une semaine éprouvante qui se clôturera par une ultime mise à l'épreuve de nos nerfs, le point culminant : la quasi-noyade.

Ce matin-là, nous démarrons à 6 h. Seize kilomètres au pas de course jusqu'à la caserne militaire de Peutie, où nous nous entraînons toute la matinée dans la piscine. Nager sous l'eau avec du lest, plonger dans des cerceaux, faire des nœuds sous l'eau... Charly est le meilleur. Il est capable de rester sous l'eau, en apnée, pendant 4 minutes et 19 secondes. C'est le meilleur temps du peloton, et tous les plongeurs en sont jaloux.

Le vrai test, c'est l'épreuve individuelle qui vient en dernier. Chacun se rend au vestiaire et attend son tour. Le commissaire Pette vient nous chercher l'un après l'autre. Nous ne voyons pas ce qui se passe, mais nous l'entendons : les bulles d'air qui éclatent, les échos d'une lutte sous l'eau, le souffle rauque d'un homme qui remonte à la surface, juste le temps d'aspirer une goulée d'air et d'être de nouveau entraîné brusquement sous l'eau. Le dernier bol d'air d'un noyé. De temps en temps, nous comprenons qu'on sort quelqu'un de l'eau et qu'on lui administre de l'oxygène. Ils ne vont évidemment laisser mourir personne.

Quand c'est mon tour, Pette me colle dans les mains un masque de plongée couvert de ruban adhésif opaque. Un avertissement : "Tu enlèves le masque, et c'est terminé pour toi." Il me mène au bord de la piscine. "Tout ce que tu as à faire, c'est rejoindre le bord d'en face. Vas-y, saute." Je n'ai pas vu, et pour cause, les trois plongeurs de combat qui m'attendent dans l'eau. Avec chacun d'eux, je mène une lutte à mort. Ce sont trois types vicieux, ils font tout pour m'empêcher de passer. Ils me halent sous l'eau, m'immobilisent par une prise paralysante, tentent de m'étrangler. Je lutte comme si ma vie en dépendait, dans le brouillard, sans voir l'adversaire. Trois fois d'affilée. Quand j'atteins enfin l'autre bord, je suis brisé. C'est trop, n'en jetez plus.

Quand le dernier stagiaire a passé l'épreuve, on nous renvoie au vestiaire pour nous rhabiller. "Maintenant, tout le monde dehors, et au pas de course jusqu'à la caserne." C'est là que je craque. Je m'assieds sur un banc, la tête entre les mains. "J'abandonne." Charly s'assied à mes côtés et m'encourage. "Allez, accroche-toi. Encore un peu, on est tout près du but." C'est justement ça qui me dérange. Depuis dix mois, on n'en finit pas d'enchaîner les épreuves plus extrêmes les unes que les autres. Ces seize derniers kilomètres de course vers la caserne, après cette semaine exténuante, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Avions-nous vraiment encore quelque chose à prouver ? "Pour moi, ça suffit, c'est terminé. Allez-y, j'ai donné tout ce que j'avais ; j'en reste là."

Charly continue de me parler. Et quand le groupe repart enfin, je suis le mouvement. Je ne veux pas rester en arrière comme un *loser*. Nous nous suivons au petit trot. Deux kilomètres plus loin, caché dans une rue voisine, un car de police nous attend, moteur allumé. Pour les quatorze derniers kilomètres, nous nous laissons ramener à la caserne. Je suis dans le car. Et j'ose à peine imaginer à quel point je m'en serais voulu si j'avais abandonné à la sortie de la piscine. En fait, ils se paient notre tête jusqu'au tout dernier moment. »

Le club du quintal

Dans la salle de sport, au deuxième étage du bloc H, le *heavy metal* résonne à tout va. Une poignée d'Iris transpire sur les appareils de musculation. Ça crie, ça rigole, le chahut s'entend jusque dans les bureaux du commandement à l'étage inférieur. Un officier grognon monte leur en faire la remarque ; à peine a-t-il le dos tourné que les plaisanteries pleuvent. La salle de gym est le territoire exclusif des Iris. Personne, en dehors de l'unité, n'ose y passer la tête, car "c'est ici que s'entraînent les dieux". Étendu sur le *bench press**, Lio s'acharne sur des haltères de 100 kilos.

« À l'issue de mon stage, Sensei, mon instructeur de sports de combat, m'avait pris à part pour me dire qu'il était satisfait de mon évolution. "Mais tu vas devoir t'épaissir un peu, parce que t'es qu'un poids plume." Il entendait ça au sens littéral. Paradoxalement, malgré ces dix mois de stage, malgré ces centaines de kilomètres de course à pied avec un lourd sac à dos sur les épaules, ma musculature avait fondu. Me voilà donc embarqué dans des exercices de musculation, cinq fois par semaine pour me fabriquer des biceps façon Popeye et un torse en acier trempé. Plutôt que des épinards, j'avale des boissons protéinées pour accroître ma masse musculaire. Ça n'enchante pas ma copine, Céline. "Tu ressembles à un personnage Lego : un bloc carré surmonté d'une petite tête."

Je veux absolument faire partie du "club du quintal". C'est le club des Iris capables de lever 100 kilos trois fois d'affilée en développé-couché. Leur nom figure sur la liste d'honneur affichée au mur du fond du gymnase. Comme nous n'en sommes pas encore là, Charly et moi, nous allons nous entraîner régulièrement – et discrètement. Il me faudra plus d'un mois avant d'y arriver. J'attends un moment où il y a suffisamment de témoins dans la salle, et je lève trois fois mes cent kilos comme si j'avais fait ça toute ma vie. "Eh, les gars, z'avez vu ?" »

En septembre 2003, ils sont sept stagiaires à venir à bout de ces dix mois de formation. Sept jeunes athlètes terriblement impatients d'enfiler enfin la légendaire salopette noire. Mais auparavant, nous devons encore passer par

six mois de spécialisation. Apprendre le maniement d'explosifs. Nous entraîner aux tactiques et aux techniques de résolution d'une prise d'otages, d'un détournement, d'un enlèvement ou d'un fort Chabrol* – c'est le nom qu'on donne à une situation où un individu armé se retranche dans un immeuble et refuse de se rendre.

« Pendant ces six premiers mois, nous devons également décrocher un brevet d'escalade et un brevet de tireur d'élite. Nous apprenons à manipuler des armes de précision de gros calibre pour tirer à grande distance sur des cibles à peine plus grandes qu'une pièce de deux euros. Un sniper doit être précis jusqu'à une distance de 400 m, par exemple dans le cas d'un fort Chabrol. On nous affecte aussi à la protection VIP de chefs d'État étrangers en visite dans le pays : dans ce cas, les tireurs sont positionnés le long de la route empruntée par le cortège de voitures blindées. Le plus difficile, c'est apprendre à estimer correctement un facteur essentiel : le vent. C'est lui qui fait la différence entre un tir dans le mille et un tir raté.

Pour le brevet d'escalade, nous devons entre autres faire l'ascension du palais de justice de Bruxelles, en nous aidant des rebords de fenêtre, des conduites d'eau, des saillies du mur, avec pour seule protection le cordage qui nous relie à un collègue. J'aime l'escalade et je n'ai pas le vertige, mais apprendre tous ces nœuds compliqués : très peu pour moi. Pour les épreuves d'escalade de façades ou de rochers, je me débrouille pour rester toujours à proximité de Bugs, un stagiaire de ma classe passé maître dans la réalisation du nœud de batelier, de mule et du nœud de huit.

Chaque membre de l'équipe doit choisir une discipline et s'y spécialiser : plongeur de combat, tireur d'élite ou maître-chien. Les chiens d'attaque, généralement des bergers malinois, jouent un rôle croissant dans les opérations, par exemple pour ratisser un espace avant d'y faire entrer les hommes.

J'aime beaucoup la plongée - mais l'idée de suivre encore sept mois d'une pénible formation complémentaire à Zeebruges ne me dit rien qui vaille. Et puis, les plongeurs de combat participent assez peu aux opérations, sauf quand il s'agit de rechercher des colis de drogue accrochés sous la coque de cargos fruitiers en provenance d'Amérique du Sud. Comme Charly, je préfère choisir une spécialisation qui me procurera de l'action chaque jour. Ça élimine l'option de tireur d'élite. Je connaissais des

snipers qui n'ont pas dû appuyer une seule fois sur la détente de toute leur carrière : ils n'interviennent qu'en dernier recours.

Je décide donc de devenir *breacher**, ou expert en explosifs. Un "explo*", l'homme qui ouvre les portes récalcitrantes. Un explo a les mêmes compétences qu'un cambrioleur : il est formé à ouvrir une serrure sans clé, en silence et en très peu de temps. Il apprend aussi à forcer des portes en s'aidant d'équipements lourds et donc à calculer la pression hydraulique nécessaire pour forcer une porte à l'aide d'un Libervit*. Il apprend à découper des portes blindées ou à les faire sauter avec une charge explosive adéquate. Les explos jouent un rôle essentiel dans les perquisitions renforcées ; c'est donc la voie royale pour acquérir rapidement de l'expérience. Comme jeunes recrues, nous participons aux missions de reconnaissance précédant les raids, et nous donnons notre avis sur la meilleure manière de pénétrer dans un bâtiment. Nous recevons aussi une formation d'expert en explosifs et nous consacrons beaucoup de temps à nous documenter. C'est que pour ouvrir une porte sur un navire, le mode d'emploi se trouve rarement sur Internet. Toutes ces recherches nous rangent parmi les meilleurs experts en explosifs d'Europe.

L'avantage de ce boulot, c'est qu'il vous apprend très vite à performer sous pression. Forcer une serrure compliquée alors qu'on sent l'impatience d'une vingtaine de "buffles" qui vous soufflent dans la nuque, on n'imagine pas à quel point c'est stressant. C'est une grande responsabilité. Mais j'avais fait le bon choix. Je vais rester explo pendant dix ans, et ouvrir ainsi des centaines de portes de maisons, de garages, d'entrepôts, d'avions, de trains et de navires.

La remise de nos insignes, enfin, après six mois de spécialisation, donne lieu à une intronisation lors d'une cérémonie secrète. Au cours des trente ans qui ont précédé notre arrivée, seuls 109 hommes ont réussi cet épuisant programme de sélection et de formation. Dans notre groupe de sept, Joker reçoit le premier numéro de brevet disponible, le 110. Charly reçoit le numéro 112, et moi, le 115. Malgré tout cela, les toutes nouvelles recrues que nous sommes ne sont pas encore acceptées comme membres du groupe à part entière. Pour mériter notre place dans la meute, nous devrons d'abord montrer ce que nous avons dans le ventre en opération.

Certains collègues reçoivent un surnom, souvent en fonction d'un trait de caractère ou d'une anecdote. Joker est – bien évidemment – le clown du

groupe. Siesta a été surpris un jour, roupillant en plein briefing. Gabber est un fan... de *gabber*, ce sous-genre de techno hardcore qu'il adore faire retentir dans le vestiaire et sur lequel il adore se tortiller – il paraît que c'est de la danse – en slip. Kivu a grandi sur les berges du lac Kivu, entre le Rwanda et le Congo ; il y a bossé comme pilote. Horn, alpiniste confirmé, part chaque année en Suisse gravir le mont Cervin, qu'on appelle Matterhorn en allemand.

Rock est le roc de l'unité ; sur cette pierre, on peut toujours s'appuyer. Impavide, quelles que soient les circonstances. Je ne pense pas l'avoir jamais entendu élever la voix, même quand je le savais en colère. Avec Ruud, il fait partie des anciens ; depuis 1980, il a participé à pratiquement toutes les missions de l'ESI. Leur plus grand fait d'armes a été l'arrestation, en 1990, du gangster Patrick Haemers au Brésil. Au cours de la décennie 1980, Haemers et sa bande avaient attaqué de nombreux transports de fonds ; ils avaient également acquis une célébrité mondiale en kidnappant l'ancien Premier ministre belge Paul Vanden Boeynants. Patrick Haemers ne détestait pas se faire passer pour un *glamour boy* ; en réalité, c'était surtout un cocaïnomane arrogant qui, l'arme à la main, braquait avec une grande brutalité des gens sans défense. Le genre de type qu'à l'ESI, on avait envie de bouffer tout cru.

Un autre de nos anciens s'appelle Petit Louis, un plongeur de combat qui mesure 2,03 m. Il a le cul à hauteur de ma poitrine ; j'attendrai quelques années avant d'oser l'appeler "double mètre". À l'ESI depuis 1989, il avait encore été interrogé dans le cadre de l'enquête sur les tueurs du Brabant, à l'époque où les enquêteurs traquaient "le Géant" de cette bande, et qu'on était suspect dès qu'on mesurait plus de deux mètres.

Après notre stage, nous faisons connaissance avec les autres facettes de Lerre, l'inventeur de nos drills diaboliques, qui s'avère bien plus agréable à fréquenter comme collègue que comme instructeur. Là aussi, j'apprendrai plusieurs années plus tard qu'il faisait partie des plongeurs de combat qui avaient failli me noyer dans la piscine de Peutie. En la personne de James, diplômé de la classe précédant la mienne, je trouve un homme qui est au même diapason que moi : un sportif à la bouille espiègle et aux yeux pétillants, toujours prêt à plaisanter.

N'oublions pas John, un de nos meilleurs guerriers, un type dont on aurait pu dire que l'expression "mâle alpha" a été inventée pour lui. Monk, lui, est un taciturne, une force de la nature à la barbe drue qui lui donne une

petite touche préhistorique. Il s'entraîne toujours pieds nus, et son régime alimentaire paléo nous est une inépuisable source d'amusement. "Tu manges quoi, là, Monk ? Un oignon cru ?"

– Il poursuit son repas, imperturbable : "C'est comme ça que s'alimentaient nos ancêtres à l'âge de pierre. C'est très sain." Dans son jardin, Monk s'est construit une vraie maison de hobbit équipée d'une forge. Il y fabrique des couteaux en recyclant les vieux fers qu'il trouve à gauche et à droite à l'exercice ou en opération. Nous éprouvons tous de la pitié pour sa famille : il n'hésite pas à sortir sa femme et ses enfants du lit à trois heures du matin pour un exercice incendie. Quand il nous le raconte, nous rigolons en secouant la tête. "Monk, tu as une maison de hobbit, c'est vrai, mais en fait, tu es un orque." Dans une vie précédente, il a été pilote d'hélicoptère. Aujourd'hui, il compte parmi nos meilleurs tireurs d'élite.

Notre groupe compte également deux Espagnols. Cesco a tout d'un taureau, large, râblé, costaud - tout le monde l'appelle "gros". Casta est un paquet de muscles et de tendons surmonté d'une vraie tronche de gangster.

Nous sommes un peu moins de quarante, rien que des esprits forts, et ça fait des étincelles. Une divergence d'opinions sur la tactique, deux collègues qui ont le béguin pour la même femme : il y a là de quoi déclencher des querelles pour des années. Sans compter les tensions communautaires, Flamands contre francophones. Moi, bilingue, élevé en français et scolarisé en néerlandais, je me trouve à mi-chemin entre les deux groupes. Cela dit, vis-à-vis de l'extérieur, on se serre les coudes, et en opération, on se dépêche d'oublier nos petites frictions.

Nous sommes une bande de jeunes mecs bourrés de testostérone. Quand nous nous entraînons à l'extérieur, nous affichons fièrement nos torses musclés et tatoués. Nous nous vantons de nos records personnels, qu'il s'agisse de performances sportives ou du nombre de nos conquêtes parmi les étudiantes des deux universités d'en face, ULB ou VUB. (Euh, Céline, personnellement, je me tiens à l'écart de ces concours de drague.) Le club du quintal fait doucement rigoler nos hercules, Rock et Henk, qui vous soulèvent 150 kilos... juste pour s'échauffer. Tout, chez nous, est motif à compétition, même quand nous nous promettons, "pour une fois", de ne pas transformer un exercice en championnat. En route pour un petit jogging de seize kilomètres "juste pour se dégourdir les jambes", il y en a toujours bien un qui décide d'accélérer un peu. Puis un deuxième. Et en fin de compte,

nous nous lançons tous dans un sprint. Pas question d'arriver le dernier à la caserne. Cette mentalité de gagnant est ancrée en chacun de nous.

Charly et moi, on crève de fierté. Nous avons atteint le sommet, nous faisons maintenant partie du groupe extraordinairement select des dieux qui, partout où ils passent, séparent la foule comme Moïse a séparé les eaux de la mer Rouge. »

Sur le fil du rasoir

Jeudi 3 février 2011, 16 h 15. Le service de jour est presque terminé quand arrive un appel urgent de la prison de Namur. Prise d'otages : la situation menace de dégénérer, on craint des morts. Deux négociateurs et une psychologue se mettent immédiatement en route : peut-être parviendront-ils à ramener l'homme à la raison. Alors qu'ils filent sur l'autoroute à 270 km/h – vitesse qui donne d'ailleurs la nausée à la psychologue – Clash et Gonzo s'entretiennent par téléphone avec la directrice de la prison. Elle semble au bord de l'hystérie. "Il a pris cinq otages ! Il va y avoir des morts ! Dépêchez-vous !" Quand ils arrivent à la prison après un trajet record de 18 minutes, la directrice les attend près du portail et les emmène vers l'aile psychiatrique. "Venez ! C'est là ! C'est là !" Les négociateurs suivent la directrice et traversent au trot un long couloir. Arrivés à l'extrémité, ils entendent une voix d'homme, larmoyante, désemparée : "Il va me tuer ! Il va me tuer !"

Depuis 15 h 30, un détenu tient en otage cinq personnes : un gardien, une ergothérapeute, une infirmière, un assistant social et un codétenu. Les quatre premiers, il les a maîtrisés dans la salle commune du service psychiatrique. Il est ensuite allé chercher un codétenu dans sa cellule pour qu'il l'aide. Devant son refus, il l'a poussé parmi les autres otages. Il s'est maintenant retranché avec ses victimes dans un local réservé au personnel, au bout d'un couloir fermé des deux côtés par une grille.

Salek Hilami, 44 ans, est extrêmement dangereux et agressif, condamné à plusieurs reprises pour des faits de car-jacking, de viol et de violences diverses qui lui ont valu au total 27 ans de réclusion. Même les gardiens de la prison ont peur de ce fou furieux, qui peut se montrer extrêmement violent. En 2007, alors qu'il était ramené à sa cellule par un gardien, il était entré dans une violente colère et lui avait tranché l'oreille.

Une fois de plus, aujourd'hui, il n'a pas l'air prêt à épargner ses otages. Tous sont assis à même le sol, garrottés, les mains dans le dos, et portent autour du cou un nœud coulant bidouillé au départ d'un drap de lit déchiré en bandelettes. Hilami a passé les jours précédents à bricoler dans sa

cellule, intégrant aux bandes de tissu des lames de rasoir qu'il avait mises de côté. De temps en temps, il donne une petite secousse au bout du nœud coulant ; les lames entaillent la gorge des otages, qui poussent alors de grands cris. Le message est clair : il peut les tuer d'une secousse.

Le bureau du local du personnel est équipé du téléphone, et il s'en sert pour appeler la direction et faire connaître ses exigences. Il veut une voiture pour lui et pour les otages, cinq armes à feu et une liste des pédophiles détenus dans la prison, "pour pouvoir en tuer un". Et tout cela, il le veut "dans les dix minutes". Il laisse ensuite l'infirmière s'approcher du téléphone. Elle bredouille et sanglote : "Il nous tient totalement à sa merci ; nous ne pouvons pas bouger, sinon nous sommes morts !"

Entre-temps, les deux équipes d'intervention arrivent sur le parking. Lio, Ken, Cesco et Mike sont dans la première voiture.

Lio : « Nous ne sommes pas encore descendus de voiture que les négociateurs nous appellent déjà à l'intérieur par radio. "Vite ! Il tient un otage et il est en train de l'étrangler !" Nous nous ruons à travers les couloirs de la prison, jusqu'à une grille qui refuse de s'ouvrir. De l'autre côté, nous voyons un corps sur le pavé, une main attachée à un barreau de la grille ; il est mort, nous sommes arrivés trop tard. Putain ! Nous retournons à la voiture récupérer notre matériel d'explos. La plupart des prises d'otages se terminent sans grand drame parce qu'en fin de compte, les preneurs d'otages répugnent à mettre leurs menaces à exécution. Ce cas-ci est différent. Ça ne plaisante pas. »

La victime, dans le couloir, c'était le codétenu ; un jeune homme de 23 ans qui refusait d'aider Hilami. Celui-ci l'a étranglé dans un accès de rage aveugle, sous les yeux des autres otages. Ceux-là sont morts de peur. Leurs gémissements terrifiés couvrent les paroles de Gonzo, le négociateur qui, depuis l'autre côté de la grille, tente éperdument d'entrer en contact avec le forcené. "Ici la police fédérale ! Parlez-nous, monsieur !" Pour toute réponse, nous entendons hurler une femme : "Il va me tuer ! Il dit que ça va être mon tour !"

L'angoisse des otages complique les négociations. À chaque cri de ses victimes, le preneur d'otages se sent plus fort. Les négociateurs finissent par changer de tactique. Gonzo signale par mégaphone que le commandement accepte une de ses exigences : une voiture l'attend à l'extérieur de la prison.

“Allez-y ! Le moteur tourne, vous pourrez démarrer tout de suite.” Le plan consiste à maîtriser l’homme pendant qu’il se dirige vers le véhicule.

Mais Hilami ne mord pas à l’hameçon. Il veut des armes, et vite. Dans le quart d’heure. Sinon, il ne répond pas des conséquences. Il fait avancer un otage qu’il charge de décompter les minutes. Terrifié, l’homme se fait suppliant : “Pourquoi ne lui donnez-vous pas ce qu’il veut ?”

La situation est totalement bloquée. Plus ça dure, plus on court le risque d’alourdir le bilan. Pendant que Gonzo continue d’occuper le truand, les équipes d’intervention se préparent à entrer en scène. Elles comptent forcer simultanément les deux grilles qui ferment le couloir : la première équipe, dont fait partie Lio, est en place près de la grille avant ; la deuxième a pris position devant la grille arrière. Le parquet a donné des règles d’engagement* parfaitement claires : si des vies humaines sont en danger, il autorise une “neutralisation totale” du forcené - euphémisme pour dire qu’il faut tuer le *target*. Le signal tombe par radio : “Banzaï*” – le mot de code pour “En avant”.

Les explos de la première équipe placent le dispositif ouvreportes hydraulique contre la grille avant, que le preneur d’otages a barricadée à l’aide de chaises, d’une table et de tout le bric-à-brac qui lui tombait sous la main.

« D’habitude, avec un Libervit, ça ne traîne pas : cet engin est capable de renverser un mur de sept tonnes. Bizarrement, ici, ça ne marche pas. La grille ne bouge pas d’un pouce. À l’intérieur, on entend crier les otages féminins, le temps presse. Toute l’équipe s’arc-boute contre la grille et se met à pousser par à-coups. Peine perdue. C’est là que l’un des explos découvre l’origine du problème : une poêle dont le manche a glissé dans le rail de la grille et qui bloque le mécanisme. »

Pendant ce temps, l’équipe de Jack a ouvert la grille arrière. Les hommes écartent délicatement le cadavre du détenu, qui bloque l’entrée. Gabber, Fred et Jack enjambent silencieusement le malheureux dont le corps, encore attaché par un bras aux barreaux, laisse sur le carrelage des traînées de sang. Ils ne peuvent plus rien faire pour lui. Totalement concentrés, ils approchent de la porte du local, quand ils y entendent brusquement du remue-ménage. À l’intérieur, deux hommes luttent. Le premier, en vêtements gris, essaie d’en étrangler un deuxième, habillé en bleu. *What the fuck*, c’est quoi ce boxon ? Quel est le bon, quel est le mauvais ? Ils doivent réagir en une fraction de seconde.

Fred pointe son FN 303* et tire. Cette arme à air comprimé tire des projectiles en plastique. Pas mortels, mais terriblement douloureux. L'attaquant en gris tombe au sol, les Iris lui sautent dessus. Ils ne savent pas qu'ils se trompent de cible. D'après les descriptions qu'on leur a faites, le preneur d'otages serait habillé en gris, mais c'est faux. La main tremblante, les femmes désignent l'homme en bleu, qui a maintenant les mains libres : "C'est lui ! C'est lui, que vous devez attraper !"

Pendant que les hommes maîtrisent le malfrat, en lui assénant au passage quelques prunes bien ajustées, la première équipe entre par l'avant dans le petit local où règne une atmosphère étouffante. Ils s'occupent des otages, indemnes mais très choqués. Surtout l'otage en gris, qui en sera quitte pour une fesse douloureuse. Il venait de se détacher, juste avant l'entrée de l'équipe d'intervention, et s'était jeté sur Hilami. Il se rend compte que son acte héroïque aurait pu lui coûter la vie, et se paie une belle frousse rétrospective - les Iris aussi, d'ailleurs.

La prise d'otages du 3 février 2011 restera longtemps dans les mémoires du personnel de la prison. Certains d'entre eux n'y reprendront jamais le travail. Des années plus tard, les gardiens se souviennent encore des yeux glauques et du regard halluciné explo de Salek Halimi. Celui-ci tentera encore de s'évader à plusieurs reprises d'autres établissements. Il mourra de maladie en 2015, juste avant sa date de comparution en cour d'assises pour le meurtre de son codétenu.

La prise d'otages de Namur est l'une des dernières missions auxquelles Lio participera au grade d'inspecteur. En 2011, ça fait huit ans qu'il a rejoint le peloton. Il est maintenant l'un des explos et des chauffeurs les plus expérimentés de l'unité. Il passe les examens d'inspecteur principal et devient chef d'équipe.

Les années ont filé. L'arrestation de son premier grand gangster, Nordine Benallal, après une excitante course-poursuite dans les tunnels bruxellois, puis son transfert vers une cellule de la police fédérale ? C'est comme si c'était hier. D'autres ont suivi le même chemin. Lio voulait de l'action ; il a été amplement servi : attaques à main armée, règlements de comptes, prises d'otages dans les milieux de la drogue. Le travail est varié : un jour, avec ses collègues, il pourchasse une bande armée de kalachnikovs ; la semaine suivante, c'est le président américain George W. Bush Jr. qui doit pouvoir visiter notre pays en toute sécurité.

« La protection VIP, jouer les gardes du corps, ce n'est pas mon activité favorite. Quand le président américain vient en visite d'État, c'est le *United States Secret Service* qui prend la main. Ces hommes viennent organiser les préparatifs six semaines à l'avance. C'est systématiquement une opération de sécurité gigantesque, mobilisant des centaines de personnels de sécurité. La Sûreté de l'État, le centre de crise, des agents en uniforme dans les rues, des tireurs d'élite sur les toits, des motards… Nous participons au cortège présidentiel dans une voiture de police blindée, avec un hélicoptère au-dessus de nos têtes. C'est surtout une affaire protocolaire.

En 2014, lors de la visite du président Barack Obama, la protection VIP sera pour moi l'occasion de prendre un *selfie* avec Charly devant *the Beast*, la limousine présidentielle dont les portières sont si lourdement blindées qu'elles résistent à une attaque à la roquette. Et en mai 2017, je me trouve à 30 m du président Donald Trump et de Melania pendant leur visite en Belgique. Ça n'a vraiment rien d'excitant. »

La plupart des opérations consistent à effectuer des perquisitions renforcées à la demande des enquêteurs de la police fédérale.

« Au moins deux fois par an, nous rendons visite au local d'un club de Hell's Angels, d'Outlaws ou d'une autre bande de motards. Ces types font régulièrement l'objet d'enquêtes relatives à leur implication dans des trafics de drogue ou d'armes. Le plus dur, c'est tout simplement d'y entrer : leurs locaux sont de véritables bunkers. Les murs sont blindés ; les fenêtres, en verre armé ; les portes sont en acier, épaisses comme le poing, renforcées de barres d'acier ou de blocs de béton. Cela n'empêche pas les explos de parvenir à leurs fins, grâce au Libervit. Ces motards sont d'ailleurs des garçons bien polis. Ils ont du respect pour l'unité. Ils ont beau s'occuper d'affaires louches, ils ont beau vouloir s'entretuer, jamais ils ne nous compliquent la vie.

Il y a encore d'autres adresses que nous visitons avec une telle régularité que nous finissons par connaître le détail de leur mobilier par cœur. Dans les dossiers de grand banditisme, près d'une perquisition sur cinq se déroule dans la commune bruxelloise de Molenbeek-Saint-Jean, de l'autre côté du canal. Il y a là des rues dont nous avons pour ainsi dire perquisitionné chaque maison. Des maisons miteuses parfois si étroites et exiguës qu'il faut faire attention à ne pas s'accrocher, avec son équipement, à un clou qui dépasse. Il s'agit généralement de familles en provenance d'Europe de l'Est, ou d'origine marocaine ou turque. Certaines adresses reçoivent notre

visite plus souvent que d'autres : tantôt pour un frère, auteur de carjackings, tantôt pour le fiston, cambrioleur, une troisième fois pour un parent qui a violé les conditions de sa libération conditionnelle.

À Molenbeek, la police est un bouc émissaire idéal. Cela dit, nous ressentons beaucoup moins que nos collègues de la police locale l'hostilité de la jeunesse des rues. Ce sont ces collègues-là qui délimitent un périmètre de sécurité avant notre intervention, et qui reçoivent les premiers coups à notre place. C'est sur eux qu'on lance des briques et des pétards. Nous leur sommes reconnaissants de leur présence : grâce à eux, nous pouvons travailler dans un cocon plus ou moins protégé. »

La chasse à l'argent de la drogue mène aussi les Iris vers les quartiers verts les plus chics de Maasmechelen, où une célèbre famille de gangsters, les Aquino, occupe de somptueuses villas protégées par de hautes grilles.

« Je pense que nous avons dû perquisitionner le domicile des Aquino au moins une vingtaine de fois dans le cadre d'enquêtes sur des trafics de cocaïne. Chaque fois, le luxe de ces villas m'épate. Un home-cinema, une grande salle de fitness, une gigantesque PlayStation pour les enfants... Et de l'espace à revendre. On avait toujours l'impression d'entrer dans une salle de bal. Quel contraste avec la pauvreté de Molenbeek ! »

Au cours de l'été 2006, l'ESI poursuit Murat Kaplan, un gangster albanais dont la réputation dans le milieu du crime remonte aux attaques à main armée qu'il a commises au sein de la bande Haemers dans les années 1980. C'est le même homme qui a mis la Belgique sens dessus dessous en 1993 en s'échappant de la prison de Saint-Gilles avec deux autres membres de cette bande Haemers, Basri Bajrami et Philippe Lacroix. Il avait pris comme bouclier humain l'inspecteur général des prisons, et obligé un gardien à se coucher sur le capot de la voiture. La presse avait parlé de "l'évasion du siècle". Une évasion qui allait valoir à Kaplan cinq ans de prison supplémentaires.

Or une fois de plus, Kaplan est en cavale. Le 16 juillet, il n'a pas regagné la prison d'Ittre au terme d'un congé pénitentiaire. Malgré une chasse à l'homme qui mobilise une centaine d'agents et deux hélicoptères, la police perd sa trace. Pendant 12 jours, Kaplan reste introuvable. Les autorités finissent par recourir à une astuce qui a déjà fait ses preuves : le vendredi 28 juillet à 5 h 01, la police effectue une perquisition chez sa compagne, Virginie, et l'emmène pour interrogatoire. Kaplan réagit comme prévu : dès

qu'il apprend la nouvelle, il se met à téléphoner comme un fou : au procureur, à son avocat. Son message : "Virginie n'a rien à voir dans tout ça." Grâce à ces nombreux coups de fil, les enquêteurs parviennent à localiser son portable à Dilbeek. Ils savent que Kaplan, au bout du rouleau, n'en peut plus et songe à se rendre. Il a demandé à son avocat, Sven Mary, de négocier pour lui avec les autorités judiciaires. Il y aura quelques contacts avec les négociateurs des Unités spéciales, mais sans résultat. L'après-midi même, une unité d'intervention part à la poursuite de Kaplan. Le jeune Lio est le chauffeur de la quatrième équipe.

« Nous savons qu'il est à Dilbeek, probablement en route pour rencontrer son avocat. Je suis content que ça bouge : ça fait déjà dix jours que Kaplan nous accapare. La plupart du temps, nous sommes en stand-by dans les environs de la forêt de Soignes, où il s'est probablement caché. Nous savons maintenant avec certitude qu'il se trouve quelque part sur la chaussée de Ninove, et nous tournons en rond dans les alentours. Je remarque une moto rouge couchée sur le bas-côté, moteur allumé, à proximité d'un tunnel à vélos. Je la montre à mon chef d'équipe : "C'est peut-être une piste", mais il écarte immédiatement l'idée.

Un peu avant 19 heures, une dame signale la présence d'un homme louche dans son jardin. C'est là que nous le trouvons, sous un rosier, en larmes. Gabber l'extirpe des buissons. Fortement amaigri, crotté, Kaplan ressemble à une bête traquée. Il tremble de tous ses membres ; soudain il reconnaît Rud, un de nos anciens. Quelques années plus tôt, Rud a assuré plusieurs fois le transfert des membres de la bande Haemers entre la prison et le tribunal. Sans cagoule, à l'époque. "Je suis content que ce soit vous", souffle Kaplan. Il sait que les chances de survie d'un gangster sont meilleures quand c'est l'ESI qui l'appréhende.

On apprendra plus tard que la moto rouge lui appartient. En route vers Dilbeek, il l'a abandonnée quand il s'est rendu compte que la police le poursuivait. Je ne fais aucun commentaire, mais j'éprouve une secrète satisfaction. »

Un des autres clients notoires de l'ESI s'appelle Farid Bamouhammad, un gangster français qui déteste le surnom par lequel tout le monde le connaît : Farid le Fou. Partout où il passe, il laisse un souvenir impérissable. À l'ESI, tout le monde se souvient de cette opération glaçante de l'été 2005 où il avait pris en otage sa propre famille pendant 33 heures au-dessus du café l'Albertine, à deux pas de la gare Centrale de Bruxelles.

À l'époque, il a 37 ans et n'en est pas à son coup d'essai : il avait déjà été condamné à 30 ans de réclusion pour enlèvements, meurtres, tentatives de meurtre, prise d'otages et attaques à main armée. Pendant un congé pénitentiaire, le mercredi 17 août 2005, il avait débarqué au café de ses ex-beaux-parents, armé d'une grenade, d'un revolver et d'un pistolet d'alarme. Il avait pris en otage son ex-belle-sœur, son ex-belle-mère et deux enfants de 3 ans et 9 ans. L'aînée était sa propre fille. Il était furieux : l'enfant lui avait dit qu'elle ne voulait plus le voir parce qu'il était en prison.

Ce soir-là, la police locale de Bruxelles reçoit un appel évoquant une dispute conjugale. Deux agents féminins se rendent à l'appartement pour évaluer la situation. Bamouhammad tire sans avertissement ; de justesse, une des deux fonctionnaires de police s'écarte d'un bond et s'en sort avec une éraflure au bras droit.

C'est le début d'une prise d'otages qui tiendra la capitale en haleine pendant presque deux jours. Les négociateurs des Unités spéciales s'installent de l'autre côté de la rue, à l'hôtel Windsor. Deux équipes d'Iris se tiennent prêtes dans la rue voisine, attendant le moment de monter à l'assaut. Les images de la prise d'otages – et en particulier d'un Farid furibond faisant par la fenêtre de grands gestes, une grenade à la main ou tirant des coups de feu en l'air – sont diffusées à la télévision, presque en direct. La police craint qu'il ne fasse sauter tout l'immeuble. L'homme est absolument ivre de rage. Après quelques heures, pourtant, Bamouhammad accepte de libérer les deux enfants en échange de cigarettes. Mais pour les deux femmes, il ne cède pas d'un pouce, bien que personne n'ait la moindre idée de ses exigences.

La nuit de mercredi à jeudi se poursuit sans incident. Les négociateurs tentent encore et toujours de convaincre l'homme, mais se heurtent à un mur. Jeudi soir, la prise d'otages dure déjà depuis 30 heures. Bamouhammad réclame un plateau-repas et du café. Le parquet décide de droguer son café, et d'équiper le thermos d'un microphone miniaturisé qui transmettra aux enquêteurs les conversations depuis l'intérieur de la maison. Ils entendront notamment que l'homme, complètement paranoïaque, n'envisage pas de sortir vivant de l'aventure. Il n'y a plus qu'à attendre que le somnifère fasse son effet.

À trois heures du matin, ça y est enfin. Les enquêteurs entendent Bamouhammad ronfler. Aux Iris, maintenant, de pénétrer dans l'immeuble

et de le maîtriser. Ils sont ravis de pouvoir entrer en action ; cela fait déjà un jour et demi qu'ils sont en stand-by dans la rue. Juste avant l'assaut, un membre de la famille vient remettre une clé de l'appartement à la police. C'est un coup de chance : ce sera un jeu d'enfant d'entrer dans l'appartement. Vingt hommes entrent dans le café du rez-de-chaussée et se faufilent par l'escalier jusqu'à l'appartement du premier étage. James fait partie de la première équipe avec Henk. Il raconte comment ça s'est passé.

James : « Nous voilà dans le couloir, devant la porte de l'appartement. Il fait noir comme dans un four. Nous essayons de ne pas faire le moindre bruit. Par radio, nos collègues nous informent que Bamouhammad dort toujours. Louis, le chef d'équipe, tourne la clé le plus doucement possible. À mes oreilles, ça fait pourtant un boucan de tous les diables. Quand la porte s'ouvre, nous constatons que l'homme l'a barricadée en y poussant un lit. La manœuvre est plutôt risible : la porte s'ouvre vers l'extérieur. L'un après l'autre, nous enjambons le lit et nous entrons dans le salon.

Nous trouvons Bamouhammad assis dans un fauteuil, bien droit. Un journal sur les genoux et la bouche entrouverte, il dort. Les deux femmes, elles, dorment dans le divan. Henk me touche le bras et pointe du doigt la table du salon. Bamouhammad y a posé la grenade qu'il n'avait pas lâchée pendant toute la prise d'otages. Henk la saisit et la passe vers l'arrière. Juste à temps : c'est à cet instant précis que notre *target* se réveille. Immédiatement prêt au combat, il bondit vers l'endroit où se trouvait encore sa grenade l'instant d'avant. Nous lui sautons dessus. Ils se débat comme un diable, et ça se termine par un corps-à-corps au sol. Il faudra quatre hommes pour le maîtriser. Ses armes, le revolver et le pistolet d'alarme, sont encore pris dans les plis du fauteuil.

En nous redressant, nous tombons nez à nez avec les collègues de l'équipe extérieure qui nous observent depuis la fenêtre. Ils avaient positionné devant l'immeuble leur véhicule tout-terrain équipé d'une échelle d'assaut, pour bloquer toute possibilité d'évasion par la fenêtre. Après 33 heures d'attente, eux aussi espéraient un peu d'action, mais c'est nous qui décrochons le gros lot.

Non sans risque, apprendrons-nous par la suite. Après analyse, le SEDEE, le Service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs nous confirmera que la grenade, de fabrication yougoslave, contenait pas moins

de 50 g d'explosif. "Si elle avait explosé, nous aurions dû gratter pour décoller vos restes du plafond" ».

La spectaculaire prise d'otages de Farid le Fou aura des suites. En août 2005, à Koekelberg puis à Mouscron, nous aurons affaire à des *copycats* : des hommes assez désespérés pour tenter de résoudre leur problème en menaçant de tirer une balle dans la tête de membres de leur famille – et dans la leur. Dans les deux cas, le drame prendra fin sans effusion de sang : les négociateurs parleront si longtemps avec les preneurs d'otages que ceux-ci finiront par fléchir et se rendre. C'étaient des drames domestiques d'amateurs ; rien à voir avec "l'exploit" de Farid le Fou.

Lio : « Nous voyons parfois des situations extraordinairement tristes. Généralement, un fort Chabrol n'est pas le fait de criminels, mais plutôt de pauvres types, d'ivrognes ou de camés au bord du désespoir. Je me souviendrai toute ma vie de Gérard, un type qui vivait en solitaire dans un petit village wallon : un soir de 2005, sur le pas de sa porte, il brandit un fusil de chasse. Plein comme une outre. Des voisins avaient appelé la police locale, mais à l'arrivée du combi, Gérard était apparu à la fenêtre de sa chambre à coucher et avait ouvert le feu. On avait donc fait appel à nous.

C'est une maisonnette précédée d'un jardinet retourné à l'état sauvage. Pendant que Lou, le négociateur, tente de ramener l'homme à la raison, les tireurs d'élite s'approchent à travers les buissons. "Gérard ! Rendez-vous !" Gérard apparaît à la fenêtre et braille : "Jamais ! Saloperies de flics, foutez le camp !" BAM ! Il tire un coup de feu dans un buisson, la balle frôle la tête de Ken. Quelques dizaines de centimètres plus à gauche, et c'était sa dernière opération.

Lou tente d'établir le contact, encore et encore : "Allez, Gérard ! Parlez-moi !" Mais ses tentatives n'ont d'autre effet que d'exciter davantage le bonhomme. Soudain, le voilà qui apparaît à la porte d'entrée, vêtu en tout et pour tout d'une chemisette sale et d'un slip. En pantoufles, traînant des pieds, il sort, le fusil à la main. Nous lui tombons dessus et lui arrachons l'arme des mains. Depuis ce jour-là, Ken sait qu'il a un ange gardien. Et Lou doit se faire à l'idée qu'on le salue désormais par les mots "Allez, Gérard".

Ce qui nous ennuie surtout, c'est que ces drames domestiques ne tiennent aucun compte des heures de bureau. On nous rappelle donc à la caserne à

des heures impossibles. Céline raconte souvent ce samedi soir, avant la naissance des enfants, où nous venions de monter dans la voiture pour nous rendre à une soirée costumée. Elle m'avait acheté une splendide perruque à paillettes, un costume lamé brillant et des bottes flashy : nous avions décidé d'y aller déguisés en fans de disco. Je venais tout juste de me changer. À ce moment précis, un appel : une prise d'otages à Grammont. Je me change à nouveau, en quadruple vitesse et je démarre. Céline râle.

C'est une histoire de dispute au sein d'un couple d'héroïnomanes ; l'homme tient la femme en joue. Quand notre équipe arrive sur place, la situation a déjà changé. La femme a réussi à s'enfuir de la maison. L'homme a ouvert le feu, mais sans la toucher. Elle raconte qu'elle a entendu un deuxième coup de feu à l'intérieur et que l'homme n'a plus donné signe de vie depuis. Nous supposons qu'il s'est soit suicidé, soit endormi.

Nous entrons dans le logement sans difficulté. L'homme est assis dans le divan du salon, le fusil de chasse à ses côtés. Il n'a plus qu'une moitié de tête. L'autre moitié est collée au mur derrière lui, façon Picasso. J'avertis le commandement par radio : "Ivo, nous l'avons trouvé dans le salon. C'est fini, il est mort." – "OK", répond Ivo. J'entends ronchonner le légiste, à côté d'Ivo. "Ce n'est pas à ce monsieur de décider si la victime est décédée ou non. C'est mon rôle de médecin de constater le décès." Je ne peux pas m'empêcher de répondre. "Tu sais, Ivo, pas besoin d'avoir fait 10 ans de médecine pour voir que cet homme-là est mort. Mais tu peux faire monter le docteur." »

Le pyjama en pilou

Pris en otage par leurs propres parents !

"À Sint-Gillis-Waas, en Flandre orientale, des agents et des fonctionnaires de l'Office des étrangers emmènent un garçonnet de 3 ans et une fillette de 1 an qui avaient été pris en otage et menacés de mort par leurs parents pendant huit heures. Le père et la mère, tous deux de nationalité libanaise, leur tenaient un couteau à pain sur la gorge. Arrivée en Belgique il y a un mois, la famille venait de recevoir de l'Office des étrangers l'ordre de quitter le territoire, ce qui explique ce geste désespéré des parents, qui menaçaient de se suicider ensuite à l'aide de la même arme. Les Unités spéciales de la police ont finalement pu maîtriser le duo sans violence excessive."

Het Laatste Nieuws, 25 novembre 2010

« Ce matin-là, James et moi sommes seuls au bloc H. Les collègues sont partis s'occuper d'une prise d'otages dans le pays de Waas : deux demandeurs d'asile dont la demande a été refusée, qui ont épuisé toutes les voies de recours et qui menacent de tuer leurs deux enfants. Ils se trouvent au premier étage d'un foyer d'accueil du CPAS. Tout a commencé à 8 h : les parents se sont montrés à la fenêtre, tenant chacun un couteau de cuisine sur la gorge d'un des enfants, et exigeant l'annulation de la décision d'expulsion prise à leur encontre. Depuis, ils se sont enfermés à quatre dans la chambre à coucher et des négociateurs essaient de leur parler.

Nous sommes dans la salle de sport, où nous finissons notre séance de musculation, et nous suivons par radio l'évolution des tireurs d'élite qui prennent position. La situation semble plus sérieuse qu'au premier abord. Les négociateurs ne parviennent pas à établir le contact avec la mère, qui perd complètement les pédales par moments. Entre-temps, la police a évacué quelques maisons voisines et une crèche située dans la même rue. Les équipes d'intervention se tiennent dans la cage d'escalier, prêtes à faire irruption dans la chambre. Des ambulances attendent devant la porte, au cas où il y aurait des blessés. Le téléphone de James sonne. "Rappliquez ici le

plus vite possible ; on va tenter un truc. Emportez tous les deux un costume, une cravate, et un porte-documents avec des papiers. Vous allez vous présenter aux parents comme des fonctionnaires de l'Office des étrangers." Nous prenons une douche éclair et nous passons notre costume – tous les Iris en ont un dans leur casier au cas où il faudrait assurer une mission imprévue de protection VIP.

Lorsque nous arrivons sur place, la prise d'otages dure déjà depuis plusieurs heures. Les parents sont toujours dans la chambre à coucher. Après de longues palabres, ils ont accepté de laisser entrer un négociateur et un interprète. Plus vrais que nature dans notre costume-cravate, nous montons l'escalier, nous passons devant nos collègues qui attendent dans l'escalier en tenue de combat. Rico est en première position avec son FN 303. Nous ne savons pas trop ce qu'on attend de nous. Le commandement nous a simplement demandé d'"improviser". Gagner du temps. Voir s'il se produit une occasion de maîtriser les parents. L'important, c'est de faire sortir les deux enfants de là sans une égratignure.

Nous frappons à la porte, le négociateur et l'interprète expliquent aux parents qui nous sommes. "Ce sont deux messieurs de Bruxelles, des représentants de l'Office des étrangers. Ils voudraient vous parler." À l'intérieur, nous les entendons discuter en arabe. La porte s'entrouvre. Nous présentons notre visage le plus souriant et nous avançons lentement, très décontractés, mains en l'air et la taille bien visible pour montrer que nous ne sommes pas armés. Ce que nous sommes, bien évidemment. L'arme de James est dans sa poche intérieure, et dans ma poche revolver, je dissimule une arme à décharge électrique, un de ces *tasers* qui lâchent une décharge électrique capable de vous paralyser, l'espace de quelques secondes.

La chambre est minuscule, meublée d'un lit et d'une armoire ; il y a un lavabo dans le coin. Assis dans un coin avec son petit garçon, le père semble à peu près calmé et se tient tranquille. Sur ses genoux, son bambin s'intéresse plus à sa grande bouteille de Fanta et à son paquet de chips qu'à ce qui se passe dans la chambre. Dans le coin opposé, la mère tient toujours son couteau contre la gorge de la petite sœur, un bébé. Habillée de noir et voilée de noir, elle refuse tout contact visuel et paraît mentalement inaccessible. Au négociateur, elle a expliqué qu'elle préférait mourir plutôt que retourner dans son pays.

Nous ne nous hâtons pas, nous restons debout contre le mur, leur donnant le temps de s'habituer à notre présence. Nous tentons d'établir un contact en

leur demandant leurs documents de séjour par l'intermédiaire de l'interprète. "Pourrions-nous les voir un instant ? Peut-être y a-t-il quand même une possibilité." Nous tentons d'arborer une attitude de "travailleur social", nous tirons des papiers de notre porte-documents, et nous faisons mine de nous concerter en néerlandais - langue à laquelle ils ne comprennent rien. Petit à petit, nous nous approchons d'elle. "Est-ce que je peux m'asseoir sur le lit ? Ce sera plus facile." Nous trifouillons dans nos papiers, tout en guettant discrètement les réactions de la mère, qui tient toujours fermement son couteau et son enfant.

"Nous devons téléphoner à Bruxelles à propos de votre dossier." Je passe un coup de fil au commandement pour expliquer la situation. Le père a cessé de constituer une menace : son attitude trahit qu'il a compris que nous ne sommes pas de l'Office des étrangers, mais de la police. Avec la mère, c'est plus compliqué : nous ne parvenons pas à établir le moindre contact ; elle est véritablement en transe, alors que sur ses genoux, le bébé n'arrête pas de pleurer. De temps à autre, elle lance quelques mots en arabe puis se met à prier, appuyant plus fermement le couteau contre la gorge de l'enfant. Je sais que nos collègues, dans le couloir, n'attendent qu'un signal pour bondir, mais le risque me semble trop élevé : la petite fille n'y survivrait peut-être pas.

Nous restons dans notre rôle. Assis sur le bord du lit, je tourne à moitié le dos à la mère. Debout depuis le début, James ne manque aucun de ses gestes. Nous faisons semblant de nous concerter sur leur dossier. Une heure entière passe ainsi. Pour nous, c'est presque le moment de battre en retraite. Plus ça dure, moins nous sommes crédibles. Si nous étions vraiment de l'Office des étrangers, nous devrions admettre, à un moment donné, que nous ne pouvons rien faire, et partir. Mais nous restons plantés là raides comme des piquets. Entre-temps, la femme s'est un peu apaisée ; elle chantonne. Sur ses genoux, l'enfant dort. Elle se tait tout à fait, commence à piquer du nez, épuisée par toutes ces émotions.

Elle pose son couteau pour mieux saisir son bébé, et James dit : "C'est le moment." Je sors précautionneusement le *taser* de ma poche et je l'allume. "Attends, attends", dit-il. "Non, arrête !" La femme a repris son couteau. Tous mes sens sont en éveil. Je ne vois pas ce qui se passe derrière moi, j'attends donc un signe de James. Il doit être mes yeux. Nous sentons brûler sur nous le regard du père. Il voit à notre langage corporel que quelque chose se prépare : notre attitude de travailleur social se mue en posture de

chien d'attaque prêt à bondir, les oreilles aux aguets, les muscles tendus, le dos droit.

Je me concentre. Je n'aurai droit qu'à une seule tentative, et je ne peux pas la rater. Là, dehors, tout un peloton attend, tendu. Dans la rue, les tireurs d'élite voient l'intérieur de la pièce à travers leur lunette ; devant la porte, les *assaulters** saisissent leur arme. Plusieurs minutes passent. Soudain, James dit : "Maintenant."

J'ai l'impression de me voir évoluer au ralenti : je tourne sur moi-même, je plonge par-dessus le lit vers le coin de la pièce et je tends le bras. Puis, tout se passe soudain en même temps : je m'étale sur la femme, le *taser* appuyé contre sa nuque. James se précipite sur le père. La porte s'ouvre brusquement, et nos troupes se précipitent à l'intérieur. Prise de convulsions, la mère s'écroule, le bébé hurle, le père se laisse docilement passer les menottes. Mes collègues se saisissent de la femme à moitié évanouie et lui prennent le bébé des mains.

Quelques minutes plus tard, des agents emmènent les parents vers l'extérieur, sous les yeux de voisins inquiets et de journalistes. Les enfants sont mis en sécurité. Pour l'ESI, la mission est accomplie. Fred se frotte l'estomac. "Les gars, il y a un McDo pas loin. On y va ?"

Pendant que les collègues s'offrent une orgie de hamburgers, j'observe que James ne me perd pas de l'œil une seconde. Il est le seul à remarquer combien cette intervention m'a impressionné, combien je me sens vide et vacillant. C'est le contrecoup des heures éprouvantes que je viens de passer dans cette chambre minuscule, et le soulagement de savoir la petite fille vivante.

Mon ressenti de cette prise d'otages est différent de celui des autres. Par un pur hasard, j'occupais une position clé. C'est seulement maintenant, quand tout est fini, que je sens le poids écrasant qui pesait sur mes épaules : pendant un instant, la vie de cette petite fille était entre mes mains. Un seul faux mouvement de ma part, et tout risquait de se passer beaucoup moins bien.

C'est la même pression que celle que ressent le tireur d'élite qui doit tirer le coup de feu décisif, le chauffeur qui tient le volant pendant une course-poursuite, ou encore l'équipier de première ligne qui doit désarmer un cinglé de la gâchette. Cette fois-ci, le penalty décisif, c'était à moi de le tirer. Et heureusement, j'ai marqué le point. Mais la charge subsiste, et chacun l'emporte vers l'opération suivante puis encore la suivante. Chaque

membre de l'équipe porte ainsi son propre fardeau d'expériences. Et pour certains collègues placés en première ligne, il viendra un jour où ce poids deviendra insupportable. »

« Qu'est-il advenu de cette famille par la suite ? Nous ne l'avons jamais su, et nous ne nous sommes pas posé la question. Notre mission consistait à résoudre la situation sans faire de victimes. Mais après la prise d'otages, mes pensées se sont automatiquement portées sur ma propre progéniture : Mathieu et Charlotte, alors âgés de 5 ans et de 3 ans.

Les enfants sont notre talon d'Achille à tous. En mars 2004, à Brasschaat, une prise d'otages impliquant un petit garçon de 9 ans s'était mal terminée, et le peloton en avait été profondément marqué. Je n'y étais pas, mais Charly et Lerre allaient en reparler régulièrement. »

Un homme de 33 ans, un Turc vivant aux Pays-Bas, s'était introduit avec violence chez son ex-compagne, et avait pris en otage la jeune femme ainsi que leur enfant. Elle avait pu s'enfuir et prévenir la police, mais l'enfant était resté dans la maison avec son père, un type violent. De la fenêtre de l'appartement de son ex-compagne, au premier étage, l'homme l'avait vue se cacher derrière une voiture de police, et avait ouvert le feu sur elle. Impuissante à désamorcer la situation, la police locale avait réclamé l'appui de l'unité d'intervention de Bruxelles.

Lerre : « Les négociateurs tentaient d'établir le contact avec le forcené, de le convaincre de laisser sortir son fils. Pas la moindre réponse. Sachant que plusieurs coups de feu avaient retenti après la fuite de l'ex-compagne, nous insistions pour passer immédiatement à l'assaut. Quelque chose avait dû se passer. Peut-être l'homme avait-il tiré sur l'enfant ? Peut-être s'était-il suicidé ? L'officier, un homme qui manquait d'expérience de terrain, hésitait.

Une fois le feu vert donné – en réponse à l'insistance appuyée des équipes d'intervention – mes équipiers et moi étions montés à l'assaut de la fenêtre du premier par l'échelle élévatrice. Nous avions fait sauter la fenêtre, et un collègue avait lancé une grenade incapacitante dans l'appartement pour effrayer le père, déclenchant une forte production de fumée. Au même moment, une deuxième équipe entrait par la porte.

L'appartement était envahi des émanations de la grenade, et nous n'y voyions rien. Nous n'entendions rien, non plus. Où était passé le preneur

d'otages ? Et l'enfant ? Je me souviens d'un collègue qui, m'ayant heurté, avait pointé son arme sur moi : "Police fédérale, haut les mains !" – Je m'étais hâté de répondre : "Hé, c'est Lerre."

Une fois la fumée dissipée, nous avions vu deux silhouettes au sol, près du radiateur ; une grande et une petite. L'enfant était couché sur le ventre, immobile, dans son pyjama en pilou, des crayons de couleur et des dessins éparpillés autour de lui. À l'arrière de son petit crâne, une hideuse blessure par balle. Derrière lui, son père avait retourné la même arme contre lui.

L'image de ce petit garçon si esquinté nous avait retourné le cœur à tous. Un de nos collègues, qui avait un fils du même âge, avait dû se précipiter à l'extérieur pour vomir. C'est son propre enfant qu'il voyait là. Contre toute attente, le pauvre petit gars respirait encore, faiblement. Un médecin urgentiste était arrivé à toute vitesse, et alors que les autres continuaient de fouiller le logement, je restais à proximité de l'enfant. Le médecin et l'infirmier s'étaient mis à découper son pyjama et à manipuler son petit corps, me collant une perfusion dans les mains. Un peu plus tard étaient arrivés les ambulanciers. Ils avaient délicatement déposé l'enfant sur un brancard avant de sortir avec lui. J'avais interpellé le médecin : "A-t-il une chance de survivre ?" "Nous faisons de notre mieux."

Nous étions encore dans l'appartement, plus tard, quand le message nous est parvenu par radio : "Le gosse est décédé." Les hommes étaient restés pétrifiés. Pourquoi avait-on tant attendu avant de lancer l'assaut ? Si l'officier n'avait pas tellement tergiversé, peut-être aurions-nous pu le sauver. Plusieurs collègues étaient verts de rage, et l'opération nous laissait un sentiment d'échec. Nous ne saurons jamais si l'enfant aurait pu être sauvé. Mais nous avions la certitude qu'on ne lui avait pas donné toutes les chances auxquelles il avait droit. »

Opération Robinet

Hold-up éventé : la police abat un braqueur

"Les Unités spéciales d'intervention de la police fédérale ont déjoué hier un braquage [dans la commune bruxelloise de Forest]. Un des gangsters a été abattu, un deuxième a été grièvement blessé par balle à l'abdomen, et un troisième a été touché à la jambe. Les assaillants se préparaient à voler le coffre-fort du centre de contrôle technique, mais la police, qui en avait été avertie, les attendait sur place. Après ce hold-up raté, la police a encore appréhendé un quatrième homme, qui n'est autre que Léon De Staerke (74 ans) ! Au cours des années 1980, De Staerke faisait partie de la célèbre bande de Baasrode, que l'on confond souvent avec la bande des Tueurs du Brabant."

Het Laatste Nieuws, 13 octobre 2012

24 septembre 2012. Un indic informe la police qu'une bande albanaise s'est associée avec un criminel bruxellois d'un certain âge pour commettre des vols visant des entreprises et des habitations privées. L'homme habiterait rue aux Laines, dans les Marolles, et la bande aurait récemment mis la main sur un volumineux butin de robinetterie.

Les enquêteurs comprennent vite que le gangster âgé dont il s'agit est Léon De Staerke, 74 ans, alias "Kleine Léon" ou "Petit Léon", le doyen du milieu bruxellois du crime. Petit Léon est né en 1937 et sa carrière de braqueur et de cambrioleur s'étend sur plus de 50 ans. Avec son frère Philippe De Staerke, aussi célèbre que lui, il a fait partie dans les années 1980 de la bande de Baasrode, responsable de nombreuses attaques violentes contre des bureaux de poste. Les frères étaient aussi en relation avec un autre criminel notoire, Patrick Haemers. On a d'ailleurs longtemps suspecté la bande de Baasrode d'être responsable des tueries du Brabant. Petit Léon était aussi un proche de Marcel Habran, son contemporain et parrain de la mafia liégeoise.

En dépit de son grand âge, Petit Léon est un criminel particulièrement actif. En 2009 – à 72 ans – il organise, avec une bande de jeunes, un

cambriolage avec explosifs à Dilbeek. Léon est armé d'une kalachnikov, et lorsque les forces de police tentent de l'intercepter, il vide son arme sur elles. Il est alors accompagné de son associé Eric Bottemanne, criminel endurci bien connu depuis les années 1980. Après toutes ces années, le duo se maintient sur la voie du crime. La dernière fois que la police les prend en flagrant délit, c'est en juillet 2011, alors qu'ils tentent de vider un coffre de banque en passant par l'immeuble inoccupé mitoyen. La police les surprend alors qu'ils sont en train de percer le mur mitoyen.

En septembre 2012, Petit Léon rumine de nouveaux projets. Après le tuyau sur le lot de robinetterie volé, la police effectue des écoutes sur la ligne téléphonique de De Staerke et l'entend évoquer le braquage d'une entreprise "qui a beaucoup de pognon en caisse". Deux complices participent à l'opération. Pas des Albanais, contrairement à ce qu'affirmait l'indic, mais un voisin de Petit Léon, Pascal Fain, 48 ans, et une vieille connaissance rencontrée en prison, Houssain Mouani.

Jour après jour, les enquêteurs suivent les préparatifs de la bande. La reconnaissance du lieu du braquage et des voies de fuite. Le vol d'une voiture pour réaliser le casse. Les bandits utilisent un langage codé, évoquant des "cannes à pêche" quand ils parlent d'armes, et "une amie qui doit trouver un abri pour dormir", pour désigner la voiture volée qui doit être mise à l'abri dans un box de garage.

Plusieurs équipes d'observation des Unités spéciales filochent les gangsters sans interruption. Ils ignorent où et quand le casse se produira. Dès le 8 octobre, les Iris aussi se tiennent prêts à intervenir pour – si possible – prendre les braqueurs en flagrant délit. L'opération est baptisée "B-Robinet" : B pour Bruxelles, et Robinet pour le vol du stock de robinetterie. Il y en a quelques centaines de pièces et, au téléphone, les enquêteurs entendent Léon De Staerke se plaindre encore et encore de ce stock qui l'encombre. De toute évidence, lors du cambriolage d'un entrepôt, les voleurs ont emporté un imposant lot de palettes sur lesquelles ils espéraient trouver d'autres marchandises. Les observateurs nous mettent en garde : malgré la banalité du nom du dossier, la sinistre réputation de ses protagonistes pourrait bien en faire un dossier "chaud".

Quand Lio prend son tour de garde avec l'équipe d'intervention affectée à l'opération B-Robinet, il vient de quitter les bancs de l'école. Il a réussi sa formation d'inspecteur principal et vient de terminer son stage de six mois. Nous sommes en automne 2012, et il revient au peloton dans un rôle

dirigeant : c'est un "gradé*", maintenant. Pendant les interventions, il dirigera toujours une des équipes. En tant que benjamin des chefs d'équipe, il doit une fois de plus faire ses preuves au sein du peloton, et l'opération B-Robinet lui en fournit une excellente occasion.

« Nous sommes en stand-by depuis plusieurs nuits. Dès qu'un collègue observateur croit les malfrats prêts à frapper, nous sortons. Chaque fois, c'est une fausse alerte. L'impatience monte. Le troisième jour, pourtant, au briefing du matin, l'officier a une bonne nouvelle. "Selon le chef d'enquête, c'est pour ce soir", nous informe-t-il. Nous échangeons quelques regards, l'air de dire "cause toujours". De sales gosses. Une boulette de papier traverse la pièce. Monk croque le navet qui lui sert de petit-déjeuner ces derniers temps. Joker s'est posé les lunettes sur le nez - à l'envers. C'est l'habituelle ambiance rigolarde qui anime le peloton dans les heures qui précèdent une intervention annoncée.

Ce soir-là, dans la salle de briefing, nous attendons les dernières nouvelles de nos collègues des équipes d'observation, qui filent les gangsters sur le terrain. J'ai appelé Céline pour lui dire de ne pas m'attendre pour souper. "Mon amour, l'intervention est pour ce soir. Après ça, je passerai quelques jours à la maison." Les hommes sont à moitié assoupis, je les réveille – ça fait partie de mes attributions, maintenant que je suis gradé. Il est trois heures du matin, je viens de recevoir un message radio des observateurs. À l'intonation de leur voix, on comprend que ça urge. "Ça bouge, ici, les gars..."

Nous voilà tous parfaitement réveillés. Nous fonçons au garage, où nos voitures sont prêtes, en convoi. Nous avons formé trois équipes, chacune dans son propre véhicule. Les trois moteurs démarrent simultanément, et le vrombissement sourd des six cylindres résonne dans le garage. Moins d'une minute plus tard, nous tournons dans la rue, en route pour la périphérie de Bruxelles, où les observateurs tiennent deux des *targets* à l'œil.

La mission que nous a confiée le parquet consiste à laisser les suspects progresser à leur guise – sous réserve qu'il n'y ait pas de victimes – pour les choper, si possible, en flagrant délit. Si ça ne tenait qu'aux magistrats, nous n'interviendrions qu'au moment où les gangsters mettent la main sur la poignée de la banque qu'ils vont braquer. Dans ce cas, il n'y aurait plus aucune discussion possible sur leurs projets – sauf que ça nous complique considérablement le travail. Et que ça multiplie les risques, pour les civils, mais aussi pour nos propres hommes. Sans compter le surcroît de travail

que ça imposerait aux collègues de l'observation, qui doivent filer les malfrats sans attirer leur attention. C'est souvent frustrant, surtout dans la circulation : quand les observateurs risquent de se faire repérer, ils doivent laisser filer les *targets*. »

Les équipes d'observation des Unités spéciales ont déjà pris les gangsters en filature toute la journée. L'après-midi, elles les suivent vers un champ à Ruisbroek, où les malfrats font une longue pause. Ce n'est qu'après leur départ que l'équipe voit ce qu'ils ont trafiqué : dans l'herbe humide, sous un buisson, les enquêteurs trouvent deux bouteilles de soda pleines d'essence. Quelques mètres plus loin, le long d'un chemin de campagne, les truands ont préparé une voiture volée. C'est un vieux truc de braqueur professionnel : le coup fini, on met le feu au véhicule avec lequel on a commis le casse et on repart avec une voiture d'un autre modèle et bien souvent d'une tout autre couleur. Il n'y a plus aucun doute, le casse va avoir lieu dans les toutes prochaines heures.

Cette nuit-là, Léon De Staerke et Eric Bottemanne traversent le centre de Bruxelles. Ils ne remarquent pas que la police les suit. Dans l'enregistrement des conversations téléphoniques, les enquêteurs ont entendu Petit Léon déclarer à un complice qu'il partirait "pêcher à l'étang, le lendemain matin à six heures, et qu'il a besoin de ses cannes à pêche et de sa moulinette". Les suspects s'arrêtent à Schaerbeek devant un immeuble ; ils y entrent et ressortent peu après avec un grand sac noir qui contient probablement les armes. Ils roulent ensuite vers le bois de la Cambre en direction de Ruisbroek, à la périphérie sud de Bruxelles.

3 h du matin. Lio et ses collègues foncent sur le ring de Bruxelles, gyrophares allumés, toutes sirènes hurlantes pour libérer la route. Neuf minutes après avoir quitté la caserne, ils sont à Ruisbroek, et ils ont le dernier véhicule de l'équipe d'observation en visuel. Ils peuvent lever le pied. Dès maintenant, ils doivent rester discrets, à l'ombre des observateurs qui poursuivent les gangsters. En chemin, ceux-ci perdent un instant les *targets* de vue, au prix d'une volée de jurons, mais retrouvent les quatre bandits devant l'église de Ruisbroek, à 5 h 45. Ceux-ci ont changé de voiture et circulent maintenant dans une Audi A6 grise volée. De toute évidence, ils se préparent à un *early morning**, pour reprendre l'expression utilisée par les forces de police pour un casse réalisé juste avant l'aube.

À 6 h 05, trois braqueurs démarrent. Léon De Staerke les suit dans une deuxième voiture, il fera le guet. Dans leur sillage : d'abord l'équipe d'observation, puis derrière elle, les équipes d'intervention.

« Nous ignorons encore où aura lieu le casse, mais la colonne se dirige vers Forest. La circulation devient plus dense, suivre les *targets* devient plus difficile. Les collègues les perdent brièvement de vue. Soudain, quelqu'un braille "Eurêka*" par radio. C'est l'un des observateurs : ils ont retrouvé la trace et suivent maintenant les braqueurs sur le boulevard de l'Humanité à Anderlecht. Heureusement, nous les rejoignons très vite.

"Ils tournent à droite", signale le collègue, deux voitures devant nous. Nous voyons l'Audi A6 s'engager dans une impasse, cent mètres plus loin. C'est dans cette rue que se trouve leur cible : le centre de contrôle technique automobile de Forest. Nous nous arrêtons à l'angle du boulevard de l'Humanité.

C'est une ruelle sans éclairage ; nous devinons au loin leurs feux stop. Le commandement donne le feu vert, et nous pénétrons nous aussi dans la rue. Entre-temps, la voiture des braqueurs a fait demi-tour et attend, tous feux éteints, sur le côté. Les suspects sont sur le point de sortir lorsque nous les bloquons à deux véhicules : l'équipe de Ken et James à l'arrière, la mienne à l'avant. Je vois des visages choqués dans la voiture : ils n'ont aucune échappatoire. Nous mettons pied à terre, nous encerclons leur voiture et nous lançons les ordres : "Police fédérale, les mains contre le parebrise !" Ils ignorent l'ordre et gardent les mains hors de vue, comme s'ils cherchaient quelque chose à leurs pieds.

Nous répétons l'ordre : "Police fédérale, les mains contre le pare-brise !" Je vois le chauffeur saisir le levier de vitesse, les yeux écarquillés. Il recule, pleins gaz, et emboutit la voiture de James et de Ken. Je vois les *targets* se crier des choses les uns aux autres, je peux voir à l'intérieur de l'Audi, je distingue un fusil de chasse et un gyrophare. Le chauffeur repasse en première et écrase la pédale des gaz, poussant le moteur à fond. Soudain, la voiture bondit en avant, comme une fusée. Elle vient droit vers moi, je lève mon arme, je vise le pare-brise, et je tire trois fois. J'ai juste le temps de bondir vers le côté. Le pare-brise explose en mille morceaux, la voiture accélère et tourne à droite, sur le bas-côté, vers mon collègue Piet, qui risque de se faire écraser entre la voiture et le mur. Je tire encore trois fois sur le chauffeur par la fenêtre latérale, la voiture frôle le mur et heurte mon collègue. Il fait trop noir pour que je puisse voir s'il est blessé.

D’autres collègues ont ouvert le feu eux aussi. Le conducteur est mortellement touché, mais son pied écrase l’accélérateur. L’Audi poursuit encore sa course et s’encastre dans un camion garé plus loin. Affalé sur le volant, le conducteur ne réagit pas à nos ordres. À ses côtés, le passager ne bouge plus non plus. Le troisième complice, sur la banquette arrière, est encore capable de bouger ; il n’a qu’une éraflure.

Nous extrayons les hommes de la voiture. À l’évidence, le chauffeur est mort. Un *medic** s’occupe du passager couché sur le bas-côté ; grièvement blessé, il crache du sang. C’est Eric Bottemanne, l’acolyte de Léon De Staerke, celui-là même qui, à cet instant, est mis en état d’arrestation par une autre équipe, un peu plus loin. Petit Léon, qui faisait le guet, n’a absolument rien vu venir : juste avant la fusillade, il venait encore de signaler par talkie-walkie à ses comparses que tout était tranquille.

Je jette un coup d’œil au carnage dans la rue : plusieurs voitures embouties, du sang partout, des douilles au sol et un mort sur le bas-côté. Le stress s’empare de moi. Jamais encore, en intervention, je n’avais été contraint d’utiliser mon arme. Aujourd’hui, j’ai tiré six fois au total. Tout s’est joué en quelques secondes. Dans ma tête, les questions tourbillonnent. “Est-ce que j’ai bien tout vu correctement ? Je ne me trompe pas, ils ont bien embouti notre équipe en marche arrière ? Ils avaient bien une arme ? Ils nous ont bien foncé dessus ? Je vais voir la voiture : je constate la présence d’une carabine, de deux armes de poing et d’un gyrophare bleu.

Je vais voir mon collègue Piet, qui était debout devant le mur. Il n’est que légèrement blessé à la jambe. Ouf ! Nous vérifions la pelouse : entre la trace des pneus de la roue droite et le mur du contrôle technique, il n’y a pas plus de vingt centimètres. “Quelques centimètres de plus et je n’étais plus là pour le raconter”, commente-t-il. “Je suis passé par le chas de l’aiguille.” Je me sens rassuré : j’avais bien évalué la situation. En une fraction de seconde, j’ai dû décider si j’allais tirer ; mais si je ne l’avais pas fait, ces types auraient écrasé mon collègue. Et m’auraient écrasé, moi, si je n’avais pas fait un bond de côté à la dernière seconde. Nous n’avions pas d’autre choix. Si le chauffeur avait bien voulu poser simplement ses mains sur le parebrise, rien de tout ça ne serait arrivé. Et si nous étions intervenus dix secondes plus tard, les *targets* auraient déjà eu quitté leur véhicule. Ils avaient prévu d’attendre l’arrivée du premier salarié du centre de contrôle technique et de le prendre en otage pour accéder à la caisse. Si nous avions

attendu ce moment-là pour intervenir, la fusillade aurait pris des proportions style *western*.

Le mort est le voisin de Petit Léon, Pascal Fain, le moins expérimenté du trio de braqueurs, ce qui explique peut-être pourquoi il a pris le risque de foncer sur nous. Bottemanne et le troisième complice ont entre-temps été évacués en ambulance vers l'hôpital pour recevoir des soins. Bottemanne, surtout, est mal en point : il a reçu la balle d'un collègue dans l'abdomen, et lutte pour sa vie. Je n'ai aucune pitié pour le mort ni pour les blessés. Ce sont des gangsters, pour qui je ne ressens aucune empathie. La compassion ne ferait que nous distraire de notre mission, or notre mission consistait à arrêter ces braqueurs. C'est comme cela que nous avons été formés, et c'est une des raisons pour lesquelles les âmes trop sensibles ne sont pas admises dans l'unité.

Cela ne change rien au fait que j'ai conscience de l'écrasante responsabilité que nous portons en tant qu'Iris. Je veux être sûr de n'avoir commis aucune faute, car bien évidemment, tout cela aura des suites. Un tir mortel à l'occasion d'une arrestation n'est pas un incident mineur sur lequel les autorités judiciaires ferment les yeux. Pendant que nous attendons les magistrats et le labo, j'appelle Céline. Elle entend tout de suite que quelque chose ne va pas. "Que se passe-t-il ?" – "J'ai tué quelqu'un. Je vais avoir besoin d'un avocat." Il fait déjà jour quand les magistrats du parquet et les enquêteurs du labo arrivent sur place. Ils sont accompagnés de deux agents du Comité P*, le comité permanent de contrôle des services de police, ainsi que de deux juges d'instruction. La reconstitution de la fusillade prendra toute la journée. Chacun de nous doit donner sa version des événements de cette matinée. Les magistrats nous interrogent dans les moindres détails : où nous nous tenions, comment nous tenions nos armes, comment les suspects ont réagi. Ils nous font rejouer plusieurs fois la scène, sous différents angles. Vers 15 h, c'est terminé et nous pouvons retourner à la caserne. Je suis épuisé, mais je déborde d'adrénaline.

Le parquet livre assez rapidement ses conclusions. Aucun d'entre nous n'a commis de faute, nous avons tiré en état de légitime défense. Pourtant, je ne suis pas totalement rassuré. Et si la famille de Pascal Fain cherchait à connaître mon identité ? Et si des complices se mettaient en tête de se venger en s'attaquant à notre famille ? Le réseau de Léon De Staerke dans la pègre bruxelloise est particulièrement étendu ; rien de plus facile, pour

lui, que d'envoyer un homme de main. Lui-même sait d'ailleurs se servir d'une kalachnikov. Un officier du commandement, rigolard, balaie mes inquiétudes d'un mot. "Tu crois peut-être qu'ils vont t'attendre à ta porte ? Dis donc, camarade, on n'est pas à Hollywood, ici." »

À la maison, Céline remarque que l'affaire tracasse Lio, même si le parquet de Bruxelles a estimé qu'il n'encourt aucun reproche, pas plus que ses collègues.

Céline : « Lio voulait protéger sa famille. Depuis que je le connais, c'est sa principale préoccupation. C'est pour ça qu'il a si bien sécurisé notre maison, équipée d'un portail électrique et de caméras. Depuis tout petits, nos enfants savent qu'ils doivent toujours fermer les portes à clé. Lio n'est pas explo pour rien : il sait comment pense un cambrioleur. Il me recommandait de toujours vérifier mon rétroviseur au moment de rentrer à la maison. "Si tu remarques une voiture qui te suit depuis un moment, tu ne t'arrêtes pas à la maison, mais tu continues jusqu'au commissariat." Il se méfiait toujours des visiteurs imprévus qui sonnaient à notre porte.

Il y avait déjà eu un *home-jacking* dans la famille, et nous avions vu à quel point les victimes en avaient été touchées. Nous-mêmes, nous avons eu un jour la visite d'un groupe d'hommes qui, après être passés plusieurs fois devant la maison, se sont débrouillés pour échanger avec Lio, qui jardinait justement, quelques mots sur un sujet bidon. Lorsqu'il a fait vérifier l'immatriculation, elle appartenait à une bande de spécialistes du home-jacking et du car-jacking. Nous avons alors pris un troisième chien - en plus des deux molosses qui couraient déjà dans le jardin. »

L'anonymat des agents des Unités spéciales est protégé par la loi. Pour des raisons évidentes de sécurité, les Iris interviennent toujours cagoulés dès qu'ils font face à des bandits ou à des bandes dangereuses. Trois mois après la fusillade, Houssain Mouani, le gangster assis sur la banquette arrière pendant la fusillade de Forest, trouve une faille dans la loi. Il dépose plainte pour coups et blessures contre le tireur qui l'a touché à la jambe, obligeant la justice à divulguer malgré tout le nom de l'agent. La famille du défunt Pascal Fain, elle, se constitue partie civile contre les agents des Unités spéciales. Elle les accuse d'avoir fait usage de violence excessive et de ne pas avoir respecté les procédures. Comme le notera, sans cacher sa

préoccupation, une porte-parole de la police fédérale dans la presse : “Nous sommes obligés de divulguer les noms, mais heureusement, pas les adresses.”

La démarche du braqueur suscite des remous dans le monde politique. Que se passerait-il si d’autres gangsters suivaient cet exemple ? Aucun membre des Unités spéciales ne serait plus à l’abri de représailles. Sur l’insistance des syndicats policiers, une nouvelle législation, adaptée, est alors votée, mais elle vient trop tard pour ceux qui ont dû tirer à Forest. “Nous ne pourrons pas nous soustraire à l’obligation de divulguer ces noms”, entend-on au cabinet de la ministre de la Justice Annemie Turtelboom. Lio recherche fiévreusement une solution.

« À l’époque, je repense souvent à la remarque sarcastique de l’officier supérieur – “on n’est pas à Hollywood” – et cela me rend d’autant plus combatif. Puisque je ne dois pas attendre d’aide de ce côté, je me dis que je n’ai plus qu’à me débrouiller par moi-même. J’appelle un ancien camarade d’études de la VUB, Tom Bauwens, entre-temps devenu avocat. “Tu te souviens de moi ?” “Lio ? Bien sûr ! Tu étais mon parrain de baptême à l’université.”

Ce coup de fil sera le début d’une intense collaboration. Nous étudions le dossier à longueur de soirée, et Tom m’apporte assistance et conseil. Il comprend toute l’importance, pour moi, de prouver que j’ai fait mon travail, en toute légitimité et en suivant toutes les procédures. Il m’est insupportable que les parties civiles, dans leur plainte, me décrivent comme un cow-boy. Je ne peux pas en rester là. L’affaire traîne en longueur et me pend au-dessus de la tête comme une épée de Damoclès pendant plusieurs années. Le manque de soutien du commandement me déçoit énormément. Ce n’est qu’en novembre 2016 que l’affaire passe devant la chambre du conseil du tribunal correctionnel. Et c’est Tom qui trouve la solution qui protégera l’identité des Iris tout au long de la procédure judiciaire.

Nous nous présentons devant le tribunal sous un nom de code (en l’occurrence, je serai C2), tandis que nos véritables noms sont placés, sous enveloppe, dans un coffre auquel ont seuls accès le juge d’instruction et le procureur fédéral. Jamais encore cela n’était arrivé. Cette solution, c’est Tom qui l’a sortie de son chapeau. Je lui en suis infiniment reconnaissant.

La chambre du conseil décide de ne pas nous renvoyer devant le tribunal correctionnel. Il aura fallu quatre ans pour classer ce dossier. Je vais enfin pouvoir tourner la page. »

Le canari dans la mine

Peu après l'opération B-Robinet, une autre intervention des Unités spéciales fera un mort, elle aussi. Il ne s'agit pas d'un braqueur, cette fois-ci, mais d'un islamiste radical soupçonné de préparer un acte terroriste. Le 26 mars 2013, Hakim Benladghem, un Franco-Algérien de 39 ans, est abattu après une poursuite effrénée sur l'autoroute A8 Tournai-Bruxelles, lors d'une fusillade avec des membres de l'unité d'intervention. Benladghem s'était installé en Belgique en 2009 parce qu'il se savait étroitement surveillé par les services de sécurité français qui, dès 2008, le soupçonnaient déjà d'activités terroristes.

Les enquêteurs français viennent de prévenir leurs collègues belges que Benladghem fait le plein d'armes auprès des milieux criminels. Ils redoutent qu'il ne prépare un bain de sang similaire à celui qu'a perpétré Mohamed Merah, autre jihadiste franco-algérien, en massacrant sept personnes à Toulouse, un an plus tôt, à quelques jours près.

Le jour de la fusillade sur l'A8, Lio est occupé ailleurs ; il entendra ce qui s'est passé de ses collègues. Dans la salle de briefing, l'un d'entre eux lâche : "Je pense bien qu'avec ce type, on a échappé à une catastrophe. L'appartement a été fouillé, et il était plein à craquer d'armes de guerre." L'arsenal que les enquêteurs ont découvert dans l'appartement de Benladghem à Anderlecht donne des sueurs froides rétrospectives à tout le monde. Un véritable stock de fusils d'assaut automatiques, de gilets pare-balles, de boucliers et de casques pare-balles, d'engins piégés ; des ingrédients pour la préparation de bombes à clous, de fausses plaques d'immatriculation, et 26 000 euros en liquide. Qu'est-ce que ce type comptait faire de tout ça ?

« À la vue de cette montagne d'armes, nous comprenons tous qu'on a changé de catégorie : rien à voir avec un criminel qui prépare un casse ou avec un junkie désespéré dans un fort Chabrol. Les enquêteurs découvriront plus tard ce que Benladghem visait : une école de police. Et il allait frapper

quelques jours plus tard. L'intervention de mes collègues avait bien empêché un bain de sang.

Bien sûr, l'ESI a été constitué dans un objectif de lutte antiterroriste. Mais des terroristes, dans la pratique, nous n'y avons eu affaire que rarement. Les années 1980, ces années de plomb, avec les tueurs du Brabant et les Cellules communistes combattantes (CCC) sont passées depuis longtemps. C'est à la fin des années 1990 que la Belgique subira pour la première fois la violence des intégristes musulmans : le Groupe islamique armé (GIA), organisation terroriste dont les attentats se limitaient initialement à l'Algérie, déplace son terrain d'action vers l'Europe et déclare la guerre à tous les adversaires de l'islam. En mars 1998, à Bruxelles, notre unité arrête le chef du GIA Farid Melouk, impliqué dans des attentats à la bombe en France. Parfois, les anciens nous parlent encore de cette opération mouvementée de la rue Wéry à Ixelles. Farid Melouk s'y cachait avec six acolytes dans un grenier. Après une fusillade nourrie, nos collègues étaient parvenus à les appréhender tous les sept. L'opération n'avait fait aucune victime. Depuis ce jour-là, à l'ESI, jamais plus nous n'avions livré une bataille rangée aussi violente avec des terroristes musulmans. Jusqu'à maintenant, quinze ans plus tard.

Pourtant, Hakim Benladghem ne nous apparaissait ni comme un rouage d'un immense réseau terroriste ni comme le signe avant-coureur d'une vague de terreur imminente. Nous voyions plutôt en lui un fou furieux, un ex-paracommando délirant devenu extrêmement dangereux, et donc susceptible de faire beaucoup de dégâts. Mais nous le prenions pour un loup solitaire.

Avec le recul, nous savons maintenant que Benladghem était bien plus que cela. Il était le canari dans la mine. »

En 2013, dans le prolongement du Printemps arabe, la guerre civile fait rage en Syrie depuis deux ans. Le président Bachar el-Assad réprime dans le sang l'opposition croissante que manifeste la population syrienne à l'encontre de la tyrannie de son régime. Devant les horreurs de cette guerre, des millions de Syriens fuient le pays. À l'inverse, de plus en plus de jeunes musulmans quittent l'Europe pour le front syrien, pressés de combattre Assad aux côtés des rebelles islamiques radicaux. Certains d'entre eux viennent de Belgique. Ou plutôt : un nombre étonnamment élevé d'entre eux vient de Belgique.

En un peu plus d'un an, quelque deux cents jeunes combattants ont déjà quitté notre pays ; au moins 12 ont été tués. La plupart d'entre eux disparaissent soudainement de Belgique, au grand désespoir de leurs parents, qui ne soupçonnaient rien. Ils sont encouragés par les images témoignant de la violence aveugle infligée à la population musulmane, par la passivité de la communauté internationale, et par le discours haineux de certains prédicateurs. Depuis le début de la guerre en Syrie, ces prédicateurs attirent de plus en plus d'adeptes, tantôt dans les mosquées, tantôt lors de prêches qu'ils prononcent en pleine rue à Bruxelles, à Vilvorde, à Anvers, à Verviers et dans quelques communes limbourgeoises. Ainsi, l'organisation salafiste Sharia4Belgium, créée à Anvers par Fouad Belkacem, sera initialement considérée comme un ramassis de clowns. Elle convaincra pourtant des dizaines de jeunes à partir mener une guerre sainte. Plusieurs Belges s'inscrivent sur la liste des candidats au suicide.

Au début, les combattants syriens bénéficient dans certains milieux d'une compréhension, voire d'une sympathie, due au fait qu'il s'agit bien souvent de jeunes frustrés, fragiles, à qui l'affiliation à un groupement extrémiste ouvre de nouvelles perspectives : une nouvelle famille, un objectif de vie élevé, une villa avec piscine. Cette compréhension se mue en stupéfaction lorsqu'il s'avère que nos jihadistes belges participent sans frein aux horreurs de la guerre. Janvier 2013, conversation téléphonique entre un combattant originaire de Vilvorde et sa petite amie. La police est à l'écoute. À peine âgé de 20 ans, le jeune homme se vante auprès de la jeune fille d'avoir exécuté quelqu'un. "Tu ne devineras jamais ! J'ai tué quelqu'un ! Pan. Dans la tête." Là, il n'est plus question d'idéalisme, mais de sadisme, pratiqué au nom d'une cause.

Le monde politique belge (et européen) tarde à s'entendre sur la réponse à apporter à la problématique des combattants syriens. Parmi ceux qui partent, beaucoup ont un passé criminel. Les bourgmestres sont généralement ravis d'être débarrassés de ces jeunes fauteurs de troubles. "S'ils veulent à tout prix mourir en Syrie ou en Irak, qu'on les laisse partir, ce sera toujours un souci de moins." Entre-temps, parmi les services de sécurité, l'inquiétude redouble. Et si ces jeunes gens, une fois radicalisés, décidaient de revenir ? Ce seraient autant de grenades dégoupillées prêtes à mourir pour Allah.

Le 3 octobre 2013, l'ESI reçoit l'ordre d'extrader dans le plus grand secret le Tunisien Nizar Trabelsi vers les États-Unis. Depuis 12 ans déjà ce terroriste musulman d'Al Qaïda moisit dans une cellule belge parce qu'il a préparé en 2001 un attentat-suicide contre la base militaire de Kleine-Brogel. Depuis quelques années, les Iris ont régulièrement dû assurer ses transferts entre la prison et le tribunal. Lerre s'en souvient bien : "Ce qui frappait, chez Trabelsi, c'était son arrogance. Il nous narguait en permanence de son petit sourire méprisant, comme s'il était l'empereur et nous, ses esclaves. L'homme était toujours aux aguets, et devait être surveillé de près : au palais de justice, dès qu'on lui enlevait son masque occultant, il furetait à gauche et à droite, cherchant des yeux les armes de ses surveillants, comme s'il cherchait l'occasion d'en subtiliser une."

Trabelsi avait été appréhendé à Bruxelles le 13 septembre 2001, soit le surlendemain des attentats du 11 septembre à New York. Le monde entier avait vu, horrifié, comment des terroristes d'Al Qaïda avaient lancé sur les tours jumelles du WTC deux avions détournés avec leurs passagers, tuant près de 3000 personnes. En Belgique, les enquêteurs reçoivent de France un tuyau : une des têtes pensantes de la branche européenne d'Al Qaïda habiterait à Bruxelles. Ce Nizar Trabelsi, ancien footballeur professionnel tunisien, se serait radicalisé après l'échec de sa carrière en Bundesliga. À New York, on finissait d'éteindre ce qui restait des tours jumelles quand l'ESI avait arrêté Trabelsi dans son appartement de l'avenue Mozart à Uccle. En 2001, Lerre était l'un des benjamins des équipes d'intervention ; il se trouvait en première ligne.

Lerre : « Il n'y avait rien au programme ce jour-là, nous étions à l'entraînement. Arrive cette information sur Trabelsi, et nous voilà partis en quatrième vitesse. Nous étions tous en état d'alerte maximum : à New York, les sauveteurs n'avaient même pas fini de dénombrer les victimes que nous apprenions la présence d'un membre de cette même clique d'Al Qaïda chez nous. Il fallait absolument l'arrêter. Là, maintenant. Immédiatement !

Trabelsi habite dans un quartier chic de Bruxelles, au troisième étage d'un immeuble spacieux. Je me souviens que nous montons les escaliers quatre à quatre, malgré notre lourd équipement de combat, avec bouclier pare-balles et bélier... En arrivant au troisième, les anciens sont hors d'haleine. Nous ne tentons même pas de garder le silence : Trabelsi nous a sûrement entendus arriver depuis longtemps, et il n'y a pas une seconde à perdre. La porte de l'appartement est particulièrement solide. D'habitude,

un seul coup de bélier suffit ; ici, mon collègue Sensei, un colosse, pourtant, doit s'y prendre au moins à cinq fois avant qu'elle ne cède.

J'entre le premier, protégé par le bouclier, suivi des autres. Le type est là, dans le salon, confortablement assis dans un fauteuil, arborant un large sourire. De toute évidence, il nous attendait. Il a les bras ballants par-dessus les accoudoirs. J'ordonne : "Police fédérale, levez les mains !" Il reste immobile et soutient mon regard, son rictus aux lèvres. Je me tiens prêt, car je ne devine pas ses intentions, et je m'attends à le voir ouvrir le feu. Je répète mes instructions, de manière de plus en plus pressante. "Montrez vos mains ! Immédiatement, ou je tire !" Au moment précis où je m'apprête à appuyer sur la détente, il lève très lentement les mains. Cela nous surprend tous : certains suspects que nous arrêtons se montrent agressifs, d'autres font dans leur froc. Mais ce comportement-là, nous ne l'avions encore jamais vu. Avec une exaspérante lenteur, il finit par obéir aux ordres ; nous lui passons les menottes, et nous pouvons enfin l'escorter vers l'extérieur.

J'apprendrai plus tard qu'il avait en réalité sa main dans un vieux sac de sport accroché au fauteuil. Sac qui contenait un pistolet-mitrailleur. A-t-il ou non hésité à tirer ? N'était-ce que du show ? Je n'en sais rien. Mais sa main reposait bien sur son uzi. Ça ne l'aurait pas mené bien loin : c'est un calibre 9 mm, comme un simple pistolet, et notre équipement pare-balles est conçu pour y résister. S'il avait fait feu, je l'aurais tué. »

Dans l'appartement, les enquêteurs trouveront une douzaine de faux passeports ainsi que des méthodes de préparation de deux types de bombes. Les ingrédients nécessaires à leur fabrication, comme l'acétone et l'acide sulfurique, sont entreposés en grandes quantités dans le restaurant bruxellois Le Nil, où Trabelsi est comme chez lui. Trabelsi admet avoir rencontré le leader d'Al Qaïda, Osama Bin Laden, en Afghanistan ; c'est de lui que vient l'ordre de commettre un attentat contre la base militaire de Kleine-Brogel. Située dans la province de Limbourg, cette base accueille des soldats américains et abrite des ogives nucléaires de l'armée américaine.

Trabelsi sera condamné à 10 ans de prison en Belgique, mais les États-Unis réclameront d'emblée son extradition. Trabelsi, lui, s'oppose par tous les moyens à cette extradition : il craint d'être déporté à la célèbre prison de Guantanamo Bay, et torturé. Entre-temps, il est transféré à l'institution pénitentiaire de Bruges, car dans celle d'Ittre, il menace d'assassiner son codétenu Marc Dutroux. Le dossier d'extradition vers les États-Unis reste

en suspens. Politiquement, il est très controversé, car la Belgique n'extrade pas de détenus vers des pays pratiquant la peine capitale. En 2013, la décision tombe.

Le matin du 3 octobre, sous un soleil pâle, les Iris reçoivent l'ordre d'extraire Trabelsi de sa cellule pour le transférer vers l'aéroport militaire de Melsbroek, où un avion l'emmènera vers les États-Unis. L'extradition doit se dérouler en cachette : à part le commandement des Unités spéciales, seuls sont au courant quelques ministres et fonctionnaires du ministère de la Justice. Trabelsi lui-même n'est au courant de rien. Il a demandé à être transféré. Il veut revenir à la prison d'Ittre, où il se propose d'épouser une Bruxelloise. Quand l'équipe d'intervention vient le chercher dans sa cellule, ce matin-là, il flaire directement un danger.

Lio : « Trabelsi voit bien que nous ne sommes pas les agents qui assurent habituellement les transferts entre prisons. Pendant que nous lui plaçons un masque occultant sur les yeux et des écouteurs sur les oreilles, il commence à poser des questions. "Qui êtes-vous ? Qu'est-ce que vous me voulez ?" Il est extrêmement méfiant. Quand nous l'embarquons dans la voiture blindée, il sent immédiatement qu'il est assis sur un siège inhabituel. "Ah, c'est une autre voiture ?" Au moment où nous montons sur l'autoroute, en prenant une autre direction que celle à laquelle il s'attend, il commence à s'agiter. "Ce n'est pas la route d'Ittre. Où m'emmenez-vous ?"

Le trajet se fait sous haute tension : aucun de nous ne dit mot, seul Trabelsi continue de poser des questions. Nous arrivons à l'aéroport militaire de Melsbroek. Dès l'ouverture de la portière, Trabelsi entend les moteurs de l'avion qui l'attend, prêt à décoller. Il sent l'odeur de kérosène sur le tarmac, et comprend ce qui l'attend. Nous lui enlevons son masque. Devant lui se tiennent trois agents de la CIA qui lui lisent ses droits selon les formules d'usage. À chaque mot, on voit Trabelsi perdre cœur. Le temps de l'arrogance est passé. On va donc bien l'extrader vers les États-Unis. Quand les agents sont prêts, il dit : "J'ai besoin de pisser."

Le moment suivant sera probablement l'un des plus humiliants de sa vie. Un agent défait sa braguette : "Vas-y, laisse couler." Le voilà, les mains menottées dans le dos, le zob à l'air, à pisser sur le tarmac sous les yeux de ses ennemis jurés américains. L'anecdote déclenchera l'hilarité au sein du peloton : rares sont les collègues que l'arrogance de Trabelsi ne poussait pas à bout. Une fois le transfert du détenu effectué, nous restons un moment

dans la voiture, à regarder décoller l'avion. L'appareil s'élève dans le ciel bleu d'acier quand la radio diffuse une chanson de Frank Sinatra. Particulièrement appropriée. *"It's up to you/ New York, New York."* »

L'extradition de Nizar Trabelsi vers les États-Unis fait scandale dans les médias et au Parlement. En 2014, la Cour européenne des droits de l'homme condamnera la Belgique à une amende de 90 000 euros. C'est le début d'une longue bataille juridique entre les avocats de Trabelsi et l'État belge, toujours en cours. À ce jour, Trabelsi est toujours détenu aux États-Unis.

En Belgique, la radicalisation d'un nombre croissant de jeunes musulmans suscite de plus en plus d'inquiétude.

De tous les groupements radicaux en Syrie, il y en a un qui, comme un aimant, attire soudain à lui tous les combattants. Il s'agit du mouvement terroriste appelé *ISIS*, qui parvient à toucher les jeunes en diffusant sur les réseaux sociaux de stupéfiants films de propagande. *ISIS*, acronyme anglais signifiant "État islamique en Irak et au Levant" (EI) est une organisation liée à Al Qaïda qui attise la haine contre l'Occident à travers des sites Internet particulièrement bien conçus. Les jeunes s'y montent la tête dans des *chatrooms*. En Europe, c'est la Belgique qui, proportionnellement, compte le plus grand nombre de combattants syriens radicalisés.

En juin 2014, l'EI renforce encore son pouvoir d'attraction dans le monde en proclamant le Califat, un territoire islamique autonome implanté à cheval sur l'Irak et la Syrie. Alors que des femmes et des enfants de familles musulmanes s'enfuient également vers le Califat, on commence à voir des combattants belges revenir de Syrie. Pour une cinquantaine d'entre eux, leur passé criminel leur vaut d'être surveillés par les services de sécurité. Les experts en terrorisme laissent entendre qu'un attentat en Belgique n'est pas impensable.

C'est ainsi que la lutte contre le terrorisme islamiste s'insinue petit à petit dans le quotidien de l'unité d'intervention des Unités spéciales. De temps à autre, on envoie les Iris appréhender un prédicateur haineux à Bruxelles, ou cueillir un *returnee* syrien à l'aéroport de Zaventem. Ou encore rapatrier des terroristes depuis l'étranger.

Le mardi 11 mars 2014, justement, Lio a pris une journée de congé. Il vient de se lancer dans une longue balade à vélo lorsqu'il reçoit un appel du commandement. "Lio, on a une mission urgente. Il faut aller après-demain

au Kenya prendre livraison de trois terroristes." Lio n'en croit pas ses oreilles. "Après-demain ? Au Kenya ? Comme ça ? En catastrophe ?" – "Lio, c'est comme ça, je n'y peux rien. Tu peux revenir à la caserne, s'il te plaît ? Au galop ?"

Les trois hommes que les Iris doivent récupérer sont le Belge Mustapha Bouyahbaren, le Français Rachid Benomari et l'Algérien Mohamed Saïd. Ils sont détenus à la prison de Nairobi - et ce ne sont pas de petits poissons. Il y a quelques jours a commencé à Bruxelles un important procès antiterroriste auquel ils doivent comparaître avec 16 autres prévenus en raison de leur participation au jihad en Syrie et en Somalie. Contre le principal accusé, Rachid Benomari, le parquet réclame 20 ans de prison. À Bruxelles, le procès s'interrompt après quelques jours, le Kenya ayant finalement accepté d'extrader le trio. Il s'agit donc de les ramener à Bruxelles, et vite.

Lio : « Pour nous, une mission à l'étranger, c'est plutôt exceptionnel. Or celle-ci est délicate, car les tensions sont vives au Kenya, où les milices musulmanes extrémistes d'Al-Shabaab sèment la terreur. Dès le jeudi matin, nous embarquons dans l'Airbus mis à notre disposition par l'armée. L'appareil peut accueillir 250 voyageurs, mais nous sommes huit à bord, plus deux stewards, en route vers le Kenya. Si tout va bien, pour le vol de retour, le lendemain, nous devrions être onze passagers.

À l'atterrissage à Nairobi, huit heures plus tard, la nuit est déjà tombée. Nous sommes censés y rester jusqu'au lendemain matin, puis prendre le vol retour avec les trois terroristes. Compte tenu de la situation très tendue dans la capitale, nous avons emporté toutes nos armes. Mais au moment de débarquer, nous apprenons qu'on nous interdit de les emporter. Tout le monde proteste : pour un flic blanc, se promener sans armes à Nairobi équivaut à un suicide. Mais rien à faire. Tout s'est emballé si vite que personne n'a réglé la question de nos armes avec les autorités kényanes. Je propose une solution : "Dans ce cas, nous dormirons dans l'avion." Mais ça, les pilotes de l'armée n'en veulent pas.

Nous n'avons donc pas d'autre choix que de nous laisser conduire jusqu'à l'hôtel. En cours de route, nous remarquons que notre escorte de la police kényane porte des kalachnikovs sans chargeur. Ce n'est pas pour nous rassurer. À l'arrivée à l'hôtel – "le meilleur de Nairobi" – le réceptionniste nous fait passer l'un après l'autre par le détecteur de métaux.

D’un mouvement du menton, John me montre l’angle du hall, où la prise du détecteur de métaux traîne par terre. Grinçant, il lance : “Je me sens déjà vachement plus en sécurité.”

Nous sommes pratiquement les seuls clients de l’hôtel. Un attaché de l’ambassade de Belgique vient nous souhaiter la bienvenue ; il ne tourne pas autour du pot. “L’hôtel est situé en plein dans la zone rouge de Nairobi. Pour un Blanc, mieux vaut ne plus se montrer en rue après 19 heures. Certains quartiers sont contrôlés par les milices Al-Shabaab. Il y a six mois, ils ont commis un attentat sur un centre commercial de luxe près d’ici. Soixante-sept morts. Il y a quelque temps, dans ce quartier, plusieurs Belges ont été kidnappés : on les a retrouvés à 200 km d’ici, délestés de tout ce qu’ils avaient.”

Quand l’attaché a terminé son laïus, on entendrait une mouche voler. Nous nous regardons : mais où sommes-nous tombés ? Le souvenir des dix paras assassinés au Rwanda me traverse l’esprit. Je suis en rage contre l’officier qui nous accompagne. Je le regarde : “Et maintenant ?” Manifestement embarrassé, il annonce qu’il va prendre contact avec le ministère des Affaires étrangères. Il revient quelques instants plus tard, défait : “Je n’arrive à joindre personne. Ils sont tous rentrés chez eux.”

Je prends James et John à part, et je leur demande leur avis sur la situation. Eux aussi ont le regard soucieux. John connaît pas mal de monde chez les Forces spéciales de l’armée belge, qui sont fréquemment en mission en Afrique. “Je vais leur passer un coup de fil, peut-être qu’ils sont dans les environs.”

Pas de chance : les Forces spéciales belges sont un ou deux pays plus loin. Alors que John parle à un de ses contacts, je le vois pâlir. “Vous êtes à Nairobi ? Sans armes ? Vous êtes tombés sur la tête ?”, demande le militaire. “Même pour nous, c’est zone rouge !”

Ce coup de fil confirme ce que nous ressentons tous. Et ne fait qu’accroître ma fureur. Si nous avions su cela avant de décoller, aucun de nous ne serait parti. En tant que gradé, je me sens responsable. “Bon, les gars, qu’est-ce qu’on fait ? On attend, et on prie en silence pour qu’il ne se passe rien ? Ou alors on prépare un plan de fuite ?” Ce sera la deuxième option. Nous décidons de ne pas dormir seuls, mais à deux par chambre. Nous organisons une chaîne téléphonique et une liste des numéros de chambre. À la moindre alerte, nous nous appellerons pour sonner le réveil dans un ordre bien précis. Nous repérons le plus court chemin jusqu’à

l'aéroport, et nous indiquons sur la carte plusieurs points de rendez-vous. Toujours pratique, Monk a profité du repas pour piquer une fourchette et deux couteaux de l'hôtel. "Ce sont des armes, pas vrai ?"

La nuit à Nairobi se déroule finalement sans incident. Quand le soleil se lève, le soulagement est grand. J'ai passé la nuit avec Gabber dans la chambre 306. Je sais que je ne suis pas le seul à ne pas avoir fermé l'œil de la nuit, et pourtant, ce matin-là, tout le monde plaisante et fait le mariole. Nouvelle vague de soulagement quand nous remontons à bord de l'Airbus un peu plus tard : nous sommes de retour en territoire belge. Sur le tarmac, la police kényane nous a remis les trois terroristes ; ils sont maintenant répartis dans l'immense avion, assis, menottés à leur siège et les yeux bandés. Le vol se déroule sans problème.

Rétrospectivement, ce qui me dérange le plus dans l'aventure de Nairobi, c'est la réaction du commandement au premier étage. Eux trouvent l'histoire hilarante. "Vous avez eu peur ? Pourtant, cet été, je pars au Kenya faire du camping avec mes enfants." C'est une réaction typique de tigres de papier auxquels les dangers du terrain n'apparaissent pas toujours clairement. C'est une difficulté dont nous allons encore faire l'expérience, et plus d'une fois.

Le 24 mai 2014, sans le moindre signe avant-coureur, un attentat antisémite ensanglante soudain le Musée juif de Bruxelles. Un tireur masqué s'introduit dans l'immeuble et abat quatre personnes. Faute du moindre indice quant à l'orientation à donner à leurs recherches, les enquêteurs se tournent d'abord vers les milieux d'extrême droite. Ils suspectent un ex-militaire dans la dèche, qui vit dans un motorhome à proximité du stade de football d'Anderlecht. Les journées qui suivent vont être bien chargées pour nous. Nous restons en stand-by pendant des heures. Mais quand nous arrêtons le bonhomme, nous comprenons vite qu'il n'a rien à voir dans cette histoire.

C'est une semaine plus tard que le véritable responsable est cueilli à Marseille par la douane française, à la sortie d'un autocar. Mehdi Nemmouche est un musulman radicalisé. Son sac de voyage contient une kalachnikov enveloppée dans un drap couvert de slogans de l'État islamique. Ce Français de 29 ans a combattu quelque temps en Syrie, avant de revenir en Europe. C'est le premier des combattants revenus de Syrie, le premier *returnee*, à commettre un attentat dans notre pays. Pourtant, même

à ce moment, nous n'avons pas la moindre idée de l'ampleur de ce qui nous attend. Personne n'aurait pu imaginer que dans son sillage, une ribambelle de partisans de l'EI allait lui succéder, et que les atrocités du Califat allaient frapper jusque dans nos régions.

Cette prise de conscience-là ne viendra que le 7 janvier 2015, quand deux hommes masqués équipés de gilets pare-balles et de kalachnikovs s'introduiront dans la rédaction de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* à Paris. Ils ouvrent le feu, en criant "Allahou Akbar" ("Dieu est [le] plus grand"). Un massacre qui coûte la vie à douze personnes. Les victimes de *Charlie Hebdo* sont pour tout le monde le signe annonciateur d'une nouvelle ère, et de l'arrivée d'un nouvel ennemi. »

Deuxième partie

LES ANNÉES TERRORISTES

L’embuscade

La prison désaffectée de Verviers est une ancienne forteresse perchée sur une colline qui domine la ville. Dans la cour, les hommes sont assis en petits groupes, l’air de s’ennuyer, mais le visage tendu. Pas un rire, pas une plaisanterie douteuse. D’habitude, pourtant, les gars sont plutôt exubérants juste avant une opération ; ils bavardent et font les marioles jusqu’à la dernière minute. Mais dès le signal du départ, dès l’ouverture de la porte coulissante de la camionnette, dès que le premier d’entre eux pose le pied au sol, ils redeviennent des soldats hyperconcentrés. Aujourd’hui, pas la moindre trace d’anticipation joyeuse. Même Joker, le clown du groupe, a le regard sombre. Le temps est à l’humidité, un vent froid se lève. Devant la grille de l’ancienne prison, la colonne est prête à partir : six voitures banalisées, deux blindés, deux camions et deux jeeps munies d’échelles d’assaut.

Dans la ville, nul n’est au courant de leur présence : l’ESI a préparé l’opération dans le plus grand secret. Même le bourgmestre de Verviers ne sera informé qu’au dernier moment de l’assaut qui va être mené contre une discrète maison de la rue de la Colline, à proximité de la gare ferroviaire de Verviers-Palais. C’est là, au numéro 32, que se cachent depuis plusieurs semaines deux terroristes, deux jeunes hommes très dangereux, formés aux techniques de guerre en Syrie, et sur le point de commettre un attentat sous la bannière de l’État islamique. Au fur et à mesure que le jour baisse, la tension monte. Inquiet, Lio scrute le ciel. Il se tourne vers James : “On ne va pas pouvoir attaquer en plein jour.” L’autre lui lance un regard grave. “Ça va être chaud, mec. Va falloir travailler sans filet.”

Nous sommes le 15 janvier 2015, une semaine après l’attentat sanglant commis contre *Charlie Hebdo* et contre le supermarché juif Hyper Cacher à Paris. La violence terroriste qui a frappé la capitale française a choqué le monde entier, le hashtag #jesuischarlie fleurit sur les réseaux sociaux, des millions de Français descendent dans la rue pour défendre la liberté d’expression. La France a dé-crété l’état d’urgence, des soldats lourdement

armés sillonnent les rues. Dans notre pays aussi, un énorme élan de solidarité prend naissance. La Belgique a pourtant ses propres problèmes, comme on le verra dans quelques heures.

La rue de la Colline est une rue terne, aux façades miteuses, à deux pas du centre de Verviers. Depuis quelques jours, une caméra de la police filme les allées et venues au numéro 32. Ce sont surtout les occupants des étages qu'on voit passer. Les jeunes gens du rez-de-chaussée, eux, ne quittent pratiquement les lieux que pour quelques courses rapides chez l'épicier du coin. Toujours séparément, jamais ensemble. Derrière les fenêtres, les stores noirs à lamelles sont toujours fermés. La seule à rencontrer parfois les deux jeunes gens est la jeune locataire du deuxième, Stéphanie. Plus tard, elle les décrira comme des "garçons aimables, polis" qui ne manquent jamais de lui dire bonjour en la croisant dans le couloir.

Ces jeunes gens si polis, ce sont Soufiane Amghar (26 ans) et Khalid Ben Larbi (23 ans). Originaires de Molenbeek, ces amis d'enfance sont partis ensemble en Syrie le 8 avril 2014. On ignore la durée exacte de leur séjour, mais après quelques mois, séparément et dans le plus grand secret, ils ont tous deux repris le chemin de l'Europe. Le premier s'est planqué en Allemagne, dans une cellule terroriste où on lui a attribué le nom de code "Volkswagen" ; l'autre a débarqué en France, et répond depuis lors au nom de guerre "Renault". En novembre 2014, un comparse bruxellois, revenu comme eux de Syrie, les a transférés tous les deux vers cet appartement bon marché de Verviers, une planque qu'il a louée pour eux, 415 euros par mois.

C'est un rapport de la Sûreté de l'État du 14 décembre 2014 qui a déclenché l'enquête que la police fédérale mène sur les deux hommes. Une taupe a fourni aux agents secrets des informations hypersensibles : une cellule terroriste belge prépare des attentats en Belgique. Outre ces deux jeunes hommes, à Verviers, il est question d'une dizaine de suspects à Bruxelles et à Molenbeek. La plupart d'entre eux ont grandi dans le même quartier. Très jeunes, déjà, ils se font connaître de la police pour des faits de vol et de drogue, des cambriolages et des braquages. Khalid Ben Larbi a déjà effectué plusieurs séjours derrière les barreaux pour vol ; Soufiane Amghar est une petite crapule sans envergure qui se déguise en policier pour détrousser de vieilles dames. Autrement dit : ce ne sont pas des enfants de chœur. Et selon toute probabilité, ils se sont radicalisés de plus en plus, s'influençant l'un l'autre.

Pendant des semaines, les enquêteurs vont écouter leurs communications téléphoniques, déchiffrer leur langage codé et prendre des suspects en filature. Depuis leur séjour en Syrie, les deux jeunes hommes se sont apparemment mués en implacables jihadistes.

Lundi matin 12 janvier 2015. Pendant le briefing de 7 h, l'officier annonce que l'opération antiterroriste qu'ils sentent venir depuis quelque temps aura lieu cette semaine. Pendant les heures et les jours qui suivent, il va falloir mener simultanément plusieurs perquisitions renforcées chez des terroristes présumés. Les enquêteurs s'intéressent tout particulièrement à deux adresses bruxelloises où, soupçonnent-ils, s'abritent les chefs de la cellule terroriste. "Qui se charge de ceux-là" ? demande Stark, qui assure le briefing. Deux inspecteurs principaux chevronnés font signe de la tête. Ils ont de nombreuses années de service ; c'est toujours aux éléments les plus expérimentés que l'on confie les missions les plus risquées. Lio, qui vient tout juste d'être nommé inspecteur principal, n'a aucune chance d'être désigné. Mais l'officier mentionne une troisième adresse, à Verviers, sur laquelle on a beaucoup moins d'informations, et où l'action sera très probablement moins intense. Lio lève immédiatement la main.

« Je considère un peu Verviers comme un prix de consolation. Mais si je veux prendre part à l'intervention, comme jeune inspecteur principal, c'est ma seule chance. L'après-midi, j'appelle Céline. Elle sent la déception dans ma voix. "Mais on t'autorise quand même à aller à Verviers ?" – "Ouais, je serai là dans un trou perdu, à me tourner les pouces, alors que toute l'action aura probablement lieu à Bruxelles."

Plus tard dans la journée, nous en apprenons davantage sur les suspects de la rue de la Colline. D'après les écoutes téléphoniques, les habitants du rez-de-chaussée reçoivent leurs ordres d'un dénommé Abou Omar, en Syrie, avec qui ils parlent d'armes et d'explosifs. Le vent serait-il sur le point de tourner ? L'immeuble que je vais perquisitionner avec mes hommes a tout l'air d'être sensible, un *hot spot*. Le cœur de l'opération pourrait bien être Verviers, finalement, et pas Bruxelles. Le mardi matin, j'appelle Céline, heureux comme un gosse : "Mon amour, Verviers, c'est bingo ! Vachement louche. Je ne serai pas beaucoup à la maison cette semaine, ne compte pas sur moi pour les repas." C'est comme ça, un peu par hasard, que je me retrouve, inspecteur principal frais émoulu, à diriger un assaut qui marquera un tournant dans l'histoire des Unités spéciales. »

Pour l'ESI, la nouvelle que des terroristes sont en train de s'organiser n'est pas une surprise. Depuis un bon moment, les Iris sentent qu'il se mijote quelque chose. Leurs collègues d'autres Unités spéciales, à l'étranger, leur font passer des messages alarmants. Et pourtant, pour eux, le terrorisme reste encore un domaine inexploré, *terra incognita*. Leur métier, à l'ESI, leur quotidien, c'est capturer des bandits, déjouer des braquages, poursuivre des gangsters, résoudre des prises d'otages. Là, ils se sentent imbattables, là, ils sont très forts. Mais des terroristes comme ceux-ci, ils n'y ont encore jamais eu affaire. D'après ce qu'on leur raconte, à côté de ces jihadistes les gangsters les plus dangereux seraient de la petite bière. Les enquêteurs qui surveillent cette cellule terroriste depuis des semaines le leur confirment : "Ils ont des armes de guerre et des explosifs. Mais surtout, ils ne craignent pas la mort. Au contraire : mourir en martyr, pour eux, ce serait un honneur suprême. Le summum, même, ce serait de pouvoir entraîner un membre des Unités spéciales dans la mort."

Lio, responsable du dossier, doit concevoir le plan tactique de l'assaut en concertation avec les autres chefs d'équipe. Il faut empêcher ces terroristes de nuire – et de préférence, sans faire de victimes. À lui d'imaginer la meilleure manière de s'y prendre.

Les hommes de l'équipe tactique s'infiltrent dans la cave et placent des microphones sous le plancher du rez-de-chaussée. Ils sont désormais en mesure de suivre en direct ce qui se passe à l'intérieur de l'appartement – et ce qu'ils entendent les inquiète.

« "Putain, c'est quoi ça ?" Nous écoutons l'enregistrement de ce qui s'est passé ce matin-là dans l'appartement. Ber et moi, nous reconnaissons le *clac-clac* caractéristique d'un fusil d'assaut que l'on charge. Il est presque 5 h. Dans l'appartement de Verviers, un réveil sonne. On entend du remue-ménage, les types sortent du lit et se parlent à voix basse. Ils s'étendent au sol comme des tireurs d'élite en embuscade et pointent leurs armes sur la porte d'entrée. "Regarde par la fente, sous la porte, si tu vois du mouvement", dit l'un. "Et n'oublie pas de charger." *Clac-clac*, *clac-clac*, le glissement de la culasse d'une kalachnikov. Et puis, pendant une heure, silence complet. Rock se gratte le crâne. "Ils sont tout bonnement en train de nous attendre."

Quand on lit dans la presse qu'un gangster recherché a été *cueilli* au saut du lit par la police, il faut généralement l'entendre au sens littéral. Au fil de

ma carrière, je l'ai fait des dizaines de fois, les doigts dans le nez. C'est le petit matin, on entre, dans le silence le plus complet, on bloque toutes les issues et on prend position autour du lit. On allume et on réveille le client. De saisissement, certains se pissent dessus. La plupart se rendent sans la moindre résistance. C'est sûr que se réveiller avec sous le nez le canon d'une mitraillette et cinq énormes casques, ça doit être impressionnant.

Avec ces deux bonshommes-ci, il faudra trouver mieux, c'est clair. Les enquêteurs suivent la situation dans l'appartement minute par minute, et entendent des bribes de conversations. La qualité du son est médiocre, surtout quand ils sont dans la cuisine. En revanche, il y a une phrase que nous avons tous entendue très clairement. "Si tu vois les flics : bang-bang-bang !"

Je fais un tour de reconnaissance avec deux explos, ces "perceurs" experts en explosifs, particulièrement pointus ; je leur explique qu'il est hors de question de passer par la porte d'entrée côté rue. Nous déambulons dans la rue des suspects, histoire d'examiner la maison. "Et par le plancher du premier étage ?", me demande l'un des deux. "On pourrait le faire sauter et entrer par le plafond – façon James Bond." L'idée est moins saugrenue qu'on ne pourrait le croire à première vue, car l'appartement situé au-dessus de celui des suspects est vide : son occupant, un monsieur âgé, est à l'hôpital. Mais l'immeuble ne résisterait pas à une telle explosion, et nous abandonnons très vite cette idée. En réalité, pour investir l'appartement, une seule voie d'entrée s'offre à nous : les fenêtres.

L'après-midi, Stark et moi rencontrons le propriétaire de l'immeuble pour en savoir plus sur ses locataires du rez-de-chaussée. C'est toujours risqué : il faut éviter d'en dire trop – et surtout éviter que l'homme ne coure moucharder chez ses locataires. Personne ne peut avoir vent de l'opération qui se prépare, pas même les autres occupants de l'immeuble. À première vue, l'homme paraît fiable. Par précaution, le parquet a pourtant prévu de pouvoir le mettre au frais pendant 24 heures dans une cellule de police s'il fait mine de vouloir parler.

Ce ne sera probablement pas nécessaire, comme nous le constatons pendant l'entretien auquel nous l'avons convoqué, au commissariat de Verviers. Comme il faut bien lâcher un minimum d'informations, nous lui expliquons notre intention de mener une perquisition au rez-de-chaussée. Et pourrait-il nous en dire plus sur les jeunes gens qui y vivent ? Pas grand-chose, apparemment. Le propriétaire est de bonne volonté, mais il voit très

peu ses locataires. Par contre, ils paient leur loyer ponctuellement. “Si cela peut vous aider, je peux vous fournir une description de l’appartement ? Je viens de le faire rénover.” Ça, c’est un coup de chance imprévu.

Voilà notre homme qui sort des plans et des photos prises après rénovation. Un nouveau frigo, un four tout neuf. “Et tout a été repeint”, ajoute-t-il, ravi de l’attention qu’on lui porte. Nous l’écoutons, impassibles. Je m’abstiens de lui dire que d’ici quelques jours, il ne restera peut-être pas grand-chose de son nouvel appartement.

Le propriétaire nous signale l’existence, à l’arrière du numéro 32, d’une annexe, un deuxième logement occupé par une Belge convertie à l’islam et sa fille. Aïe. Et si elles voient nos tireurs d’élite prendre place sur les toits ? Et puis, connaissent-elles leurs voisins de l’appartement du rez-de-chaussée ? Aucune idée. Mais c’est un risque que nous ne pouvons pas courir. Nous intégrons la mère et la fille à notre plan d’attaque : avec l’accord du parquet, elles seront détenues dans leur logement par une de nos équipes, quelques heures avant l’assaut. Comme cela, elles ne pourront prévenir personne. »

Dans la salle de briefing de l’ESI, les hommes étudient chaque détail du plan. Tout donne à croire que la confrontation sera rude. Il y aura une fusillade, c’est inévitable. En pleine ville. Dans un quartier populaire, densément peuplé, à proximité de deux écoles. Sans compter, mitoyenne à la planque suspecte, une école de danse où l’on donne des cours le soir. Il faut donc lancer l’attaque bien avant 19 h, heure du début des leçons. Lio téléphone à Céline : “Mon amour, ce soir, je dors à la caserne.”

Chez les enquêteurs aussi, la tension monte. On apprend qu’Abou Omar, avec qui les suspects de Verviers s’entretiennent au moins une fois par jour, serait un pseudonyme d’Abdelhamid Abaaoud. Ce Molenbeekois tristement célèbre a rejoint la Syrie dès 2013, et il y a rapidement gravi les échelons de l’EI jusqu’à devenir “ministre de la Guerre pour la Syrie”. Il aurait apparemment quitté la Syrie pour rejoindre la Belgique - et plus précisément la rue de la Colline. Lors de ses appels quotidiens, il incite ses frères de l’EI à Verviers et à Bruxelles à la plus grande prudence. Il leur recommande de changer le plus souvent possible de téléphone et de carte SIM – lui-même a changé de numéro cinq fois en peu de temps – et de vérifier, chaque fois qu’ils prennent leur voiture, si on n’y a pas placé des micros.

Les jihadistes utilisent un langage codé, et s'expriment en outre dans un dialecte arabe difficilement compréhensible. Mais ce que parviennent à saisir les enquêteurs et les interprètes est suffisamment glaçant. Ils parlent de grenades, de fusils à canon scié, de sorbetières pour la production d'explosifs et de balles capables de perforer n'importe quelle épaisseur. Ils se réjouissent des attentats en France, et des plans concoctés à leur intention, qui seront exécutés "dès qu'ils seront dix". Ils parlent d'assauts contre un bureau de police, de prises d'otages, de policiers de haut rang à décapiter. À ce moment, les enquêteurs ne savent encore rien de leurs projets précis, mais une chose est sûre : un attentat peut se produire à tout moment.

« Dans les couloirs de la caserne, je constate que les collègues se manifestent autour de moi plus souvent qu'à l'habitude, l'air de rien. Comme chef d'équipe, c'est à moi de choisir qui fera partie de l'équipe – et à quelle place. Il y a vingt-cinq places à pourvoir : cinq équipes de cinq agents. Dans la salle de briefing, les noms retenus apparaissent graduellement au tableau des affectations, que tous gardent soigneusement à l'œil. Je sais maintenant ce que ressent un entraîneur de football au moment d'aligner ses joueurs pour un match important. En l'occurrence, il s'agit des gars qui seront en première ligne. Tous veulent en être, de préférence dans un rôle de premier plan.

Pour mon équipe, qui pénétrera dans la maison par l'avant, je désigne John comme numéro 1. John est un véritable guerrier, probablement le meilleur pour mener à bien cette tâche. Ce n'est pas mon meilleur pote, nous nous sommes souvent heurtés ces dernières années, mais pour cette mission, je laisse de côté nos différends. Comme numéro 2, je lui adjoins Charly, qui formera avec lui un duo parfait. Lerre, qui mènera la deuxième équipe côté rue, choisit James et Gabber comme numéros 1 et 2.

Dans le garage de la caserne, les hommes vont s'entraîner "à blanc" devant une représentation grandeur nature de la façade, tracée à même le mur. Ils multiplient les exercices : l'arrivée des véhicules de police, l'ordre de sortie des véhicules, les endroits où nous nous rangeons en file indienne... Nous répétons ces exercices, encore et encore, jusqu'à ce que chacun sache exactement ce qu'il a à faire, seconde par seconde. C'est ce qui fait la force de notre groupe : chacun d'entre nous est un rouage ; ensemble, nous formons une machine de combat indestructible.

Quand notre plan d'attaque est prêt, nous le présentons au haut commandement et au parquet. C'est peut-être la phase la plus délicate de toute l'opération, parce qu'ils tentent systématiquement de nous freiner. Aujourd'hui ne sera pas une exception. L'autorité s'effraie des moyens que nous voulons mettre en œuvre. "Des explosifs ? Une grenade Raphaël ? Dites, les gars, vous vous croyez en Amérique ?" Je tente de dissimuler ma contrariété. L'attentat contre *Charlie Hebdo* ne remonte qu'à une semaine. Et pourtant, on n'a pas l'air de comprendre, dans les hautes sphères, que ce qui se prépare à Verviers, c'est une petite guerre. Il nous faudra deux heures pour les convaincre. »

Dans la caserne, maintenant, on a l'impression que l'air vibre. Nous sommes tous nerveux ; l'ordre de départ pour Verviers peut tomber à tout moment. Les hommes ressentent l'hésitation du parquet ; la situation reste imprévisible. Les réunions de crise entre la Sûreté de l'État, l'OCAM*, le parquet et la police se succèdent. On informe le Premier ministre, Charles Michel, et le ministre de la Justice, Koen Geens.

Mercredi, vers midi, l'ESI reçoit soudain un ordre de mise en alerte : "Tenez-vous prêts au départ." Les équipes se ruent vers les véhicules. Pendant plus d'une heure, tous se tiennent prêts derrière la grille de la caserne, en colonne, impatients, la clé sur le contact, le cœur battant à tout rompre. Après une heure et demie, contre-ordre. Fausse alerte.

Finalement, le jour J est fixé au jeudi. Le parquet est convaincu que la cellule terroriste se prépare à commettre un attentat dans les prochaines heures. Quelques heures plus tôt, les écoutes en direct ont livré aux enquêteurs une petite phrase de mauvais augure, glissée par un des suspects à son comparse : "Demain, on fera l'histoire." Le doute n'est plus permis, l'ESI doit intervenir aujourd'hui même.

L'après-midi, tous rejoignent l'ancienne prison de Verviers, et le convoi se met en position dans le plus grand secret. Interminable, crispante, l'attente commence. Le plan prévoit de mener l'assaut en plein jour.

« Nous savons que les terroristes se lèvent chaque matin à 5 h pour nous attendre, leur kalachnikov à la main. Mais vers midi, ils retournent dormir quelques heures ; dans les enregistrements, nous les entendons littéralement ronfler. C'est le moment idéal pour les surprendre. »

Rue de la Colline, la première équipe est en place. Bugs, Mike et Fons se sont déguisés en plombiers, dissimulant leurs armes et leur matériel dans de

simples boîtes à outils. En bleu de travail, ils traversent la cour intérieure vers le logement du fond, comme pour y effectuer une réparation. “Bonjour”, dit Mike à la femme voilée qui lui ouvre la porte. “C’est le propriétaire qui nous envoie, pour une réparation aux conduites d’eau.” La femme hésite, mais les laisse entrer ; sa fille se montre nettement plus méfiante. “Le propriétaire ne nous a pas prévenues. C’est quoi, le problème ?” Les hommes lui expliquent qu’ils sont de la police : soudain hystérique, elle se met à hurler à l’aide. Bugs le racontera plus tard à Lio : “Elle a complètement flippé, mec, je te jure. Elle s’est mise à brailler ‘au secours, au secours ! Je ne veux pas de la police chez moi !’ Elle ne s’est calmée que quand je les ai menottées l’une à l’autre, sa mère et elle.”

Tout est paré. Mais le feu vert définitif du parquet se fait attendre.

C’est qu’un troisième suspect, Marouane El Bali, est en route depuis Bruxelles pour rejoindre la cache verviétoise. Il a demandé à un ami de l’y conduire en voiture, sous prétexte d’apporter des baskets à un autre ami. Un prétexte qui ne trompe personne. Les enquêteurs connaissent le rôle logistique majeur que joue Marouane El Bali dans la cellule terroriste : c’est lui qui l’approvisionne en armes et en faux papiers. Il devient *target 3*, la troisième cible. L’ESI ne pourra passer à l’attaque qu’après son arrivée à l’appartement. Mais l’homme reste en chemin pendant des heures.

« J’appelle Céline : “Ça peut commencer à tout moment.” Si elle se fait du souci, elle le cache bien. Comme toujours. Elle ne veut pas m’encombrer de sa préoccupation, et je lui en suis reconnaissant. Certains collègues ne parlent pas de leur travail à leur conjoint, pour éviter de les inquiéter. Pendant ces opérations, déjà assez compliquées en soi, l’angoisse du conjoint est une charge supplémentaire à porter. J’ai toujours été très franc avec Céline. C’est ce qui marche le mieux pour nous deux.

Je raccroche, car l’un des observateurs, qui suit la situation de la planque en *live*, me fait signe. “Les suspects sont réveillés depuis un bon moment.” Merde. Notre projet de les surprendre au réveil tombe à l’eau. Je récapitule mentalement chaque étape du plan d’attaque. L’itinéraire menant vers le lieu de l’intervention – différent pour chaque véhicule. La rue, où toute circulation doit être coupée. Les explos, qui doivent faire sauter les fenêtres. Après, ce sera à nous de jouer. Je vérifie encore une fois mon arme. Il ne peut pas y avoir le moindre raté. C’est une sombre journée d’hiver ; à 15 h, le soir commence à tomber. C’est mauvais pour nous. Nous attendons.

“*Target 3* est sorti de sa voiture et se dirige à pied vers la rue de la Colline.” Enfin ! Dans nos camionnettes, nous sommes parés. Le temps d’un dernier message à Céline. “*On y va. À tout à l’heure, bisou.*” Je coupe le son du téléphone et je le range dans la boîte à gants. Je ne l’emporte jamais en mission.

Derrière moi, un silence inhabituel règne parmi les gars. Ils regardent droit devant eux, concentrés, vérifient leur arme, encore et encore, comme moi. Tous sentent que cette mission ne sera pas pareille aux autres. “Chez nous aussi, dans la voiture, on aurait entendu voler une mouche”, me dira Lerre plus tard. “C’est seulement quand je ressens ce silence derrière moi que je prends vraiment conscience de ce que nous allons faire. Je me retourne et je souffle : ‘Les gars, soyez prudents, ce sera nécessaire’. Ils ne m’ont encore jamais entendu dire ça. Cesco se lève ; nous nous serrons tous la main.”

Par radio, nous suivons le compte-rendu des mouvements dans la maison. Le suspect bruxellois est arrivé, les trois hommes boivent du thé et regardent la télé. Un flash info parle de librairies, à Jette, qui ont reçu des menaces pour avoir mis en vente le nouveau numéro de *Charlie Hebdo*. Dans la chambre, l’atmosphère est agitée. On parle d’armes, de faux papiers, et d’un appareil de balayage des fréquences radio de la police. Je les imagine, assis autour de la table du salon - la description du propriétaire est gravée dans ma mémoire. »

Rue de la Colline, les autres équipes se mettent en place. Les tireurs d’élite qui attendaient dans l’école de danse rampent sur le toit plat à l’arrière, et prennent position. En ligne de mire, le pignon et la façade arrière du numéro 32. Dans l’annexe, à l’arrière de la cour, l’équipe de plombiers commence à faire sortir les occupants. Leur chef, Bugs, est un spécialiste de l’escalade et des nœuds, c’est bien utile quand il faut évacuer des gens en passant par les toits.

« 15 h 45. La radio grésille. C’est l’un des officiers supérieurs : “C’est le moment.” Je sens la pression des derniers jours me tomber des épaules. Le plus difficile, c’est toujours l’attente. Dès que la mission commence, la fin est en vue. À des moments comme celui-ci, je pense toujours à ma formation, et au leitmotiv qui m’a toujours aidé à ne pas abandonner, jusque dans les moments les plus durs : tout a une fin. On peut vous faire faire des milliers de pompes, vous faire massacrer pendant des heures sur un tatami,

vous faire courir pendant des kilomètres avec un sac à dos plus lourd que vous-même, il arrive toujours un moment où ça s'arrête.

Le convoi quitte la prison, nous descendons la rue. Chaque véhicule suit un itinéraire différent, nous nous retrouverons devant la maison. Nous avons atteint le point de non-retour. Mon pouls s'apaise. Un calme glacial m'envahit. Si tout va bien, dans une heure, tout sera fini. »

Le grondement des armes de guerre

« Bam ! Bam ! En façade, les fenêtres volent en éclats, celle de droite puis celle de gauche. Je me trouve tellement près que l'explosion me secoue jusqu'à l'os. La charge explosive est calculée très précisément pour fracasser la fenêtre et nous donner une visibilité maximale vers l'intérieur. Debout parmi les éclats de verre, je lance dans le salon une grenade incapacitante qui rebondit lourdement sur le sol. L'aveuglante boule de lumière est censée désorienter les suspects assez longtemps pour nous donner l'avantage. Je jette un coup d'œil à l'intérieur, je ne vois rien. Il fait sombre, la fumée a envahi l'espace. Là où trois hommes buvaient leur tasse de thé l'instant d'avant, il n'y a plus que le vide.

Presque immédiatement, une salve de coups de feu retentit. À ma droite, les balles ricochent contre le mur en provoquant des étincelles ; je sens une pluie d'éclats de briques rebondir sur mon casque. *Trrrrrt Trrrrrt Trrrrrt* ! Des tirs nourris de kalachnikov. Dans l'obscurité, je vois le canon d'une arme cracher du feu. L'arme tressaute violemment dans les mains du tireur, qui se cache dans un recoin de la cuisine. Des éclats du châssis en plastique blanc tournoient autour de mon casque. Immédiatement, John et Charly ripostent, le fracas étouffe toute possibilité de réfléchir. Je m'abrite derrière le mur et j'informe par radio le poste de commandement à Bruxelles. "On nous tire dessus."

Les salves se succèdent dans l'obscurité, le canon incandescent de l'arme balaie l'espace de gauche à droite. Près de la fenêtre voisine, l'équipe de Lerre essuie un feu roulant, elle aussi. À l'arrière du bâtiment, une deuxième arme commence à cracher du feu. C'est là que se trouvent les deux autres *targets*, le premier dans la salle de bains, le second dans la chambre à coucher. À genoux devant rebord de fenêtre, James pointe sa mitraillette vers l'intérieur. À quelques centimètres de son visage, je vois gicler les étincelles et les fragments de mur sous les balles d'en face. Il ne s'en faut pourtant que de quelques centimètres qu'il ne soit touché à la tête, mais il continue d'appuyer sur la détente, imperturbable.

Le tireur a l'avantage du terrain : nous ne voyons que son bras, et la fumée s'épaissit de plus en plus. La grenade incapacitante a fini dans le sofa, qui se consume lentement. Charly doit recharger son arme, je prends le relais et me mets à tirer. Je continue de viser l'adversaire, espérant qu'à défaut de le toucher physiquement, je parviendrai au moins à le déséquilibrer psychologiquement. Je perçois jusque sous mon casque la chaleur des balles que je tire. Pendant de longues minutes, la guerre fait rage. Ils tirent, nous répliquons. Par moments, l'échange s'interrompt pour une pause de dix secondes, puis l'assourdissante fusillade reprend.

Nous n'avons pas l'habitude d'une telle résistance. Nous avons perdu l'avantage, si même nous l'avons jamais eu. La voix de Stark grésille dans la radio : "On recule." »

Courbés en deux, Lio et son équipe se mettent à l'abri derrière les voitures garées le long de la rue. Ils se regardent, changent de chargeur ; leurs mains, par routine, agissent toutes seules. "C'était. Quoi. Ça ?" Ils ont l'habitude d'être toujours les plus forts. On le leur a d'ailleurs martelé pendant la formation : être les meilleurs, avoir le dessus, partout, toujours. Et à chaque fois, ça marche. Il arrive que des suspects tentent de s'enfuir, mais la plupart se rendent d'entrée de jeu. Quand l'ESI débarque, on lève les mains. Jamais les Iris n'ont reçu de telles salves en guise de réponse.

Dans le poste de commandement à Bruxelles, le parquet et les autorités policières suivent l'opération en direct. Il y a là le procureur national antiterroriste Frédéric Van Leeuw, le Premier ministre Charles Michel, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon et le commissaire général de la police fédérale. Ils écoutent de toutes leurs oreilles. Ils viennent d'entendre résonner le fracas des armes de guerre, pendant de longues minutes et se disent : "Il doit y avoir des morts dans notre camp : comment pourrait-il en être autrement ?"

Et pourtant, ce n'est pas le cas. À ce stade, aucun membre de l'ESI n'a été touché. Chez les suspects, par contre, il y a un mort. À l'arrière de la chambre à coucher, Soufiane Amghar gît dans une mare de sang. Il est à terre, les jambes criblées de balles, une kalachnikov à ses côtés.

Dès l'explosion des fenêtres de la façade, il avait couru vers la chambre à coucher, à l'arrière. Depuis le toit de l'école de danse, les tireurs d'élite l'ont vu saisir une kalachnikov sur le lit puis, sans l'ombre d'une hésitation, pointer l'arme vers l'avant de l'appartement et ouvrir le feu. Dans

l'obscurité, un peu plus loin, les snipers ont vu une deuxième arme cracher du feu : un deuxième tireur. Celui-là était hors de leur portée, alors ils ont visé le tireur de la chambre à coucher. Depuis le haut du toit, ils ne voyaient par la fenêtre que le bas du corps de l'homme. Ils l'ont visé aux jambes, et il s'est écroulé, mortellement blessé. La voix de Rock dans la radio : "*Target 3* neutralisé."

Mais à l'intérieur, les deux autres terroristes sont encore assis sur une montagne d'armes et de munitions. Assez pour provoquer un vrai massacre. Depuis leur cachette, ils tirent sur tout ce qui bouge. Lever le bout du doigt à la fenêtre serait le perdre, instantanément. Autant dire que pour les hommes de l'ESI, entrer dans l'appartement n'est pas envisageable. Comment mettre ces types hors combat ? Et s'ils décidaient de lancer une grenade vers l'extérieur ?

Il est temps pour l'ESI de sortir sa carte maîtresse : la grenade Raphaël, 150 grammes d'explosif lancés par un dispositif de fabrication israélienne. Particulièrement puissante, cette arme n'a encore jamais été utilisée lors d'une opération de police en Belgique. Ce sont nos collègues du GIGN qui l'ont apportée : les équipes de l'Unité spéciale de la gendarmerie nationale française, avec qui l'ESI s'entraîne régulièrement. À Verviers, l'ESI a sollicité leur assistance, et elle va tomber bien à point. L'ordre fuse par radio : "Tirez la grenade Raphaël."

Les équipes de l'ESI reculent de quelques pas, se mettent à couvert et attendent, les yeux rivés sur la scène. Environ 70 mètres derrière eux, dans le parc, leur collègue du GIGN pointe son fusil d'assaut vers la maison. Pendant vingt secondes, rien ne se passe. Des sirènes hurlent dans le lointain ; dans la rue, tout est calme. "Pourvu qu'ils ne tentent pas une sortie maintenant avec une ceinture explosive", se dit Lio. Ce n'est jamais une bonne idée, dans un combat, de laisser à l'adversaire le temps de réfléchir.

Soudain, par-dessus leurs têtes, retentit le sifflement – PPPHHHHIOUUUUU – d'une grenade qui file droit sur la maison. Une fraction de seconde plus tard, elle ricoche sur le linteau en béton de la fenêtre, et explose à l'extérieur. Sous le choc, le sol tremble jusqu'à trois rues de là, faisant s'entrechoquer la vaisselle sur les tables – certains habitants croiront même à un tremblement de terre. La vibration déclenche l'alarme des voitures garées le long de la rue de la Colline. Une boule de feu de cinq mètres de diamètre remonte la façade avant de s'abattre au sol. Sous leur casque, les hommes ressentent l'onde de chaleur qu'elle dégage.

Ils entendent par radio la voix de l'officier Stark, derrière eux. "C'est raté, il faut en tirer une deuxième." La deuxième grenade atterrit en plein milieu du salon, et explose en produisant une détonation à vous déchausser les plombages. Lio a tous les sens en éveil. Depuis sept ans qu'il manipule des explosifs pour son travail, il n'a jamais rien vu de tel.

« Des flammes s'échappent par les fenêtres ; à l'intérieur, l'explosion a tout ravagé. Le sofa est éparpillé en mille morceaux. Des débris du plafond sont tombés sur le plancher. Le réfrigérateur a pris feu et dégage un nuage de fumée noire qui danse dans le rougeoiement des flammes. Je m'approche de la fenêtre et je sens la chaleur frapper mon visage. Je me dis que personne ne peut survivre à ça. Au poste d'observation, derrière moi, un collègue rend compte de la situation par radio au poste de commandement à Bruxelles. « Putain. Bordel. Vous ne pouvez pas le voir, mais la maison est en flammes. »

Puis, soudain : *Trrrrrt Trrrrrt Trrrrrt* ! On recommence à nous canarder. Dans la fumée, je vois une ombre, au sol, qui bouge par moments en invoquant Allah. Puis l'extrémité d'une arme qui crache le feu. Encore et toujours le même tireur. Quoi ? Il vit encore ? Mais il est en titane, ce type ? La voix du collègue qui rend compte au poste de commandement trahit une nervosité croissante. "Ils continuent à tirer. Oh putain de merde !"

Les Iris ripostent, instinctivement, de sang-froid, comme ils l'ont déjà fait des milliers de fois à l'entraînement. En face, les tirs s'espacent de plus en plus. Sur les enregistrements, les enquêteurs entendent les dernières convulsions du tireur, qui marmonne des prières. " *Allahu akbar* ! Allah est grand !" Il est couché sur l'un des microphones dissimulés dans le plancher. Les enquêteurs entendent l'homme pousser sa dernière prière, dans le crépitement des flammes.

La maison ne compte plus une seule fenêtre intacte. La fumée se répand dans les chambres, comme aspirée par une gigantesque cheminée, et un épais nuage envahit la cour intérieure. Depuis le toit de l'école de danse, les snipers scrutent la nuée, le doigt sur la détente. Au rez-de-chaussée, par la fenêtre de l'annexe qui donne sur l'arrière de la cour intérieure, Mike voit bouger une ombre. Il croit à un gamin du voisinage et crie "Police ! Halte !" La fumée se dissipe lentement, et l'homme s'aplatit au sol. C'est le troisième suspect, Marouane El Bali ; il a plongé vers l'extérieur par la fenêtre de la salle de bains. Il a beaucoup de chance : en une fraction de seconde, les snipers ont vu qu'il est désarmé, et ont retenu leur tir. Pendant

qu'on l'arrête, une autre équipe de l'ESI évacue les habitants des étages supérieurs de la maison en flammes.

Au deuxième, la jeune voisine, Stéphanie, tremblante, tétanisée, est assise sur un coin de son fauteuil. Enveloppée dans une mince couverture, elle écoute les détonations, les sirènes, la nervosité des voix d'homme dans la rue. Des coups retentissent sur sa porte. "Police ! Ouvrez !" Devant la porte, deux gaillards tout en muscles, cuirassés, la somment de les suivre. Au grenier, leurs collègues extirpent de sa chambre un étudiant de 18 ans ; il descend l'escalier les yeux écarquillés. L'épaisse fumée qui a envahi la cage d'escalier leur coupe le souffle. Les yeux rougis, ils descendent l'escalier à la queue leu leu.

Dans la rue, Stéphanie aperçoit un jeune homme aux longs cheveux bouclés, à genoux. En slip, les mains menottées dans le dos, les yeux bandés, il grelotte. Stéphanie ne l'avait encore jamais vu dans la maison. C'est le troisième homme, Marouane El Bali, arrivé le jour même de Bruxelles. De la fusillade, il ne garde qu'une égratignure : dans sa fuite, il s'est coupé à la main en escaladant la fenêtre de la salle de bains. Belle preuve du professionnalisme des snipers.

Les voisins évacués sont accueillis à la boulangerie du Croissant d'Or, au numéro 8. C'est là que Stéphanie, un bol de chocolat chaud en main, apprend qu'on a abattu les deux occupants du rez-de-chaussée. Elle a peine à croire que ces charmants jeunes gens étaient en réalité de dangereux terroristes ; des cauchemars hanteront encore son sommeil pendant de longs mois.

Lio, le regard fixé sur les flammes, se demande où restent les pompiers. Ils sont au bout de la rue, mais n'osent pas approcher, effrayés par les tirs. "Ils doivent se croire à Bagdad", me souffle Pette. Avec deux collègues, il remonte la rue et ramène lui-même le boyau à incendie. À trois, ils le tirent le long de la rue, jusqu'à la maison, et s'attaquent aux flammes. Une fois le feu éteint, Lio et son équipe pénètrent dans les lieux.

« À l'intérieur, on ressent encore la chaleur de l'incendie. Ça sent la poudre et le plastique brûlé ; j'entends craquer les poutres et goutter l'eau. L'appartement est totalement sinistré. Les murs sont parsemés d'impacts de balles et de taches de sang, une partie du plafond s'est effondrée. Le sol est tapissé de douilles. À l'entrée de la cuisine, je manque de trébucher sur un corps baignant dans une flaque de sang. Ce colosse d'une centaine de kilos, étendu face à terre sur une kalachnikov, c'est Khalid Ben Larbi. Son corps

gravement brûlé est truffé de blessures par balles. Alors que je l'enjambe, je remarque sur son crâne plusieurs éraflures. Comment ce type a-t-il pu tenir si longtemps ?

À l'arrière, dans la chambre à coucher, nous trouvons le corps lui aussi criblé de balles de Soufiane Amghar. Très peu de meubles dans cette chambre. À côté de deux matelas de mousse posés à même le plancher, des armes, des GSM et des talkies-walkies. Les deux hommes ont vécu ici en soldats, comme l'EI le leur a enseigné dans le Califat. Toujours à l'affût, prêts à accomplir leur mission à tout moment. En façade, accrochée aux restes fracassés de la fenêtre, une petite caméra GoPro. C'est parce qu'ils filmaient tout ce qui se passait dans la rue que les terroristes ont pu ouvrir si vite le feu sur nous : ils nous avaient vus arriver. Ils avaient également équipé chaque fenêtre d'une alarme pour éviter que la police ne parvienne à s'infiltrer sans se faire remarquer. Ces types étaient des pros.

Autour des fenêtres de la façade, le mur intérieur est criblé d'impacts de balles. Dessus, dessous, à gauche, à droite, près du bord. De l'autre côté de la rue, le mur du parc aussi a reçu une pluie de balles. "On y voit presque la silhouette de chacun d'entre nous, comme dans un dessin animé de *Tom & Jerry*", remarque Lerre. Il plaisante, mais nous comprenons vite que notre ange gardien a eu fort à faire ce soir.

J'appelle Céline et j'entends le soulagement dans sa voix. "Enfin !" Pour la première fois, m'avoue-t-elle, elle a eu vraiment peur pour moi. "J'étais à table avec les enfants. Il y a dix minutes, la radio a parlé d'une fusillade et d'explosions à Verviers. Et toi qui n'appelais pas... Je viens de vivre les dix minutes les plus longues de ma vie."

Je raccroche. Charly me demande : "Tu me passes ton téléphone ? Je veux rassurer ma chérie, moi aussi. Peut-être qu'elle a déjà vu quelque chose à la télé." »

Cette nuit-là, sur le chemin du retour vers la caserne, Lio sent le flux d'adrénaline qui continue de bouillonner dans ses veines. Ils y sont arrivés ; ils ont mené l'opération à bonne fin. Dans la camionnette règne un mélange d'euphorie et de soulagement. Les gars sont fiers, ils ont gagné. La cellule terroriste de Verviers aurait pu faire de nombreuses victimes, mais ils l'ont empêchée de nuire. En même temps, les hommes se rendent compte qu'ils l'ont échappé belle. "Heureusement qu'on avait les micros dans la cave", commente Charly. "Sans ça, on ne s'en serait pas sortis à si bon compte." Il

regarde la couche de plâtras qui recouvre son casque. Pourtant, tous ont l'esprit à la fête. Tout à l'heure, à la caserne, ils iront se chercher un bac de bière et quelques paquets de chips, histoire de relâcher la pression.

En route, ils reçoivent un message de Pette : « Arrêtez-vous à une station-service, achetez-vous quelques sandwiches et du Red Bull. Cette nuit, vous restez en stand-by à la caserne." Pas de petite fête ce soir, donc. Les enquêteurs craignent de voir d'autres cellules terroristes dormantes s'activer pendant la nuit. Dans ce cas, l'ESI doit se tenir prêt à intervenir.

Cette nuit-là, dans la salle de repos, les hommes suivent les infos à la télévision. Des collègues restés à Bruxelles viennent les féliciter. Lerre reçoit une visite inattendue : sa femme, Heidi, travaille à la police locale de Bruxelles ; elle profite de sa patrouille nocturne pour faire un saut et s'assurer que son mari va bien. Lerre la regarde, laconique : "Ce qu'on a vu là, c'était la guerre."

Le point de rupture

CNN passe l'assaut de Verviers en boucle. *Breaking News.* Le lendemain, toute la presse internationale s'en empare. *Le Figaro* titre : "La Belgique aussi est en guerre". La BBC annonce qu'un groupe de jihadistes "voulait tuer des policiers". Des dizaines d'équipes de télévision débarquent dans la rue de la Colline et brandissent des microphones sous le nez des habitants encore sous le choc. "Pourvu que ça ne déclenche pas une nouvelle guerre mondiale", entend-on. Geneviève, une voisine, montre aux caméras sa petite voiture rouge, garée dans la rue pendant le raid. Les nombreux impacts qu'y ont laissés les balles de kalachnikov "ont la taille d'une pièce de deux euros". Un autre voisin, Frédéric, connaît son quart d'heure de gloire sur CNN : il a filmé toute l'opération depuis sa fenêtre. Les images des échanges de coups de feu dans la maison en flammes deviennent rapidement virales sur YouTube.

Le pays est en état d'alerte. Le bain de sang de *Charlie Hebdo* et l'attentat contre un supermarché juif à Paris avaient déjà effrayé la population, mais ça, c'était en France ! Voilà que ça se passe chez nous, maintenant. Dans l'appartement de la rue de la Colline, outre les armes de guerre, on découvre aussi des produits chimiques destinés à la fabrication d'explosifs. Assez pour faire sauter un commissariat de police ou un immeuble dans un aéroport. Et puis des uniformes de police, dans leur emballage d'origine, probablement destinés à approcher leurs cibles sans éveiller les soupçons. Les services de sécurité n'en doutent plus : ces deux-là étaient sur le point de commettre un attentat, avec de très nombreux morts à la clé.

Le niveau de la menace est relevé, de 2 à 3, sur l'ensemble du pays. Dans les rues apparaissent des paras chargés de surveiller les tribunaux, les commissariats de police et les institutions politiques. Dans certaines villes, les agents de police ne sortent plus sans gilet pare-balles.

« Nous avons évité un bain de sang, plus personne n'en doute. D'un peu partout dans le monde, les félicitations pleuvent sur les hauts dirigeants de notre police. Nous sommes des héros. Nous avons bien servi notre pays, et

nous sommes très fiers du travail accompli. Nous avons su garder notre sang-froid alors que les balles sifflaient à nos oreilles. Depuis quelques heures, l'utilité de toutes ces années d'entraînement intensif n'échappe plus à personne.

Mais à la caserne, pas un seul membre du commandement ne nous pose la moindre question sur ce que nous avons vécu à Verviers. Le lendemain, on passe tout simplement à la suite. "Bravo pour hier, bon boulot. Mais ne restez pas là à bavarder : briefing dans cinq minutes." L'opération elle-même, on n'en parle déjà plus. Ce sont nos supérieurs qui pourront recevoir les félicitations et siroter le champagne avec le ministre. Comme si c'était eux, en personne, qui s'étaient trouvés dans la ligne de mire et qui avaient essuyé ces tirs. « Le ministre Jambon vous fait transmettre ses félicitations », entend-on incidemment à leur retour.

En fait, je m'attendais à voir la justice organiser une reconstitution, au cours de laquelle nous serions tous entendus. Ce ne serait que normal : il y a eu deux morts. Plusieurs collègues ont ouvert le feu. Certains d'entre eux n'avaient encore jamais dû faire usage de leur arme en opération. Mais il n'y aura pas d'enquête. Pas d'audition. Pas de reconstitution. La seule chose que me demandera le commandement, c'est un rapport de deux pages sur ce que j'ai vu. »

Deux ans plus tard, Marouane El Bali sera traduit en justice, inculpé d'appartenance à la cellule terroriste de Verviers. Il est le seul des trois terroristes à avoir été appréhendé, vivant, par les Unités spéciales. Au tribunal, il minimise son rôle et maintient qu'il n'a pas tiré un seul coup de feu, ce jeudi soir dans la rue de la Colline. En appel, il écopera de 12 ans de détention, soit quatre années de moins qu'en première instance. Le verdict suscite chez les hommes de l'ESI une véritable vague d'indignation. Eux, ils savent. Depuis le toit de l'école de danse, les tireurs d'élite Rock, Don et Seven l'ont vu, et bien vu, tirer des coups de feu ce soir-là. Mais personne, au tribunal, n'a jamais pensé à leur poser la moindre question.

La nuit qui suit celle de l'assaut de Verviers, les Iris la passent à la caserne. Ils ont déroulé leur tapis de sol dans le vestiaire, à l'étroit entre le banc et leurs armoires. Aucune nouvelle action n'est prévue, et pourtant, la plupart des hommes ne ferment pas l'œil. La fusillade continue de vibrer dans leur tête. Le fracas, la chaleur torride, la silhouette de l'ennemi dans l'épaisse fumée. Sa façon, alors qu'il était criblé de balles, de mobiliser ses dernières

forces pour pointer à nouveau son arme et continuer de tirer, encore et encore. Ils ont ressenti sa haine, sa volonté forcenée de les détruire.

Le vendredi soir, les hommes rentrent chez eux, chez leur femme et leurs enfants ; ils débarquent dans un monde totalement différent. Toute la semaine, ils l'ont vécue dans l'anticipation de cette confrontation avec les terroristes. Là, ils prennent la voiture, vont faire les courses du week-end, cherchent une place sur un parking bondé, se munissent d'un caddie. Comme des milliers d'autres. À la maison, ils jouent avec le chien et vont se balader avec les enfants. Hier soir, ils faisaient la guerre ; ce soir, ils s'offrent un hamburger au McDo, en famille. Lio reçoit un SMS de Charly. "T'as pas cette sensation bizarre, toi ? Comme si rien ne s'était passé ?"

Le samedi, ils accompagnent le fiston au foot et la grande fille à l'équitation. Quand d'autres parents évoquent avec un brin d'excitation l'assaut mené contre les terroristes à Verviers, ils tendent l'oreille. Ils brûlent d'envie de leur dire : "J'y étais !" Mais ils s'abstiennent, malgré les bêtises qu'ils entendent, et malgré l'immense tentation d'expliquer que "ça ne s'est pas du tout passé comme ça !" Jamais, au grand jamais, les hommes ne parlent de leur boulot : c'est top secret. La plupart des gens de leur entourage ignorent tout de leur métier. Même à leur conjoint, ils n'expliquent pas toujours le détail de leur travail. Ce qui se passe à l'ESI reste à l'ESI.

Là, pourtant, la violence de l'événement est telle qu'ils ressentent tous le besoin de lâcher du lest. Ils ne parviennent pas à évacuer l'adrénaline qui leur coule dans les veines. Au moindre incident – une porte qui claque, une voiture qui démarre sur les chapeaux de roue – les voilà parés au combat, le corps en alerte maximum.

« C'est l'écho de l'excitation causée par l'assaut qui continue de résonner. Jamais notre cœur n'a battu plus vite qu'à Verviers. C'est très facile à vérifier : la plupart d'entre nous portaient un capteur de fréquence cardiaque pendant l'opération. Depuis quelque temps, à la demande d'étudiants en doctorat de l'Université catholique de Louvain, nous mesurons notre degré de stress au plus chaud du combat. Dès les heures qui précèdent l'assaut, on voit les courbes de pulsations s'élever lentement. L'après-midi, pendant la phase d'attente dans l'ancienne prison, le pouls au repos augmente chez la plupart d'entre nous. De vingt pulsations par minute, puis de trente... Pendant la descente en voiture jusqu'à l'adresse des terroristes, une dizaine de pulsations/minute s'ajoute encore.

Au moment de l'explosion des fenêtres, quand l'enfer se déchaîne, le pouls bondit, de 100 à 150 pulsations, voire à plus de 200 pulsations par minute chez certains, pendant six ou sept minutes. C'est extrêmement élevé, et tout particulièrement chez des hommes aussi entraînés que nous. C'est une agression contre l'organisme, comme si le sang se maintenait à ébullition pendant sept minutes.

Et ça, nous allons le ressentir pendant des jours et des jours. C'est à la caserne, alors que la tension retombe graduellement, que nous reprenons notre souffle et que nous sentons brusquement à quel point nous sommes vidés, fatigués. Comme si nous venions de courir un marathon en moins de deux heures. »

À ce moment, personne n'imagine encore que l'attaque terroriste qui se préparait à Verviers n'était qu'une répétition générale de la vague de violence qui va submerger la Belgique et la France l'année suivante. Les collègues de l'ESI, eux, commencent à se rendre compte que cette fin de journée dans la petite ville industrielle wallonne vient de changer leur métier à jamais.

« Jusque-là, nous avions toujours abordé notre travail à l'ESI presque comme un jeu. Appréhender des malfaiteurs, c'était un peu jouer aux cow-boys et aux Indiens, dans une version pour grandes personnes. Un jeu soumis à des règles et à des procédures strictes que nous avions intégrées au point de ne même plus devoir y penser. Au moment de faire voler en éclats une porte, de plaquer un malfaiteur au sol et de lui passer les menottes aux poignets, nous nous sentions vivants. Ensuite, nous allions boire un verre pour fêter ce succès.

Verviers sera un vrai point de rupture, nous faisant découvrir un ennemi d'un genre nouveau. Des soldats imprévisibles, rusés, impitoyables et méprisant la mort. Des soldats qui savent comment nous mitrailler depuis des angles inattendus, tout en restant à couvert. Nos grenades incapacitantes et nos armes automatiques ne les ont pas impressionnés un instant. Ils n'ont aucun égard pour leur propre vie, et encore moins pour la nôtre.

Si nous sommes sortis vainqueurs du combat cette fois-ci, chacun, dans l'équipe, sent que Verviers constituera dans notre carrière une ligne de fracture. Le temps des jeux est définitivement révolu.

Si cette idée nous inquiète par moments, nous n'en laissons rien paraître entre nous. Après tout, nous sommes une bande de mâles alpha. Prêts à

risquer notre vie devant les collègues, d'accord, mais certainement pas à leur montrer nos faiblesses. S'y risquer serait s'exposer à jamais à passer pour un *loser*, et à se faire charrier pour l'éternité. Juste avant l'assaut à Verviers, quelques collègues ont adressé à un ami un message leur demandant de veiller sur leur famille s'il devait leur arriver quelque chose. Mais aucun d'entre eux n'accepterait de l'admettre.

En même temps, nous sommes plus fiers que jamais de notre travail, convaincus d'avoir changé le cours des choses grâce à notre intervention. Nous sommes ces policiers qui interviennent encore alors que plus personne n'ose encore intervenir. Le maillon ultime de la chaîne de la lutte antiterroriste. *Ultima ratio*, l'ultime recours. C'est ainsi depuis toujours, sauf qu'il faudra désormais tenir compte d'une nouvelle dimension – mortelle, celle-là. »

Quelques jours plus tard, Lio et Charly traversent la cour intérieure de la caserne. Une des dames chargées du nettoyage vient à leur rencontre. Elle est dans tous ses états : "Il y a un petit chat sous cette voiture ; je crois qu'il est blessé, mais nous n'arrivons pas à l'attraper." Lio et Charly vont y jeter un coup d'œil : après la tension des derniers jours, c'est une distraction bienvenue. L'instant d'après, voilà nos deux grands mâles alpha à plat ventre sur les pavés, essayant d'attraper le petit animal. Ils n'y parviennent que de haute lutte : le chat mord Lio au doigt et lui griffe la main jusqu'au sang. La pauvre bête est salement amochée, elle a l'oreille presque arrachée. Les deux hommes confient alors le chat au vétérinaire de la cavalerie, qui le rafistole avec du fil de suture pour chevaux : "Je ne peux pas faire beaucoup plus que ça." Lio téléphone à Céline : "Est-ce qu'on a encore de la place pour un chat ?" Céline, qui gère déjà toute une ménagerie à la maison, approuve avec enthousiasme. Elle emmène le chat blessé chez un chirurgien vétérinaire. Yumi, le chat rafistolé de la caserne, a trouvé un nouveau foyer chez Céline et Lio ; il est indissolublement lié à l'assaut de Verviers.

À ce moment précis, les enquêteurs s'inquiètent surtout des terroristes qui n'ont pas été appréhendés à Verviers. Ils connaissent l'existence de cellules dormantes dans notre pays. Un seul appel téléphonique depuis la Syrie suffirait à les activer, par exemple pour venger leurs frères tombés rue de la Colline.

Au premier rang de la liste des personnages les plus recherchés figure le fameux Abou Omar, de son vrai nom Abdelhamid Abaaoud, qui était en route vers la Belgique au moment de l'assaut. Les enquêteurs voient en lui le "marionnettiste" de la cellule terroriste belge : c'est lui qui recrute et dirige ses marionnettes en vue d'accomplir son grand projet. L'intention initiale des enquêteurs était d'attendre son arrivée à Verviers avant d'attaquer. Mais comme l'attentat était prévu pour "les prochaines heures", ils ne pouvaient plus attendre. C'est ainsi qu'il a pu leur échapper. Arrivé en Grèce, il a disparu des écrans radar des services de sécurité internationaux.

Pendant des mois et des mois, Abdelhamid Abaaoud, 26 ans, sera l'un des jihadistes les plus recherchés de la planète. À l'époque, en Syrie, il est déjà considéré comme un héros et comme une étoile montante de l'État islamique. Fin 2014 sera diffusée une vidéo macabre où, riant aux éclats, il se met en scène au volant d'un véhicule tout-terrain, traînant derrière lui, à travers le désert syrien, les corps de mécréants.

À Molenbeek, où il a grandi, personne n'avait jamais vu en lui des qualités de leader. Il n'était que le fils de l'épicier du coin, un gars qui n'en fichait pas une à l'école et qui perdait son temps en beuveries et en sorties. "Quand il était saoul", diront plus tard d'anciens compagnons de sortie, "il dansait sur les tables et se mettait à chanter du raï." Avec quelques amis d'enfance, au nombre desquels un dénommé Salah Abdeslam, il va commettre pas mal de vols et de cambriolages. Cinq fois, il sera traduit en justice pour des faits de vols avec violence, d'explosifs et de coups et blessures. Cela lui coûte chaque fois plusieurs mois de prison. On suppose qu'il s'est radicalisé lors de son dernier séjour derrière les barreaux en 2012. Au printemps 2013, le voilà parti en Syrie, où il rejoint la milice ultraviolente des *Katibat al-Muhajireen*, la "Brigade des immigrés". C'est là qu'il se mue en héraut de l'EI, multipliant les *selfies* où il apparaît, rayonnant, la kalachnikov à la main, sur Twitter et Facebook.

Début 2014, il revient brièvement en Belgique pour enlever son petit frère Younès, 13 ans, à la sortie de l'école. Trois semaines plus tard apparaissent sur Facebook les premières photos du petit frère brandissant une arme presque plus grande que lui, en regard de messages de propagande sur "le plus jeune combattant syrien venu d'Europe".

Dans les rangs de l'État islamique, le loser de Molenbeek, Abdelhamid Abaaoud, impose le respect par son audace et par son talent de meneur d'hommes. En 2015, le voici coordinateur des attentats en Europe. Il joue

un rôle majeur dans la sélection et la formation des terroristes kamikazes qui seront envoyés en Europe. En même temps, il entretient de fréquents contacts par Internet avec ses nombreux amis restés à Molenbeek, parmi lesquels Salah et Brahim Abdeslam. Pour les deux frères, il a des projets grandioses.

Le clan Afghanistan

Trois mois après l'assaut de Verviers, le Premier ministre Charles Michel et le ministre de l'Intérieur Jan Jambon sont en visite de travail chez les Unités spéciales à Etterbeek. "Quand je vois les moyens dont disposent ces hommes pour accomplir leur tâche, j'ai honte", dira Jan Jambon aux médias. Consterné, il explique aux journalistes qu'un des tireurs d'élite lui a montré son fusil à lunette. "Une arme achetée il y a huit ans aux Pays-Bas, un modèle déclassé par la police néerlandaise. C'est là que j'ai compris que nous devions agir vite."

Le ministre promet une enveloppe de 15 millions d'euros pour remplacer le matériel obsolète des Unités spéciales. Les bâtiments, eux aussi, seront remis en état. Jadis majestueux, les bâtiments de la caserne de gendarmerie paraissent aujourd'hui décrépits et délabrés. Certains sont tellement envahis par la vermine, l'humidité et les moisissures qu'ils sont interdits d'accès pour raisons de sécurité. Le grenier de l'immeuble qui abrite la cellule logistique est envahi d'une telle quantité de pigeons que leurs déjections ont fini par faire fuir le personnel. Dans un autre immeuble, également interdit d'accès, un arbre pousse à travers le plancher. "Il n'est pas possible de travailler dans de telles conditions", constate Jan Jambon.

« Mes collègues et moi sommes ravis de la rallonge budgétaire annoncée par le ministre Jambon. Sceptiques aussi. On y croira quand on la verra.

Depuis combien de temps nous promet-on déjà de nouveaux locaux ? Je me souviens de mon arrivée, jeune stagiaire, en 2002. Et aussi du discours adressé à notre contingent de nouvelles recrues par le directeur du personnel. Il avait conscience que l'infrastructure nécessitait d'urgence des travaux de rénovation. Et il s'était risqué à une promesse : dès 2007, l'effectif de l'ESI allait être doublé (nous étions alors 38), et ses locaux, complètement rénovés. Je me souviens avoir poussé un gros soupir de bleusaille : 2007, ça semblait si loin ! J'avais vu les douches et les toilettes, faites de bric et de broc, le vestiaire beaucoup trop étroit, les vieilles armoires récupérées de l'armée, la salle de briefing qui tenait plus d'un local scout que de la salle de commandement d'une unité d'élite.

À l'époque, la cour intérieure de la caserne, pavée, brillante comme un sou neuf, était dépourvue de la moindre mauvaise herbe. C'était un héritage de la gendarmerie, casernée ici jusqu'en 2001, et de sa discipline militaire. Plus tard, ce serait le tour de la police intégrée, unifiée au terme d'une réforme des polices tellement onéreuse qu'elle allait épuiser les budgets des années suivantes. Notre matériel était rapidement frappé d'obsolescence. Pour nos exercices de tir, nous étions réduits à utiliser des armes hors d'âge ; quant à nos nouveaux lanceurs de grenades, nous étions contraints de les laisser au placard faute de budget pour acheter les munitions. Nous entendions régulièrement nos collègues de la police fédérale se plaindre de circuler à bord de véritables épaves, et de devoir se contenter d'ordinateurs préhistoriques.

Au fil des ans, les pavés de la cour intérieure vont se déchausser et les mauvaises herbes croître et embellir. En cas de pluie, on disposera des seaux dans le hall d'entrée pour recueillir l'eau qui goutte à l'intérieur. Les collègues évincés d'immeubles qu'il a fallu fermer s'entasseront pendant 10 ans dans des conteneurs "provisoires".

Lorsque je quitte l'ESI fin 2017, rien n'a encore changé. J'entendrai deux ans après mon départ qu'un mur de 50 mètres de long, à bout de résistance, a fini par s'effondrer un bel après-midi. »

L'assaut de Verviers révèle une autre faiblesse de la police et de la justice : l'une comme l'autre souffrent d'un grave manque d'effectifs pour ce type d'opération. Leurs moyens sont insuffisants. Tant chez les Unités spéciales que chez les enquêteurs de la police fédérale, pendant les semaines qui ont précédé et suivi Verviers, il a fallu mobiliser la quasi-totalité du personnel. L'assaut a été précédé d'un travail d'observation de plusieurs semaines. Les enquêteurs et les observateurs ont pratiqué des filatures et des écoutes, jour et nuit, et localisé différentes personnes. Tout cela nécessite un personnel nombreux, capable de se relayer 24 h sur 24, mais aussi d'importants moyens technologiques et du matériel d'écoute. Des moyens qui, pendant ce temps-là, ne sont pas disponibles pour surveiller les autres organisations criminelles. En janvier 2015, les dealers de drogue, les bandes de cambrioleurs, les caïds de la pègre et les criminels en col blanc de Belgique ont eu les coudées franches. Heureusement, ils ne le savaient pas.

À Pâques, le gouvernement fédéral annonce le déblocage d'un budget supplémentaire de 200 millions d'euros pour assurer la sécurité du pays. L'assaut de Verviers marque le début d'une ère nouvelle pour la justice et

pour la police, assure-t-on sur un ton martial. Bien des esprits critiques se demandent si cela suffira à remettre en forme une organisation sclérosée, incapable de trouver son souffle depuis de longues années.

« Après Verviers, au bloc H, la vie change radicalement. Les exercices antiterroristes occupent désormais l'essentiel de nos journées. Il nous faut accroître la fréquence et l'intensité de nos entraînements, et changer radicalement notre approche. Changer nos habitudes. Depuis des années, nous nous préparons à des scénarios terroristes de détournement d'avions, de navires ou de trains qui n'ont pas évolué depuis vingt ans. Ces scénarios s'inspirent d'événements spectaculaires du passé, comme le détournement d'un Airbus d'Air France par quatre membres du groupe islamique armé GIA, le soir de Noël 1994 : plus tard, on tirera de cet événement un film à succès intitulé *L'Assaut*. Ces scénarios prennent subitement un coup de vieux.

Depuis plusieurs années, par exemple, nous réglons leur compte à des "pirates de l'air" tenant en otage un appareil avec tous ses passagers. On met à notre disposition un appareil ainsi que quelques stewards et hôtesses de l'air qu'amuse beaucoup l'idée de jouer les otages. Pour ces exercices, on sort le grand jeu. Tout commence par l'annonce d'un appareil en détresse, déclenchant notre départ de la caserne. En chemin, nous recevons par radio, au compte-gouttes, des informations supplémentaires sur les pirates : leur nombre, leur armement. Sur le tarmac, des négociateurs tentent de prendre contact avec les preneurs d'otages, des tireurs d'élite prennent position. Des explos pour ouvrir les portes de l'avion, des équipes d'assaut chargées de maîtriser les terroristes. Ces séances d'entraînement durent généralement toute une journée, et se terminent par une petite fête avec le personnel navigant – qui débouchera sur au moins une relation officielle entre un collègue et une hôtesse de l'air, outre un nombre indéterminé de relations officieuses.

Chaque année, aussi, nous nous rendons en Suède, au Danemark ou en Norvège pour une grande opération d'entraînement en milieu maritime. Par moments, on pourrait se croire dans *Capitaine Phillips*, ce film où Tom Hanks joue le rôle du capitaine d'un cargo américain détourné en 2009 par des pirates somaliens. Le capitaine s'était offert comme otage pour sauver son équipage. Nous aussi, devons sauver notre "capitaine", prendre le navire à l'abordage depuis un canot, et grimper à bord le long de la coque,

par une échelle de corde qui ballotte en tous sens. C'est d'une témérité folle, en pleine nuit sur une mer déchaînée ; nous restons des heures à nous laisser porter par les flots, à nous geler et à sentir le sel nous râper les lèvres. Chaque année, c'est l'occasion d'une aventure extraordinaire. Mais nous ne nous attendons pas une seconde à devoir un jour répéter cet exercice dans la vraie vie.

Pour les piratages de trains, nous nous entraînons souvent la nuit, sur une rame désaffectée laissée sur une voie sans issue de la gare de Schaerbeek. Dans ce scénario, des terroristes ont pris des passagers en otage et exigent qu'on libère de la prison de Saint-Gilles trois combattants Al Qaïda. Nous nous entraînons toute la nuit, et pour nos jeunes recrues, c'est un jeu palpitant. Dans quel wagon se trouvent les preneurs d'otages ? Comment pourrions-nous les maîtriser ? Par quelle porte pourrions-nous passer ? Cela dit, quand il s'agit, après quelques années, d'escalader pour la dixième fois le même wagon à 5 h du matin, sous une pluie battante, nous nous demandons parfois à quoi riment ces fichus entraînements.

En réalité, la plupart d'entre nous ne croient pas à la possibilité d'une attaque terroriste si spectaculaire dans notre pays. Nous sommes nombreux, Charly et moi les premiers, à voir tout ça avec beaucoup de détachement. À chaque entraînement, nous donnons le maximum, mais nous continuons de considérer tout cela comme un jeu. Au sein du peloton, cependant, un petit groupe de collègues a une autre vue de la situation, et comptent bien se préparer au pire. On les appelle le "clan Afghanistan", une plaisanterie dont nous ne sommes pas particulièrement fiers. Ber, l'un des inspecteurs principaux les plus expérimentés, est l'un des inspirateurs de ce groupe. Il invente des scénarios de plus en plus déments auxquels nous devons adapter nos entraînements. Les "*Afghanistan Boys*" se plaignent régulièrement du manque d'envergure des missions qu'on confie à l'ESI : on nous appelle tantôt pour un mari pris de boisson qui menace de tuer sa femme, tantôt pour une femme dépressive qui menace de sauter par la fenêtre de son appartement. À leurs yeux, "ce ne sont pas des missions pour l'ESI".

Moi, au contraire, j'estime ces petites opérations utiles : elles nous apportent une expérience précieuse, qui fait de nous une machine bien huilée dans la lutte contre le grand banditisme. Si nous n'avions jamais dû nous attaquer qu'à des terroristes et à des criminels ultra-dangereux, nous n'aurions pas souvent quitté la caserne. Comme une équipe de foot de

classe mondiale qui se contenterait d'entraînements, sans jamais jouer de match.

Il faut bien admettre que Verviers donne raison au clan Afghanistan. La terreur est à nos portes, en Belgique aussi, sauf qu'elle arrive d'une manière que personne n'avait prévue. Depuis l'époque des détournements d'avions et de navires, et depuis les films qu'on en a tiré, la réalité a considérablement changé. Nous voyions les terroristes comme des extrémistes qui utilisaient la violence pour atteindre certains objectifs, comme libérer des complices ou fomenter un coup d'État. Des extrémistes prêts à tout, même au pire, pour y parvenir – mais réticents à sacrifier leur propre vie. Armés de grenades, de poignards et d'armes automatiques, mais sans kalachnikov ni ceintures explosives. »

« Après Verviers, nous comprenons tous qu'il va falloir nous préparer à affronter des terroristes kamikazes avec qui toute tentative de négociation sera vaine. Des fanatiques sans revendications politiques, uniquement animés par la volonté de causer un maximum de dommages autour d'eux, voire de mourir pour Allah. Comment appréhender un terroriste qui porte une ceinture explosive ? Comment éviter qu'il ne se fasse sauter au milieu de la foule ? Nous n'avons aucune expérience de ce type de combat. Il nous faut donc adapter nos scénarios.

À l'entraînement, nos adversaires sont désormais des jihadistes qui ouvrent le feu sur nous sans crainte de la mort. Capables de massacrer les occupants d'une aile d'hôpital ou de faire irruption dans une classe de maternelle et de prendre l'institutrice et les enfants en otages. Les cibles qu'ils choisissent sont en plein centre-ville, pour faire un maximum de victimes. Après tout, un centre commercial, une école ou un hôpital, c'est beaucoup plus facile d'accès que des cibles comme des trains ou des avions, bien mieux gardées. Planifier un attentat contre des enfants ou des malades, donc contre les personnes les plus faibles dans nos sociétés, cause des ondes de choc beaucoup plus violentes ; pour un terroriste, c'est donc beaucoup plus intéressant.

Nous organisons nos exercices dans des immeubles vides, des prisons abandonnées ou des hôpitaux désaffectés. Là, nous pouvons défoncer des portes, mitrailler des murs, voire les faire sauter en utilisant de vrais explosifs. Et nous prévoyons toujours de vrais otages. Plus c'est réaliste, mieux c'est. À Gand, nous nous entraînons au milieu de vingt infirmiers et

infirmières qui circulent dans une aile d'hôpital sur le point d'être rénovée. Ce sont de vrais couloirs d'hôpital, avec de vrais lits de patients qui nous barrent vraiment la route. Dans ce scénario, chaque otage se voit attribuer un rôle. L'un sera blessé, un autre va mourir, un troisième parviendra à s'échapper, mais essuiera des tirs. Nous disposons d'accessoires spéciaux pour rendre les blessures aussi réalistes que possible : une jambe arrachée, un ventre ouvert... C'est comme ça que nous assurons la formation de nos *medics*, nos infirmiers, qui doivent pouvoir prodiguer les premiers soins dans les pires circonstances.

Dans ces scénarios, qui se déroulent parfois en plein cœur de la capitale, les combattants de retour de Syrie, qu'on appelle des *returnees*, jouent les premiers rôles. Ça complique considérablement les choses, parce que nous devons tenir compte des risques que l'exercice pourrait faire courir à d'éventuels passants. Cela commence toujours par une histoire assez simple, mais les conséquences peuvent être catastrophiques. "On a signalé à Bruxelles un suspect portant une ceinture d'explosifs sous un ample manteau. Il est en route vers l'Atomium pour faire sauter des touristes. Comment allez-vous l'en empêcher ?"

Ou encore : "Au cinéma UGC, en plein jour, des hommes armés de kalachnikov ont fait irruption en plein milieu d'une projection. Ils détiennent le public en otage, réparti dans plusieurs salles. Votre mission : mettre fin à la prise d'otages sans victimes civiles."

Les scénarios sont d'un réalisme particulièrement sinistre. Pour la prise d'otages au cinéma UGC, en plein centre-ville, nous allons jusqu'à évacuer l'ensemble du cinéma et bloquer les rues avoisinantes. Une épaisse fumée flotte dans les couloirs sans lumière, l'électricité est en panne partout ; dans le hall d'entrée, devant le guichet, des blessés jonchent le sol. Ça crie, ça mitraille, en une fraction de seconde, il faut distinguer les victimes (à protéger) et les preneurs d'otages (à mettre hors d'état de nuire).

Les engins piégés, dont nous ne nous étions jamais préoccupés jusque-là, sont désormais monnaie courante. Chaque porte, chaque tapis peut cacher une bombe. Nous sommes désormais confrontés à des situations où des otages, prisonniers depuis des heures, tiennent entre les mains une grenade dégoupillée susceptible d'exploser au moindre mouvement. Avant d'entrer quelque part, nous envoyons en reconnaissance un drone équipé d'une caméra. Le danger peut venir de partout. Nous sommes conscients de mener

une guerre d'un genre nouveau, implacable. Elle s'insinue dans notre pays, au gré du retour des implacables partisans du Califat. »

« Avec tous ces entraînements, nous sommes plus occupés que jamais. Nous devons être prêts à intervenir à n'importe quel moment. C'est à peine si nous avons le temps de faire du sport, ne fûtce que pour maintenir notre condition physique. Certains collègues voudraient organiser encore plus d'entraînements, pour être vraiment prêts, prêts, plus que prêts. Toute cette agitation suscite de la nervosité. Nous connaissons l'existence de cellules terroristes dormantes, or l'actualité en Syrie n'augure rien de bon. Abaaoud n'a toujours pas été retrouvé : la tâche n'est pas terminée.

Une certaine inquiétude doublée d'un sentiment de malaise nous habite en permanence et nous ne parvenons pas à nous en défaire aussi facilement qu'après un "simple" cas de prise d'otages ou de fort Chabrol. Là aussi, le stress nous prend aux tripes, mais quand l'opération est terminée, nous arrêtons d'y penser et nous pouvons nous reposer. Plus maintenant. Tout peut arriver, à chaque instant. Petit à petit, la pression monte, et des tensions apparaissent au sein du peloton.

Un jour de juillet, nous sommes plusieurs collègues à déjeuner dans la salle de repos. Comme tous les jours, Rud sort ses tartines au choco. Joker retouche les photos d'un quotidien : il orne le portrait d'Angela Merkel d'une moustache puis passe le journal à James, qui y jette un coup d'œil distrait et le repose sans réagir. Joker s'étonne. "Eh bien, gros, qu'est-ce qui se passe ? Tu ne sais plus rigoler ?" Rud en remet une couche. "C'est vrai, t'es toujours le plus joyeux de la bande." Je regarde James, il hausse les épaules. Et je comprends que le rire a déserté la caserne.

Nous avons cessé de nous faire des blagues. De piquer les vêtements du collègue pendant qu'il prend sa douche. Les rouleaux de papier W.-C. ne volent plus en tous sens à travers les pièces. Coller des photos de pin-up sur les casiers du collègue, coudre les jambes du pantalon du voisin, utiliser une chaussette de l'autre pour s'essuyer l'arrière-train... fini, tout ça. Jack n'apparaît plus dans le vestiaire avec un godemiché géant collé sur le casque. (Ledit braquemart était un cadeau des collègues suédois avec qui nous avions organisé un exercice conjoint sur un bateau. Jack avait finalement fixé l'engin sur une tronçonneuse, à la place de la lame. Ça nous a bien fait marrer !)

Je repense à notre dernière fête. On dirait qu'elle remonte à plusieurs siècles. Rik y avait tenu la vedette. C'est un de nos plongeurs de combat, propriétaire d'une petite ferme qu'il exploite pendant son temps libre. Fort comme un bœuf, bien en chair, il bouffe et picole comme quatre dès qu'on lui en donne l'occasion, et n'a rien à foutre des bonnes manières. Il est tellement fort qu'il lui arrive de pratiquer le lancer de collègues ! Tout le monde l'aime bien. Un jour, lors d'une fête, on l'avait mis au défi de manger en une fois une gigantesque roue de camembert. Pour 50 euros, il s'était exécuté, s'envoyant ensuite, pour faire bonne mesure, un plein bac de Duvel avant de tomber dans un sommeil semi-comateux sur un tapis du vestiaire. Nous l'avions alors religieusement déshabillé puis tatoué un peu partout au marqueur indélébile. Toutes les meilleures pièces du boucher y étaient passées : les biftecks, les *rib-eye*, les steaks *T-bone*, la bavette et le jarret, comme un étal de boucherie.

C'est fini, tout ça. *Where have all the good times gone?* »

Le père Noël du jihad

Été 2015. Un flux apparemment sans fin de réfugiés débarque en Europe depuis plusieurs mois. Dépourvus de tout, ces hommes et ces femmes parviennent par centaines de milliers dans les villes d'Europe au terme d'un périple par terre et par mer accompli au péril de leur vie. Aux réfugiés de guerre de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et d'Afrique se mêlent des réfugiés économiques, dont l'arrivée divise l'Europe et échauffe les esprits. C'est l'été du "*Wir schaffen das*" ("Nous pouvons le faire") d'Angela Merkel, des pays qui ferment leurs frontières et de la photo du corps sans vie d'un bambin, battu par les vagues, qui endeuille à jamais la plage de Bodrum.

Les services de sécurité craignent que des terroristes de l'État islamique ne se dissimulent dans ce flux. D'ailleurs, l'EI lui-même annonce l'envoi de combattants chargés de commettre des attentats en Europe. La Sûreté de l'État reçoit des moyens supplémentaires pour analyser les antécédents des demandeurs d'asile et enquêter en plein cœur de Bruxelles, au parc Maximilien où des centaines de réfugiés s'entassent depuis des mois dans un camp de tentes.

Les *returnees*, ces combattants de retour de Syrie qui rejoignent petit à petit la Belgique, n'ont pas connu les mêmes difficultés que les malheureux sans ressources qu'on loge sous les tentes du parc Maximilien. Leur transport vers l'Europe a été bien mieux organisé.

À Molenbeek, Salah et Brahim Abdeslam ont une réputation de petites crapules et de parasites. Vodka-coca et haschisch, putes et casinos, vols et bling-bling, voilà autour de quoi tourne leur vie. Dans les rues de Molenbeek, personne ne s'étonne plus de voir Salah Abdeslam parader au volant de voitures tape-à-l'œil et en changer toutes les deux semaines. Personne ne se doute non plus qu'en août et en septembre, le benjamin de la famille Abdeslam a sillonné l'Europe à bord de ces bolides de location pour récupérer des combattants de l'État islamique, belges ou non, et les ramener en Belgique.

Cet été-là, ce sont plus de 20 recrues que l'État islamique envoie en Belgique après leur avoir dispensé une formation militaire en Syrie. Notre pays doit devenir la base arrière d'une nouvelle cellule terroriste appelée à commettre une série d'attentats majeurs en Europe, et particulièrement en France. Dix de ces "élus" sont belges, cinq sont français. Les autres viennent de Syrie, d'Irak, de Suède et d'Algérie.

Ils voyagent par petits groupes de deux ou trois, se fondent dans la masse des réfugiés ; ils se mêlent à ces familles désespérées qui traversent la Méditerranée dans de petites embarcations avant de poser le pied en Grèce. De là, chaque petit groupe rejoint soit la Hongrie, soit l'Allemagne, où une luxueuse berline avec chauffeur, BMW ou Mercedes, passe les chercher quelques jours plus tard. En Belgique, ils sont accueillis chaleureusement par une poignée de partisans de l'EI : ceux-là n'ont jamais fait le voyage jusqu'en Syrie, mais ils sont tout aussi fanatisés.

Un de ces chauffeurs se fait régulièrement flasher, pied au plancher sur les autoroutes. Il s'appelle Salah Abdeslam, et fait le tour d'au moins sept pays européens. Au total, il ramènera en Belgique sept kamikazes, quatre Belges et trois Français, en passant par la Hongrie. Tous, sauf un, participeront aux attentats de Paris et de Bruxelles. Le trio français formera le commando du Bataclan qui, le 13 novembre, tuera quatre-vingt-dix personnes et en blessera cent autres dans la salle de concert parisienne. En Allemagne, Abdeslam récupèrera encore cinq candidats kamikazes qui ont trouvé à se loger dans un centre d'accueil pour sans-papiers.

Dès leur arrivée en Belgique, ces *returnees* rejoignent une des six planques préparées pour eux à Bruxelles et en Wallonie. Les partisans locaux de l'EI ont mis en place un réseau logistique efficace : ils louent des appartements sous des noms fictifs, font fabriquer de faux papiers et ont leurs entrées chez des trafiquants d'armes.

Les *returnees* vivent donc dans des appartements parfaitement ordinaires en pleine ville, derrière des volets qu'on ne lève presque jamais. Ils se tiennent tranquilles, ne traînent pas dans les rues, et font tout pour ne pas se faire remarquer par la police et par les services de renseignements. Ils se maintiennent en forme à domicile, à coups d'exercices de musculation et de vélo d'appartement. Ils apprennent à confectionner des explosifs et à coudre des ceintures explosives. Ils restent en contact par Internet avec de lointains émirs syriens, et visionnent des vidéos montrant la décapitation d'infidèles dans le Califat. Pour tuer le temps, ils jouent à la PlayStation. Ils se

procurent six kalachnikovs auprès du milieu criminel en Belgique et aux Pays-Bas. Petit à petit, la cellule terroriste belge fait son trou dans le tissu urbain bruxellois clandestin.

Le matériel indispensable à la confection des bombes, Salah Abdeslam s'en charge. Le 4 septembre 2015, il se rend en voiture dans un village au nord de Paris, chez Les Magiciens du Feu, une boutique spécialisée dans les feux d'artifice où il achète douze mécanismes de mise à feu et autant de télécommandes. Un mois plus tard, il est à Beauvais, à 75 km au nord de la capitale française. Dans une jardinerie, il achète 15 litres de peroxyde d'hydrogène, l'un des ingrédients qui entrent dans la fabrication du peroxyde d'acétone, le fameux TATP*. Cet explosif relativement facile à fabriquer, surnommé "la Mère de Satan", est particulièrement en vogue chez les terroristes.

L'artificier de service est le Bruxellois Najim Laachraoui, 24 ans, probablement le plus intelligent des envoyés de l'État islamique. Contrairement à la plupart des autres, il a fréquenté l'université pendant un an. Il est issu d'une famille aisée de Schaerbeek, qui a donné à ses fils toutes les chances de s'épanouir. Son frère Mourad est un des grands talents belges du taekwondo, futur champion d'Europe. À l'école secondaire, Najim est un élève modèle ; il s'inscrit ensuite en sciences appliquées à l'Université libre de Bruxelles, abandonnant après un an sous prétexte de se lancer dans des études de médecine. Sauf qu'en février 2013, il part en secret pour la Syrie. Sa famille ne se doute de rien ; il ne la mettra au courant, par téléphone, qu'après être arrivé à Raqqa.

Le jeune Belge, qui a alors 21 ans, progresse rapidement dans les rangs de l'État islamique. Il est d'abord le geôlier de plusieurs otages occidentaux, parmi lesquels quatre journalistes français, mais aussi le photographe américain James Foley, qui finira décapité devant l'objectif des caméras, agenouillé dans le désert syrien. L'EI tirera de ce meurtre brutal une vidéo de propagande triomphaliste qui choquera le monde entier.

À l'été 2015, Laachraoui est renvoyé en Belgique pour une nouvelle mission. Il rejoint d'abord Budapest, où Salah Abdeslam le récupère le 9 septembre 2015. Laachraoui sera l'un des personnages clés des attentats de Bruxelles et de Paris. Il maîtrise la préparation des explosifs, mais aussi l'utilisation d'une machine à coudre. Sous sa supervision, dans leur repaire de Schaarbeek, les jeunes fanatiques de l'État islamique confectionnent huit ceintures d'explosifs que les kamikazes porteront à Paris.

Les frères Salah et Brahim Abdeslam, eux, n'entrent pas dans la clandestinité. Ils poursuivent leur petite vie tranquille et se comportent comme s'ils n'avaient rien à voir avec la guerre sainte qui se prépare. Ils ont donc toute la liberté de mouvement nécessaire pour régler les indispensables détails pratiques. Et cela, sous le nez de la police locale.

En effet, la famille Abdeslam habite en face de la maison communale de Molenbeek, à deux pas du commissariat de police, dans un logement social obtenu grâce à l'ancien bourgmestre de la commune, Philippe Moureaux. Les frères Abdeslam, la police les a vus grandir, se muer en petits voyous des rues puis en véritables multirécidivistes. Dans cette famille, ce sont surtout Brahim et Salah qui leur compliquent la vie. Alors qu'ils n'ont pas encore 20 ans, leur casier judiciaire s'orne déjà d'une longue liste de casses, de coups et blessures, de trafics de drogue et de cambriolages.

Les agents de quartier voient dans les frères Abdeslam des délinquants endurcis, dénués de morale, mais pas très futés. En mai 2015, Brahim cambriole un café sous l'objectif des caméras de surveillance. Quand la police le prend en flagrant délit, il joue l'innocence assassinée : "Je cherchais un coin pour dormir." Salah, lui, entraîne régulièrement son ami d'enfance Abdelhamid Abaaoud hors du droit chemin, et l'embarque à l'occasion dans des tentatives de cambriolage plutôt maladroites. Un jour, un des membres de la bande passe à travers un toit et Abaaoud plonge dans la Dyle dans une – vaine – tentative d'échapper aux forces de l'ordre.

La police voit dans ces bonshommes une bande de *losers* plutôt que des terroristes potentiels. Même chose pour les dizaines de jeunes qui, depuis quelques années, ont quitté Molenbeek pour la Syrie. Cette erreur consistant à sous-estimer systématiquement ces "rebuts de la société", les services de renseignement et les magistrats chargés de la lutte antiterroriste la commettront encore longtemps. S'ajoute à cela le laxisme du bourgmestre PS Philippe Moureaux face aux excès auxquels se livrent les fondamentalistes musulmans dans sa commune. Ces différents facteurs vont considérablement y faciliter la propagation d'idéologies radicales. De plus en plus, la commune affirme sa réputation de nid de jihadistes.

En Syrie, depuis 2015, cette commune bruxelloise apparaît aux yeux de tous comme le pourvoyeur attitré de combattants européens pour l'EI, grâce en partie au mystérieux Monsieur Z., un prédicateur charismatique arrivé à Molenbeek en 2011. Cet homme, Khalid Zerkani, est aujourd'hui considéré par la justice comme le numéro 1 parmi les recruteurs de jihadistes en

Belgique. Personne ne sait d'où il vient, mais il a sur la jeunesse bruxelloise une influence qui évoque celle du Joueur de flûte de Hamelin. Au physique, Zerkani est un personnage rondouillard, débraillé, à la barbe négligée et aux dents jaunes. Il arbore au front le cal de la prière causé par ses prosternations mille fois répétées en direction de la Mecque. Il s'entoure d'une cour de jeunes qui boivent comme du petit-lait ses discours sur le jihad armé. Des jeunes qui pour la plupart ont déjà un pied dans l'illégalité, et qui se mettent à voler pour l'aider à financer la guerre sainte – après tout, rien n'interdit de détrousser les incroyants.

Zerkani enverra une quarantaine de jeunes en Syrie. Il leur procurera de l'argent, des billets et de faux passeports, ce qui lui vaudra le surnom de Papa Noël, le père Noël du jihad. À chaque jeune qui part, il propose de passer sa dernière nuit en Belgique chez lui. "Il organisait même les trajets jusqu'à l'aéroport", racontera plus tard à la police un *returnee*. "Il te montrait où tu pouvais acheter des sacs à dos et des tenues de camouflage bon marché. Presque tous ceux qui partaient en Syrie allaient au Décathlon d'Anderlecht pour acheter ce qu'il leur fallait. Si tu avais un scooter ou une voiture, tu pouvais les lui laisser, il s'occupait de les vendre après ton départ. Il te donnait aussi le numéro de téléphone d'un passeur pour te mener de l'autre côté de la frontière turque. En Syrie, si tu expliquais que tu étais envoyé par Zerkani, on te faisait confiance beaucoup plus vite."

Le "client" le plus connu de Zerkani s'appelle Abdelhamid Abaaoud, radicalisé pendant un bref séjour en prison en 2012. Après sa libération, il se choisit un guide spirituel : Zerkani, qui l'encourage dès le printemps 2013 à partir en Syrie. De nombreux jeunes le suivront jusqu'au Califat et causeront de terribles tragédies à leur retour en Europe. Parmi les adeptes de Zerkani figurent Najim Laachraoui, le fabricant de bombes, ainsi que Chakib Akrouh, ami d'enfance d'Abaaoud, qui mitraillera les terrasses parisiennes le 13 novembre 2015.

Zerkani est extrêmement prudent : il n'emporte jamais son téléphone quand il se déplace, et il est passé maître dans l'art de déjouer les filatures. Lorsque les enquêteurs demanderont enfin à l'ESI de l'intercepter, c'est l'herculéen Rik qui l'attrapera par la tignasse, le faisant tomber de son vélo. Plus tard, dans le jugement qui le condamne à quinze ans de réclusion, le juge écrira que "Zerkani a empoisonné les esprits dans tout un quartier de Molenbeek".

Salah Abdeslam n'a pas suivi son ami Abdelhamid Abaaoud en Syrie. Avec quelques autres, radicalisés comme lui, il prépare le terrain sur le front domestique pour le compte des *returnees*. À Molenbeek, ils se rencontrent dans le café Les Béguines de son frère Brahim, un boui-boui connu de longue date pour être un repaire de trafiquants de drogue. Enivrés par les effluves de leurs joints, les jihadistes s'y réunissent pour regarder des vidéos de décapitations et imaginer des complots terroristes. Salah les rejoint généralement au milieu de la nuit.

Parfois, c'est Mohamed Abrini qui sert au bar. Lui aussi est un ami d'enfance de Salah Abdeslam et d'Abdelhamid Abaaoud. Leurs familles habitent à deux pas l'une de l'autre, les jardins sont presque voisins. Abrini est surnommé Brioche, parce qu'il a travaillé un temps dans une boulangerie. Lors d'un interrogatoire de la police, il laissera quand même échapper qu'"[il a] surtout vécu de ses cambriolages". Sans oublier les braquages et le trafic de drogue, évidemment.

A priori, ce délinquant, récidiviste, semble manifester bien peu d'intérêt pour le jihad qui pousse ses compagnons à partir en Syrie. Son plus jeune frère, Souleymane, part également rejoindre le Califat où il s'engage dans la sanguinaire "Brigade des immigrés" d'Abaaoud. C'est en août 2014, quand Mohamed Abrini apprend que son jeune frère est tombé en Syrie, qu'il commence à s'intéresser au jihad et qu'il se radicalise rapidement, poussé par un sentiment de révolte. Peu avant le début 2015, Brioche est arrêté à Molenbeek pour avoir violé les conditions de sa libération conditionnelle dans le cadre d'une ancienne condamnation. Il séjourne plusieurs mois derrière les barreaux, ce qui torpille ses projets de mariage et de recherche d'un emploi "normal". En avril 2015, il quitte la prison "complètement dégoûté".

Après sa libération, il part en Syrie chercher la tombe de son frère et rencontrer Abaaoud. À la demande de son ami d'enfance, sur le chemin du retour, il fait un crochet par l'Angleterre qu'il met à profiter pour encaisser 3 000 euros auprès d'un "frère" qui se réclame, lui aussi, de l'État islamique. La police suppose – mais ne parviendra pas à prouver – que cet argent doit servir à financer les attentats de Paris. Le voyage d'Abrini n'aura pas duré plus de trois semaines. De retour en Belgique, en juillet 2015, il semble reprendre une petite vie tout à fait normale.

Le 21 août 2015, un bain de sang est évité de justesse dans le Thalys Amsterdam-Paris. Ayoub El Khazzani est un combattant de l'EI fraîchement revenu de Syrie. À la gare de Bruxelles-Midi, il monte à bord du train avec, dans son sac de voyage, une kalachnikov et neuf chargeurs pleins. En se rendant aux toilettes, il éveille les soupçons de quelques passagers, et notamment de militaires américains en vacances en Europe. Ceux-ci parviennent à maîtriser le jihadiste et à le garrotter à l'aide des cravates de passagers du train. Son sac de voyage contient assez de munitions pour abattre 300 passagers : on vient d'échapper à un massacre. Trois ans plus tard, l'intervention héroïque des militaires américains inspirera à Clint Eastwood un film où ils joueront leur propre rôle : *The 15:17 to Paris*.

Les enquêteurs comprendront plus tard qu'une fois encore, c'est le funeste cerveau d'Abaaoud qui a concocté cet attentat. Le même Abaaoud qui, en compagnie d'El Khazzani, avait suivi jusqu'à Molenbeek la route qu'empruntent les réfugiés, où il l'avait préparé à sa mission.

Après l'échec de l'attentat du Thalys, Abaaoud reste en Belgique pour coordonner les attentats de Paris. Les enquêteurs du service antiterroriste de la police fédérale sont à mille lieues de se douter de sa présence, si près d'eux. Faute d'effectifs suffisants, ce service est complètement débordé par les enquêtes en cours et par la masse de tuyaux qu'il reçoit, tant sur des jeunes en cours de radicalisation que sur des prêcheurs haineux. Ce qui se prépare à Molenbeek depuis le début de l'été échappe complètement à son attention. Ses enquêteurs ne remarquent pas le flux clandestin de *returnees* en provenance de Syrie qui, lentement mais sûrement, s'organise en Belgique. Un tuyau signalant l'activité des frères Abdeslam passe inaperçu, alors qu'ils figurent pourtant depuis mars 2015 sur la liste des personnes radicalisées compilée par l'OCAM. Le parquet fédéral ira même jusqu'à classer le dossier sans suite "parce qu'en dépit de leurs idées radicales, les deux frères ne semblent pas présenter de menace directe." Cette erreur de jugement vaudra aux magistrats d'amères critiques.

Au bloc H, Lio et ses collègues ne se doutent pas de ce qui les attend à l'automne. Ils ne participent pas aux enquêtes sur les dossiers terroristes : en effet, ils n'entrent en action que lorsque les enquêteurs sollicitent leur force d'intervention pour mener des arrestations ou des perquisitions. Ça va venir, très bientôt.

Jusqu'à la veille des attentats de Paris, les frères Abdeslam pourront vivre leur double vie sans être inquiétés. Mohamed Abrini aussi. Brioche travaille maintenant dans un snack-bar ; avec sa fiancée, il visite un appartement où tous deux envisagent de s'installer après leur mariage. Il accompagne également Salah Abdeslam pendant les préparatifs des attentats : ensemble, ils vont louer des voitures, réserver des chambres d'hôtel et rendre visite à leurs frères de l'État islamique, dans leurs caches.

Le 12 novembre 2015, onze kamikazes quittent la Belgique à destination de leurs cachettes en France, à Bobigny et à Alfortville, dernière étape avant Paris. Mohamed Abrini se trouve lui aussi à Bobigny. Tout indique qu'il a été choisi, comme Salah Abdeslam, pour se faire sauter dans la capitale française. Mais ce scénario, dirait-on, ne tente pas du tout Brioche : il veut rentrer en Belgique. Il profite d'une rapide pause-repas au Quick pour prendre Salah Abdeslam à part. "Je lui ai demandé de rentrer en Belgique avec moi", racontera-t-il à la police plusieurs mois plus tard. "Salah a posé la question à Brahim, qui lui a répondu que c'était impossible. Alors, j'ai appelé un taxi depuis un snack-bar, et je suis rentré à Bruxelles."

Le chauffeur de taxi n'est pas près d'oublier ce type taciturne qui, le 12 novembre vers minuit, lui demande de le conduire en Belgique, en lui payant 300 euros d'avance avec la promesse de régler le solde, soit 150 euros, en arrivant à Bruxelles. Sauf qu'arrivé à destination, à quatre heures du matin, le client prend la poudre d'escampette en sortant du taxi. À la police, Abrini expliquera que cette nuit-là, il s'est baladé le long du canal à Molenbeek. "Les larmes aux yeux et le cœur serré, car je sais qu'il va se passer quelque chose de terrible en France."

Vendredi noir

Le 13 novembre 2015, Lio et Céline se baladent à Central Park sous un radieux soleil d'automne. Ils sont partis à New York passer quelques jours de congé. Devant eux, ils remarquent une activité anormale à hauteur de l'ambassade de France : la présence policière est manifestement renforcée, et ça grouille de journalistes. De retour sur la 5e avenue, ils comprennent ce qui se passe. Dans les vitrines des magasins, un bandeau *Breaking News* tourne en boucle sur les écrans de télévision : *"Explosions in Paris"*.

« Nous nous hâtons vers l'hôtel pour suivre les infos. Il doit être dix heures du soir à Paris, six heures plus tard qu'à New York. Très vite, les chaînes d'info américaines ne parlent plus d'explosions, mais de *Paris Attacks*, des attentats perpétrés en sept endroits différents de la capitale française. Le président américain, Barack Obama, qualifie ces attentats de *"outrageous"* ; le président français, François Hollande, décrète l'état d'urgence. Ce qui vient de se passer là, c'est l'œuvre de terroristes.

Le cauchemar a commencé à l'entrée du Stade de France, au nord de Paris, où des kamikazes se sont fait sauter juste avant un match amical opposant l'Allemagne à la France. En même temps, dans le centre de la capitale, des hommes armés ont ouvert le feu sur les terrasses des cafés du centre-ville, fauchant les clients par dizaines. Les chaînes d'info mentionnent aussi l'irruption de terroristes armés dans la salle de concert du Bataclan, où le groupe américain Eagles of Death Metal se produit sur scène. Se produisait, plutôt, car ils cessent de jouer dès le premier coup de feu.

CNN interviewe un animateur radio qui a pu s'échapper de la salle. Il a vu entrer deux terroristes, raconte-t-il, qui se sont mis à tirer sur le public à l'arme automatique, pendant dix minutes. "Les gens hurlaient, couchés au sol, les mains sur la tête. Des blessés rampaient par-dessus des cadavres pour s'enfuir. Impassibles, déterminés, les terroristes continuaient à tirer sans un mot. Ils ne portaient pas de masque ; ils avaient l'air jeune, la vingtaine, vingtcinq ans maximum. Des jeunes comme on en voit tous les jours. Mais armés de kalachnikovs."

Il est minuit à Paris, et dans la salle de concert, l'attaque est toujours en cours. Sur le boulevard Voltaire, les caméras montrent les forces de police présentes en masse. Nos collègues du GIGN sont sûrement à pied d'œuvre. Pourquoi attendent-ils si longtemps avant de tenter un assaut ? Pendant que je réfléchis à la manière dont l'ESI réagirait dans une telle situation – après tout, Paris n'est qu'à 300 km de Bruxelles – j'envoie un mot à un de nos officiers. "Des répercussions pour nous ?" – "Pas pour l'instant, on reste en stand-by." »

Ça va vite changer. Pendant la nuit, on apprend que les véhicules des terroristes viennent de Belgique. On trouve, garée en face du Bataclan, une Volkswagen Polo louée au nom d'un certain Salah Abdeslam. La France ferme ses frontières et contrôle tous les véhicules suspects, en particulier ceux qui portent une plaque belge. Au péage de Cambrai, juste avant la frontière, les gendarmes arrêtent une Golf grise avec trois hommes à l'intérieur. Ils remarquent la nervosité du chauffeur et l'attitude du type assis à l'arrière, qui fait mine de dormir, la tête cachée sous son manteau. Ils contrôlent les passagers. L'homme de la banquette arrière, Salah Abdeslam, fait l'objet d'un signalement international dans le système Schengen, mais sans mention d'un motif. Les Français s'informent auprès de leurs collègues belges. La réponse tarde à venir. Pour les gendarmes, dépassés par le nombre de contrôles, elle tarde même trop. Pensant avoir affaire à un petit délinquant sans lien avec le terrorisme, ils les laissent passer.

Quand ils se rendent compte de l'énormité de la gaffe, la voiture a disparu depuis longtemps. La gendarmerie française critiquera les lenteurs de la police belge, qui aura mis plusieurs heures pour lui communiquer l'information relative à Salah Abdeslam. De leur côté, les autorités belges blâmeront les Français de ne pas avoir attendu leur réponse. Des deux côtés, la frustration est immense, et les reproches volent en tous sens. Si la police belge refuse de porter le chapeau pour les erreurs de la gendarmerie, elle a surtout un gros problème : manifestement, plusieurs auteurs des attentats de Paris sont originaires de Molenbeek.

Jan Jambon, ministre de l'Intérieur, roule des mécaniques. Il annonce : "Je vais faire le ménage à Molenbeek." L'après-midi même, la police procède à trois arrestations. Il s'agit des deux amis de Salah Abdeslam qui sont allés le repêcher à Paris, la nuit du 13 au 14 novembre, et l'ont ramené à Bruxelles.

Il leur avait raconté qu'il était bloqué à Paris à cause d'un accident de voiture ; c'est seulement sur le chemin du retour en direction de Bruxelles qu'il leur avait avoué faire partie des auteurs des attentats. Il avait l'intention de se faire sauter, avoue-t-il, "mais sa ceinture d'explosifs a foiré". Et le voilà qui se met à se plaindre qu'il est pigeon, parce que toutes les voitures de location et toutes les chambres d'hôtel ont été louées à son nom. "Je peux aller n'importe où : je suis brûlé." Dès son arrivée à Bruxelles, le samedi matin, Abdeslam achète un nouveau téléphone et détruit l'ancien. À l'étal d'un marché, il achète de quoi se rhabiller des pieds à la tête, car il veut absolument changer de look. Il se change dans la camionnette du marchand, puis entre chez un coiffeur, où il se fait couper les cheveux, raser et redessiner les sourcils. L'après-midi, un ami le dépose à Schaerbeek. Au moment de sortir de la voiture, il essuie ses empreintes digitales, puis disparaît.

À New York, Lio suit l'actualité de minute en minute. Dans son esprit, les vacances sont déjà finies.

« Céline m'entend jurer : "Nom de Dieu, encore ! Il y a de l'action et je ne suis pas là pour faire ma part !" Depuis le temps, elle a pris l'habitude de me voir râler quand il y a de l'action en Belgique alors que je suis en vacances. Pendant mes premières années à l'ESI, j'ai loupé ainsi plusieurs interventions. C'était devenu un sujet de plaisanterie récurrent au sein de l'équipe. "Les gars : Lio part en vacances. Préparez-vous : on va sûrement avoir une petite prise d'otages ou un fort Chabrol de derrière les fagots. T'inquiète pas, tu peux partir tranquille, on s'occupera de tout." Heureusement, depuis, j'ai eu amplement l'occasion de me rattraper.

Dimanche après-midi, nous prenons enfin le vol retour. Avant de monter à bord de l'avion, on m'informe que les collègues prévoient une perquisition pour le lundi matin. Je fais rapidement le calcul : si notre vol n'est pas retardé, je pourrai peut-être y participer, mais tout juste. L'officier me promet de me tenir au courant. "Pour ce genre d'intervention, on n'est jamais trop nombreux."

Quand nous atterrissons à Bruxelles, sept heures plus tard, il est 6 h 30 du matin, heure locale. Je rallume mon téléphone dès que nous avons atterri. Nous n'avons pas encore quitté le tarmac qu'il sonne déjà. "T'en es où ?" – "À Zaventem, on vient d'atterrir."

– “Il te faut combien de temps pour nous rejoindre ?” – “Le temps de passer la douane, de récupérer mes bagages et de rouler jusqu’à la caserne.” – “Arrive, on t’attend.” »

Lundi 10 h, Molenbeek-Saint-Jean. Sous une bruine grise, des policiers lourdement armés se massent devant une maison de la rue Delaunoy. Autour de la rubalise bleu et blanc qui délimite le périmètre de sécurité, un mur de caméras. Toute la presse internationale est là. Tout le monde veut assister à la capture de Salah Abdeslam. Trois jours après le bain de sang de Paris, le jeune Molenbeekois est l’homme le plus recherché d’Europe.

Et la police a une piste, grâce à un indicateur qui le signale, caché dans la maison d’une famille radicalisée dont quatre enfants sont partis en Syrie. Pour la perquisition, nous prenons des mesures de sécurité particulièrement extrêmes. Instruit par l’expérience de la fusillade de Verviers, l’ESI se refuse à lancer d’emblée une équipe à l’assaut de la maison. Les enquêteurs craignent que Salah porte encore sa ceinture d’explosifs, et veulent éviter qu’il puisse faire davantage de victimes.

Dans la rue, un négociateur de l’ESI lance des instructions par mégaphone. “Aux habitants du numéro 47 ! Ici la police fédérale. Approchez-vous de la fenêtre, écartez les tentures et montrez vos mains. Ensuite, sortez lentement, les mains en l’air. Aux habitants du numéro 47 ! Obéissez aux ordres…”

Les voisins et quelques jeunes en colère se tiennent à distance et regardent le déploiement de force. L’atmosphère dans le quartier est tendue, voire hostile. Depuis deux jours, Molenbeek fait la une de toute la presse mondiale, qui présente la commune comme le berceau belge des combattants de l’État islamique. Des opérations de police musclées comme celles-ci ne font que renforcer cette image, surtout quand la police commence à tirer des grenades vers les fenêtres de la maison. Quelques jeunes perdent leur sang-froid et lancent des pétards. L’intervention se poursuit jusque tard dans l’après-midi, sans aucun résultat. On finira par apprendre qu’Abdeslam n’a jamais mis les pieds dans la maison.

La Belgique est la risée du monde entier. Les enquêteurs de la police fédérale sont décrits comme des amateurs qui ont laissé des petites frappes molenbeekoises se radicaliser au point de planifier des attentats à leur nez et à leur barbe. “Au lieu de bombarder Raqqa, la France ferait mieux de bombarder Bruxelles”, écrit un commentateur français. Le président

Hollande ne mâche pas ses mots. Dans un communiqué officiel du gouvernement, il explique que ces attentats “ont été décidés, planifiés en Syrie”, mais “préparés et organisés en Belgique(...)”. Très mal accueilli par le Premier ministre belge, ce communiqué va susciter des tensions diplomatiques entre les deux pays. Le site d’information américain *Politico* est encore plus sévère, titrant : *“Belgium, a Failed State.”*

Les membres des Unités spéciales ne sont pas visés par les critiques relatives à l’enquête – ce ne sont que des exécutants. En revanche, ils sentent bien que le parquet et les enquêteurs de la police fédérale veulent montrer de quel bois ils se chauffent. Le rythme des perquisitions renforcées et des arrestations devient presque intenable. Lio et ses collègues travaillent par roulements de 24 heures, de 6 h du matin à 6 h le lendemain matin.

« Nous courons d’une perquisition à l’autre, sans répit. Nous avons plus l’impression de frapper à l’aveuglette que de mener des actions ciblées. Au moindre indice de suspicion sur une adresse, on nous y envoie. Les enquêteurs ne peuvent pas se permettre de négliger le moindre tuyau.

Le nouveau mot magique, c’est QRF* : *Quick Reaction Force*. Nous devons pouvoir partir en intervention en 30 secondes chrono. Après chaque opération, nous préparons immédiatement le matériel pour l’opération suivante, avec une précision militaire. Nous rangeons nos sacs dans un ordre rigoureux : côte à côte, l’arme dessus, les chaussures à gauche. Toutes pointées dans la même direction, pour que chacun puisse littéralement sauter dans ses bottines et s’asseoir 20 secondes plus tard dans les voitures. Les voitures sont rangées en colonne, prêtes au départ derrière les grilles.

Nous dormons tout habillés sur des tapis de couchage à même le sol, la radio à portée de la main. Tout le monde est sur les nerfs, et notre sommeil n’est jamais paisible. La présence d’Abdeslam est signalée partout en même temps : dans un tram à Ostende, dans un bus à Rochefort, dans le domaine de Bokrijk, et un peu partout à Bruxelles. Là, on sent un début de panique. Il n’y a pas un seul Bruxellois qui ne recherche un fuyard de 26 ans, taille 1,75 m, yeux bruns, type marocain. Dès que quelqu’un pense l’avoir reconnu quelque part, il appelle la police, qui nous envoie sur les lieux.

Au petit matin, avant le lever du jour : “On a vu Salah sur la Grand-Place. Debout les gars, on y va !” L’après-midi : “Une femme vient d’appeler, elle a vu passer Salah Abdeslam dans le centre commercial City2, elle essaie de le suivre. Allez voir si c’est lui !” À 23 h : “Salah circule

avenue Louise dans une Golf bleue, en direction du bois de la Cambre. Il y a trois personnes dans la voiture. Dépêchez-vous." On court vérifier, et il n'y a plus la moindre trace de Golf bleue. Ou alors nous en remarquons une, au contraire, et nous nous lançons à sa poursuite, carburant à l'adrénaline. En quelques jours, à Bruxelles, nous interceptons toute une brochette de sosies d'Abdeslam. À qui nous présentons systématiquement nos excuses : "Désolés, Monsieur."

Ces roulements de 24 heures bouffent toute notre énergie. Nous devons rester affûtés en permanence. À chaque appel, il faut se donner à 200 %, et au retour, une heure plus tard, il faut déjà préparer l'intervention suivante. Concevoir des plans pour des perquisitions renforcées, reconnaître le terrain, tenir des briefings, demander des autorisations au parquet. Nous débarquons chez pratiquement toutes les connaissances de Salah Abdeslam – et ça fait beaucoup de monde. Chaque fois, nous risquons d'apprendre qu'il se cache bien là. Dans notre esprit, il pourrait à tout instant apparaître de sous une plaque d'égout et se faire sauter.

Pendant tout ce temps, nous devons nous approvisionner nous-mêmes en nourriture et en boissons. Juste une petite touche de stress supplémentaire. Nous sommes des Iris, nous avons l'habitude d'être traités à la spartiate. Mais vu les circonstances, il nous semble que le commandement aurait pu organiser le ravitaillement. Tantôt on se débrouille avec quelques sandwiches, tantôt on partage un pain et quelques tranches de salami achetés en coup de vent par un collègue à l'épicerie d'en face. »

Jeudi 18 novembre, cinquième jour de la traque d'Abdeslam. Dans la banlieue parisienne, l'unité antiterroriste française, le RAID*, trouve et neutralise Abdelhamid Abaaoud. Depuis des mois, le diabolique marionnettiste de Molenbeek se paie la tête des services de renseignements du monde entier. Après l'assaut de Verviers, il a réussi à passer entre les mailles du filet de la police grecque, disparaissant sans laisser de trace. Jusqu'à maintenant. Le soir des attentats, les caméras de surveillance du métro parisien l'ont filmé, chaussé de sneakers orange, sautant par-dessus un portique d'accès. Les enquêteurs ont peine à croire que c'est vraiment lui : ils étaient persuadés qu'il se trouvait quelque part en Syrie et coordonnait les attentats de là-bas. Mais non : il est bien à Paris ; il a même participé aux attentats.

Pendant quatre jours, Abaaoud va se terrer dans un bosquet, en banlieue, avec un complice qui a participé aux fusillades sur les terrasses parisiennes : Chakib Akrouh, garçon taciturne qui faisait partie de sa bande d'amis à Molenbeek. Une cousine parisienne d'Abaaoud, amoureuse de lui depuis qu'elle a 16 ans, leur procure son aide et un hébergement. À trois, ils se cachent dans un appartement à Saint-Denis. Une amie de la nièce avertit la police.

L'assaut du RAID sur l'immeuble se déroule dans une extrême violence. Abaaoud et son complice refusent de se rendre et ouvrent le feu sur les forces spéciales. Les policiers vident chargeur après chargeur et tirent grenade après grenade. Les tirs sont tellement nourris que le plancher de l'appartement menace de lâcher sous l'impact des balles. Soudain, Akrouh actionne sa ceinture explosive, et le plafond s'écroule. Quand la fumée se dissipe, la police trouve trois corps. De Chakib Akrouh, ils ne retrouvent que quelques restes. L'explosion a été si puissante que même le corps d'Abaaoud est pratiquement méconnaissable. Malgré les centaines de coups de feu tirés par le RAID, aucune balle ne l'a touché. Quant à la cousine, elle est morte asphyxiée écrasée sous les décombres. C'est ainsi que ce fils d'épicier de Molenbeek trouve, par l'effet de la ceinture explosive d'un complice, une fin sans gloire dans un appartement parisien.

À l'ESI, à Bruxelles, on se félicite d'être débarrassé d'Abaaoud. Mais la violence qu'il a fallu déployer pour l'arrêter, et la résistance qu'il y a opposée n'augurent rien de bon.

« Et puis, il y a ce télex interne, pas vraiment rassurant, affiché dans notre salle de briefing. On y lit une mise en garde de nos collègues français :

TERRORISME – POINT D'ATTENTION PARTICULIÈRE POUR TOUS LES SERVICES DE POLICE ET DE RENSEIGNEMENTS

À la suite des attentats terroristes survenus à Paris du vendredi 13 au samedi 14 novembre 2015, la police française a constaté qu'un soidisant témoin avait fourni de fausses informations sur des auteurs d'attentats et/ou projets d'attentats terroristes afin d'attirer les membres de la police dans un guet-apens, en vue de les éliminer. Veuillez en tenir compte lors de l'analyse de risques avant d'entreprendre vos vérifications et interventions.

Avec ce genre de messages, les risques prennent une consistance terriblement concrète. À la caserne, nous bénéficions désormais d'une surveillance policière. Les écoutes téléphoniques apprennent aux collègues des équipes d'observation que des suspects envisageraient de s'attaquer aux enfants d'agents de la police. Or la crèche de la caserne accueille une cinquantaine d'enfants de membres du personnel. Désormais, deux agents sont stationnés en permanence devant la porte de ce local. À la grille d'entrée aussi, une patrouille va monter la garde pendant de nombreuses semaines, complétée de deux postes de garde particulièrement attentifs. Il faut désormais montrer patte blanche si l'on veut entrer en voiture.

Cette grille n'est d'ailleurs pas là depuis bien longtemps : on ne l'a installée qu'après l'assaut à Verviers, quand on a compris que les terroristes visaient la police. Auparavant, n'importe qui pouvait entrer et sortir de la caserne sans contrôle sérieux. Il suffisait de brandir vaguement une carte, et la barrière s'ouvrait. Nous en avions même fait un jeu pendant le stage : c'était à qui montrerait sa carte de banque, sa carte de salle de sport, voire sa carte de fidélité du Brico. Même pour une carte des Trois Suisses, la barrière s'est ouverte un jour. Du grand n'importe quoi. Depuis longtemps, nous réclamions un renforcement des mesures de sécurité. Nous étions exaucés. Au moment même où le danger devenait omniprésent. »

#BrusselsLockdown

Vendredi soir, septième jour de la traque menée contre Salah Abdeslam. Au sein des services de sécurité, la tension est à son comble. Par un informateur en Syrie, les enquêteurs interceptent des informations faisant état de l'envoi par l'État islamique de soixante à quatre-vingts combattants vers l'Europe occidentale pour y commettre des actes de violence. Il serait question d'un attentat imminent visant Bruxelles. Vers 20 h, on alerte le président de l'OCAM André Vandoren que des terroristes auraient l'intention, au cours du week-end du 21 novembre, de frapper un ou plusieurs endroits très fréquentés de la capitale : des rues commerçantes, des centres commerciaux, le métro. Le renseignement ne sera guère plus concret que cela, mais il est jugé fiable. Le soir même, l'OCAM relève de 3 à 4 le niveau de la menace sur la capitale, mais le maintient à 2 dans le reste du pays. À Bruxelles, les autorités prennent des mesures de sécurité sans précédent.

Samedi matin, les Bruxellois se réveillent dans une ville morte, ou à peu près. Les métros ne roulent pas, la population a déserté les rues ; musées, cinémas et attractions touristiques restent fermés tout le week-end. Les volets des magasins restent baissés. Des concerts sont annulés, et on instaure un couvre-feu. Ces mesures draconiennes ne manquent pas d'inquiéter habitants et touristes. Dans les rues parées de leurs féériques décorations lumineuses patrouillent les paras et hurlent les sirènes. Un blindé de l'armée tourne autour du sapin de 18 mètres qui orne la Grand-Place ; à deux pas de la crèche grandeur nature, il ne passe pas inaperçu. Sur Twitter, on voit apparaître des images fantomatiques de la capitale, hashtag #Brusselslockdown.

Cette nuit-là, Lio et son équipe patrouillent dans le centre de Bruxelles.

« Je n'ai encore jamais vu ma ville désertée à ce point. Les grands boulevards sont vides, à l'exception de quelques piétons qui se hâtent de rentrer chez eux. Fuyant la menace terroriste, ou fuyant la pluie, qui le dira… Nous croisons des patrouilles de militaires ; ici et là, un SDF tente de s'abriter sous un porche. Le macadam trempé brille sous les lumières de

Noël, que personne ne regarde. Au-dessus de nous, le vrombissement d'un hélicoptère.

Nous restons dans le centre-ville toute la nuit. Nos collègues sont en stand-by dans un autre quartier de Bruxelles. Nous avons subdivisé la ville en quatre zones, protégées chacune par une équipe QRF. Contre qui ? Contre quoi ? Ce n'est pas très clair. Lors du briefing, les officiers ont mentionné une dizaine de terroristes, des *returnees* revenus de Syrie, qui préparent "quelque chose" à Bruxelles. On ne nous en dit pas davantage. Nous avons le sentiment que nos supérieurs n'en savent pas beaucoup plus eux-mêmes. »

La nuit se termine sans la moindre explosion de bombe ni de grenade. Dimanche matin, Lio rentre chez lui prendre quelques heures de sommeil. Bruxelles pousse un soupir collectif de soulagement. Le Conseil national de sécurité se réunit et se prépare à réduire à nouveau le niveau de la menace. Jusqu'à ce nouveau coup de fil inquiétant que reçoit de ses services le président de l'OCAM. On l'avertit que l'attentat aura lieu dans les prochaines heures. Ce soir, Bruxelles saignera. Chez la police et chez les Unités spéciales, c'est le branlebas de combat. Dimanche à 17 h 30, Lio est rappelé à la caserne.

« On rappelle tout le monde. Tout le monde. C'est la panique. On divise le peloton en deux groupes. Rassemblement près de Tour & Taxis, le long du canal, à la limite qui sépare Bruxelles-Ville de Molenbeek. On nous donne deux adresses à perquisitionner encore le soir même. Je suis le chef d'équipe du groupe chargé d'intervenir à Molenbeek. Dans l'obscurité, le commissaire Pette note sur un feuillet le détail de notre mission. La cible est une maison de maître de quatre étages située aux Étangs Noirs, le quartier le plus sinistre de la commune. Il est 20 h 38, et la loi nous interdit toute perquisition après 21 h.

Dès qu'il termine son explication, je bondis : "Pette, c'est pas possible ! Une maison de quatre étages ? Où il faut prendre le contrôle de chaque étage, sans savoir à quoi ça ressemble à l'intérieur ? Les explos n'ont même pas vu les portes ! Nous ne sommes absolument pas préparés ! D'habitude, pour une opération pareille, on se prépare pendant deux jours."

Pette me regarde : "Lio, il te reste 21 minutes." Je vois qu'il ne plaisante pas. – "OK".

Je réunis l'équipe, nous sommes vingt. Sur le capot d'une voiture, je griffonne rapidement quelques indications, comme si nous allions jouer un

match de foot. “Les gars, on n’a pas beaucoup de temps, et je suis furax autant que vous. Mais on doit le faire. On doit entrer dans cette maison avant 21 h. Il se pourrait qu’on y trouve des terroristes prêts à commettre un attentat encore ce soir. Nous ne savons pas combien ils sont. Nous ne savons rien des armes ou des bombes dont ils disposent. Mais nous devons les arrêter. Maintenant. On y va.”

Je ne laisse pas voir que je trouve l’idée totalement folle, mais une pensée me traverse l’esprit : “On va y rester. Ici, on va perdre des gars.”

James, qui fait partie de mon équipe ce soir-là, me racontera plus tard avoir ressenti la même chose.

James : « Avec les camionnettes, nous roulons en file indienne jusqu’à l’adresse de la perquisition. À l’arrière, l’atmosphère est pesante, comme si on nous menait devant le peloton d’exécution. Pour nous, le quartier des Étangs Noirs est par définition un espace hostile, avec une population musulmane jeune et agitée. Un déploiement de police, là-bas, ça revient vraiment à agiter un drapeau rouge devant un taureau. Surtout maintenant. La circulation est clairsemée, nous arrivons rapidement sur place. La soirée est sombre et pluvieuse, Molenbeek a l’air à l’abandon. Les seules voitures qui circulent sont celles de la police. Derrière leurs rideaux, les habitants regardent qui passe dans la rue. Notre colonne est aussi discrète qu’un éléphant dans un magasin de porcelaine.

“Tâchez d’avoir une visibilité à 360 degrés”, dit Lio, assis à l’avant. Ce qu’il dit là, c’est surtout que le danger peut venir de partout. Chaque poubelle, sur le trottoir, peut contenir une bombe prête à exploser. Sous une djellaba, n’importe quel passant peut dissimuler une ceinture explosive. Chaque porte entrouverte peut soudain faire place au canon d’une kalachnikov.

La camionnette ralentit, puis s’arrête. Elle reste à l’arrêt deux ou trois minutes, moteur allumé, en attendant les autres. Ça fait de nous une proie facile. À tout moment, depuis une fenêtre à l’étage, on peut nous prendre pour cible et nous transformer en passoires. Nous sommes tous très soulagés quand le convoi redémarre.

Toute la colonne tourne dans la rue où doit se dérouler l’intervention. Nous imaginons que le tam-tam a déjà rempli son office et que les suspects savent depuis longtemps que nous arrivons. Nous nous attendons à une méga-fusillade. Quand la porte de la camionnette coulisse, que nous posons

le pied sur le bitume, nous avons l'impression qu'on nous balance en Afghanistan. »

Lio : « Une fois la porte de la camionnette ouverte, je ne vois d'abord qu'un rideau de pluie. Je remarque ensuite le café d'en face, où les clients se bousculent à la fenêtre pour ne rien rater de l'événement. Un collègue du Posa de Charleroi bloque la porte et empêche qu'on puisse en sortir. L'effet de surprise est totalement perdu, même si nous entrions dans la maison des suspects sur la pointe des pieds. Ils nous attendent probablement de pied ferme, comme à Verviers. Je donne le signal d'entrer ; je sens l'adrénaline monter. »

Ce soir-là, la police perquisitionnera encore d'autres adresses à Bruxelles, à Schaerbeek, à Jette, en Flandre orientale et à Charleroi. Toutes les adresses apparues dans le dossier depuis le début de cette enquête antiterroriste seront ainsi visitées. En fait, l'assaut est prématuré, les enquêteurs n'ont pas encore assez d'informations. Mais ils n'ont guère le choix : vu les circonstances, ils ne peuvent pas se permettre d'attendre. Ils lancent leurs filets aussi loin que possible, en espérant cueillir quelques terroristes au passage, malgré tout.

Aux médias et à la population, ils expliquent très clairement l'importance des enjeux. La police fédérale demande à tous de ne poster sur les réseaux sociaux aucune image des opérations de police en cours, pour éviter que les terroristes puissent en tirer profit. Les Belges font honneur à leur belgitude en postant massivement des photos de chats sous le hashtag #Brusselslockdown. Cette marque de surréalisme, tellement typique, fait sourire la presse internationale et détourne un instant l'attention des querelles entre la justice belge et la justice française.

À un kilomètre de l'équipe de Lio, celle de Charly vient d'arriver près d'une adresse suspecte dans la commune voisine de Koekelberg. Ici aussi, les hommes ont été avertis de la présence possible de dangereux terroristes. Eux aussi doivent improviser une descente sans savoir dans quoi ils mettent les pieds. Eux aussi ont à peine vingt minutes de préavis. Il n'y a ni plan ni procédure d'urgence.

Avant de quitter la caserne, ils vérifient l'adresse sur Google Street View. Il s'agit d'une maison de rue dont la façade arbore une entrée cochère à

l'ancienne, fermée par un portail. Pourront-ils y pénétrer rapidement ? C'est toute la question.

Charly : « Quelqu'un lance l'idée d'emboutir le portail avec un blindé de l'armée. Comme nous sommes trop peu nombreux, les Forces spéciales ont été appelées en renfort. Mais le militaire qui est au volant ne s'est jamais entraîné à ce genre de manœuvre, en pleine ville, et je vois le doute se peindre sur son visage. Je lui propose de m'en charger à sa place avec une jeep blindée. L'inspecteur principal me demande : "Tu te sens prêt pour ça ?" – "Ouais, ça va aller." »

Juste avant de quitter la caserne, Charly adresse un message à un ami. "Je ne sais pas comment ça va se terminer pour moi aujourd'hui. Si je n'en sors pas vivant, tu veilleras sur ma femme et mon fils ?" La réponse est immédiate et le rassure. "Pas d'inquiétude, mec. Quoi qu'il se passe, on sera là."

Charly : « Nous entrons dans la rue, et nous passons devant la maison où nous devons perquisitionner. Sur le trottoir, deux bornes en pierre délimitent le portail. Je vais devoir viser au millimètre près, et faire appel à toute ma virtuosité de pilote pour l'abattre en marche arrière. Je ne peux pas me lancer en marche avant : ça déclencherait les airbags. Pas une seconde à perdre : en triple vitesse, je fais faire demi-tour à la jeep et je la mets en place, le pare-chocs à cinq mètres du portail. Pleins gaz. Je recule, pied au plancher, et je percute les lourds vantaux. Le choc est brutal ; le portail cède. La moitié du véhicule a pénétré dans l'immeuble, et obstrue tout l'espace situé entre les murs. Dans la jeep, tout le monde est indemne. J'avance un peu, chacun de nous descend, prend son bouclier, et nous entrons avec les autres équipes. Je suis soulagé que ça ait marché. Comme technique d'ouverture de porte, c'était vraiment inhabituel. »

Pendant ce temps, à Molenbeek, Lio a pénétré dans la maison de maître à la tête de quatre équipes de cinq hommes. Ils ignorent totalement derrière quelle porte se cachent les terroristes. Il n'y a donc qu'une solution : faire irruption dans les quatre niveaux simultanément. En silence, en souplesse, chaque équipe prend position à l'endroit de la maison qui lui est assigné.

Lio : « Dès que tout le monde est prêt, je dois donner le "top départ", après quoi nous enfoncerons simultanément les portes de tous les appartements. Ça a l'air de durer une éternité. Mon équipe et moi sommes devant la porte du troisième, à cinq, alignés en file indienne, dans un

couloir à peine assez large pour laisser passer une personne. Je me sens tout petit : j'ai devant moi Kurk et Dallas, deux plongeurs de combat, et derrière moi, deux autres armoires à glace avec tout leur équipement, qui attendent de bondir. D'un point de vue tactique, on pourrait difficilement imaginer pire positionnement. Nous sentons qu'il y a quelqu'un à l'intérieur. Nous percevons du bruit, des mouvements ; de la lumière filtre sous la porte. Dans une minute, ils vont nous tirer dessus à travers la porte. Ils vont nous lancer une grenade. Ou alors, ils vont faire sauter l'immeuble. Mais pas question de faire marche arrière. Aucun de nous n'imaginerait de dire : "Les gars, j'ose pas." Nous ne pouvons que subir – et pour des hommes conditionnés pour être invincibles, c'est une situation totalement contre-nature.

Je retiens ma respiration et j'attends. Tous mes sens sont en éveil, mon corps est remonté comme un ressort, comme un fauve prêt à bondir. Le temps ralentit, les secondes s'étirent interminablement. Je sens mon cœur battre dans ma tête. Comme chef d'équipe, je ne peux rien laisser paraître. Je dois afficher le plus grand calme. Enfin, je reçois le message libérateur : la dernière des quatre équipes est en place. Par radio, je lance : "On y va dans trois secondes. Deux – un – BAM !" Un coup de bélier suffit, la porte s'ouvre d'un coup.

Nous nous retrouvons face à un Marocain plutôt balèze, qui se retrouve immédiatement plaqué au sol et menotté. Sans armes, il est pris totalement par surprise. Sur un divan, sa mère et sa sœur se mettent à pousser des hurlements. "Le voile ! Nous ne portons pas notre voile !" À croire qu'elles sont nues devant nous. Alors que j'emmène la sœur vers l'extérieur, menottée, j'entends que tout se passe bien pour les autres équipes aussi. J'en tremble de soulagement, la chair de poule me prend. Je sens la même décharge nerveuse chez mes collègues. Quel sentiment de délivrance ! En fin de compte, personne ne nous a donc vu arriver. Personne n'avait donc l'intention de nous tirer dessus à travers la porte. Personne n'avait de ceinture explosive. Mais ça, bien sûr, on ne peut s'en rendre compte qu'après-coup. »

À Koekelberg, Charly et ses hommes avancent pas à pas à travers la maison, le bouclier brandi et l'arme prête. Ils ont fouillé le rez-de-chaussée : personne. Pourtant, ils ont l'impression d'être épiés depuis l'obscurité. S'il y a quelqu'un dans la maison, ce quelqu'un les a certainement entendus

arriver, car l'ouverture de la porte a fait un vacarme épouvantable. « Quand vont-ils commencer à nous tirer dessus ? » se demande Charly. L'équipe continue d'avancer au ralenti. Leurs pas résonnent dans le vide.

Le premier étage est abandonné, lui aussi. On les informe par radio qu'un hélicoptère équipé d'une caméra thermique vient de survoler la maison, et qu'il a détecté une source de chaleur sous le toit. Charly et ses collègues poursuivent leur lente progression dans l'escalier. Ils s'approchent de la porte du grenier. Ils l'enfoncent… et trouvent une chambre à coucher vide. Une odeur de marijuana flotte dans l'air, le lit est encore chaud, et un drapeau de l'État islamique flotte au mur, triomphant, à la tête du lit. Trop tard. Les oiseaux viennent tout juste de s'envoler.

L'énorme opération policière est un coup d'épée dans l'eau. Dix-neuf perquisitions débouchent sur l'arrestation de seize suspects, qui seront libérés plus tard. Dans certains cas, les enquêteurs sont persuadés qu'ils étaient bien à la bonne adresse, mais les preuves se révéleront insuffisantes. Pour les hommes de l'ESI, le week-end du *lockdown* de Bruxelles restera l'un des plus prenants de leur carrière.

Lio résume : « Ce sera peut-être difficile à comprendre pour ceux qui n'y étaient pas, mais je n'oublierai jamais le soir du 22 novembre 2015. Cette intensité, cette tension, ce stress… C'était tuant. Comme si la mort vous soufflait dans la nuque, minute après minute après minute, presque au point de vous faire craquer. Et au dernier moment, quelqu'un vous chuchote à l'oreille : "La mort ne viendra pas." Cette impuissance, cette sensation que notre vie ne tient qu'à un fil très, très ténu, nous allons les ressentir encore souvent. »

Le lendemain, dixième jour de la traque d'Abdeslam, on trouve une ceinture d'explosifs à Paris. Elle a été abandonnée dans une poubelle à Montrouge, une banlieue industrielle au sud de Paris ; les enquêteurs sont persuadés que c'est celle de Salah Abdeslam. Elle a exactement la même apparence que celles des autres terroristes qui ont sévi le 13 novembre. Le mécanisme de déclenchement est défectueux. Est-ce pour cela qu'Abdeslam s'en est débarrassé ? Aurait-il désactivé l'engin lui-même ? Si c'est le cas, peut-être fuitil aussi l'État islamique. Le mouvement terroriste voit-il en Salah Abdeslam un héros ? Ou un lâche ? Les enquêteurs en sont réduits aux conjectures.

Guerre d’usure

Salah Abdeslam embrasse son ami une dernière fois, comme on embrasse un frère. “Tu ne me reverras jamais.” Nous sommes le samedi 14 novembre, en milieu de journée, plus de 12 heures après les attentats de Paris. Revêtu des nouvelles fringues qu’il vient de s’acheter, le kamikaze raté rejoint une adresse de la rue Henri Bergé. C’est là que sont réunis les membres de la cellule terroriste restés à Bruxelles. Abdeslam connaît la planque, il s’y est rendu souvent avant les attentats. C’est lui qui est allé en personne chercher en Hongrie ou en Allemagne la plupart des *returnees* de l’EI qui s’y cachent.

Il y a là Najim Laachraoui, le fabricant de bombes, et l’Algérien Mohamed Belkaïd, deux hommes qu’il a récupérés à la gare de Budapest en septembre 2015. Tout comme Laachraoui, Mohamed Belkaïd a participé très activement, en coulisses, à la préparation logistique du bain de sang de la capitale parisienne. C’est d’ailleurs lui, Belkaïd, qui, les jours suivants, maintiendra le contact avec Abdelhamid Abaaoud, fugitif à Paris, jusqu’à la fusillade du 18 novembre au cours de laquelle celui-ci sera abattu par la police française.

Abdeslam y retrouve aussi le Suédois Osama Krayem, rondouillard, la vingtaine, qu’il est allé chercher en octobre dans un centre pour réfugiés bondé, à Ulm, en Allemagne.

Se trouve encore là Mohamed Abrini, alias Brioche, le pote molenbeekois d’Abdeslam. Des mois plus tard, Abrini dira à la police que “quand il est entré, Salah avait l’air en état de choc. Il m’a expliqué qu’il avait déposé Bilal Hafdi au Stade de France et qu’il avait entendu les explosions. Il m’a aussi confié qu’il avait finalement décidé de renoncer à sa propre mission-suicide. Plus tard, il a prétendu que sa ceinture d’explosifs avait foiré. Qu’il avait voulu l’actionner, mais qu’elle n’avait pas fonctionné. Laachraoui lui a même reproché de ne pas avoir essayé d’activer le mécanisme de mise à feu à l’aide d’une cigarette ou d’un briquet.”

À Paris, la cellule terroriste de l'EI a perdu neuf membres, mais elle ne reste pas les bras croisés. Les jours qui suivent les attentats, les survivants se réorganisent et se lancent fiévreusement dans les préparatifs d'un nouvel attentat. Encore plus spectaculaire et sanglant que celui du 13 novembre. La cible, une fois de plus, c'est la France, ce pays qui, depuis septembre, bombarde systématiquement des cibles de l'EI en Irak et en Syrie. Les kamikazes passeront à l'action pendant le championnat d'Europe de football en juin 2016. C'est le projet, en tout cas.

À Bruxelles, le *lockdown* est maintenu pendant les quatre jours qui suivent l'alerte terroriste du 21 novembre. Les écoles, les universités et les crèches restent fermées, le métro est à l'arrêt. Les hôtels se vident, les touristes ont pris peur. Chaque jour, on annule quelque deux mille billets d'avion à destination de Bruxelles – une véritable catastrophe pour la réputation déjà pas très flatteuse de la capitale de l'Europe. Le Conseil national de sécurité est la cible de nombreuses critiques, surtout quand on apprend que l'action policière d'envergure menée le 22 novembre n'a pas permis d'appréhender Salah Abdeslam. Cette décision de mettre la ville sous cloche, n'était-ce pas exagéré ? Les services de sécurité n'ont-ils pas surévalué la menace terroriste ?

En fait, non. Au contraire. Car le lendemain, une menace nucléaire vient s'ajouter aux autres. Le 26 novembre, les enquêteurs perquisitionnent chez un certain Mohamed Bakkali, soupçonné d'avoir apporté un appui logistique à la cellule terroriste. Ils mettent la main sur dix heures d'images vidéo à faire frémir. Une caméra dissimulée dans un buisson, face au domicile privé d'un dirigeant du Centre d'étude de l'énergie nucléaire (SCK-CEN) de Mol, enregistrait les allées et venues de sa famille. Les enquêteurs supposent que les terroristes comptent s'attaquer à cet expert nucléaire pour se procurer du matériel radioactif et soit empoisonner l'eau potable, soit fabriquer une "bombe sale" pour causer la contamination radioactive de toute une ville. L'information est tenue secrète, pour éviter toute panique dans la population.

À l'ESI, cela fait plusieurs mois qu'on travaille sur de tels scénarios d'horreur. Depuis Verviers, les équipes s'y préparent lors d'exercices d'intervention CBRN* (attentats à l'arme chimique, biologique, radiologiques ou nucléaires).

Lio : « Ce sont des tenues hermétiques dans lesquelles nous transpirons comme des bœufs. Par-dessus cette tenue, nous portons encore des masques à gaz particulièrement peu pratiques : comme le microphone est fixé à l'extérieur, nous avons du mal à nous comprendre. Il n'y en a qu'un que tout le monde comprend, et c'est moi. D'après Pette, c'est parce que j'ai vraiment une grande gueule. C'est du matériel très onéreux, mais avec la rallonge budgétaire qui nous a été attribuée après Verviers, nous avons pu commander des tenues CBRN, des masques à gaz et des bouteilles d'oxygène de meilleure qualité. Par précaution. On avait longtemps considéré que l'idée d'un attentat terroriste nucléaire relevait de la science-fiction, mais là, le risque est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis la fin de la guerre froide.

Depuis les attentats, les enquêteurs de la police fédérale consacrent tout leur temps au terrorisme ; par conséquent, nous aussi. Comme si les barons de la drogue et les cambrioleurs avaient disparu en fumée. En tout cas, ceux-là se montrent moins audacieux, avec les paras dans les rues, une police encore plus aux aguets et les écoutes téléphoniques qui se poursuivent dans le milieu du crime.

Presque chaque semaine, on nous envoie appréhender l'un ou l'autre *returnee* en provenance de Syrie. Une des nombreuses perquisitions pratiquées pendant cet automne infernal nous conduit, un matin, dans une maison proche de la sinistre place Lemmens à Anderlecht, où se trouve un *returnee* de 17 ans, caché chez ses parents. Arrivés au premier étage, nous allumons la lumière et nous le trouvons qui ronfle sur un lit pliant, dans des draps Mickey Mouse. À ses côtés, sur un petit tapis, dort sa sœur, une fillette d'à peine 8 ans. Elle dort à même le sol, puisque son grand frère occupe son lit. La pièce, presque vide, est encore meublée d'un fauteuil où ils trouvent un deuxième frère, endormi lui aussi : un ado handicapé. Alors que nous appréhendons le terroriste et que nous lui passons les menottes, la petite fille s'approche de l'autre garçon, inquiet dans le siège, et s'interpose, l'air protecteur : « Il ne vous fera rien. »

Je la rassure et j'ôte ma cagoule. Elle a l'âge de ma petite Charlotte, je note son regard très vif. Sur le tapis où elle dort, quelques livres d'école. Pour le reste, cette chambre a tout d'un squat. La gorge nouée, je suis pris d'une colère muette devant l'environnement où doit vivre cette enfant. Elle ne pleure pas, ces hommes qui viennent d'envahir sa chambre ne

l'impressionnent pas le moins du monde. Elle comprend parfaitement pourquoi nous venons chercher son frère.

D'habitude, en intervention, je me façonne toujours une carapace. Tuer ne me fait alors ni chaud ni froid, c'est mon travail, comme un chirurgien pratique des opérations. Mais les yeux de cette fillette traversent ma carapace sans la moindre difficulté. Elle a du potentiel, elle pourrait faire quelque chose de sa vie. C'est ce qui rend la situation si insupportable : dans cette famille, elle n'aura probablement jamais sa chance. Il faut que je garde mon sangfroid, sinon son frère va s'en prendre une.

Les combattants syriens qui se baladent en liberté sont beaucoup plus difficiles à arrêter. Un jour, on nous signale un homme, tout juste revenu de Syrie et qui se balade dans Bruxelles, potentiellement porteur d'une ceinture d'explosifs. Le commandement précise tout de suite les choses : ceci n'est pas un exercice. Un informateur a indiqué aux enquêteurs qu'il se promène dans le centre, mais ils ne savent pas exactement où. Nos collègues des équipes d'observation partent à sa recherche ; nous restons en stand-by dans une voiture à proximité. Nous sommes à la recherche d'un Marocain portant un chapeau et un manteau bleu trois-quarts. Il ne doit pas y en avoir des centaines. Assez vite, on détecte le signal de son GSM, avenue Lemonnier. Le voilà. Est-il armé ? Les unités d'observation le suivent discrètement et prennent des photos. Ils ne voient pas de ceinture à sa taille, mais son manteau a l'air particulièrement ample. Très vigilant, le suspect se retourne sans arrêt. On nous donne le feu vert pour l'arrestation. À l'approche de nos voitures, il se met à galoper comme un cheval fou entre les bacs de fleurs sur le trottoir. Notre officier, Stark, pique un sprint et le plaque au sol 150 mètres plus loin. Le renseignement de l'informateur n'était qu'à moitié exact : le suspect est bien un combattant revenu de Syrie, en effet, mais il n'avait pas l'intention de se faire sauter.

Jour après jour, nous enchaînons sans fin les arrestations, les perquisitions, les briefings, puis d'autres arrestations, et encore d'autres perquisitions. Des menaces, des demi-menaces, parfois fondées, parfois totalement inventées, souvent douteuses. Avonsnous réussi à déjouer des attentats pendant ces semaines ? Très probablement. Mais les enquêteurs ne nous disent pas tout. Parfois, ils pédalent un peu dans la choucroute, comme ce jour où on nous envoie en quadruple vitesse dans une maison de Molenbeek, parce qu'un des occupants aurait commandé un lot de grenades sur le *darknet*. Nous commençons par perquisitionner la mauvaise maison,

parce que les enquêteurs se sont trompés de numéro. Quand nous finissons par intercepter le coupable, nous constatons que c'est juste un gamin de 12 ans qui s'adonne à un jeu en ligne. Pas le temps de s'attarder : une nouvelle opération nous attend.

Ce qui inquiète le plus les enquêteurs, ce sont des scénarios contre lesquels nos collègues français nous ont également mis en garde : des terroristes commettent un attentat mineur pour attirer les policiers et les services de secours, pour tuer ceux-là, dans un deuxième attentat bien plus meurtrier. On a déjà vu ça en Syrie. Nous savons qu'ils n'hésitent pas à voler des ambulances pour approcher le plus près possible des services de secours, ouvrir les portes et abattre tout le monde à la kalachnikov. Ce scénario d'apocalypse est devenu particulièrement tangible avec le vol, à Bruxelles, d'une ambulance et des uniformes d'ambulancier. Panique dans les services de police ; pendant des jours et des jours, des patrouilles vont contrôler toutes les ambulances qu'elles croiseront en route. Je ne sais pas si l'ambulance volée a été retrouvée, mais elle n'a heureusement jamais été utilisée pour un attentat.

Et puis, un jour, les enquêteurs interceptent une information qui va les hanter jour et nuit pendant des semaines. Un groupe de jihadistes préparerait un attentat mobile à l'aide d'un pick-up qu'ils comptent blinder et équiper d'une arme de guerre pour parcourir Bruxelles et tirer sur tout ce qui bouge. Ce serait une catastrophe : comment voulez-vous arrêter un tel engin dans une ville pleine de monde ?

Un matin, avant l'aube, nos collègues des équipes d'observation nous apprennent qu'ils ont localisé le pick-up dans un garage du quartier bruxellois des Marolles. Nous devons intercepter le propriétaire, un Marocain d'une trentaine d'années, qui conduit son fils à l'école chaque matin. Les observateurs le suivent à travers les ruelles du quartier populaire. Au moment où il monte à bord de sa voiture, nos véhicules se ruent vers elle et la bloquent. Nous l'emmenons à son box de garage sans traîner : il faut éviter que ses complices n'aient vent de la situation. Nous y trouvons bien un pick-up à moitié transformé et muni de fenêtres blindées. Et des armes… factices. Ce sont des fusils *airsoft*, des armes à air comprimé qui tirent de petites billes en plastique. Le propriétaire nous explique qu'il va de temps en temps en Ardenne avec des amis, jouer des parties d'airsoft. Mais est-ce bien vrai ? Ne s'entraînent-ils pas pour un attentat ? Avons-nous déjoué un attentat ? Nous ne le saurons jamais, mais chaque fois que je

repasse devant ce coin des Marolles, je repense à cette matinée particulièrement intense. »

Le 9 décembre, les enquêteurs perquisitionnent la cache de la rue Henri Bergé. L'immeuble a été loué sous un faux nom par Mohamed Bakkali, le terroriste présumé chez qui a été trouvée la vidéo du patron du centre d'études nucléaires. Les terroristes ont quitté les lieux, mais on trouve dans l'appartement de nombreux indices matériels prouvant que c'est ici qu'ont été produites les bombes utilisées à Paris : trois ceintures à poches, cousues à la main, des traces d'explosifs, une machine à coudre. L'appartement a été nettoyé, mais sur les couverts et sur les vêtements abandonnés, on trouve l'ADN de la quasi-totalité des membres de la cellule terroriste belge, y compris celui de Salah Abdeslam. Les enquêteurs supposent que c'est là qu'il s'est planqué après les attentats de Paris, car les traces sont encore fraîches. Mais ils arrivent trop tard : craignant une descente de police après l'arrestation de Bakkali, les terroristes se sont séparés cinq jours plus tôt et ont déménagé vers deux autres caches. Le groupe est désormais réparti sur deux appartements : le premier, avenue de l'Exposition à Jette, l'autre, rue du Dries à Forest. Les enquêteurs, sentant qu'ils sont sur la bonne piste, passent à la vitesse supérieure.

Pour les hommes de l'ESI, l'automne de 2015 est une véritable guerre d'usure. Jusqu'à fin novembre, ils enchaînent des roulements de 24 heures, puis de 12 heures. Ils ne sont pas assez nombreux pour récupérer entre deux permanences. Faute d'effectifs suffisants, ils doivent demander l'appui des Forces spéciales de l'armée pour certaines opérations, ce qui n'était encore jamais arrivé. Les mêmes gars tournent en boucle, jour après jour. Chaque fois, ils occupent des positions essentielles en première ligne. L'immense responsabilité de la menace terroriste pèse sur leurs épaules.

« Pendant des mois, l'unité va vivre sous un stress excessif. À chaque opération, ça recommence : la tension qui augmente, un stress qui prend des proportions extrêmes. Dès la fin de l'intervention, la courbe du stress retombe un peu, mais jamais totalement : elle se maintient en plateau et connaît des pics incessants, comme la basse d'une sono mal réglée. Ça bouffe l'énergie. Nous accumulons un déficit permanent de sommeil. Il y a toujours des durs à cuire pour prétendre qu'ils n'en souffrent pas, mais il est scientifiquement démontré que déficit de sommeil et stress permanent ne

font pas bon ménage. On se sent mortellement fatigué, physiquement et mentalement. La permanence de la menace s'insinue, silencieusement, et vient se nicher dans la tête. Et on n'en voit pas la fin. On ne vit plus, on survit, et on enchaîne les missions.

"Je me sens comme un robot", me dit Lerre un matin quand nous nous croisons au vestiaire. "Je ne mets pratiquement plus les pieds à la maison. Hier, Heidi m'a dit que j'avais bossé 36 heures d'affilée. J'ai perdu le compte, je me contente de mettre un pied devant l'autre sans réfléchir. Ça devient difficile de se concentrer, et nous n'avons même plus le temps de nous entraîner. Ça devient dangereux."

Pour Charly aussi, ça devient difficile. Un jour, il me demande : "Ça se passe comment, chez toi ?" Il venait de prendre un jour de repos et avait invité sa copine au restaurant. Au dessert, elle avait éclaté en sanglots. "Je sais que c'est dur pour toi", lui avait-elle dit, "mais c'est dur pour moi aussi."

"J'ai bien peur d'être invivable quand je suis à la maison", me confie Charly. "Quand je reviens du boulot, il n'y a plus qu'une chose qui m'intéresse : m'affaler dans le fauteuil ou dans le lit, et dormir. Le week-end, si mon gamin me demande de jouer au foot avec lui, je pense : "Fiche-moi la paix." Si je suis à la maison le vendredi soir, j'espère que ma femme n'a invité personne, parce qu'à neuf heures et demie, je pique du nez dans mon assiette. Je n'ai plus envie de faire du sport ni du vélo. Et je ne vois plus mes amis. Franchement, je n'ai plus un iota d'énergie."

Les épouses se plaignent, toutes, sans exception, et elles sont inquiètes. Quand nous rentrons un moment à la maison, nous sommes généralement rappelés très vite. Elles nagent dans l'incertitude. "Qu'est-ce qu'il va faire ? Quand va-t-il rentrer ? Va-t-il rentrer ? Pour la copine de Charly, ça doit être encore pire. Elle est fonctionnaire de police, et elle bosse dans notre caserne. Quand notre colonne se met en route, elle ne peut pas le rater. Et bien sûr, elle sait que Charly sera une fois de plus en première ligne. Elle fait de son mieux pour lui cacher ses angoisses, parce qu'elle ne veut pas lui infliger de pression supplémentaire, mais elle n'y parvient pas toujours. L'amie de Lerre, elle aussi, fait partie des services de police et se fait du souci. Depuis Verviers, tout le monde se rend compte qu'une fusillade pourrait bien finir mal.

Un jour, un collègue m'explique qu'il va arrêter de boire. Je m'étonne : "Ah bon ? Tournée minérale ?" "Non, non, simplement, ça devient *too*

much. Depuis Verviers, j'en ai besoin pour décompresser." - "Fais gaffe, avec ça, hein" – "Oui, je sais."

Chez le commandement, ce genre de signaux ne percute pas. Ils pensent probablement que nous vivons la belle vie depuis trop longtemps, trop bien payés à faire du sport et à nous entraîner. Qu'il est temps pour nous de montrer ce que nous avons dans le ventre. Bien sûr, il faut absolument arrêter ces terroristes, nous en sommes bien conscients. Si ce n'est pas nous qui le faisons, qui le fera ? Par contre, nos supérieurs ne s'inquiètent pas de l'impact que peut avoir sur un être humain, même surentraîné, cette sensation de tension extrême, comme un élastique qu'on étirerait sans jamais le laisser revenir au repos.

Quand je suis à la maison, j'essaie d'oublier le boulot, mais ce n'est pas facile. Céline me laisse me reposer le plus possible ; elle connaît les enjeux. Elle n'a jamais vraiment peur, c'est un sentiment dont elle a appris à se défaire depuis longtemps. Je me sens donc plus à l'aise pour lui raconter certaines situations que je vis au boulot. Avant chaque opération, je lui adresse un message, comme une espèce de rituel. "Taïaut." Et puis on s'appelle beaucoup, environ trois fois par jour. Des petites conversations parfaitement anodines. Sur le chien qui a bouffé un tapis, sur Charlotte qui est rentrée à la maison avec une écorchure au genou, ou sur l'interro de maths de Mathieu. Quand mon téléphone sonne au boulot, les collègues ne me ratent pas : "Ah, voilà M'ame Céline." D'une certaine façon, ces coups de fil m'aident à tenir le coup. Ils m'aident à me rappeler qu'au-delà du tunnel si sombre où nous nous débattons existe un monde où la vie se déroule normalement. »

Céline : « Depuis les attentats de Paris, nous vivons des vies parallèles, Lio et moi, malgré nos coups de fil. À la maison, on ne fait que se croiser que de temps en temps. Je suis seule à m'occuper des enfants. Je dois courir sans arrêt pour les conduire partout. Je dois les aider à faire leurs devoirs et à préparer leurs examens, je dois tenir mon ménage, je dois faire mon propre boulot, et je dois faire en sorte que la vie reste agréable. Papa n'est pas là, mais notre vie, à nous, continue. Et nous sortons. Sans lui. Évidemment, ce n'est pas pareil, mais sinon, nous ne ferions plus rien du tout. Je n'ai jamais organisé ma vie en fonction du métier de Lio. Et c'est ce qui me sauve, aujourd'hui aussi.

Il manque aux enfants. Parfois, toute une semaine se passe sans qu'ils le voient. Il arrive que Charlotte, au petit-déjeuner, me demande : "Papa est de

nouveau rentré hyper tard hier soir ?" Bien souvent, il n'est pas rentré du tout, mais je ne le lui dis pas toujours. Quand il est avec nous, Lio fait de son mieux pour leur consacrer du temps. Mathieu adorerait aller voir un match du RSC Anderlecht avec son papa. Trois fois, ils ont essayé. Les deux premières fois, Lio a été rappelé avant même de se mettre en route. La troisième, ils venaient d'arriver au stade quand il a reçu l'appel. Heureusement, dans ces cas-là, le parrain de Mathieu les accompagne, et notre fils a donc pu voir son match malgré tout. Mais pour l'un comme pour l'autre, c'est évidemment râlant.

Un jour, Lio me fait une surprise : une séance de sauna privée, rien qu'à nous deux. Il n'a jamais été un grand romantique, mais cette fois-ci, il a même trouvé une baby-sitter et s'est arrangé pour trouver quelques heures de liberté. C'est la première fois depuis une éternité que nous nous retrouvons à deux, sans enfant et sans son téléphone. "Je suis désolé d'être si peu présent", me chuchotet-il à l'oreille.

Parfois, il me fait pitié. Quand il rentre à la maison le matin après toute une nuit de travail, il arrive à peine à grappiller quelques heures de sommeil avant de devoir repartir. "Parce qu'à 16 h, on commence les préparatifs de la prochaine perquisition. On y va ce soir." – "Mon amour, à ce rythme-là, tu ne vas jamais tenir le coup." Parfois, il n'est rentré que depuis une heure quand on le rappelle.

Ils feraient mieux de garder les hommes sur le lieu de travail. Tous ces allers-retours vers la maison, ça leur coûte trop d'énergie. Malheureusement, la caserne n'est pas du tout équipée pour cela. Ils n'ont que quatre douches et trois toilettes pour soixante hommes : pas même un local pour dormir. Juste un emplacement au sol devant le casier de leur vestiaire. Certaines histoires sont carrément incroyables. Est-ce vraiment comme ça que la police traite son unité d'élite ? Lio a dû s'acheter un lit pliant chez Lidl, sauf qu'il n'y a pas de place pour le déployer. S'il dort au boulot, il l'installe dans une buanderie, entre les bottines humides et les kimonos imprégnés de sueur. Et s'il est à la maison, ça ne rate pas : il y a toujours un collègue qui l'appelle pour lui demander s'il peut utiliser son lit. »

Les fêtes de fin d'année approchent, mais au sein des services de sécurité, la tension ne se relâche pas. Au contraire : Salah Abdeslam et Mohamed Abrini sont encore dans la nature, et les enquêteurs redoutent toujours un

nouvel attentat. Entre-temps, ils ont fait une importante découverte, qui les aide à préciser les contours de la cellule terroriste : il s'agit manifestement d'une organisation bien huilée, qui est loin d'en avoir fini avec ses exploits.

À l'occasion d'une perquisition, les collègues tombent sur un atelier de faussaires. Des faux papiers circulent dans le milieu criminel, contre forte rémunération. Ils circulent aussi, à l'évidence, dans le milieu terroriste. Les enquêteurs ont trouvé le rouleau d'imprimante et les photos qui ont servi à fabriquer le faux passeport de Salah Abdeslam et des autres protagonistes de la cellule terroriste. La nouvelle carte d'identité de l'ennemi public numéro un a été établie au nom d'un pseudonyme : Yassine Bagli. Sur la photo d'identité, Abdeslam porte une perruque et des lunettes ; les autres terroristes aussi ont l'air un peu ridicules sous leur déguisement. On retrouvera d'ailleurs les perruques et les lunettes au domicile de l'un des terroristes présumés, cachées sous les coussins d'un fauteuil.

Certaines identités bidon n'ont pas servi qu'à franchir des frontières, d'autres à louer aussi des appartements ou des voitures. Les enquêteurs vont méthodiquement passer au crible tous ces renseignements. C'est un travail de bénédictin, et la plupart des adresses ne donnent aucun résultat. Pourtant, c'est en suivant cette piste qu'ils découvrent à Auvelais, dans le Namurois, une ancienne planque où ont été produites une partie des ceintures d'explosifs du 13 novembre.

Ils tâchent de reconstituer le puzzle, entre les contrats de location, les signaux téléphoniques et les données GPS des voitures louées. La prédilection d'Abdeslam pour les voitures de luxe lui joue un mauvais tour : elles sont toutes équipées d'origine d'un GPS. C'est ainsi, fil par fil, que les enquêteurs parviennent à démêler l'écheveau de ce réseau souterrain.

En même temps, ils cherchent par tous les moyens le copain d'enfance d'Abdeslam, Mohamed Abrini alias Brioche. Les enquêteurs ne connaissent pas exactement le rôle qu'il a joué, mais ils savent qu'il était dans la capitale française la veille des attentats de Paris, et ils craignent toujours qu'il se fasse sauter. Un informateur leur a signalé sa présence à Bruxelles. Il faut absolument lui mettre la main dessus. Lio et neuf autres Iris sont envoyés à ses trousses. C'est le soir de Noël.

« Un nouveau tuyau nous signale qu'Abrini fréquente régulièrement un bar à chicha proche du stade Roi Baudouin. Quel bar à chicha ? L'informateur ne l'a pas précisé. À quelle heure ? – "Tard". On n'en saura pas davantage. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin. À l'ESI,

nous sommes ravis de ne pas devoir travailler avec des informateurs issus des milieux criminels ; c'est déjà assez compliqué comme ça. Quand ils annoncent qu'un *target* sort, il faut parfois attendre encore des heures avant de le voir passer. Les renseignements sont systématiquement trop vagues, et si on téléphone à l'instant crucial, on ne décroche pas. Est-ce qu'ils se rendent compte que leurs conneries nous obligent parfois à mobiliser l'entièreté d'un peloton toute une nuit ?

Ce soir, c'est donc à notre tour d'être en stand-by, à deux équipes. Alors que nos femmes et nos enfants, à la maison, sont attablés devant le repas de fête, nous nous gelons sur un parking du Heysel. Le point culminant de notre soirée, c'est la cannette de boisson énergisante que nous nous achetons chez le paki du coin. À quatre collègues, nous prenons le temps de prendre une photo pour l'envoyer à la maison. King, Casta, Fred et moi. Abrini ne montre pas le bout de son nez ; à 2 h, l'opération est annulée. Le lendemain, à la tombée de la nuit, nous prenons à nouveau position à l'ombre du stade du Heysel. Sans résultat. Même chose encore le jour de Noël. Il faut croire qu'Abrini a mieux à faire que venir discuter autour d'une pipe à eau.

Cela dit, la menace ne provient pas exclusivement du réseau d'Abdeslam. Mi-décembre, la police fédérale apprend par d'autres sources une autre information alarmante. Un informateur affirme qu'un gang de motards bruxellois se prépare à commettre des attentats sur la Grand-Place et contre le commissariat de police de la rue du Marché au Charbon, à Bruxelles. D'après des sources bien informées, le gang dit des *Kamikaze Riders* se serait constitué en 2013 dans un double but : jouer les casse-cou sur le ring de Bruxelles et recruter de jeunes musulmans pour le jihad en Syrie. Leur chef est connu pour son passé violent et fréquente les milieux extrémistes depuis des années. Le drapeau de l'EI orne sa page Facebook, et il organise régulièrement des séances d'airsoft et de paintball pour sa bande de *Kamikaze Riders*, en tenue militaire à laquelle certains épinglent des symboles de l'EI.

Le 27 décembre, le chef de la bande et son lieutenant sont appréhendés. Pour autant, personne ne se risque à affirmer que tout danger est écarté. L'OCAM décide de relever de 2 à 3 le niveau de la menace pour Bruxelles, évoquant une menace concrète "dans le style des attentats de Paris". En dernière minute, les autorités décident d'annuler le feu d'artifice et le son et

lumière du réveillon de Nouvel An. Personne ne tient à risquer un bain de sang sur la Grand-Place. D'autres capitales redoutent elles aussi des attentats terroristes et prennent des mesures de sécurité draconiennes pour la fin de l'année.

À Bruxelles, la nuit du réveillon sera insolite. Pas de feu d'artifice grandiose, peu de fêtards dans la rue. Et à chaque explosion, des regards inquiets : c'était bien un pétard, ça ? Au grand étonnement et au grand soulagement de tous, la situation reste calme toute la nuit. À la caserne, l'équipe QRF de l'ESI ne sort pas une seule fois. Les Iris se sont réunis autour d'une pierrade dans la salle de repos. James a commandé un plateau de viande. Ils boivent du Sprite et du coca et se goinfrent de chips.

Le matin du 1er janvier 2016, un soupir de soulagement traverse l'Europe. Un quotidien titre "Le Premier de l'an sans terreur". 2015, l'année de l'angoisse, a pris fin. Les enquêteurs belges s'interrogent cependant sur les projets des jihadistes pour 2016. Le 7 janvier, un an jour pour jour après l'attentat de *Charlie Hebdo*, un combattant de l'EI, un hachoir de boucher à la main, attaque un commissariat de police de Paris et prend des agents à partie. Il est abattu par les forces de l'ordre.

Comme le dira le procureur fédéral Frédéric Van Leeuw, "L'EI a le sens des dates symboliques". Il mettra également la population en garde contre la possibilité d'un attentat le 15 janvier, date anniversaire de l'assaut de Verviers, où l'ESI a abattu deux terroristes. La date passe sans effusion de sang, mais la tension reste. Les services de sécurité continuent de travailler contre la montre. Les enquêteurs contrôlent chaque adresse, l'une après l'autre, à la recherche de planques et d'informations susceptibles de mener à l'arrestation de la cellule terroriste.

Le dernier soir de 2015, Abdeslam et ses compagnons se trouvent à peine à quelques kilomètres d'eux, au 9e étage d'un immeuble à appartements de l'avenue de l'Exposition, à Jette. Ils fêtent le réveillon sans sortir, dans un appartement à la fois trop exigu pour tout le groupe et trop humide pour fabriquer du TATP. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils cherchent d'autres endroits pour se cacher. Après le réveillon, une partie du groupe déménage vers une nouvelle planque ; Abdeslam, Abrini et Krayem restent à Jette. Jusqu'à ce message que leur adresse un complice depuis sa cellule de prison. Il a appris d'une personne proche de l'enquête qu'ils ont intérêt à se faire la malle parce que la police est sur la piste qui mène à leur appartement.

Le groupe se disperse dans Bruxelles. Abdeslam et deux complices rejoignent une planque de la rue du Dries à Forest. À Schaerbeek, les autres trouvent un appartement spacieux et sec dans la rue Max Roos. Les circonstances sont idéales pour fabriquer des explosifs. Laachraoui, l'artificier, se met immédiatement à l'œuvre, mélangeant l'acétone, l'acide sulfurique et le peroxyde d'hydrogène. Il se fait parfois aider par Osama Krayem, mais le Suédois n'est pas trop adroit, comme la police l'apprendra de Mohamed Abrini quelques mois plus tard. Brioche raconte un incident survenu alors que Krayem mélangeait plusieurs ingrédients. "Avec des seringues, ils injectaient de l'acide sulfurique bouillant dans des bocaux, en y ajoutant des glaçons, lorsque leur préparation a pris feu puis explosé, infligeant des brûlures à Krayem." L'incident remonte au 14 mars 2016. Le lendemain, l'histoire de notre pays va prendre une autre tournure.

Silence radio

Mardi 15 mars 2016 après-midi, à la caserne De Witte de Haelen à Etterbeek. Le calme règne dans les locaux de l'ESI, au bloc H. Depuis quelques semaines, la pression est un peu retombée. Toujours à la recherche de Salah Abdeslam, les enquêteurs du service antiterroriste poursuivent activement leur traque. Il s'agit souvent de "fermer des portes" dans l'enquête, et le déploiement de forces de l'ESI n'est pas toujours indispensable. Les hommes peuvent donc souffler un peu. Les roulements de 12 heures du système QRF continuent de rythmer leurs journées, mais il arrive maintenant qu'une journée se passe sans intervention à l'extérieur.

Ce matin-là, à 7 h, l'inspecteur principal Lerre prend sa permanence avec une équipe de quatre hommes. Ils passent la matinée à faire de la musculation dans la salle de sport, avant d'aller au stand de tir, comme chaque semaine. L'après-midi, chacun dispose d'un peu de temps pour ses propres projets. Un des tireurs d'élite est au dépôt, où il nettoie ses armes. Dans la salle de briefing, James prépare un examen en vue de sa promotion. Lerre passe dans le couloir, près du bureau du commissaire Pette, quand un message flash tombe par radio. *"Coups de feu contre la PJF* à Forest."* Lerre entre dans le bureau pendant que tombe un deuxième message. *"Tirs de kalachnikov contre la PJF pendant une perquisition. Pas de détails sur d'éventuels blessés."* Les deux hommes se regardent. Lerre demande : "On y va ?" Hochement de tête de Pette : "On y va."

Cinq minutes plus tard – il n'en faut pas plus aux hommes pour démarrer – deux voitures blindées, gyrophare bleu sur le toit, quittent la caserne en direction de la rue du Dries à Forest, un quartier discret du sud de Bruxelles. Assis côte à côte dans la première voiture, Lerre et James écoutent les messages qui arrivent. *"Un périmètre de sécurité a été établi, toutes les rues avoisinantes ont été coupées. La police locale s'est retirée."* Ça ne leur apprend pas grand-chose. Que se passe-t-il exactement ? *"Les coups de feu ont cessé"*, annonce la radio "Merde, les auteurs se sont déjà fait la malle", dit Lerre. "Bizarre, ces messages. Qu'est-ce qui a bien pu se passer ?", s'interroge James. "Quoi qu'il en soit, ça devrait aller." Entre-

temps, la circulation est complètement à l'arrêt. "Dis donc, ça n'avance pas ! C'est toujours comme ça ?", s'impatiente Lerre. Il ouvre la portière puis sort, histoire de voir pourquoi ça n'avance pas. "Et merde !"

Il leur reste moins d'un kilomètre à parcourir, mais la longue file devant eux n'avance pas. Malgré le gyrophare, impossible de passer, même par le trottoir. En bloquant les rues, la police locale a péché par excès de zèle : elle a aussi interrompu le trafic des bus et des trams. Ceux-ci sont arrêtés à la rubalise du barrage de police. L'embouteillage est énorme. Lerre jure entre ses dents, puis lance un appel par radio pour qu'on dégage la ligne de trams. Pendant qu'ils perdent de précieuses minutes, les messages radio se raréfient, puis cessent. Quand ils arrivent enfin à destination après vingt minutes de trajet, ils sont persuadés d'arriver trop tard. Mais parvenus sur la place Saint-Denis, au bout de la rue du Dries, ils ont l'impression que la panique a envahi les services de police en place.

Lerre : « En 22 ans à l'ESI, c'est la première fois que j'arrive dans une situation de crise en me disant : "C'est quoi ce bordel ?" La rue du Dries est coupée par un barrage, et il n'y a pas un agent en vue. Ils sont pourtant bien là : debout contre les façades, ils ont l'arme au poing, mais se font tout petits contre les portes d'entrée, derrière les voitures, sous les portiques. Le plus surprenant – c'en est presque absurde – c'est que l'un pointe son arme vers le haut, l'autre à gauche, un autre encore à droite. D'habitude, dans une situation de crise, il suffit de regarder les agents pour voir clairement d'où vient le danger. Ici, impossible de déterminer où la fusillade a eu lieu. Une cinquantaine d'agents regardent dans toutes les directions, comme si le danger provenait de 360° à la ronde.

Je saisis un agent de police par le bras. "Où est-ce que ça se passe ?" Il désigne une vieille maison de maître à la façade jaune pastel. "Là, sur le coin." Je lis l'angoisse dans son regard. Je me retourne vers mon équipe : "Préparez-vous, mettez les voitures blindées en travers, mettez-vous à couvert."

Pendant ce temps, je pars à la recherche d'un membre du commandement. Sur la place Saint-Denis règne un vrai chaos. Des agents courent en tous sens, personne ne semble savoir ce qu'il faut faire. Je vois quatre officiers de la police locale et de la police fédérale s'approcher de moi ; l'inquiétude se lit sur leur visage. Ils me communiquent les quelques informations dont ils disposent. Pendant une perquisition dans le cadre d'un

dossier terroriste, des enquêteurs de la police judiciaire fédérale ont été pris pour cible. Ils ont vu deux auteurs s'enfuir par les toits ; l'un d'entre eux est peut-être blessé. "Nous ne savons pas où ils sont passés. Peut-être sont-ils encore sur le toit, peut-être sont-ils déjà quelques pâtés de maisons plus loin et ont-ils l'intention de nous tirer dans le dos ? Ou pire ? Il y a deux écoles à proximité, et une crèche."

Ils appellent un des collègues qui a participé à la perquisition. Blanc comme un linge, il tremble sur ses jambes. Je lui fais apporter une chaise depuis le café du coin : "Assieds-toi, vieux, raconte-moi ce qui s'est passé." »

Par bribes et morceaux, il nous raconte les événements de l'heure qui vient de s'écouler. À 14 h 20, une équipe de huit enquêteurs, six Belges et deux Français, pénètre au numéro 60 de la rue du Dries, dans un appartement dont le raccordement électrique était coupé depuis deux mois. Ils le pensaient inhabité, et voulaient vérifier s'il n'aurait pas servi, les mois précédents, de base logistique du réseau terroriste. Ils étaient surtout à la recherche d'indices, d'empreintes digitales ou de traces d'ADN. C'était l'une des nombreuses perquisitions ordonnées dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris, ce qui explique la présence d'enquêteurs français.

Or au rez-de-chaussée, un locataire signale aux enquêteurs que plusieurs types pas nets cohabitent au premier étage depuis quelques mois, ne se montrant pratiquement jamais. Tiens, l'appartement n'est donc pas vide ? Les enquêteurs frappent à la porte de l'étage. "Police ! Ouvrez !" Pas la moindre trace de vie, pas même en regardant par l'interstice sous la porte. Ils décident d'enfoncer la porte à l'aide d'un bélier. Elle finit par s'ouvrir grand après plus de dix tentatives.

L'enquêteur : « Dans l'embrasure de la porte qui donne sur la chambre de droite, nous voyons apparaître le canon d'un AK-47*. L'instant d'après, il crache le feu : on nous tire dessus. Des tirs venant de gauche et de droite."

"Combien sont-ils ?", demande Lerre.

Le jeune collègue semble hébété. "Deux, peut-être trois. Peut-être quatre, je ne sais pas. Nous avons répliqué, puis nous nous sommes barrés en vitesse. Derrière nous, les tirs ont continué. J'ai couru jusqu'au toit et je m'y suis caché. J'avais peur qu'ils ne tentent une sortie en tirant : j'aurais été une proie facile. Je pense qu'ils se sont enfuis par les toits. Quand le silence est revenu, j'ai redescendu l'escalier à toute vitesse."

Personne ne peut reprocher aux agents d'avoir reculé. Contre des armes de guerre, leurs armes de service, des Glock 9 mm, ne font pas le poids. Trois d'entre eux, dont une collègue française, sont légèrement blessés. "Comme s'ils étaient montés à l'assaut avec un pistolet à eau", commente Lerre. Il est l'inspecteur en chef de l'équipe de l'ESI, et c'est à lui d'évaluer sans délai la situation.

Lerre : « Ce qu'on craint, dans ces cas-là, c'est la menace d'*amok**. Dans le jargon policier, le mot *amok*, venu d'Asie, désigne un tireur fou qui s'attaque à la foule et provoque une hécatombe comme celle du Bataclan. Quelqu'un qui se suicide en tâchant d'entraîner un maximum de gens dans la mort. Depuis les massacres perpétrés dans des écoles aux États-Unis, plusieurs directives ont été élaborées au sein de la police sur le type de réaction policière à opposer à de telles situations si elles survenaient en Belgique. À l'ESI, avec un collègue, nous étions les pionniers des formations consacrées à l'amok ; j'en avais donné des dizaines. Et voilà que je me trouvais en plein dedans. »

Lerre le sait : en situation d'*amok*, la première chose à faire, c'est attirer l'attention des assaillants sur les forces de l'ordre, pour qu'ils cessent de viser la population. Donc pour éviter qu'ils ne se mettent à tirer sur des civils – en l'occurrence, sur des écoliers. Or le quartier compte deux écoles : la première est un établissement d'enseignement spécialisé situé un peu plus loin dans la rue du Dries, et l'autre, l'école primaire communale (néerlandophone) *De Wereldbrug*, à l'arrière du pâté de maisons.

Lerre : « Par radio, j'informe ma hiérarchie et j'attends une réponse. Pas de réaction. Les officiers semblent ne pas savoir quoi faire. Mais je sais que nous devons agir, et immédiatement, pour éviter un bain de sang.

Nous devons le plus rapidement possible nous approcher des terroristes et les neutraliser. Je sais que les autres équipes de l'ESI sont en mission ailleurs dans le pays. Pour intervenir, il n'y a que nous. Notre équipe. Cinq hommes. C'est là que je prends ma décision. Je réclame une fréquence radio réservée à l'ESI, et je signale aux trois officiers que je vais lancer un assaut avec mon équipe. "Nous voulons approcher le plus près possible des auteurs pour les arrêter."

De nouveau, pas de réaction. Je sais que j'expose mon équipe et moi-même à un grand danger, mais il faut tout tenter pour éviter des victimes civiles. Parmi les officiers, personne ne fait mine de me retenir, personne ne m'ordonne d'attendre des renforts. Personne non plus pour me répondre :

“Compris, Lerre, j’en prends la responsabilité. Vas-y, fonce, et arrange-toi pour que ces types ne tuent personne.” Silence radio. Total. Je suis livré à moi-même. J’ajoute encore : “Envoyez la cavalerie, tout ce que vous avez. Ça va barder, ici.” »

Lerre retourne près de son équipe. “Préparez-vous, on entre.” James, Casta, Rico et Nack mettent leur casque pare-balles et saisissent leur arme. Ils montent dans un véhicule blindé qui traverse la rue et les dépose devant la façade jaune de l’immeuble du coin. Quelques maisons plus loin, quatre agents de police s’entassent dans l’embrasure d’une porte comme des sardines dans une boîte, leurs pistolets pointés des deux côtés de la rue. L’un d’entre eux, accroupi, tient une jeune fonctionnaire de police contre lui. Ils regardent sans un bruit le groupe d’hommes puissamment armés qui se précipite de la voiture vers la porte ouverte du numéro 60. À 15 h 23, cinq hommes des Unités spéciales pénètrent dans l’immeuble.

L’enfer dans la cage d’escalier

Sur sa moto, Lio approche de Namur, précédant ses collègues Don et Slot. Ils ont presque terminé leur dernière journée de formation “Motard”. Ils ont appris à tirer depuis leurs motos, à sauter de leur engin, à éviter des obstacles et même à monter et descendre des escaliers à moto. Les motos interviennent de plus en plus dans les missions antiterroristes : très maniables dans le trafic, elles sont difficiles à détecter quand elles poursuivent des suspects. Leur formation terminée, les hommes n’ont plus qu’à nettoyer les machines et à les restituer.

« À 20 km de Namur, nous nous arrêtons pour faire le plein. Je regarde mon téléphone. Quatre appels manqués. Bizarre. J’appelle le secrétariat. “Qu’est-ce qui se passe ?” – “Amène-toi à Bruxelles, immédiatement. Il y a une fusillade à Forest. Lerre est blessé.” Ils n’en savent pas davantage.

Nous repartons immédiatement vers Bruxelles, à 250 km/h ; nous passons à la caserne pour nous changer et embarquer notre matériel. Dans le vestiaire, je croise un collègue. “Lerre a été emmené en ambulance”, me lance-t-il. “Une balle a traversé son casque. Apparemment, c’est pas bon du tout.”

Je pousse un juron, nous prenons une voiture et nous nous hâtons vers la rue du Dries. Voilà une heure trente que l’opération est en cours, mais Slot et Don sont des tireurs d’élite : dans ce genre de crise, leur présence est toujours bienvenue. Par radio, j’apprends qu’on a également rappelé l’équipe de Charly, qui était sur le point d’appréhender Basri Bajrami à Wavre. Un tuyau nous avait appris que ce malfrat avait l’intention de faire un casse dans un magasin. Ce rescapé de la bande Haemers n’avait toujours pas décidé de se ranger des voitures. Mais bon : Bajrami, ce serait pour une autre fois. Sur la place, à côté de la rue du Dries, c’est le chaos. Partout, des agents de police entassés les uns contre les autres et des combis garés en tous sens. Beaucoup trop de monde pour se faire une vue claire de la situation. Je repère nos jeeps et je me rends vers le café du coin, qui sert de poste de commandement – il a dû renvoyer tous ses clients. C’est là que sont réunis les officiers supérieurs de la DSU et de la police fédérale, les

bourgmestres de Forest et des communes avoisinantes, le chef de corps de la police locale et le procureur fédéral Van Leeuw. Ils sont en pleine discussion, mais leurs visages trahissent leur trouble. Personne n'a de vision claire de ce qui se passe au 60 de la rue du Dries. Les informations qui rentrent sont vagues et contradictoires. Quel est le degré de gravité de la situation ? Comment faut-il affronter cette crise ? Je m'adresse à un officier et lui demande leur estimation de la situation. Il me regarde, et je vois de l'indécision dans son regard.

Je quitte le café et signale ma présence par radio à Stark, mon officier. "Je suis là. Où as-tu besoin de moi ?" Il me charge, avec mon équipe, de bloquer les issues à l'arrière de la maison. L'évaluation actuelle de la situation est que deux auteurs sont parvenus à s'enfuir par les toits, mais sans aucune certitude. Est-ce que Salah Abdeslam en fait partie ? Ça non plus, personne ne le sait.

Sur la place, je vois soudain passer James. Je sais qu'il faisait partie de l'équipe de Lerre, et qu'il avait donc été à l'intérieur. Sa démarche est un peu bizarre, comme s'il était en transe. Je l'appelle. "James, qu'est-ce que tu fous là ?" Il me regarde hébété. Ses yeux me font peur, comme s'ils venaient d'entrevoir l'enfer. "Je cherche le commissaire en chef ", me répond-il le regard perdu, comme si j'étais transparent. "Lerre a été emmené en ambulance ; je dois y retourner, les collègues sont encore là."

"James, ça va ? Ne me dis pas que tu y retournes ? On va envoyer quelqu'un d'autre." – "Si, si, il faut que j'y retourne !" Je vois que mes paroles ne parviennent pas jusqu'à lui. Il continue son chemin. Je sais qu'il veut exécuter sa mission jusqu'au bout, même si de toute évidence, il ne va pas bien. C'est depuis toujours le credo des Unités spéciales : "Quoi qu'il se passe, la mission avant tout." Même si un collègue vient de tomber, même si on éprouve des difficultés à exécuter la mission. Nous sommes programmés pour aller à la toute dernière extrémité.

Je réunis mon équipe pour aller prendre position à l'arrière de la maison. Pendant que nous la contournons, des tirs retentissent de nouveau à l'intérieur. Par dizaines. Un fracas qui rappelle celui de Verviers. Je me dis : "Fuck ! Et mes collègues sont là-dedans !" »

Le bruit des détonations atteint également les journalistes qui ont afflué entre-temps jusqu'au périmètre de sécurité. Nathalie Dyck, journaliste de la chaîne publique flamande VTM, est en direct dans une rue adjacente ; face caméra, elle écarquille les yeux, quand éclate la fusillade derrière elle.

Affolée, elle crie à son caméraman : “Ils sont en train de tirer ! Ils sont en train de tirer ! T’as entendu ?” »

Ce qui s’est exactement passé au numéro 60 de la rue du Dries, Lio ne l’apprendra de James que dans les jours qui suivent. Encore choqué, James se confiera par bribes et morceaux, entre deux briefings, ou lorsqu’ils se retrouvent un moment au vestiaire, seuls tous les deux. Son récit ne parviendra jamais au monde extérieur dans toute son ampleur. L’opération de Forest se fond très rapidement dans les plis et replis de l’actualité, ce qui arrange parfaitement les pontes de la police. Pour la première fois, en effet, on se rend compte que les Unités spéciales ne sont pas invulnérables.

Il est 15 h 23. La porte du numéro 60 est restée ouverte après la fuite précipitée des enquêteurs. De la pointe du pied, James, numéro 1 de l’équipe, l’ouvre à fond. Il voit devant lui un long couloir et un escalier en bois. Dans le couloir, les chaussures des occupants du rez-de-chaussée. Les hommes les enjambent et montent l’escalier. James passe en premier, bouclier pare-balles devant lui, suivi par Casta et Lerre. Rico et Nack ferment les rangs.

James : « Plus nous avançons dans l’escalier, plus nous sentons qu’il y a un truc qui cloche. Appelle ça le sixième sens qu’on développe sur le terrain au fil des années. L’adrénaline aiguise tous nos sens. Nous sentons l’odeur pénétrante de la poudre, nous voyons les impacts de balles – des munitions de guerre – dans le plâtre. Nous entendons à quel point la maison est silencieuse. Pas un soupir, pas un mouvement, pas un bruit. Instinctivement, nous savons que ce n’est pas normal.

Sur le palier, nous trouvons un fouillis de douilles par terre, la lampe de poche qu’un agent a perdue dans sa fuite, un étui de menottes tombé d’une ceinture. L’escalier fait un tournant, je vois à ma gauche la porte de l’appartement du premier étage. Les traces du bélier utilisé par les collègues de la police fédérale sont bien visibles. Nous sommes entrés dans l’immeuble en nous disant que nous allions intervenir au deuxième étage – c’est ce qu’on nous a dit – mais tout indique que c’est au premier que nous devons être. C’est là qu’on a pris nos collègues pour cible. D’après eux, les auteurs se sont enfuis et l’appartement est vide. La porte est entrouverte.” »

Lerre : « Depuis le palier, nous voyons qu’au deuxième étage aussi, une porte est ouverte. C’est probablement par-là, supposons-nous, que les

terroristes ont pu s'enfuir. Le plan est simple : suivre le chemin qu'ils ont emprunté. Nous sommes persuadés que c'est comme ça que nous les rattraperons le plus rapidement. Ça veut dire que nous devons atteindre le toit. Mais auparavant, nous allons fouiller l'appartement du premier. Je veux être sûr de pouvoir nous y abriter si on nous tire dessus depuis l'étage. »

James et Casta poussent doucement la porte à fond et entrent, lentement et sans bruit. Nous trouvons les mêmes vapeurs de poudre et de nombreuses douilles au sol. Autour de la porte d'entrée, le mur est couvert d'impacts de balles et de traces de sang. L'appartement compte deux pièces : une chambre à coucher, côté rue, et à l'arrière, le salon où ils viennent d'entrer. La pièce est éclairée par le jour qui pénètre par la fenêtre de la façade arrière. Dans leur esprit, c'est l'endroit le plus dangereux, puisque les malfrats se sont enfuis par l'arrière et qu'ils ont pu se retrancher quelque part à l'extérieur. Ils pointent donc leurs armes et le bouclier vers la fenêtre, tournant le dos à la rue. Resté dans l'embrasure de la porte, Lerre regarde le plancher.

Lerre : « J'aperçois des gouttes brunâtres. Des traces de sang qui, partant de la porte d'entrée, longent le mur vers la chambre à coucher, à droite. La porte de cette chambre est ouverte. Je me dis : "Merde, il y a encore quelqu'un à l'intérieur." Je regarde mes hommes : concentrés, pas à pas, ils approchent de la fenêtre arrière. Leur dos est à découvert et je ne peux pas les prévenir sans trahir notre présence. S'il y a quelqu'un dans l'autre chambre, nous sommes tellement silencieux qu'il ne nous a peut-être pas encore entendus.

Je me déplace lentement pour protéger les arrières de mes collègues, mon arme tournée vers la porte de la chambre à coucher. À ce moment, à l'arrière de cette chambre, je discerne deux pieds sur un matelas. L'homme est probablement blessé, d'où les traces de sang, et il attend là le moment de pouvoir abattre un maximum de flics. Si ça se trouve, il a peut-être même une grenade ou une bombe, histoire de nous attirer à l'intérieur, puis... BOUM !

De l'épaule, je touche doucement le dos de Casta et je chuchote : "Bouclier vers l'avant." À ce moment-là, je vois un éclair et j'entends une détonation. Puis le noir complet. »

James : « Casta et moi, nous entendons un coup de feu ; immédiatement, nous nous retournons. Lerre crie : “je suis touché !”, puis tombe à terre. Ça vient de la chambre à coucher, la balle a traversé le chambranle. Casta et moi, nous tirons sans arrêt par la porte ouverte pour empêcher le tireur de sortir. Il riposte, les balles traversent la cloison en plâtre. Nous n’avons aucune idée de l’endroit précis où le type se trouve, ni s’il est debout ou couché : nous savons juste qu’il tire du très gros calibre. BAM BAM BAM ! Lerre est inconscient, il faut l’évacuer le plus rapidement possible. Pendant que nous tirons pour le couvrir, Rico entre, se saisit de Lerre et le tire hors de l’appartement. Avec l’aide de Nack, il traîne notre collègue blessé vers l’extérieur, par l’escalier.

À petits pas, lentement, nous reculons sans arrêter de tirer. Quand j’arrive à la porte du palier, mon premier chargeur est déjà vide. Ça veut dire que sur les 3 m qui me séparaient de la porte, j’ai déjà tiré 17 coups de feu. Dans l’entrée, je remplace le chargeur, puis nous poursuivons notre retraite vers le bas. Notre équipe de cinq hommes est décimée. Le chef d’équipe est hors combat, deux collègues sont en train de l’évacuer. Il reste juste Casta et moi. À nous deux, nous devons empêcher le terroriste de sortir. Sinon, il pourrait tenter de s’enfuir par le haut, et qui sait quels dommages il pourrait encore causer de là ? Peut-être qu’un de ses complices armés l’attend encore làhaut ? Ou au contraire des collègues ou des civils innocents qui essaient de se mettre à l’abri. À ce stade, nous en savons si peu sur la situation que tout est envisageable. Mieux vaut se préparer au pire.

Nous prenons donc position à mi-hauteur dans l’escalier, et nous continuons de tirer dans l’ouverture de la porte de l’appartement. D’un point de vue stratégique, pour nous, c’est le meilleur endroit. Mais sommes-nous en sécurité ? Absolument pas. À l’intérieur nous attend un adversaire invisible qui continue de tirer avec sa kalachnikov. Il peut débouler à tout moment dans le couloir et ouvrir le feu sur nous dans l’escalier. Nous n’avons aucune échappatoire, nous sommes là tous les deux comme des cibles humaines. »

Les tirs du terroriste résonnent dans la cage d’escalier, de plus en plus sonores. Le roulement de tirs esquinte les oreilles du duo bloqué dans l’escalier. Ils savent que leurs armes de poing, légères, ne font pas le poids contre la furie guerrière qui leur tombe dessus. James hurle à Casta : “Changement d’arme !” Casta prend son fusil d’assaut, une arme de plus gros calibre, et commence à faire feu. Le vacarme dans la cage d’escalier

enfle et s'amplifie jusqu'à près de 180 décibels, bien au-delà des 130 décibels d'un avion de chasse volant en rase-mottes.

James l'avouera plus tard à Lio : "C'est ça que j'ai le plus de mal à oublier : ce vacarme."

James : « Pendant les premières secondes, les coups de feu restent relativement assourdis : on tient grâce au flot d'adrénaline qui submerge l'organisme et qui aide à se couper du bruit. Mais dès que le pic retombe, le sens de l'ouïe se rétablit, et les détonations frappent l'oreille de plus en plus fort. Ça prend tant d'ampleur que cela dépasse le seuil de la douleur. Casta et Rico ressentent la même chose. Alors que nous sommes devant un péril mortel, nous voilà obligés d'arrêter de tirer parce que la douleur qui nous vrille les tympans devient insupportable. Où sont ces foutues protections auditives que nous réclamons depuis des années ? Avec elles, cette putain d'opération aurait pu se dérouler tout autrement. »

Dehors, sur le trottoir, on prodigue les premiers soins à Lerre : blessé à la tête, il saigne abondamment. Il reprend brièvement conscience, se souvient d'un éclair de lumière et pense avoir été touché par une grenade. "Où sont mes hommes ?", demande-t-il. "Ils vont bien ?" L'ambulance est en route, les collègues présents décident d'aller chercher James, qui est l'infirmier de l'équipe, le *medic*. Rico prend sa place dans l'escalier ; James descend voir Lerre. Il se raidit quand il voit son collègue étendu, choqué et ensanglanté.

Lerre : « De voir James, ça me rassure. Il me parle et me soumet à un rapide examen médical. Je suis à moitié anesthésié, mais je sens ses mains me tâter à la recherche de blessures par balles qui seraient cachées, à l'aisselle ou à l'aine. "Tout baigne, mec", me dit-il. Je lui demande : "Tu feras savoir à Heidi que je suis OK ?" Il me confie aux ambulanciers qui vont m'emmener à l'hôpital. Alors qu'on m'embarque dans l'ambulance sur mon brancard, je vois passer mon collègue King. Je veux l'avertir du danger, j'essaie de l'appeler. "Hé, gamin, fais gaffe, ils lancent des grenades." Je doute qu'il puisse m'entendre. King lève un pouce en l'air, je tombe dans les pommes. »

James : « Me voilà dehors, mais je sais qu'à l'intérieur, c'est l'enfer pour les collègues. Je prends la radio et je fais un point de la situation : "Lerre est

blessé. Il reste un terroriste à l'intérieur, nous ne sommes plus qu'à deux. Tâchez de ramener vos fesses le plus vite possible." »

Dans le café, sur la place, le commandement s'inquiète des deux hommes qui se sont échappés par les jardins. Qui sont-ils ? Et s'ils se mettaient à ouvrir le feu sur la population ? Les riverains sont inquiets. Ils ont reçu l'ordre de ne pas sortir et attendent, angoissés, dans leur salon. Certains ont été évacués. Dans les écoles voisines, le personnel enseignant occupe les enfants à des jeux, puisque personne ne peut rentrer à la maison. Les parents, inquiets, sont accueillis à proximité du périmètre de sécurité, avec un gobelet de chocolat chaud. Ils ne pourront récupérer leurs enfants que lorsque l'opération sera terminée.

James : « J'entre dans le café pour préciser à la hiérarchie ce qui se passe. Ils ont l'air de croire que la situation est sous contrôle, puisqu'une équipe de l'ESI est sur place. Mais nous n'avons le contrôle sur rien du tout.

Je vois des collègues arriver sur la place au compte-gouttes. En fait j'ai juste envie de dire : laissez-moi prendre un café et souffler deux minutes. On vient de se faire tirer dessus, notre collègue est en route pour l'hôpital, ça suffit, quoi. Pouce ! Mais à l'ESI, ce n'est pas comme ça qu'on fonctionne. On ne recule pas. On fait partie du groupe, et on n'abandonne pas le groupe, jamais. J'accoste donc Jack, le chef d'une équipe qui vient d'arriver, et je l'emmène avec moi à l'intérieur, en renfort de l'équipe sur place. "Regarde, les collègues sont là." »

Ça fait près d'une heure que Rico et Casta attendent dans l'étroite cage d'escalier, armes pointées sur l'ouverture de la porte. Les tirs ont cessé. Le terroriste qui se terre dans l'appartement ne se manifeste plus. Les collègues signalent qu'ils fatiguent. Jack fait signe à James : "Il faut relever nos gars."

James : « Je respire à fond, je tourne la poignée et je monte l'escalier. Mes collègues me passent le bouclier pare-balles. Je reprends place en première ligne, à trois mètres de cette foutue porte.

Si tu n'as pas été dans cet escalier, tu ne peux pas comprendre ce qui te traverse en de tels moments. Le niveau de stress est extrême, pire même qu'à Verviers. Comme un moteur de voiture poussé en surrégime pendant de longues minutes d'affilée. Les aiguilles de tous les compteurs sont poussés dans la zone rouge. Tes oreilles sont les seules armes dont tu disposes. Tu ne vois pas ce qui se passe derrière la porte, tu ne peux qu'écouter. Le moindre frémissement dans l'appartement peut être un signe

de danger, un signe qu'il pourrait surgir dans l'ouverture de la porte et nous abattre. Si cela arrive, nous devons être prêts.

Tu dois rester aux aguets chaque seconde, parce que c'est ta vie qui est en jeu. Les cinq premières minutes, ça va. Mais après dix minutes, tu te demandes : "Alors, il vient, oui ou non ?" Après un quart d'heure, t'es épuisé. La tension est intenable, même pour des types entraînés comme nous. Et puis, comment pourrait-on s'entraîner à un stress à la fois si long et si intense ? C'est impossible. Ce que tu ressens, c'est la forme la plus primitive de l'instinct de survie... à moins que ce ne soit la peur de la mort ? Les instants que j'ai passés sur cet escalier à Forest resteront les plus pénibles de ma carrière. »

Une heure passe, presque, sans que rien ne bouge. Les hommes sentent leurs bras s'engourdir et la sueur leur couler dans le dos. Impossible de partir. Pas le moindre contrôle sur ce qui va se passer. Pas de plan. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est rester là où ils sont, et attendre. Comme de la véritable chair à canon. Maintenant, James est seul dans l'escalier. Derrière lui, quelques marches plus bas, Jack et John sont sur le palier. "Je suis vraiment mal placé", soupire James. "Recule un peu, alors", répond Jack.

James : « Je redescends quelques marches, mais je vois immédiatement que je ne peux pas rester là, parce que je ne vois plus la porte. Or c'est ça l'essentiel : il ne faut pas perdre la porte de vue. Je dois y retourner. Je remonte donc quelques marches.

Je dis à Jack : "Si on continue comme ça, on ne pourra jamais approcher de ce mec. Il faut tenter autre chose : voir à l'intérieur avec une caméra, tirer une grenade. Fais quelque chose !"

Quelques minutes plus tard, je sens un chien passer en se frottant contre ma jambe. C'est un "chien caméra", Falco, le berger malinois de notre collègue Serge. Je fais signe que non. En parlant de caméra, je ne pensais pas à ce chien. C'est pas une bonne idée de l'envoyer à l'intérieur : le type va l'abattre. Trop tard : Falco entre déjà dans l'appartement. Un coup de feu retentit, le chien glapit, déboule dans l'escalier ; heureusement, il n'a pas été touché. Bon. Le type, là, a beau être blessé, il est manifestement conscient. Et il n'a pas la moindre intention de se rendre. L'attente reprend.

J'ignore combien de temps s'est écoulé quand j'entends soudain une voix d'homme marmonner à l'intérieur. On dirait que notre mystérieux adversaire s'est mis à prier et se prépare à l'ultime confrontation. Je resserre ma prise sur le bouclier et je me prépare.

De quoi je me souviens, ensuite ? De l'apparition soudaine d'une silhouette dans l'embrasure de la porte, qui avance dans le couloir et commence à me tirer dessus. De moi, qui réplique. BAM BAM BAM ! De mon arme, qui s'enraie à plusieurs reprises. De moi, qui essaie tant bien que mal de m'abriter derrière mon bouclier et de débloquer mon fusil d'assaut Scar*, alors que le terroriste tire, tire, tire sans arrêt.

Derrière moi, dans le mur, je sens le choc des balles qui me ratent de peu. Des fragments de plâtre et de brique giclent contre mon casque et sur ma veste. Derrière moi, les collègues ripostent aussi. Je suis pris en plein milieu de la fusillade ; chaque détonation fait vibrer mon corps et d'horribles douleurs me déchirent les tympans. Je ne peux que reculer, la situation n'est plus sous contrôle. Soudain, je sens que je bascule en arrière avec tout mon équipement. Quelques fractions de seconde et me voilà les quatre fers en l'air sur le palier. J'entends les détonations et je me dis qu'on tue mes collègues l'un après l'autre. Et que ça va être mon tour. C'est donc là que ça s'arrête, c'est donc la fin...

Après quelques interminables secondes, je sens des coups de pied, de plus en plus fort, comme pour me réveiller. Je me rends compte que je vis toujours. Je glisse vers le bas, soulagé de me tirer de ce putain d'escalier. Des collègues m'emmènent à l'extérieur, King vérifie si je suis blessé. Ce n'est pas le cas. Kurk me présente sa bouteille d'eau et j'avale une gorgée. Je demande si John et Jack sont OK, convaincu qu'ils ont été abattus. Ils vont bien, nous allons tous bien et je vis toujours... Je sens pourtant qu'une partie de moi vient tout juste de mourir, là, sur cet escalier. L'écho de cet ouragan, de cet enfer auquel je viens d'échapper va résonner encore longtemps dans ma tête. »

L'assourdissante fusillade a fait sursauter tout le monde dans les environs de la maison. Lio, qui se dirige vers l'arrière du logement avec son équipe, les journalistes derrière le ruban de signalisation de la police, les voisins dans leurs maisons. Dans la rue, tout semble s'être figé. Des dizaines d'agents, le cœur battant, ne perdent rien de la scène. Les tireurs d'élite ont pris place sur les toits, concentration maximale, comme des coureurs qui attendent le signal du départ. Entre-temps, le terroriste s'est à nouveau retiré dans l'appartement. L'équipe s'est maintenant déployée au rez-de-chaussée : rester dans l'escalier est devenu trop risqué. À l'intérieur règne un silence à vous glacer les sangs.

Monk, le sniper, taciturne, mais mortellement efficace, est couché sur le toit de l'autre côté de la rue, à 30 mètres de la maison. Quand l'homme apparaît à la fenêtre, Monk l'a dans son collimateur. Mais on ne lui donne pas l'autorisation de tirer. Dans le café, sur la place, le commandement confère avec le parquet fédéral. Ils ne sont toujours pas d'accord sur l'approche à suivre. Est-ce qu'ils ne devraient pas d'abord tenter de négocier ?

"Pourquoi ne pas tirer une grenade explosive à l'intérieur ?", proposent les snipers. "Ça neutralise le terroriste et on écarte tout danger pour le voisinage." Les magistrats du parquet fédéral trouvent la mesure trop radicale. Ils donnent ordre aux tireurs d'élite d'enfumer l'appartement en y lançant des grenades lacrymogènes. Ça n'a aucun effet : avec le courant d'air dû à la destruction des fenêtres, la fumée n'incommode guère le terroriste. Dans le café, le commandement continue d'hésiter.

Lio, qui a pris position à l'arrière de la maison, suit les messages par radio en proie à une irritation croissante. Il entend Monk signaler que le *target* est à la fenêtre et qu'il l'a dans le collimateur. Le sniper demande à nouveau l'autorisation de tirer. La réponse, après plusieurs minutes de silence radio, est négative. "Nous allons d'abord tenter de négocier."

Lio : « Quand j'entends la réponse, j'ai les boules. Ce type a déjà mitraillé sur la police à trois reprises. Il a tiré une balle de kalachnikov dans la tête de Lerre – on ne sait pas si notre collègue survivra. Et l'autorité, la bouche en cœur, veut négocier ? *Are you kidding me*? Ce type n'a aucune envie de parler, ça ne se voit donc pas ? Est-ce qu'ils ont déjà oublié ce qui s'est passé à Verviers ? Ils tergiversent alors que notre collègue, à l'hôpital, lutte pour sa vie. Ça me rend fou de rage. "

Cet après-midi-là, la patience des tireurs d'élite en place sur les toits sera encore longuement mise à rude épreuve.

Ils scrutent les fenêtres et voient de temps en temps le *target* apparaître à la fenêtre puis redisparaître. Parmi eux, une collègue féminine de l'équipe d'observation, connue pour son regard d'aigle, commente la situation en direct. "*Target* debout à la fenêtre. Il regarde dans la rue. Il porte une arme. Il a de nouveau disparu... Non, attendez, je le vois circuler dans la chambre avec une kalachnikov." L'ordre de neutraliser le tireur ne tombe toujours pas. La fumée blanche ne viendra qu'une heure plus tard. Feu vert pour la

“procédure Protection”. En clair : les snipers sont autorisés à tirer de leur propre initiative pour protéger leurs collègues présents dans l’immeuble.

À 18 h 12, un coup de vent écarte la tenture, donnant à Monk une vue dégagée dans la chambre. Sa kalachnikov à la main, le tireur arpente la pièce en tous sens ; par moments, il approche de la fenêtre, où d’autres collègues sont en position. Deux détonations sèches claquent. Puis un grand silence.

Lio : « À l’oreille, je reconnais que ce ne sont pas des tirs de kalachnikov. C’est donc probablement un de nos tireurs d’élite. »

Quelques instants plus tard, la radio grésille. Monk a touché le *target* à deux reprises. Le terroriste est mort, la chose est pratiquement sûre.

À l’arrière de la maison, tout danger est écarté. Lio téléphone à Céline pour la rassurer. Le tireur est mort et les autres collègues vont bien. Il parle d’une voix rauque. “Mais je pense qu’on ne reverra jamais Lerre.”

Un peu plus loin, il croise deux visages connus : des enquêteurs antiterroristes qu’il rencontre régulièrement sur le terrain. “Alors ? C’était Salah, à l’intérieur ?” Les enquêteurs haussent les épaules en signe d’ignorance. Le fait que l’appartement était encore occupé les a pris totalement par surprise. “Deux mois sans électricité ! Ils ont dû se brancher sur une autre ligne.”

L’appartement de la rue du Dries a été loué en 2015 par un certain Mehdi Vandenbus, un nom dont ils ont trouvé trace dans l’atelier clandestin de faux documents. C’est apparemment le pseudonyme d’un criminel endurci, Ibrahim El Bakraoui, dont les enquêteurs savent qu’il est fortement impliqué dans les activités de la cellule terroriste belge. Ibrahim a d’ailleurs un frère, Khalid, tout aussi violent. “Tu te souviens des frangins El Bakraoui ?”, demande l’enquêteur. “Les kalachnikov-boys ? Ces gangsters viennent de découvrir l’islam, et ne reculent devant rien. L’un d’eux est même parti en Syrie. Il a peut-être bien crevé dans le désert. Cela dit, je ne serais pas surpris s’ils débarquaient un de ces jours comme des diables sortant d’une boîte.”

Le défaut de la cuirasse

Les frères El Bakraoui ! Les Iris ne les connaissent que trop bien. Ils appartiennent à une bande de voyous, des brutes épaisses d'origine nord-africaine qui plongent la capitale dans une vague de violence depuis près de dix ans. Vols, car-jackings, home-jackings, trafic d'armes. Au début des années 2000, ils ont été parmi les premiers à introduire dans le milieu bruxellois du crime la kalachnikov, cette arme d'origine russe, abordable et mortellement efficace. Une arme qui fait d'eux des adversaires extrêmement dangereux pour la police.

En 2010, l'ESI prenait en flagrant délit le plus jeune des deux frères, Khalid, alors qu'avec trois complices, il se préparait à commettre ce qu'on appelle un *early morning* : une attaque à main armée perpétrée avant l'aube. La police traquait la bande depuis des mois. Ce matin-là, les quatre criminels avaient démarré d'un box de garage à Jette, à deux voitures, quand une équipe d'Iris les avait coincés. Charly en était. Il se souvient des cagoules qu'avaient enfilées les malfrats, les kalachnikovs qu'ils tenaient en main ainsi que les gyrophares bleus sur la banquette arrière. Le regard de Khalid, l'hésitation à tenter le tout pour le tout alors que Charly le tenait en joue, puis le profond soupir quand il s'était rendu compte que toute résistance était inutile.

En janvier 2010, son aîné, Ibrahim, avait résisté à son arrestation après l'échec du braquage d'un bureau de change Western Union en plein centre de Bruxelles. Ibrahim avait ouvert le feu sur les agents ; l'un d'eux, touché à trois reprises, avait été gravement blessé. À l'époque, le bourgmestre de Bruxelles, Freddy Thielemans, s'était attiré les foudres de l'appareil policier tout entier en minimisant la fusillade qu'il avait qualifiée de "fait divers". Cette parole maladroite lui avait également valu de nombreuses critiques dans le monde politique. Les frères El Bakraoui n'avaient rien d'un fait divers : ils rivalisaient avec d'autres pour occuper la plus haute place sur le podium du grand banditisme. Ils n'avaient pas encore la stature d'un Patrick Haemers ni de son complice Philippe Lacroix, mais ils étaient en bonne voie de l'atteindre.

En octobre 2010, Ibrahim El Bakraoui sera condamné à neuf ans de prison, dont il ne purgera pas même la moitié, bénéficiant d'une libération conditionnelle alors qu'il s'est de toute évidence radicalisé en prison. L'homme filera immédiatement en Syrie pour y rejoindre l'EI. Appréhendé par les autorités turques, il est refoulé par elles en Europe en 2015. Il disparaît immédiatement dans la clandestinité, et rejoint la cellule terroriste d'Abdelhamid Abaaoud.

En 2011, son frère Khalid est condamné à cinq ans de prison pour une série de car-jackings. Lui aussi ne purgera qu'une partie de sa peine, rejoignant les organisateurs des attentats terroristes du 13 novembre à Paris.

Comment deux bandits parmi les plus dangereux, dont l'un a été appréhendé en pleine rue, une kalachnikov sur les genoux, peuvent-ils si aisément échapper à leurs peines de prison ? D'autant plus, comme le lui explique cet enquêteur à Forest, que les deux frères, de sinistre mémoire, ont sauté le pas vers le terrorisme islamiste. "Putain", se dit Lio. Est-ce que cela vaut vraiment la peine de mettre constamment sa vie en jeu pour arrêter ces bandits si la justice les renvoie si rapidement dans la société pour y occasionner encore plus de dégâts ?

Le soir du 15 mars, les habitants du quartier de la rue du Dries et de la place Saint-Denis tentent de se remettre d'une journée d'angoisse. Ils devront attendre jusqu'après la tombée de la nuit pour que la police rouvre l'accès aux rues. Dans la lumière orange des spots de la police, les habitants évacués rentrent chez eux. Des enfants, le cartable au dos, passent dans la rue au côté de leurs parents, qui leur tiennent fermement la main. Au-dessus de leurs têtes, un hélicoptère tournoie au-dessus du quartier, à la recherche de la piste des deux fuyards. Les habitants ne sont guère rassurés. Ces deux-là sont-ils donc encore dans les environs ?

Jusque tard dans la nuit, les enquêteurs fouillent l'appartement du numéro 60 de la rue du Dries, où un drapeau noir de l'État islamique orne le mur. En plus d'une kalachnikov et de onze chargeurs, ils y trouvent des lectures salafistes, un Coran et trois iPad bourrés de contenus jihadistes. Les occupants étaient trois, ce que semble confirmer la présence de trois brosses à dents dans la salle de bains. Et ils avaient manifestement l'intention de rester là un bon moment. Outre les poids, les haltères et le vélo d'appartement destinés à garder la forme, les enquêteurs ont trouvé une armoire à provisions bien remplie.

Un des membres du trio gît au sol, mort, une kalachnikov à ses côtés. Il est rapidement identifié : c'est Mohamed Belkaïd, un des membres les plus actifs de la cellule terroriste. Cet Algérien, qui a vécu plusieurs années en Suède, est parti en Syrie en janvier 2015 pour y devenir un combattant de l'État islamique. En septembre 2015, il est venu en Belgique pour y mourir en martyr. Il est arrivé à ses fins.

Touché par quatre balles, Belkaïd s'est pratiquement vidé de son sang. L'autopsie démontrera qu'il avait déjà été blessé juste au-dessus de la hanche gauche dès le premier échange de coups de feu avec les enquêteurs. S'il est resté dans l'appartement, c'est pour jouer le plus longtemps possible au chat et à la souris avec la police et couvrir la fuite de ses deux complices. Sur le rebord d'une fenêtre, les enquêteurs trouvent l'empreinte des semelles des deux fuyards. Des voisins les ont vus escalader les toits et les murs des jardins. Un voisin audacieux les a même filmés pendant qu'ils se frayaient un chemin à travers les jardins.

Dans une cour intérieure située à l'arrière d'un immeuble à appartements, les fuyards ont trouvé une porte ouverte donnant sur une cuisine. Les voilà soudain nez à nez avec les habitants, un couple et leur fille, morts de peur. "Nous ne vous ferons pas de mal, montrez-nous la porte, s'il vous plaît, la porte", dit un des intrus. Terrorisée, la fille tend le bras en direction de la porte d'entrée. L'homme qui a parlé porte une djellaba, sous laquelle elle devine le long canon d'une arme. Les types emportent le foulard de la jeune fille. On le retrouvera plus tard à la porte d'entrée de l'immeuble, enveloppant une kalachnikov et deux chargeurs.

Le gouvernement belge a été alerté. La brutalité de l'incident rappelle les souvenirs de la terrible période du *lockdown* qui a paralysé Bruxelles à l'automne. Le Premier ministre Charles Michel convoque en toute hâte le Conseil national de sécurité pour envisager de porter de 3 à 4 le niveau de la menace. Cette nuit-là, la police mènera encore cinq perquisitions à Forest. Elle fouillera également trente box de garage, mais sans résultat.

La presse se perd en conjectures sur l'identité des deux fuyards. Personne n'ose citer expressément le nom de Salah Abdeslam. Le soir même, déjà, les enquêteurs savent que le terroriste le plus recherché d'Europe vient de leur glisser entre les doigts une fois de plus. Dans l'appartement, sur la table, ils ont trouvé ses empreintes digitales sur un verre. Ils en sont désormais certains : pendant tout ce temps, Salah Abdeslam est resté en Belgique. Il n'a jamais quitté son habitat naturel, Bruxelles, ni son réseau

d'amis, de parents et de terroristes, sur lequel il peut compter. La police scientifique trouvera un trésor d'empreintes digitales et de profils ADN, prouvant que l'appartement de la rue du Dries a servi pendant des mois de planque aux terroristes responsables du bain de sang de Paris le 13 novembre 2015. Parmi les neuf profils ADN trouvés figure celui de Salah Abdeslam, mais aussi ceux de deux vieilles connaissances : son grand frère Brahim Abdeslam, qui s'est fait sauter dans un bar de la capitale française, et Mohamed Abrini, un de ses amis d'enfance.

La bonne nouvelle, c'est qu'après quatre mois frustrants de pêche infructueuse aux indices, ils viennent enfin de mettre la main sur une piste encore brûlante. La mauvaise nouvelle, c'est que l'opération de Forest est le premier domino d'une série d'événements qui mèneront, exactement une semaine plus tard, au pire attentat terroriste jamais perpétré dans notre pays.

Lio : « Ce soir-là, mon équipe, Stark et moi, nous effectuons encore une perquisition à une adresse proche de la rue du Dries. J'ai prévenu Céline que nous allions passer la nuit à la caserne. Nous nous attendons à plusieurs journées mouvementées. Après une très courte nuit, au briefing du lendemain, nous apprenons que Lerre est hors de danger. La balle a emporté une partie de son oreille et touché certains faisceaux nerveux ; il souffre d'une forte commotion, mais il peut rentrer chez lui le jour même. C'est un soulagement, car nous devons déjà nous préparer pour la mission suivante.

Je me rends au dépôt pour chercher du matériel. Soudain, je vois sur une étagère le casque de Lerre et sa cagoule. Je suppose qu'un collègue a dû les ramener. La cagoule présente une large déchirure encroûtée de sang. Le casque, ensanglanté lui aussi, porte les traces de la balle. Je me rends compte de l'incroyable chance qu'a eue Lerre : la balle a d'abord percé sa visière de sécurité, puis perforé la coque du casque et une jugulaire avant de ressortir par l'arrière. Un millimètre plus à droite, et Lerre y restait. J'empoigne le casque et la cagoule et je les emporte vers le local de briefing où j'appelle les collègues. "Venez voir ça."

Nous sommes tous là, autour de la table, à regarder les débris du casque. "On pourrait croire qu'un casque pare-balles, ça protège", soupire Charly. "Sauf qu'une balle de 7,62 passe à travers comme dans du beurre." Tout le monde hoche la tête. Ce casque nous donne confiance en nous, mais il n'est pas absolument à toute épreuve. Et nous, encore moins.

Nous avons toujours été persuadés d'être les meilleurs et les plus forts, capables de résoudre n'importe quelle situation, quel qu'en soit le prix. Nous avons été conditionnés à être invincibles. À l'ESI, cette arrogance est absolument indispensable. Sans cela, comment pourrions-nous nous précipiter au-devant de situations si périlleuses qu'elles feraient reculer n'importe qui d'autre ?

Or nous voici finalement moins invincibles que nous le pensions. Des failles apparaissent dans la cuirasse. Alors nous continuons de faire notre boulot, bien sûr, avec une motivation intacte, car il le faut. Mais Forest a semé le doute dans nos esprits. Comme un boxeur mis au tapis lors d'un match : il se relève et continue de se battre, mais il est nettement moins sûr de lui qu'auparavant. Nous autres, membres de l'ESI, sommes donc bien vulnérables et mortels, en fin de compte. La preuve est là, sous nos yeux, sur la table.

Nous n'avons guère le temps de nous y attarder. Faut y aller. D'autres perquisitions renforcées nous attendent. Aujourd'hui, l'équipe de Lerre n'y participe pas. James, Rico, Casta et Nack se trouvent à l'hôpital Onze-Lieve-Vrouw d'Alost, enfermés dans le caisson hyperbare, ce caisson de surpression où on leur administre un traitement sous oxygène pour tenter de limiter leurs lésions auditives. Hier, leurs tympans en ont pris pour leur grade. »

L'après-midi, le parquet fédéral donne une conférence de presse sur l'attaque de Forest ; les conditions de sécurité sont draconiennes. La question des agents de police blessés est évacuée en quelques mots : ils vont tous bien ; ils sont déjà rentrés chez eux. Le communiqué de presse mentionne qu'un des membres des Unités spéciales a été légèrement blessé à l'oreille. À l'ESI, tout le monde sait que c'est là une version très, très minimaliste des faits, car Lerre va rester hors combat plusieurs mois. Mais ça, les terroristes ne doivent pas l'apprendre. Pour eux, tuer ou blesser un membre des Unités spéciales est le nec plus ultra de ce qu'ils peuvent accomplir en tant que militants de l'EI. Ils verraient ça comme une victoire morale. Personne ne va leur faire ce plaisir. En outre, ça ne colle pas avec l'image d'invulnérabilité que veut projeter l'ESI.

« Dans les jours qui suivent Forest, nous sommes tous sur des charbons ardents pour choper Abdeslam. Mort ou vif. Ça n'a pas d'importance. Surtout après ce qui est arrivé à Lerre, nous allons tout faire pour le choper. Il y a de l'électricité dans l'air, la même nervosité que dans les jours qui ont

précédé Verviers. Les officiers se réunissent du matin au soir pour suivre la situation de près.

En notre qualité d'Iris, nous ne participons pas directement à l'enquête, alors nos collègues des services d'observation, qui occupent le même immeuble que nous, en savent toujours plus que nous. Je m'entends bien avec un de leurs chefs, Clash, qui doit son surnom à son crâne d'œuf. Il me tient régulièrement au courant.

Nous les appelons les guzzis*. Ce sont les yeux et les oreilles des enquêteurs. Des nuits entières, munis d'un thermos de café et de tartines, coincés dans leurs voitures, ils restent à l'affût du moindre mouvement autour des adresses suspectes. Ils notent les plaques d'immatriculation, écoutent des conversations téléphoniques, analysent des bandes vidéo et contribuent à résoudre le puzzle du réseau terroriste.

Ces derniers mois, ils ont bossé comme des damnés pour traquer Abdeslam et Abrini. Il m'arrive de les voir arriver une heure avant le début de leur permanence pour étudier un dossier. Et souvent, je les croise encore le matin dans le couloir, alors que je me rends vers le briefing et qu'ils reviennent de leur nuit de veille. Je m'informe systématiquement : "Alors, vu quelque chose cette nuit ? Du nouveau sur Salah ?" Parfois, je n'ai qu'un soupir en guise de réponse, ou un commentaire rageur : "Rien, de toute la nuit." Mais le lendemain de la fusillade de Forest, ils ont les yeux qui brillent. "On est sur une bonne piste." »

Pendant des mois, les enquêteurs ont tissé une toile autour de Salah Abdeslam, gardant tous ses proches sous observation. Et le soir même de l'attaque de Forest, la toile s'est mise à vibrer. Salah Abdeslam et son complice sont en fuite et doivent se trouver un nouvel abri. C'est là que le terroriste, aux abois, commet une erreur. Il téléphone à son cousin Abid Aberkane, avec qui il a grandi à Molenbeek et qu'il considère presque comme un frère. Quand Salah l'a en ligne, la police est à l'écoute. "T'es où ? Chuis dans la merde, tu dois m'aider."

Depuis plusieurs semaines, une caméra filme en permanence la maison d'Abid Aberkane. Ce soir-là, les images montrent deux hommes qui sonnent à la porte. À 22 h 09, Aberkane quitte sa maison en voiture. Il avouera plus tard aux enquêteurs que Salah Abdeslam et son complice étaient à bord de la voiture, et qu'il les conduisait chez sa mère, rue des Quatre-Vents, à Molenbeek. Après une fuite de quatre mois, Abdeslam

aboutit dans son propre quartier, dans la cave de sa tante à 500 mètres de la maison de ses parents.

Pour l'instant, les enquêteurs ne connaissent pas l'adresse précise de ce nouveau refuge. Depuis qu'ils savent qu'Abdeslam a contacté Aberkane, ils tiennent à l'œil cinq adresses bruxelloises où habitent d'autres amis ou parents de son cousin. Salah Abdeslam ne peut être qu'à une de ces adresses. Un des observateurs pense même l'avoir vu : un jeune homme coiffé d'une casquette noire, le col relevé, qui quitte la maison à pas de loup, la nuit, et s'éloigne rapidement. La silhouette ressemble fortement à celle d'Abdeslam, mais l'observateur n'a aucune certitude. Il ne peut pas davantage filer le suspect : si l'oiseau se rend compte qu'il est repéré, il s'envolera de nouveau et tout sera à recommencer. C'est une de ces situations *one shot* : si on tente l'arrestation, ça doit être à coup sûr. »

Pendant les heures et les jours qui suivent, les enquêteurs ne cessent de resserrer leur filet. De cinq adresses, la liste tenue par les enquêteurs est ramenée à quatre, puis à trois. Le jeudi, 48 heures après la fusillade de Forest, elle n'en comporte plus que deux, toutes deux à Molenbeek. Ils sont presque sûrs, désormais, qu'Abdeslam se terre dans la maison de sa tante, rue des Quatre-Vents.

Les deux nuits précédentes, Abid Aberkane est venu apporter des vivres ; les deux fois, il est reparti la nuit, comme un voleur. Jeudi après-midi, il participe aux obsèques de Brahim Abdeslam, le frère de Salah, qui s'est fait sauter à Paris. L'enterrement, dans un cimetière bruxellois, fait l'objet d'une discrète surveillance par la police. Aberkane porte le cercueil avec trois autres hommes ; il est manifestement très affecté.

Ce soir-là, à 23 h, il arrive chez sa mère avec des pizzas. Beaucoup de pizzas. Beaucoup trop pour deux personnes. Après quelques investigations supplémentaires sur ces pizzas, les enquêteurs n'ont plus aucun doute. Abdeslam et son complice ne peuvent être que là.

Pourtant, le parquet ne veut pas procéder à l'arrestation avant le samedi matin. Lancer une descente sur une maison ouvrière, dans un quartier musulman densément peuplé, un vendredi, jour de prière selon l'islam, ce n'est pas une bonne idée. Le risque de dommages collatéraux est trop élevé, surtout avec deux écoles primaires à proximité. "Ce sera pour samedi matin", décide le parquet fédéral.

Jusqu'au moment où le procureur Frédéric Van Leeuw reçoit une nouvelle particulièrement fâcheuse. L'hebdomadaire français *Le Nouvel*

Observateur a appris que les empreintes digitales trouvées dans l'appartement de Forest sont celles de Salah Abdeslam et compte publier l'information vendredi. Les enquêteurs craignent que cela inquiète Abdeslam et l'incite à fuir de nouveau. Vendredi matin, le parquet et la police tiennent une réunion de crise et décident de lancer malgré tout l'arrestation le jour même. *L'Obs* publie le scoop sur son site Internet à 13 h 20. À 15 h 45, la police boucle hermétiquement le quartier autour de la rue des Quatre-Vents.

Les yeux d'Abdeslam

Sans un mot, les hommes se suivent sur l'étroit trottoir qui longe les façades. Ils portent des casques pare-balles, des cagoules et des tenues de camouflage, ainsi qu'une lourde cargaison de chargeurs et de grenades. Charly marche en tête dans la rue des Quatre-Vents, l'œil aux aguets, le bouclier devant lui et l'arme au poing. Quand il voit dans la rue une équipe de télévision en train de les filmer, il jure entre ses dents. D'un geste de son arme, il leur fait signe de déguerpir, persuadé qu'ils risquent de faire foirer toute l'opération. Il se reconcentre sur la façade grise du numéro 79, une maison de trois étages. Il est 16 h 20.

À l'arrière du bâtiment, Lio et son équipe escaladent les toits. Ils y ont accédé en sautant le mur de la petite école primaire qui occupe l'autre côté du pâté de maisons. Quand ils sont arrivés en Jeep dans la cour de récréation de l'école *De Windroos*, les leçons viennent de prendre fin et la plupart des enfants sont déjà rentrés à la maison. Quelques petits restés à la garderie regardent, les yeux brillants, ces hommes cagoulés sauter de leur Jeep et appuyer une échelle contre le mur de l'école, haut de 8 mètres. Lio voit une petite fille aux boucles noires faire des bonds, excitée comme une puce. "On est dans un film policier !", lance-t-elle à l'institutrice qui se hâte de rappeler les enfants à l'intérieur.

Les hommes se fraient prudemment un chemin par-dessus les toits plats, les coupoles, les toits en pointe, les murs et les cours intérieures. Ils trimbalent de lourds sacs bourrés de matériel. Des munitions et des explosifs. Un bélier, un pied-de-biche, des cordages, une échelle.

Lio sent la sueur le démanger sous sa cagoule. Le plus difficile, ce sont les derniers mètres : ils doivent traverser un vide de 3 m pour atteindre le balcon à l'arrière du numéro 79. L'un après l'autre, les hommes rampent par-dessus l'échelle posée en travers, six mètres au-dessus d'une petite cour intérieure. Perdre l'équilibre là, avec 30 kg de matériel sur le dos, serait une très mauvaise idée. Concentration. Pas un mot. Horn et Kivu sont les premiers à poser le pied sur le balcon. Ils regardent en bas. Soudain, dans la

cour intérieure, ils voient apparaître une silhouette. Un jeune homme, une casquette vissée sur la tête, l'air traqué. La voix de Horn : "Hé là ! Stop ! Police !" D'un bond, l'homme s'éclipse. Horn se tourne vers ses équipiers : "C'était lui ! C'était Salah, je l'ai reconnu !" Lio transmet immédiatement l'information par radio. "Les gars, je pense que nous sommes à la bonne adresse."

Pendant qu'ils entrent dans la maison par le balcon arrière, les blindés de la police approchent de l'avant de la maison par la rue. À l'adresse de l'équipe de tournage, toujours en train de filmer, un collègue hurle : "Dégage !" Lio réprime sa colère à l'égard des journalistes et balaie les environs du regard. Concentration maximale. Ils n'ont pas le droit à l'erreur. Ce type, c'est la version européenne de Ben Laden. Tout le monde est à sa recherche. Et c'est eux qui vont le capturer.

Lio : « Ce matin-là, il régnait une activité inhabituelle dans le bloc que nous occupons dans la caserne. Même les officiers des échelons supérieurs, que nous voyons peu d'habitude, circulaient fébrilement dans les couloirs. L'après-midi, la nouvelle tombe : c'est aujourd'hui que nous allons arrêter Salah Abdeslam à Molenbeek. Dans le local de briefing, avec Charly, je consulte la composition des équipes au tableau. Mon équipe doit prendre position à l'arrière de la maison. Notre mission : faire en sorte qu'Abdeslam ne puisse pas s'enfuir par l'arrière, comme il l'a fait à Forest.

Charly est numéro un dans l'équipe de l'inspecteur principal Ken, qui entrera par l'avant. C'est la position la plus difficile, au premier plan, en plein dans la ligne de mire. S'il y a fusillade, le numéro 1 est le premier à essuyer le feu. C'est la place d'honneur, que les gars se disputent, mais c'est aussi celle où on court le plus de risques. Charly regarde son nom au tableau, le visage grave ; il est plus silencieux qu'à l'habitude. Je sais qu'il pense à la fusillade de Forest, à peine trois jours plus tôt, et à ce qui est arrivé à Lerre. Ça nous a tous troublés un peu. Et l'opération d'aujourd'hui ne sera probablement pas une partie de plaisir non plus. Malgré ça, je sais que mon ami serait furax s'il n'était pas numéro 1.

Nous quittons la caserne tous ensemble, en colonne. Arrivés au canal, les guzzis nous informent qu'une équipe de télévision se tient devant la porte. La presse a pourtant été invitée à rester à l'écart de l'opération, mais de toute évidence, VTM ne veut rien savoir. Putain de merde ! Adieu, l'effet de surprise. Mais qu'est-ce qu'ils ont dans le crâne, ces crétins ? Est-ce qu'ils

veulent vraiment faire échouer l'opération ? Que Salah reprenne la fuite ? Est-ce qu'ils ne se rendent vraiment pas compte qu'ils jouent avec leur vie – et avec la nôtre ? »

Quelques minutes plus tard, la rue des Quatre-Vents a pris l'aspect d'une zone de guerre assiégée. On a remballé les journalistes, plusieurs blindés lourds de la police stationnent devant la porte, des policiers cagoulés patrouillent avec des chiens. La police a complètement verrouillé les rues avoisinantes. Des tireurs d'élite rampent sur les toits ; d'autres prennent position à couvert derrière les fenêtres des maisons de l'autre côté de la rue. Ils pointent le canon de leur arme sur la porte d'entrée du numéro 79.

Charly et ses collègues approchent de cette porte avec un bâton d'explosif. Leur plan est simple : le coller contre la porte, puis s'écarter en vitesse. Les négociateurs vont d'abord lancer un appel, un *call out**, et ordonner à Abdeslam et à son complice de sortir. L'explosif sera gardé pour le cas où personne ne sortirait. L'équipe pourra alors souffler la porte et pénétrer dans l'immeuble. C'est là que se produit l'inattendu. Au moment précis où Pee, l'un des explos, se prépare à fixer les explosifs, la porte s'ouvre et deux femmes voilées apparaissent, prêtes à sortir. Elles sursautent à la vue des hommes armés, qui leur saisissent le bras et les entraînent sans trop de ménagements à l'extérieur. "Écartez-vous, mesdames !" Contrariété pour l'équipe devant la porte : leur plan est à l'eau. Il va falloir improviser. Comme la porte d'entrée est restée ouverte, ils n'ont d'autre choix que de rester là. C'est une situation particulièrement inconfortable. Charly prend place devant le seuil et jette un regard à l'intérieur. Le couloir est vide. Il tient son bouclier devant lui et garde l'arme au poing. Quelque part, à l'intérieur, se cache Salah Abdeslam. Il n'y a plus qu'à attendre qu'il sorte.

L'équipe qui se trouve à l'intérieur de la maison a pris position en haut de l'escalier pour éviter que les terroristes ne puissent s'échapper par là. Abdeslam et son complice sont quelque part en bas.

Lio : « Nous avons mis les autres occupants en sécurité. Dès que les deux femmes ont été extraites de l'entrée du couloir, j'entends dans la rue résonner la voix d'un collègue par mégaphone.

"Ici la police fédérale ! Aux habitants du 79 de la rue des Quatre-Vents, au rez-de-chaussée. Sortez les mains en l'air !" Nous attendons et nous écoutons. Concentration maximale. Pas le moindre mouvement en bas. La

porte d'entrée est restée ouverte. Je sais que mes collègues sont là. Les minutes s'égrènent sans un bruit. »

Son bouclier toujours devant lui, Charly pousse la porte pour l'ouvrir plus grand. Il scrute l'obscurité dans le couloir, faiblement éclairé par la lumière du jour. L'appartement où se cachent les jeunes terroristes se situe à la droite du couloir. La porte d'entrée est dissimulée par un angle, ce qui rend la situation encore plus menaçante. Les policiers n'ont aucune possibilité de voir arriver le danger. À chaque instant, un de ces garçons peut surgir de derrière le coin, se faire sauter ou ouvrir le feu. Or Abdeslam est piégé, fait comme un rat. Il n'a plus rien à perdre, il est donc capable de tout. Ce soir-là, Charly avouera à Lio que c'étaient "les minutes les plus stressantes de toute ma carrière".

Charly : « J'étais mal placé, en plein dans l'embrasure de la porte. J'avais surtout peur de voir apparaître, derrière l'angle, le canon d'une kalachnikov qui se mettrait à tirer à tout va. Impossible de se défendre contre ça.

Or rien ne venait. Je ne pouvais qu'attendre, sans quitter cet angle des yeux, et maîtriser mon stress. Mais ça durait vachement longtemps, mec, qu'est-ce que ça durait longtemps ! Une vraie guerre des nerfs. Se trouver pris dans une fusillade est une chose ; *attendre* d'être pris dans une fusillade en est une autre. Dans l'action, on n'a pas le temps de réfléchir ; on se contente de faire ce pour quoi on s'est entraîné, d'une manière routinière, presque instinctive. On ne réfléchit pas, on agit.

Attendre, c'est bien plus délicat. On sait qu'il va se passer quelque chose, mais on ne sait pas quand. On n'a aucune prise sur la situation. Et on a tout le temps de réfléchir. Des pensées en tous genres commencent à se bousculer dans la tête. Je devais absolument garder mon sang-froid. Éviter de penser à l'aboiement des kalachnikovs à Verviers. Éviter de penser à la balle qui a traversé le casque de Lerre. Me concentrer sur cet angle, devant moi, et me tenir prêt au cas où je verrais bouger quelque chose. J'avais la chance d'avoir déjà tant d'expérience, sinon je n'aurais peut-être pas tenu le coup. »

Charly ne quitte pas des yeux ce trou noir. Il ressent des picotements aux yeux. Son bouclier, qui pèse une vingtaine de kilos, commence à le fatiguer ; il cherche appui contre le mur. Depuis combien de temps est-il planté là ? Aucune idée. C'est comme si le temps était extensible et que les secondes passaient plus lentement. En même temps, le stress l'envahit. Il ne peut pas rater son coup. Ça fait des mois qu'ils traquent tous l'homme qui se cache

là. Charly sent maintenant l'accumulation des fatigues des derniers mois peser sur ses épaules. Si ça foire aujourd'hui, ce sera sa responsabilité. Il n'a pas le droit de relâcher son attention.

Pendant ce temps, les collègues de l'unité tactique sont partis reconnaître les immeubles mitoyens. Ils forent des trous dans les murs et y glissent des microphones. Ils peuvent maintenant entendre ce qui se passe à l'intérieur. "J'entends quelqu'un chanter en arabe", signale un collègue par radio. "On dirait bien qu'ils prient."

Ça va commencer, se dit Charly. Depuis Verviers et Forest, il sait que la prière n'annonce rien de bon. Quand ces crapules invoquent Allah, c'est qu'ils ont une idée derrière la tête. À ce moment, un des snipers signale dans l'oreillette qu'il a vu bouger une silhouette derrière la fenêtre, probablement avec une kalachnikov. Charly prend une profonde respiration et se raidit. Le message a déclenché un frisson de stress qui le submerge d'un coup. Derrière lui, il sent son collègue se raidir, lui aussi. Immédiatement, il se colle mentalement une claque dans la figure. Reste concentré !

Charly : « Soudain, le type apparaît devant moi dans le couloir. Il approche, les mains en l'air. Il porte un sweater blanc, une capuche blanche et un foulard qui lui masque le visage. Je ne peux voir que ses yeux. Est-ce que c'est Salah Abdeslam ? Impossible à dire. Il porte des vêtements moulants qui, à première vue, ne cachent pas de ceinture explosive. Je crie : "Halte, police. Tournez-vous et venez vers moi, lentement." Il ignore mon ordre et continue d'approcher. En une fraction de seconde, je dois décider : je tire ou je ne tire pas ? Il semble désarmé, donc je le laisse approcher. À la porte, je lui bloque le passage. Je fais alors un pas de côté pour le passer à mes collègues. Au même moment, je vois à ses yeux qu'il mijote quelque chose. Et hop, le voilà qui se met à courir !

J'entends les tireurs d'élite tirer, les balles ricochent contre la façade, le suspect continue de courir. Je vise sa jambe et j'appuie sur la détente. De l'autre côté de la rue, un collègue fait pareil. Au moment où nous tirons tous les deux, l'homme tombe. L'un de nous – nous ne saurons jamais lequel – l'a touché à la jambe, mettant fin à une traque d'ampleur mondiale. »

Les images de l'arrestation de l'ennemi public numéro un font le tour du monde ; elles montrent l'homme à la capuche blanche se faufiler devant les

policiers dans leurs tenues protectrices. Les coups de feu des tireurs d'élite, le fuyard qui tombe, les agents puissamment armés qui le maîtrisent et le traînent dans une voiture. Devant les agents, il admet immédiatement : "Je suis Salah Abdeslam."

Charly : « Ken, notre *team leader*, s'approche de moi : "Nous avons Salah. Bon boulot !" D'abord, je ne le crois pas. "Tu es sûr ? Ça n'avait pas du tout l'air d'être lui." Ken hoche la tête et me montre une photo prise juste avant que l'homme ne soit embarqué dans la voiture. Je vois un clochard, l'air hagard, comme s'il avait dormi dans la rue depuis des mois. Je n'aurais jamais reconnu Salah, et je reste dubitatif. »

Un peu plus tard, la confirmation officielle parvient à tout le personnel par radio. Salah Abdeslam a été appréhendé et formellement identifié par ses empreintes digitales. Une vague de soulagement submerge le peloton. D'euphorie, même. Ils l'ont eu, et ils l'ont eu vivant. Ce dernier point, surtout, est une preuve de professionnalisme dont l'ESI peut être fier. Peu de services de sécurité dans le monde auraient pu en faire autant.

Charly n'a pas quitté son poste, devant la porte, une seule seconde. L'attente reprend. Les explos font sauter les fenêtres en façade pour accroître la pression.

Soudain, le deuxième homme apparaît dans le couloir. La mine insolente, provocante. Il porte un survêtement gris et semble désarmé. Charly lui lance : "Stop, police ! Haut les mains !" Le complice de Salah lui lance un regard mauvais et commence à le provoquer. "Quoi, qu'est-ce qu'il y a ? Tu vas me tirer dessus ? Eh bien, vas-y !" Il fait quelques pas vers l'avant puis retrottine vers l'arrière. Charly l'interpelle : "Stop ! Reviens !" L'homme fait demi-tour, lui adressant un doigt d'honneur et retourne vers l'appartement.

Charly : « Je les connais, ces petits jeux à la con. Pendant que ce frimeur détourne mon attention, tout d'un coup, un troisième fumier débarque de nulle part et me fait mon affaire. Mais on ne me la fait pas, à moi. Je vise sa jambe et je tire. Il tombe, une tache rouge apparaît sur son survêtement au-dessus du genou. Je crie encore une fois : "Sors !" Il refuse à nouveau, nous tourne le dos et rampe dans l'autre direction. À ce moment, avec son FN 303, mon collègue lui tire dans la fesse une balle en plastique. Pas mortelle, mais extrêmement douloureuse. Et manifestement très efficace, car le

suspect rampe maintenant dans notre direction. Dès que nous pouvons l'attraper par les pieds, nous le traînons à l'extérieur. »

L'homme sera plus tard identifié comme étant Sofien Ayari, un Tunisien de 22 ans parti en Syrie dès décembre 2014. Dans sa Tunisie natale, les services de renseignement le soupçonnent déjà d'avoir été impliqué dans deux attentats terroristes commis en Afrique. En septembre 2015, avec le Suédois Osama Krayem, il se mêle au flux de réfugiés pour rejoindre l'Europe. Ils arrivent à Ulm, en Allemagne, dans un centre pour réfugiés surpeuplé. C'est Salah Abdeslam qui viendra les y récupérer un soir d'octobre 2015, et qui les conduira en voiture vers une planque à Charleroi. Nous sommes un mois avant les attentats de Paris.

Le rôle de Sofien Ayari et d'Osama Krayem est peut-être plus important qu'ils ne voudraient le faire croire. Le soir du bain de sang à Paris, ces deux-là ne se trouvent pas parmi les kamikazes qui vont sévir dans la capitale parisienne. Ils ont pris un autocar Eurolines vers Amsterdam, d'où ils se sont rendus à l'aéroport de Schiphol. Le premier était muni d'un grand sac de voyage, l'autre d'une valise. On ne saura jamais avec précision ce qu'ils fichaient à l'aéroport ce soir-là. Aucune des déclarations qu'ils feront aux policiers ne tient la route. Les enquêteurs sont persuadés que Schiphol était une des cibles de cette soirée. Pour une raison inconnue, l'attentat n'a pas eu lieu.

Charly : « Ayari et Abdeslam étaient deux hommes d'un caractère totalement différent. Après son arrestation, Ayari dira aux enquêteurs :"J'aurais préféré être abattu." Alors qu'Abdeslam, lors de son arrestation, se comporte comme un poulet sans tête, comme soulagé d'être enfin arrêté. Ayari était un enfoiré de première, un vrai. Abdeslam, par contre, on n'aurait jamais pu imaginer que ce soit un terroriste. »

Chez Lio, à la maison, Céline et les enfants sont à table quand le téléphone s'éclaire. Un message de Lio : *"Jackpot-Jackpot-Jackpot !"* Elle sourit. Elle annonce aux enfants : "Aujourd'hui, papa a arrêté Abdeslam." "Ah, chouette !", répond Mathieu. Charlotte, qui vient d'avoir 7 ans, hausse les épaules et pioche dans ses carottes. Une info parmi d'autres. Les enfants savent que le travail de papa, c'est arrêter des bandits dangereux. C'est à peine s'ils lèvent encore le nez quand, au hasard d'une opération, il passe au journal télévisé, cagoulé et en tenue de combat.

Rien à voir avec l'ambiance au 16, rue de la Loi ; là, l'excitation est à son comble. Le Premier ministre Charles Michel a précipitamment quitté un important sommet européen consacré à la migration, auquel participent tous les dirigeants européens, et qui se déroule justement à Bruxelles. Il a rejoint ses ministres dans la *situation room* improvisée au sein de son cabinet, pour suivre l'opération de police minute par minute. Le commandement le tient informé par radio.

Dès qu'il reçoit la confirmation officielle de l'arrestation de Salah Abdeslam, Charles Michel invite le président français François Hollande à le rejoindre. Après les critiques virulentes qui avaient visé la Belgique depuis les attentats de Paris, cette arrestation est un triomphe pour Charles Michel. Les insultes, *"Failed State", "Belgiquistan"*, le mépris du président français, tout ça est oublié et pardonné. Assis dans le divan, le Premier ministre, détendu, en bras de chemise, arbore un large sourire devant François Hollande, un peu guindé dans son costume sombre. On fait sauter les bouchons de champagne.

Pour le Premier ministre, l'arrestation n'aurait pas pu tomber à un meilleur moment. Tous les dirigeants européens sont à Bruxelles. Et toutes les agences de presse internationales seront présentes à la conférence de presse, tout à l'heure, lorsqu'il annoncera l'excellente nouvelle au monde aux côtés du président Hollande.

À Molenbeek-Saint-Jean, l'opération n'est pas encore achevée. La nuit tombe, on met des projecteurs en batterie pour éclairer le site. Avant de fouiller l'appartement, les Iris envoient un chien caméra sur les lieux pour vérifier qu'il n'y a plus personne. Les images montrent un salon tout à fait ordinaire. La télévision est toujours allumée – un émetteur arabe – et sur la table de salon, un téléphone abandonné sonne. La sonnerie est une voix masculine qui, sur un ton chantant, récite un verset du Coran en arabe. C'était donc ça, la prière que les collègues ont entendue à travers les murs ! Au chien caméra succède un chien d'attaque, qui après être parvenu à ouvrir la porte des toilettes et de la salle de bains, renifle partout, jusque dans les plus petits recoins, à la recherche d'une des marques de fabrique de l'EI : d'éventuels engins piégés. Cacher des explosifs sous un tapis, tendre entre une porte et une fenêtre des fils de pêche invisibles actionnant une grenade : ce sont là des astuces guerrières que les *returnees* syriens connaissent tous parfaitement.

À l'étage, Lio et ses équipiers se tiennent sur le toit d'une annexe appartenant au numéro 79. Une remise qui donne sur la cour intérieure, et dont les chiens ne parviennent pas à ouvrir la porte. Pas question d'envoyer déjà un des hommes à l'intérieur, c'est trop dangereux. C'est pour cela que les Iris veulent pénétrer dans la toiture par le lanterneau, qu'ils vont donc tâcher de démolir.

Lio : « Nous avons déjà enlevé nos casques. L'opération est toujours en cours, mais la pression est retombée. Je fais signe à Casta : "Hé, gros ! Tâche donc de me démolir ce machin." Notre Espagnol fait un saut jusque chez les pompiers et revient avec une barre à mine, une grosse barre d'acier d'un mètre cinquante de long. Le voilà qui commence à taper de toutes ses forces sur le lanterneau. Sans résultat : la coupole est faite d'une matière synthétique solide, qui cède légèrement, mais reprend immédiatement sa forme initiale. Morts de rire, les collègues se fichent de lui. Furibard, il continue de taper - sans résultat. "Eh bien quoi, Casta ? T'es tout ramolli aujourd'hui ? Tu veux un Red Bull ?"

Je fais un pas en avant. "Laisse faire l'ancien." Je prends la barre et je commence à taper comme un sourd. Je sens tout de suite que c'est peine perdue. Cette coupole est conçue pour ne pas casser. C'est à mon tour d'être la cible des plaisanteries. "T'as oublié de manger tes épinards, Lio ?" J'essaie encore une fois, de toutes mes forces. La coupole plie puis, comme un tremplin, elle me catapulte la barre à mine dans la figure, tout près de l'œil, paf ! Le choc est si violent que j'en tombe presque dans les pommes. Je fais en sorte que mes collègues ne remarquent trop rien. Ils sont pliés en quatre de rire. La décharge émotionnelle après une journée stressante. Je dis : "Pas moyen de casser cette saleté", et je titube vers l'intérieur pour montrer la blessure à James. Je retire ma cagoule, et mon visage est couvert de sang. James voit la profonde coupure, juste à côté de l'œil. "Wow, joli ! Va falloir suturer."

Une demi-heure plus tard, quand l'intervention est achevée, je me hâte vers la cour de récréation de l'école toute proche, où on a installé un poste médical. J'aborde un infirmier : "J'ai eu un petit accident." Et là, soudain, je le vois. Salah, couché sur un tapis de gym orange, enveloppé dans une couverture grise. Il a été touché à la jambe et il reçoit les premiers soins. Il est méconnaissable, le visage bouffi, les cheveux collés au crâne. On dirait un sauvage, la barbe déplumée, un rictus qui lui déforme le visage. Rien à

voir avec l'enfant de chœur à la coiffure soignée de l'avis de recherche qui nous nargue depuis quatre mois sur les murs de la salle de briefing. »

Charly : « Ce soir-là, ivres de joie, nous retournons à la caserne en camionnette. En route, nous nous arrêtons à une stationservice pour faire le plein de bière et de chips. La patronne de la boutique vient nous porter la commande à la voiture. Quand la porte coulissante s'ouvre et qu'elle nous voit assis, radieux, en tenue de combat, elle nous adresse un sourire ravi. "Ah, je comprends maintenant ! Bravo, les gars !"

Quand nous arrivons à la caserne, le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, nous attend. Il tient à nous féliciter, mais je me tiens à l'écart. Je suis crevé, et je vis comme dans un rêve. Cette concentration incessante, cette longue attente ont bouffé les dernières miettes qui me restaient.

En soi, pourtant, l'arrestation d'Abdeslam n'avait rien d'extraordinaire. C'étaient juste deux gamins sans armes. Ce que nous avions vécu à Verviers était bien pire, et avait quand même fait deux morts. Mais c'est à cause du contexte que cette période avait été tellement chargée. Tous, nous étions encore sous le choc de la violence guerrière que nous avions subie à Forest, trois jours plus tôt. C'est Lerre qui avait été blessé, mais ça aurait pu être n'importe lequel d'entre nous.

Une fois Jan Jambon parti, nous pouvons enfin nous offrir une bonne bière. C'est à ce moment-là que nous constatons que nous avons faim. Même ce soir, même pour cette occasion extraordinaire, nous devons assurer nous-mêmes notre pitance. "Quand même, juste aujourd'hui, pour changer, ils auraient pu prévoir quelque chose", rouspète Casta qui parvient à commander en vitesse quelques pizzas, juste avant minuit, heure de fermeture.

Quelques jours plus tard, à l'occasion du débriefing psychologique, Charly nous livre un récit complet et sincère de l'arrestation. Il ne garde rien pour lui. Il dit toute l'énorme pression qu'il a ressentie pendant cette longue attente. Pour la première fois de sa carrière, il a eu peur quand il a entendu qu'on avait cru voir un homme armé d'une kalachnikov derrière la fenêtre – information d'ailleurs inexacte. Il sait que, dans ce royaume de mâles alpha, cet aveu va le poursuivre pendant des années, mais il le fait pour rassurer les collègues plus jeunes. Eux aussi ont probablement eu peur – sans oser l'admettre. Il raconte les yeux d'Abdeslam, la seule chose qu'il a vue entre

la capuche et l'écharpe. "Ces yeux, je ne les oublierai jamais. Ce regard n'annonçait rien de bon." Et il raconte sa fierté, quand il a entendu le Premier ministre annoncer à la presse internationale que la traque de Salah Abdeslam avait trouvé son épilogue.

Charly : « Ce type était recherché dans le monde entier, et j'ai aidé à l'appréhender. À ce moment, le monde entier nous regardait. Un collègue qui se trouvait à Las Vegas à ce moment avait tout suivi en direct à la télévision. De France, plusieurs personnes m'ont envoyé des messages pour me dire à quel point elles étaient soulagées que Salah Abdeslam soit toujours vivant. Et rappeler que pour les victimes, il était important que quelqu'un, parmi les auteurs, soit traduit en justice. Et raconte, peut-être, comment tout s'était passé. Même le président Obama avait téléphoné à Charles Michel pour le féliciter. Toutes ces réactions me donnaient la chair de poule. Nous l'avions cherché si longtemps, et maintenant, nous l'avions arrêté. »

Fièvre terroriste

Samedi 19 mars 2016. Lio est à la maison et joue avec les chiens, espérant apaiser cette fébrilité qui l'habite. Il n'y réussit qu'à moitié.

« Hier, Stark nous a renvoyés avec fermeté à la maison pour nous reposer. Nous allons en avoir besoin, car les journées à venir vont être difficiles. Abdeslam et son complice ne sont pas seuls : d'autres jeunes animés d'idées terroristes circulent en liberté dans Bruxelles. Le risque est très réel qu'ils réagissent par un attentat, et nous aurons encore quelques perquisitions musclées à faire. »

Paradoxalement, ce soir-là, ce ne sont pas des terroristes qui vont faire parler d'eux, mais Farid Bamouhammad, mieux connu sous le nom de "Farid le Fou". Encore lui ! Ce Français, qui avait failli faire exploser une grenade au-dessus du café L'Albertine, revient par moments dans l'actualité, généralement pour son comportement totalement ingérable en prison. Ces dernières années, Bamouhammad a séjourné dans onze prisons différentes. Il vient de bénéficier d'une libération anticipée pour raisons médicales, et a immédiatement renoué avec ses vieilles habitudes, prenant sa nouvelle compagne en otage dans son logement de Fleurus. Selon la police locale, Bamouhammad menace d'utiliser une grenade et de se faire exploser avec la jeune femme. À contrecœur, Lio se hâte vers la caserne. "Ce cinglé ne va quand même pas recommencer ?", se dit-il. "Est-ce que lui aussi aurait brusquement vu la lumière d'Allah ? Est-ce qu'il serait bêtement jaloux de l'attention qu'on porte à Abdeslam ?"

« Dans le vestiaire, je vois arriver James. Fatigué et tendu, il fait la tête. "Hé gros, des soucis avec Madame ?" James me regarde sans rire et secoue la tête. Non. "J'en peux plus, je suis crevé." Je jette un coup d'œil à la ronde, on dirait que les collègues n'ont rien entendu. Qu'un membre du peloton admette ouvertement qu'il ne va pas bien, c'est très inhabituel. La veille au soir, déjà, j'avais remarqué que James n'était pas bien.

Lors de l'arrestation d'Abdeslam, il était dans mon équipe dans l'appartement du premier étage. Salah et son complice venaient d'être capturés, il n'y avait plus qu'à attendre que l'opération soit tout à fait

terminée pour pouvoir descendre. James s'était laissé tomber sur le banc, fourbu. Il avait ôté son casque et s'appuyait contre le dossier, un masque de douleur sur le visage. Et pourtant : nous avions Salah ! Nous étions totalement euphoriques ! C'est pour cet instant que, depuis des mois, nous avions perdu le sommeil. La cerise sur le gâteau ! Mais je voyais bien qu'il était ailleurs. "Ça ne va pas, mec ?" Il ne réagit pas tout de suite. "Non", répond-il. "Lio, je suis au bout du rouleau. Chaque fibre de mon corps me hurle que je dois me reposer." – "Dans ce cas, rentre chez toi et fais-toi porter malade ! Après ce que vous avez subi mardi, ça n'étonnera personne." James se frotte les yeux. "Ouais, je verrai bien."

James est un collègue modèle. Il était à l'ESI depuis un peu plus longtemps que Charly et moi ; bien souvent, dans les actions difficiles, il était au premier rang. Il faisait toujours de l'excellent travail, il était polyvalent, et son parcours au sein de l'équipe était impeccable. Il n'était pas le seul à passer un mauvais quart d'heure – sauf que les autres ne l'admettaient pas à haute voix. En cas de coup de mou, nous avons toujours eu l'habitude de nous mettre la tête dans le sable, en espérant que ça passe vite. Mais cette fois, ce remède d'autruche ne fonctionne pas.

L'attaque de Forest continue de résonner dans toute l'équipe. Je vois ça aussi à Charly : pour la première fois, il a lâché le mot "angoisse" en évoquant l'arrestation d'Abdeslam. C'est un vocabulaire qui n'a pourtant pas cours dans notre unité, même si tout le monde, à un moment donné de sa carrière, a certainement eu peur. Quand on ne peut pas faire autrement, on parle de "stress élevé". Mais jamais aucun de nous n'aurait dit : "Là, je ressens du stress !" Tout au plus : "J'ai un *kick*."

Si Forest m'a entamé le moral moins gravement que mes collègues, c'est que j'étais à l'arrière de la maison, où il ne s'est pas passé grand-chose. Mais certains sont restés en première ligne pendant des heures, sans pouvoir ni avancer ni reculer, convaincus que leur dernière heure était venue. Et ce stress s'ajoute à l'immense fatigue que tous ressentaient. Nous venons de vivre des moments exceptionnels. Au cours des quarante années d'existence de l'unité, jamais personne n'a rien vécu de tel. Cette tension incessante, accumulée depuis tant de mois, nous prive de ressort et nous expose au doute, nourrissant un sentiment de malaise. Nous avons suivi un entraînement physique et mental extrêmement dur, mais sans apprendre comment gérer nos émotions.

Au moment même où nous nous apprêtons à partir nous occuper de Farid le Fou, on nous avertit que la situation à Fleurus s'est résolue : l'homme s'est rendu sans résistance à la police. C'est pas moi qui vais m'en plaindre. »

L'arrestation de Salah Abdeslam va encore dominer l'actualité pendant des jours. Le prisonnier est d'abord emmené à l'hôpital Saint-Pierre à Bruxelles, pour y faire soigner sa blessure à la jambe. Des mesures de sécurité extrêmement strictes sont mises en place jusqu'à la salle d'opération. Il ne faudrait surtout pas qu'Abdeslam puisse s'approcher de scalpels ou de ciseaux. Lorsque les enquêteurs l'interrogent sur son lit d'hôpital, il paraît d'humeur à parler. "Je suis content d'avoir été arrêté", dit-il. "Je n'en pouvais plus."

Pendant cette première audition, Abdeslam tente de minimiser son propre rôle. Il prétend que c'est son ami d'enfance, Abdelhamid Abaaoud, qui est responsable des attentats du 13 novembre. Et que c'est son frère, Brahim Abdeslam, l'un des kamikazes de Paris, qui l'a entraîné dans cette histoire. Brahim lui aurait demandé de louer des voitures et des chambres d'hôtel pour les terroristes. Et oui, c'est vrai, il portait bien une ceinture explosive que lui avait donnée son frère. "Mais je n'avais pas l'intention de la faire exploser."

À son retour en Belgique, le lendemain des attentats de Paris, il est allé se cacher dans la planque de la rue Henri Bergé à Schaerbeek, où il a rencontré Mohamed Belkaïd. "Il était furieux de me revoir", explique-t-il à la police. "Je lui ai expliqué que je ne pouvais pas me faire sauter."

Dans son testament, adressé à ses supérieurs de l'EI, il tenait pourtant un discours tout différent. Plus tard, les enquêteurs trouveront ce texte (fautes de français comprises) sur l'ordinateur de l'un des suspects. *"Je suis abu abderrahman celui qui a participé à la première attaque bien que j'ai voulu être parmi les [martyrs], Allah en a decider autrement al hamoulillah Allah ma sauver de ces koffar et j'ai réussi à rejoindre le reste des frères car il y avait un défaut dans ma ceinture. (...) J'ai conclu que la meilleure chose étais de finir le travail ici avec les frères cependant j'aimerai juste pour l'avenir être mieux équipé avant de passer à l'action."*

La question de sa ceinture explosive, retrouvée plus tard dans la rue, reste en tout cas un mystère. L'enquête démontrera en effet que le circuit

électrique comportait un défaut technique. Mais les experts ne seront pas en mesure d'affirmer si Abdeslam a tenté de l'activer ou non.

Au cours des premières semaines suivant son arrestation, Abdeslam est détenu dans l'aile de haute sécurité de la prison de Bruges. Là, à travers les murs de sa cellule, il entre en contact avec des codétenus : Mehdi Nemmouche, l'assassin du Musée juif, et Mohamed Bakkali, qui a participé à la préparation des attentats de Paris. Les enquêteurs écoutent leurs conversations. Ils apprennent ainsi que devant ces deux hommes, il ironise sur sa ceinture d'explosifs. "Bien sûr que j'ai jeté ce truc. C'était beaucoup trop visible. T'aurais dit que j'pesais 90 kg et qu'j'avais de grosses fesses. Je savais que j'devais m'en débarrasser."

Avec Salah Abdeslam, les enquêteurs auraient-ils mis la main sur l'équivalent d'une boîte noire de l'EI en Europe ? D'autres attentats étaient-ils prévus ? Aux questions des journalistes présents à la conférence de presse qu'il donne avec son collègue français le procureur parisien François Molins, le procureur fédéral Van Leeuw répond avec la plus grande prudence. "Le fait qu'à Forest, nous ayons été confrontés à des combattants étrangers munis d'armes de guerre est évidemment un motif de préoccupation. Il est clair qu'ils n'étaient pas là pour un pique-nique."

La répartition des rôles entre les terroristes, et les adresses des caches où Abdeslam a vécu pendant sa fuite, les enquêteurs espèrent les apprendre d'Abdeslam lui-même. Cet espoir sera déçu. Après son audition à l'hôpital, Abdeslam refusera d'encore parler à la police. Probablement sur injonction de Nemmouche qui, à Bruges, n'est séparé de lui que d'une cellule, et qui l'incite à se taire, tant face à la police que face à son avocat. Depuis, Abdeslam se retranche dans le mutisme.

Au cinquième étage d'un immeuble à appartements de la rue Max Roos, les terroristes Ibrahim El Bakraoui et Najib Laachraoui suivent avec une nervosité croissante les événements des derniers jours. L'assaut mené par la police contre la rue du Dries chamboule tous leurs projets. La cellule terroriste était répartie sur trois caches, dont l'une est maintenant cramée. Eux aussi ont séjourné quelque temps dans la cache de Forest, mais là aussi les murs étaient trop humides y pour fabriquer des explosifs. Début février, une partie du groupe a donc déménagé vers la rue Max Roos, pour y établir un nouvel atelier de production de TATP. L'autre cache est un studio situé

avenue des Casernes à Etterbeek, où séjournent le Suédois Osama Krayem et Khalid El Bakraoui.

Abasourdis, ils voient passer les bulletins d'information sur leur ordinateur portable, et ne comprennent pas pourquoi Abdeslam et Ayari ont pris la fuite plutôt que de combattre la police.

"Nous ne savons pas ce qui leur a pris", dira Laachraoui à l'occasion d'un échange par Internet avec un émir situé en Syrie. "Ils avaient une kalachnikov et six chargeurs. Le seul qui a opposé de la résistance, c'est Belkaïd."

De Salah Abdeslam, ils n'ont pas une très haute opinion, depuis l'histoire de la ceinture explosive défaillante. Un jour, pendant un *chat*, Salah se fera taper sur les doigts par Khalid El Bakraoui : "Ton frère t'attend au paradis, tu as déjà raté ton entrée une première fois, ne la rate pas une deuxième."

Plus tard, Krayem dira aux enquêteurs qu'il ne comprenait pas bien ce que Salah Abdeslam faisait dans le groupe des kamikazes. *"Ce n'est pas quelqu'un de religieux, de droit, d'engagé. Il n'était pas comme ceux qui se sont fait exploser à Paris. Je le considère comme un pauvre type, quelqu'un qui a joué un rôle qui n'est pas le sien."*

Le 16 mars 2016, lendemain de l'assaut de Forest, les photos des frères El Bakraoui trônent en première page de *La Dernière Heure*. Connu jusque-là pour des faits de grand banditisme, le duo est désormais lié aux attentats de Paris. Ça aussi, ça les rend nerveux. Nervosité qui augmente encore lorsque la police, trois jours plus tard, diffuse un avis de recherche à l'encontre de Najim Laachraoui, l'intello, le fabricant de bombes de Schaerbeek.

Les occupants du numéro 4 de la rue Max Roos sentent le filet se resserrer lentement mais sûrement autour d'eux. Ce qui se passe dans l'appartement, les enquêteurs le reconstitueront plus tard à l'aide des conversations par *chat* entre les terroristes et les messages audio enregistrés sur un ordinateur dont ils vont se débarrasser. Laachraoui et El Bakraoui présentent régulièrement des comptes-rendus à un mystérieux émir qui dirige la cellule terroriste belge depuis Raqqa, un certain Abou Ahmed. Selon les autorités françaises, il s'agirait d'un pseudonyme du Belge Oussama Atar, un cousin des El Bakraoui, les frères gangsters.

Courant mars, Laachraoui rapportera à l'émir, dans son Califat, que *"en dix jours à peu près, on a fait plus de 100 kg de TATP. Là, en tout, on a 130*

kg. Tu vois ? Donc, euh, avant même la fin de cette semaine, on aura 200 kg TATP, louange à Dieu, tu vois ?"

Leur projet, c'est de commettre un attentat en juin, lors du championnat d'Europe de football en France. Ils veulent charger 600 à 700 kg de TATP dans une camionnette et s'en servir comme d'un bélier pour pénétrer dans les *fanzones*. Ce que le groupe aimerait également faire, c'est kidnapper *"une ou deux têtes"*, par exemple le Premier ministre, et les échanger contre *"certains frères qui ont travaillé"*, comme Mehdi Nemmouche et Mohamed Bakkali.

Pour Laachraoui, organiser un attentat en Belgique est une mauvaise idée. *"Ça reste toi l'emir, tu vois ? C'est toi qui decides mais si tu préfères qu'on travaille à long terme, il faut éviter de taper la Belgique, tu vois ? Comme ça, la Belgique, ça reste toujours un base de repli, tu vois ?' Ici, on connaît, les frères savent où ils peuvent trouver des appartements Si on fait une attaque en Belgique, c'est fini."*

L'arrestation de Salah Abdeslam, le 18 mars, change tout. El Bakraoui est choqué, Laachraoui est triste. Ils ne s'attendaient pas à cette arrestation. L'annonce par l'avocat d'Abdeslam, Sven Mary, que son client semble vouloir collaborer à l'enquête n'est pas une bonne nouvelle non plus. Dans un message audio du 21 mars à l'émir, on sent la panique chez les jihadistes restants.

Laachraoui : *"Excuse-nous pour le retard, tu vois, mais, euh, on a eu quelques empêchements, quelques imprévus, t'as pu t'en rendre compte en lisant l'actualité. (...) La situation est telle qu'on ne peut plus retarder quoi que ce soit. On a décidé de travailler inch Allah demain, mardi 22 mars… On n'a plus de planque de sécurité, il n'y a plus personne. Des photos circulent. Tout le monde est cramé. Les cibles sont..."*

El Bakraoui (en arrière-plan) : *"L'aéroport."*

Laachraoui : *"L'aéroport… et le métro. Parce que les metros… c'est assez clair. Pourquoi l'aeroport. Un frère nous a donnés comme information qu'en matinée, il y a des vols américains, des vol russes, des vols israeliens. On va essayer de les toucher. Le problème, c'est que… si on utilize les kalachnikovs, vu qu'on n'a pas beaucoup de chargeurs, on va commencer à frapper dans la foule et ils vont fuir, et il y a des militaires. Dons on s'est dit que pour faire un maximum de victims, il faut s'infiltrer et en dernière minute, on déclenche tout en même temps inch Allah, avec la volonté d'Allah."*

El Bakraoui : *“En surprise.”*

Laachraoui : *“En surprise, oui, voilà… inch Allah, on va t’envoyer nos testaments.”*

Pour les terroristes, c’est l’improvisation. Les frères El Bakraoui, qui jusqu’ici ne s’étaient occupés que de l’aspect logistique, décident de participer aux attentats. Ils persuadent également Mohamed Abrini qu’il doit devenir un martyr, parce qu’il est recherché. Le lendemain matin, Ibrahim El Bakraoui, Najim Laachraoui et Mohamed Abrini prennent un taxi vers l’aéroport de Zaventem. Abrini doit se faire sauter le premier, estiment les deux autres.

Plus tard, Osama Krayem expliquera aux enquêteurs : “C’était pas prévu, que les frères El Bakraoui participent aux attentats. Leur rôle consistait à faire venir des gens de Syrie et à les héberger. En fait, ils ne devaient pas mourir. C’est l’arrestation de Salah Abdeslam qui a tout changé.”

À peu près au moment où les trois kamikazes arrivent à l’aéroport de Zaventem, Osama Krayem et Khalid El Bakraoui quittent leur studio de l’avenue des Casernes à Etterbeek et se rendent à pied jusqu’au métro, chacun portant un sac à dos chargé d’explosifs. Les sacs à dos, Osama Krayem les avait encore achetés en vitesse au centre commercial City2. Il les a déposés rue Max Roos, où les autres les ont bourrés d’explosifs ; il est venu les récupérer le soir.

Ils comptent prendre le métro en direction du centre. Khalid se fera exploser le premier dans un wagon à l’avant. Osama attendra d’avoir entendu l’explosion avant de faire la même chose à l’autre extrémité de la rame.

Le 22 mars 2016, à 7 h 30, un taxi s’arrête devant l’immeuble à l’angle de la rue Max Roos à Schaerbeek. Trois hommes montent à bord et se font conduire à l’aéroport de Zaventem. Avenue des Casernes, deux touristes munis d’un sac à dos s’informent auprès d’un employé de banque du chemin vers la station de métro la plus proche. Ils se rendent à pied à la station Pétillon, et achètent bien sagement leurs tickets de métro. Ils sont donc cinq, cinq frères de l’État islamique, impatients, heureux de pénétrer bientôt au paradis auréolés de la gloire des martyrs, en route pour déclencher un bain de sang parmi les infidèles.

Les caméras de surveillance du hall de départ de Brussels Airport captent l’image de trois types qui poussent chacun un chariot sur lequel est posé un

grand sac de voyage noir. L'homme qui se trouve à droite de l'image, identifié plus tard comme étant Najim Laachraoui, se fait sauter en premier à 7 h 58, près des guichets d'enregistrement des vols à destination des États-Unis, d'Israël et de la Russie. Neuf secondes plus tard suit une deuxième explosion causée par Ibrahim El Bakraoui, à proximité du Starbucks. Le dernier homme du trio, en imperméable clair, est tombé à la renverse, soufflé par la première explosion. Il se redresse et repart en poussant son chariot qui porte le troisième sac de voyage. À la deuxième explosion, il s'immobilise, puis repousse vivement son chargement et se fond dans la foule qui s'enfuit, laissant là les morts et les blessés graves enveloppés d'un nuage infernal de fumée et de poussière, sous les débris et les éclats qui volent en tous sens.

Une heure plus tard, à 9 h 11, une puissante explosion retentit dans la station de métro de Maelbeek, en plein cœur de Bruxelles, à 10 km de là. Survenue à huit mètres sous terre, cette explosion sera ressentie jusqu'au quartier général du parti démocrate-chrétien flamand, le CD&V, rue de la Loi. C'est Khalid El Bakraoui qui s'est fait sauter dans une rame sur la ligne 5 du métro.

Sur les images des caméras de surveillance de la station de métro Pétillon, les enquêteurs verront le kamikaze, peu auparavant, à hauteur du distributeur de tickets, échanger quelques mots avec un inconnu également équipé d'un sac à dos. Celui-ci sera identifié plus tard comme étant Osama Krayem, le Suédois, l'homme à tout faire de la cellule terroriste belge. Au moment où Khalid et lui achètent leurs billets, Osama décide de renoncer à sa mission-suicide. Il laisse passer la rame de métro fatale et retourne à pied vers l'avenue des Casernes, toujours chargé de son sac à dos bourré de TATP et de bombes à clous. Revenu à son studio, il se débarrasse de la charge explosive dans la cuvette des toilettes. Les 72 vierges du paradis, ce sera pour une autre fois.

Le 22 mars 2016

Mardi matin, un peu après 8 heures, Lio emmène ses enfants à l'école, mort de fatigue. Il a encore travaillé la nuit précédente, n'a dormi que deux heures ; il a tenu à se lever pour les enfants, poussé par un sentiment de culpabilité à l'égard de Céline. Depuis l'assaut de Forest, il n'est rentré à la maison que pour y prendre de quoi se changer ; Céline a dû tout gérer toute seule. À 8 h 12, l'émission de radio qu'il écoute s'interrompt pour un flash info. "Nous venons d'apprendre que deux explosions ont eu lieu à l'aéroport de Zaventem. Les services de secours sont en route."

Lio dépose les enfants à l'école et rentre à la maison. À la table du petitdéjeuner, il retrouve Céline de mauvaise humeur. "Quand est-ce que tu repars au boulot ?", demande-t-elle. "Tu seras de nouveau parti toute la semaine ?" – "Mais non", la rassure-t-il. "Ça va commencer à se calmer." Tu parles ! Il sera vite contredit par les messages que distille la radio. On y parle de flots de voyageurs fuyant l'aéroport et courant vers l'autoroute, les uns tirant leurs valises à roulettes, les autres les mains en l'air. La police n'a encore rien confirmé officiellement, mais cela ressemble plus à un attentat qu'a un accident. "Ça m'a tout l'air que je vais encore rester un moment sans te voir", soupire Céline. À ce moment précis, le téléphone de Lio sonne. "Vaut mieux que tu reviennes à la caserne."

« J'enfourche ma moto ; une demi-heure plus tard, quand j'entre dans Bruxelles, le bruit des sirènes est omniprésent. Je slalome entre les véhicules à l'arrêt dans les tunnels. Je contourne quelques voitures de police, gyrophares allumés, incapables d'avancer d'un pouce. Le concert de leurs sirènes a quelque chose de désespéré. Elles sont en route vers la station de métro de Maelbeek, où un deuxième attentat vient d'être commis, mais à ce moment-là, je l'ignore encore.

À la caserne, la nervosité se ressent dès l'entrée, et les contrôles sont plus poussés que d'habitude. La cour intérieure bourdonne d'activité, les gens courent en tous sens. Dans la salle de briefing, j'apprends qu'il y a bien eu deux attentats ce matin, l'un à l'aéroport, et l'autre dans le métro bruxellois.

L'officier, Stark, calme le jeu : "Pour l'instant, on ne va nulle part. Pas question de tomber dans un guet-apens. Il n'est pas exclu qu'une deuxième bombe explose tout à l'heure, lorsque l'endroit fourmillera d'agents et de personnel soignant. Tant qu'on n'a pas besoin de nous à Zaventem ou à Maelbeek, nous restons à l'écart." »

À ce moment précis, les enquêteurs signalent la présence d'un terroriste présumé dans les environs. Le signal de son téléphone vient d'être détecté par une antenne GSM proche. Il semble que l'un des kamikazes se dirige vers la caserne, peut-être pour commettre un troisième attentat. Immédiatement, on sonne l'alarme et on ferme le portail à l'entrée. Des agents puissamment armés montent la garde le long des murs extérieurs. On dispose des blocs de béton et des blindés de la police pour couper l'accès à la rue. Plus personne ne passe. On redoute surtout que les terroristes n'utilisent un camion-bélier pour enfoncer le portail d'entrée et tout faire sauter.

« Nous sommes une cible logique : notre caserne est totalement emmurée et abrite l'équivalent d'une petite ville de 3000 policiers. Ce matin, tous les services de maintien de l'ordre se sont réunis ici dans l'attente d'instructions. Si l'EI veut frapper la police, l'endroit semble particulièrement bien choisi. En face, de l'autre côté de l'avenue Général Jacques, se trouve une autre cible potentielle : la VUB (*Vrije Universiteit Brussel*) et ses dix mille étudiants. En tout cas, ce suspect qui se promène à Etterbeek, alors que la plupart des planques se situent de l'autre côté de Bruxelles, à Molenbeek, Jette et Schaerbeek, c'est surprenant. »

Les enquêteurs comprendront plus tard que le signal capté ce matin-là provenait d'Osama Krayem, l'homme qui avait décidé à la dernière minute de ne pas se faire sauter dans le métro. Il s'en retournait vers le studio de l'avenue des Casernes, une planque située à moins de 400 mètres de la caserne et qui n'avait pas encore été repérée.

Lio et ses collègues restent en stand-by et suivent les informations sur leurs téléphones dans la salle de briefing. Les premières réactions abasourdies sur les réseaux sociaux, les premières confirmations officielles, les premières photos sur Twitter. L'image emblématique de l'hôtesse de l'air indienne, Nidhi Chaphekar, couverte de poussière, le visage ensanglanté, le regard épouvanté, dans sa tenue d'hôtesse de l'air en lambeaux. Les témoignages

sanglotants, les appels déchirants de personnes incapables de joindre leurs proches. À 10 h, on avance déjà un bilan provisoire de plus de vingt victimes à Zaventem et à Maelbeek.

Une équipe de l'ESI est finalement appelée à Brussels Airport après une alerte signalant un tireur suspect sur le tarmac. Fausse alerte. À leur retour, l'équipe nous raconte l'incroyable chaos, la panique, les victimes, les blessures de guerre infligées par les bombes à clous des terroristes : les fragments de métal, les vis et les boulons projetés en tous sens traversent les corps en déchirant tout sur leur passage.

« Malgré cela, nous ne prenons pas vraiment conscience de l'ampleur de la catastrophe, ni des souffrances des victimes. Aucun de nous n'est surpris par ces attentats. Depuis plusieurs mois, nous avons ce genre de scènes de guerre à l'esprit en permanence.

Ce qui nous préoccupe surtout, ce matin-là, c'est ce qui pourrait encore advenir. Les attentats ont eu lieu, nous ne pouvons plus rien y faire. Nous devons nous tenir prêts au cas où ce ne serait pas fini. Nous nous dépêchons de manger et de boire un petit quelque chose sur le pouce. Certains collègues s'installent un instant sur un sac de couchage dans le vestiaire pour prendre un peu de repos et de forces. En temps de crise, c'est la règle : mange et dors quand tu peux, et n'oublie pas d'aller pisser, car quand l'action commence, tu ne sais pas combien de temps ça va durer. Nous devons pouvoir démarrer à la minute. »

Le cœur de Bruxelles est enveloppé d'un silence de mort que rompent uniquement le hurlement des sirènes et le vrombissement des hélicoptères. La rue de la Loi, où les voitures s'agglutinent généralement sur cinq files, est pratiquement vide. Devant la sortie de la station métro Maelbeek, plusieurs personnes sont assises à même le sol, blessées, abattues ; elles ont échappé à cet enfer souterrain. Les transports publics de la capitale sont à l'arrêt, les tunnels sont fermés, les environs du Parlement ont été évacués. Le gouvernement demande à la population de se calfeutrer à l'intérieur, à la maison, au travail ou à l'école. "Faites en sorte de réduire au strict minimum toute circulation en rue ; laissez la place aux services de secours. Les magasins et les cinémas restent fermés, on annule les concerts. Le *lockdown* qui a paralysé Bruxelles il y a quelques mois n'était donc qu'un prélude.

Vers midi, le bilan provisoire en est déjà à plus de 30 victimes. "Aujourd'hui est un jour noir dans l'histoire de notre pays", déclare le

Premier ministre Charles Michel. Partout en Europe, les chefs de gouvernement manifestent leur sympathie à la population belge et convoquent leur propre conseil de sécurité. Partout, les aéroports resserrent leur surveillance. Même New York et Washington renforcent les mesures de sécurité dans les aéroports et les gares. À 14 h, on évacue la centrale nucléaire de Tihange ; une heure plus tard, c'est au tour du Berlaimont, le siège de la Commission européenne, d'être évacué.

Après les explosions de Zaventem, les enquêteurs découvrent très rapidement l'adresse d'où sont partis les terroristes ce matin-là. Un chauffeur de taxi a été surpris par le comportement bizarre d'un trio qu'il a embarqué le matin, à Schaerbeek, à destination de l'aéroport. Il se présente immédiatement à la police. Son récit prouve que notre pays a échappé à une catastrophe bien pire encore. Ces trois passagers avaient quatre grands sacs de voyage. Or le coffre du taxi ne pouvait en contenir que trois, et le chauffeur avait refusé de prendre le quatrième. Ce sac, probablement bourré d'explosifs, les trois hommes l'avaient abandonné à contrecœur dans leur appartement de la rue Max Roos. En chemin, le taximan avait remarqué une surprenante odeur d'ammoniaque dans sa voiture. Un des passagers crachait sa haine des Américains, les deux autres se taisaient. À l'annonce des explosions de Zaventem à la radio, pendant sa course suivante, le chauffeur a immédiatement fait le lien. Le temps de déposer son client à l'adresse demandée, il s'est rendu au premier commissariat de police.

« Peu après midi, c'est le branle-bas de combat : toutes les équipes doivent se rendre au numéro 4 de la rue Max Roos, où des terroristes se cachent peut-être encore. "*Asap, asap !* En avant, on démarre !" À peine avons-nous démarré que notre colonne est contrainte à l'arrêt. Le verrouillage du quartier européen et la proximité de la rue de la Loi provoquent un chaos indescriptible pour la circulation des quartiers environnants. D'Etterbeek jusque Schaerbeek, on roule au pas.

"Il faut envoyer quelqu'un d'urgence", dit l'officier en me regardant. Ce jour-là, je suis *team leader* des motards. Pendant que mes collègues, avec leurs blindés de police, avancent au pas dans la file, nous nous frayons un chemin, à quatre motards, dans la circulation. Une atmosphère irréelle enveloppe la ville. Partout, on n'entend que des sirènes : une cacophonie de sirènes d'ambulances, de pompiers et de police, toute la journée. Quand

j'entends ces sons aujourd'hui, je ne peux m'empêcher de repenser à ce 22 mars.

La police locale a établi un périmètre de sécurité autour du quartier de la rue Max Roos. À notre arrivée, nous voyons chez les forces de l'ordre la même panique que la semaine précédente à Forest. Des agents se mettent à couvert, arme au poing, derrière des voitures et dans les porches des maisons. Nous sommes accueillis comme des libérateurs. "Ils sont là ! L'ESI est là !" Ils nous saluent même de la main. Je réprime un sourire : ils sont à plus de 20 ; nous ne sommes qu'à 4. Je ressens le soulagement de leur officier, trop heureux de pouvoir me confier le commandement. »

La tanière des terroristes se trouve au dernier étage d'un bâtiment d'angle, un immeuble à appartements des années 1970. C'est ici qu'ils ont préparé les attentats ; c'est d'ici qu'ils sont partis ce matin. Quelque part dans l'immeuble doit se trouver un sac abandonné contenant une ou plusieurs bombes. Mais reste-t-il aussi quelqu'un à l'intérieur ? Il va falloir aller voir.

Quarante minutes plus tard, la colonne de l'ESI entre enfin dans la rue. Des blindés de la police, on voit bondir d'imposantes silhouettes en tenue de combat ; c'est l'équipe de Charly et Ken, qui va pénétrer dans l'immeuble. Au-dessus de leurs têtes circule l'hélicoptère qui doit les déposer sur le toit ; c'est par là qu'on a prévu de lancer l'assaut.

C'est à ce moment qu'on remarque la présence d'un sac sur le balcon. S'il s'agit du fameux sac de voyage refusé par le chauffeur de taxi, il y a de grandes chances qu'il contienne du TATP. Or cet explosif est susceptible d'exploser à la moindre vibration ou à la moindre friction. Le pilote de l'hélicoptère refuse d'en prendre le risque et donc de s'approcher davantage. Il faudra que les hommes tentent l'assaut par la porte d'entrée. Une fois de plus, Charly entrera en numéro 1, à la tête de son équipe. "Putain", grommelle-t-il quand il croise Lio. "L'hélicoptère n'ose pas se poser, mais nous ? Nous, on va bien devoir y aller, hein ?" Plus tard, Charly lui laissera entendre qu'il était persuadé que l'immeuble allait sauter – et que cette fois-ci, ils allaient tous y passer.

La police locale a déjà évacué les autres occupants de l'immeuble, et nos gars se rendent au quatrième étage, juste en dessous de l'appartement des terroristes. Ils forent des trous dans le plafond et y insèrent des caméras. L'espace au-dessus d'eux est vide. C'est déjà un souci de moins.

Reste à entrer dans l'appartement. Les explos placent sous la poignée de la porte un Libervit. Avec commande à distance, au cas où la porte cacherait un engin piégé.

Charly : « En fait, nous partons de l'hypothèse que la porte est bien piégée, et qu'elle explosera à la première tentative de l'ouvrir. On renvoie dehors tous ceux dont la présence n'est pas indispensable. Nous ne sommes plus qu'à quatre dans l'immeuble. Avant d'activer le Libervit, nous nous mettons à couvert un étage plus bas, sachant parfaitement ça n'a guère de sens : si la porte explose, la moitié de l'immeuble s'effondre. Mais nous devons rester là, impossible de partir. Nous nous regardons, conscients de vivre peut-être nos derniers instants. Puis nous nous donnons mutuellement l'accolade avant de poursuivre la mission. Ceci n'est pas un combat à la loyale où le meilleur gagne. La seule chose qui compte, ici, c'est la chance. La situation est tout sauf sous contrôle.

Cette impression que la mort vous souffle dans la nuque, je l'ai déjà eue plusieurs fois depuis notre assaut à Verviers, il y a quelques siècles de ça. Je n'avais jamais rien ressenti de tel auparavant, même pendant les opérations les plus dangereuses. Je suis calme et résigné. Si c'est ici que tout doit s'arrêter pour moi, je ne peux rien y changer. D'ailleurs, c'est à peine si je m'en rendrai compte.

J'entends le déclic du Libervit, la porte s'ouvre, et je commence à compter. En principe, une grenade éclate après trois à cinq secondes. Un, deux, trois, quatre, cinq... rien... six, sept, huit. OK, on peut de nouveau respirer.

Cesco et moi, nous montons pour ratisser l'appartement, un *sweeping*. Nous restons sur nos gardes, attentifs à repérer d'éventuels engins piégés. Par la porte grande ouverte, je découvre un couloir couvert d'un long tapis. Va falloir faire gaffe. Un tapis est une cachette idéale pour une bombe : on y pose le pied et BOUM ! Cesco et moi décidons de laisser là notre bouclier pare-balles pour avoir les mains libres. Prudemment, le dos collé au mur, nous avançons pas à pas dans le couloir, glissant les pieds entre le mur et ce tapis que nous veillons à ne pas toucher. L'appartement est baigné d'une puissante odeur d'acétone et d'acide chlorhydrique, ces produits qu'utilisent les terroristes pour fabriquer leurs bombes. Dans une des chambres, nous trouvons un bac contenant une poudre blanche : du TATP. À côté, des caisses contenant les vis et les boulons destinés à servir de shrapnels dans les bombes à clous, et de grands bidons d'acétone et de peroxyde d'hydrogène.

Des mécanismes d'allumage. L'appartement est abandonné. Tout indique que les terroristes avaient prévu de produire encore de grandes quantités d'explosif, mais qu'ils se sont décidés en catastrophe de passer à l'action. »

Dans l'équipe de Charly, j'observe une absence notable : celle de James qui, justement, prend souvent la tête dans ce genre d'opérations. Ce matin, il s'est fait porter malade, car il se sent mal depuis la fusillade de Forest, où il a été exposé aux détonations les plus fortes. Il passe la journée à l'hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek où on soigne le traumatisme subi par ses tympans. Il est assis dans la chambre hyperbare (qu'on appelle le "caisson") lorsqu'arrivent petit à petit les premières victimes de l'attentat de Zaventem. Elles aussi doivent soigner leurs tympans lésés par l'effroyable détonation et par le *blast* de la bombe.

Vers 17 h, le parquet fédéral diffuse les images des caméras de surveillance qui montrent les auteurs présumés de l'attentat de l'aéroport. Trois hommes et leurs chariots. Deux d'entre eux se font sauter, celui qui est à droite de l'image s'enfuit. La police ne connaît pas son identité, mais il porte un chapeau de pêcheur reconnaissable. Par cet appel au grand public, elle lance une grande traque contre "l'homme au chapeau".

Depuis sa cellule dans l'aile de haute sécurité de la prison de Bruges, Mehdi Nemmouche suit l'actualité des attentats à la télévision. Les surveillants l'entendent pousser des cris de joie alors qu'il commente l'actualité à haute voix pour Salah Abdeslam, à une cellule de la sienne. Entre-temps, l'État islamique a officiellement revendiqué les attentats. "Une cellule secrète de soldats du Califat s'est élancée en direction de la Belgique croisée, qui n'a cessé de combattre l'islam et les musulmans. Ils ont pu tuer un grand nombre de croisés." Suivent alors des menaces à l'attention de tous les pays participant à la coalition anti-EI. "Nous vous promettons des jours bien sombres. Ce qui vous attend sera encore plus dur et plus cruel."

Rue Max Roos, la perquisition dure jusqu'après minuit. Dans la rue, le maître-chien Keto inspecte les environs avec son chien de détection. Le chien se met à aboyer devant une poubelle posée à même le trottoir, à côté de quelques cartons. On n'y trouvera pas de bombe, mais bien des vis et des boulons en quantité, ainsi qu'un ordinateur abandonné par les terroristes. Pour les enquêteurs, cet ordinateur se révélera une mine d'informations. Exténués, les hommes de l'ESI rentrent à la caserne, où ils restent en stand-by.

Lio : « Nous sommes tous crevés, mais personne ne veut rentrer à la maison, nous ne voulons rien rater. De retour à la caserne, nous devons d'abord préparer notre matériel pour pouvoir démarrer au quart de tour au premier nouvel appel. Alors seulement, nous pouvons manger un bout ou nous reposer. Souffler. Nous savons que nous n'allons pas dormir beaucoup ces prochains jours. Plusieurs terroristes sont encore dans la nature. Maintenant, c'est la course contre la montre pour éviter de nouveaux attentats. »

Nouvelles menaces

Le bilan des victimes ne sera définitif que le soir ; on dénombrera finalement 32 morts et environ 340 blessés. Un carnage. Le gouvernement annonce trois jours de deuil national. Des centaines de personnes se réunissent à Bruxelles, devant la Bourse, pour y trouver ensemble un peu de réconfort. Elles allument des bougies et déposent des bouquets en hommage aux victimes, écrivent à la craie des messages sur les pavés. Le Premier ministre Charles Michel et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, viennent exprimer leur soutien. En fin de journée, Jean-Claude Juncker publie un tweet. “Solidarité avec la Belgique. Ce soir, je suis Belge.”

Tandis que le pays panse ses plaies, des journées de folie s’annoncent pour l’ESI. Les magistrats antiterroristes bruxellois ordonnent à la chaîne des perquisitions et des arrestations de terroristes présumés. Toutes les portes possibles et imaginables encore ouvertes dans l’enquête doivent être fermées, et cela mène à des actions policières impressionnantes. Pendant ce temps, on cherche fiévreusement l’homme au chapeau, dont la police diffuse également des vidéos prises par les caméras de surveillance.

« Cette semaine, nous enchaînons une descente après l’autre. Nous travaillons jour et nuit, sans désemparer. Perquisitions, arrestations, briefings et préparations tactiques s’enchaînent sans fin. Dès qu’il fait un peu plus calme, je recommande aux hommes d’aller dormir – sans radio, car la litanie des messages ne s’arrête jamais. “Je viendrai vous réveiller s’il y a quelque chose.” Moi-même, je me repose à peine. Dans la salle de briefing, on a affiché les photos des suspects dans une grande toile d’araignée dont les fils montrent qui est lié à qui, qui est encore recherché et qui a déjà été appréhendé. Nous ressentons, plus pressante que jamais, la nécessité d’obtenir des résultats ; vite, sans erreur et avec une parfaite concentration, car le risque d’être pris pour cible n’a pas disparu. La plupart des suspects que nous devons arrêter sont signalés armés et très dangereux.

Pendant ces journées qui, sans l’ombre d’un doute, comptent parmi les plus difficiles de ma carrière, je comprends mieux pourquoi notre formation

de jeunes recrues a été si dure, et pourquoi nos instructeurs se sont montrés sans pitié. Je comprends pourquoi on nous poussait à bout, 72 heures d'affilée, privés de sommeil et de nourriture. Et pourquoi on nous obligeait à courir 16 km de plus, alors que nous étions étendus pour le compte, prêts à abandonner. Celui qui ne craquait pas à ce moment-là continuait ; les autres étaient virés.

Aujourd'hui, nous vivons exactement le même scénario. Sauf que c'est "pour du vrai". Au sein du peloton, tout le monde a déjà amplement dépassé ses limites physiques. Et pourtant, il faut continuer. Nous ne pouvons pas laisser le stress nous envahir ; nous ne pouvons à aucun moment relâcher notre attention. En tant qu'inspecteur principal, je dois diriger mon équipe, rester calme, garder l'esprit clair et donner des instructions précises. Si je continue de fonctionner, c'est à force de volonté. Et de chocolat. »

Après les attentats de Bruxelles, la police française, elle aussi, est passée à la vitesse supérieure : elle sait à quel point les réseaux terroristes de France et de Belgique sont imbriqués. Jeudi soir, une unité antiterroriste pénètre dans un immeuble d'Argenteuil, dans la banlieue parisienne ; et y appréhende Reda Kriket, un gangster français qui a longtemps habité à Bruxelles. En 2013, il faisait partie du réseau de l'infâme Abdelhamid Abaaoud et du mystérieux Monsieur Zerkani, le "joueur de flûte" de Molenbeek. C'est autour d'eux que tout a commencé. Ici, en Belgique. Rusé, ce malfaiteur a commis d'innombrables casses, finançant le départ de jeunes Bruxellois vers la Syrie à coups de vols de bijoux, d'appareils photo et d'appareils électroniques. En 2014, la justice bruxelloise condamnait Kriket et Zerkani à 10 ans de prison pour le recrutement de combattants syriens et pour avoir financé le jihad. Par contumace, évidemment, car ils étaient entrés dans la clandestinité.

Les enquêteurs découvrent maintenant que Reda Kriket et sa bande sont sur le point de commettre un attentat en France. Son appartement d'Argenteuil est bourré jusqu'au plafond de kalachnikovs et d'armes automatiques, de TATP et de matériel de fabrication de bombes à clous, de téléphones et de faux passeports. Son projet est déjà très avancé, selon les autorités françaises : il vise le championnat d'Europe de football de juin 2016 – une idée que caressait déjà, lui aussi, le commando belge de l'EI.

Si l'attentat est ainsi déjoué de justesse, l'événement déclenche des sonnettes d'alarme en Belgique, car plusieurs hommes de main de Kriket y

sont encore dans la nature. Quelle raison aurait bien pu avoir ce jihadiste français pour faire si souvent la navette entre Bruxelles et Paris ces derniers mois ? Depuis plusieurs jours, les équipes d'observation tiennent à l'œil plusieurs suspects proches de Kriket. Le lendemain de son arrestation, à l'aube, l'ESI effectue des descentes à Forest et à Saint-Gilles, et arrête deux terroristes présumés. Lio et son équipe effectuent la perquisition de la rue de Belgrade à Forest, où ils cueillent le suspect dans son lit, à 5 h 01 du matin.

« La perquisition se déroule sans incident. Douze minutes plus tard, nous remettons le prévenu aux enquêteurs, les yeux bandés et en slip. Nous repartons en quatrième vitesse à la caserne pour prendre le petit-déjeuner. Nous sommes à bout, à bout. À bout. On est le vendredi matin, voilà dix jours que nous travaillons sans interruption, et tout le monde espère pouvoir rentrer très vite à la maison. Céline et moi avons prévu de partir à la mer tout à l'heure avec les enfants : j'ai promis d'être à la maison à temps.

Alors que nous sommes au dépôt, à préparer notre matériel, Pette nous sort de notre rêverie. "OK pour le petit-déjeuner au mess, mais personne ne rentre à la maison : il y a peut-être encore une opération à prévoir." Nous nous regardons médusés : "Encore une ? Tu rigoles ?" Une demi-heure plus tard, nous venons de terminer nos tartines et nos œufs. Pette se pointe à nouveau : "Il reste un type à arrêter. Il me faut trois équipes et des motards." »

Il s'agit d'un Algérien, Abderahmane Ameroud, un sbire de Kriket, extrêmement dangereux. Âgé de 38 ans, l'homme, musulman, est connu pour s'être radicalisé depuis un certain temps déjà. Dans les années 1990, il a été impliqué dans l'assassinat du commandant Massoud par les Taliban, en Afghanistan, deux jours avant les attentats terroristes du 11 septembre. Cela lui a valu sept ans de prison. Quinze ans après les attentats sur les tours jumelles, les enquêteurs le retrouvent au milieu d'une nouvelle génération de jihadistes dans le réseau de Reda Kriket. Selon des renseignements récoltés en France, il se préparerait à faire exploser une bombe sale à Bruxelles.

Le suspect habite à proximité de la place Meiser, à Schaerbeek, à l'ombre de la tour Reyers, la tour de télécommunications des chaînes de télévision publique, VRT et RTBF. Chaque matin, il prend le tram pour conduire son fils à l'école islamique de Schaerbeek. Les hommes de l'ESI sont censés l'intercepter sur le chemin de l'école sans qu'il arrive rien à l'enfant. Ce

sera vite fait, se disent-ils. À 7 h 30, ils prennent place discrètement à proximité de son domicile, et se mettent en embuscade. Ils attendent. Ce sera l'intervention policière la plus spectaculaire de la semaine.

« Il est presque 9 heures, et le type n'est toujours pas sorti de chez lui. Et merde. L'équipe d'observateurs nous a pourtant assuré que l'homme part de chez lui chaque matin à la même heure. Sauf, justement, ce putain de vendredi-ci. À 10 heures, rien n'a encore bougé. 11 heures. Rien. J'envoie un SMS à Céline. "Ça dure plus longtemps que prévu." Je l'imagine, furax, à la maison. Pendant ce temps, la circulation se fait plus dense. Ça va être de plus en plus compliqué de suivre le suspect sans nous faire remarquer. »

Il est plus de 13 heures quand nous recevons enfin le message radio tant attendu. "Il sort accompagné d'un enfant." Le père et le fils quittent la rue et marchent vers un arrêt de tram de l'avenue Rogier. Trois voitures blindées les suivent discrètement. Le père porte un grand sac à dos. À l'arrêt du tram, les Iris frappent comme l'éclair : ils encerclent l'abribus, évacuent les autres passagers et tiennent l'homme en joue. La voix de Horn résonne dans le mégaphone : "Police fédérale ! Haut les mains ! Lâchez l'enfant et jetez votre sac au loin !" Le garçonnet, d'environ 7 ans, s'accroche à la jambe de son père : "Papa ! Papa ! Non !" L'homme ne réagit pas – et ne lâche pas son fils. "Nous répétons : laissez partir l'enfant, posez votre sac à dos et enlevez votre veste." Malgré les ordres répétés de la police, l'homme refuse de jeter son sac à dos et commence à lancer des insultes. "Infidèles ! Je vais vous tuer tous, au nom d'Allah !"

S'installe alors un dialogue de sourds de plusieurs minutes opposant les hurlements de l'homme et la voix métallique qui sort du mégaphone de la police. Les Iris s'inquiètent surtout du sac à dos, qui pourrait contenir une bombe. Une idée traverse l'esprit de Lio : "Ce type va se faire sauter et son fils avec lui." Les tireurs d'élite reçoivent alors du parquet le feu vert pour une "neutralisation partielle*". Ils tirent. L'homme est touché d'une balle dans la jambe et tombe sur le dos. Son fils, tombé sur lui, pleure à fendre l'âme – "Papa, ne meurs pas." L'homme, lui, hausse le ton – "Barbares ! Mon fils a tout vu, il vengera son père !" Il reste étendu un long moment, mais au fur et à mesure que sa blessure à la jambe devient plus douloureuse, le ton change. "Appelez une ambulance ! Je suis blessé." – En face, la réponse fuse : "Laissez d'abord partir votre fils et jetez le sac à dos loin de vous."

Le père finit par dire “vas-y” au garçonnet, et les agents l’évacuent, tout pleurant, loin de l’abribus. L’homme refuse encore de lâcher son sac à dos. Horn est intraitable. “Dans ce cas, l’ambulance ne viendra pas vous chercher. Nous avons tout notre temps.” Il faudra encore six longues minutes avant que l’homme ne défasse les bretelles du sac à dos et le jette sur les rails du tram. Le service de déminage du SEDEE fait immédiatement avancer un robot pour vérifier s’il contient des explosifs. Ce n’est pas le cas. Mais qu’y a-t-il donc dedans ? De la viande. Des morceaux de viande, et rien d’autre. Pour manger, affirme le suspect. Les enquêteurs n’y croient qu’à moitié. C’est quand même très particulier de défendre les viscères d’un mouton mort avec tant d’acharnement.

S’il n’a effectivement pas de bombe sur lui, Abderahmane Ameroud est bien un gros poisson du terrorisme. La Belgique l’extradera vers la France avec les deux autres terroristes présumés de la bande Kriket.

« Ce soir-là, c’est à l’état d’épave que je rentre à la maison, beaucoup trop tard. Céline et les enfants m’attendent depuis plusieurs heures pour aller à la mer. Je lui donne les clés de la voiture : “Ça t’ennuie de conduire, mon amour ?” D’habitude, je conduis toujours moi-même, mais là, je suis totalement vidé. Je laisse Céline prendre les commandes. »

Un *survivor*, un vrai

Lorsque Céline monte sur l'autoroute et met le cap sur la mer, Lio, à côté d'elle, dort déjà. Sur la banquette arrière, les enfants regardent un film sur l'iPad.

Céline : « C'est la première fois que Lio me propose de conduire. C'est que ça ne va vraiment pas. Combien d'heures aura-t-il dormi cette semaine ? Quatre ? Cinq ? Voilà déjà longtemps que je lui dis qu'il ne pourra jamais tenir le coup à ce rythme. À moi aussi, tout cela commence à peser. Ce n'est vraiment pas gai de devoir toujours tout faire toute seule. Aller au lit seule. Cuisiner seule. Faire les courses seule. Ranger seule. Comme si nous n'étions plus un couple. J'ai l'impression de ne plus servir qu'à faire la lessive et à lui préparer de temps en temps un repas correct. À la caserne, personne ne prend soin de ces hommes. Généralement, quand ils rentrent de mission, la cantine est déjà fermée. Souvent, je lui donne des restes à réchauffer - il y a un four à micro-ondes dans la salle de briefing des observateurs.

Le plus pénible, c'est qu'on ne peut jamais rien planifier : il y a toujours des imprévus. Aujourd'hui, c'était l'arrestation de ce type qui hurlait que son fils le vengerait. Dans bien des couples, d'après Lio, tout cela cause des conflits. J'essaie de garder ma bonne humeur et de le soutenir au maximum : les choses sont déjà assez difficiles pour lui comme ça. Mais quand il me téléphone pour dire qu'il rentre, puis qu'il n'apparaît que trois heures plus tard pour m'annoncer qu'il n'a pas le temps de manger parce qu'on le rappelle déjà, j'avoue que j'ai parfois envie de lui balancer le plat de patates à la figure.

En fait, nous sommes tous les deux trop fatigués pour ce weekend à la mer. Mais les enfants s'en sont fait une telle joie... Et puis nous avons rendez-vous au restaurant, le lendemain, avec des amis. C'est pour ça qu'on y va quand même. »

Lio : « Le samedi matin, je vois que Céline est soucieuse. "J'ai déjà deux jours de retard", me dit-elle. "Normalement, je n'ai jamais de retard. Tu ne crois quand même pas que..." Je réagis comme si une guêpe m'avait piqué.

“Je ne peux vraiment pas m’encombrer de ce genre de conneries maintenant. Je file à la pharmacie acheter un test de grossesse. Comme ça tu sauras que ce n’est rien et on sera tranquilles.” À la pharmacie, le vendeur me lance : “Tous mes vœux, monsieur” – Je grogne : “Ah non alors !”, et je claque la porte plus fort que je n’aurais voulu. »

Céline : « Je vais dans la salle de bains, faire le test. Le choc ! Il est positif. Je suis enceinte. Ça ne percute pas tout de suite. Je regarde dans le vide, effarée. Un troisième enfant ? Maintenant ? Justement maintenant ? Qu’est-ce que Lio va dire ? Après vingt minutes, il vient dans la salle de bains me demander si tout va bien. “Regarde...”, lui dis-je, et je lui montre le petit trait rose sur le testeur. Ses premiers mots : “Tu ne vas quand même pas le garder ?” Je sursaute. Je sens des larmes monter en moi et je ne réponds pas. “Je ne peux vraiment pas me mettre ça sur le dos en plus”, me dit-il, catégorique, et il sort de la salle de bains.

Sa réaction m’atteint comme un coup de poing. Je comprends qu’il soit fatigué, mais ça, c’est violent. “Et puis, quand est-ce que ça aurait pu se passer ?”, me demande-t-il. “Nous nous sommes à peine vus ces derniers mois.” Je sais très précisément quand l’enfant a été conçu : une semaine avant l’assaut de Forest. Un de ces rares dimanches soir où, par extraordinaire, il était à la maison. Après tout, il suffit d’une fois. Il me regarde presque comme si je l’avais fait exprès, comme si j’avais essayé d’attirer son attention.

De nous deux, c’est toujours moi qui disais que je ne voulais pas de troisième enfant, tellement je redoutais une nouvelle grossesse. Mais maintenant que j’en suis là, je ne veux pas simplement le faire disparaître. Nous avons à peine vu grandir nos deux enfants, tellement nous étions occupés tous les deux. Je travaillais dans l’entreprise familiale et je me levais très tôt chaque matin. Lio aussi était constamment au travail, et nous avions donc une nounou. Mais j’ai quitté l’entreprise l’année précédente et mon rythme de vie s’est un peu calmé. Peut-être que je pourrais rééquilibrer les choses avec ce petit troisième, et le voir grandir, lui.

Ce samedi-là, c’est à peine si nous échangeons encore une parole. Lio dort presque toute la journée. Je suis tout à fait désorientée. Est-ce que c’est avec cet homme-là que je me suis mariée ? C’est à peine si je le reconnais. Le stress de tous ces longs mois l’at-il à ce point changé ? Ce soir-là, nous allons souper avec nos amis comme prévu. Nous avons beaucoup de mal, tous les deux, à faire comme si de rien n’était. »

Lio : « C'est totalement irréel comme situation. L'idée d'avoir un enfant supplémentaire, je ne suis vraiment pas de taille à l'accepter en ce moment. Nous n'y sommes pas préparés, ce n'est pas prévu. Et tout ça, en plein pendant la semaine qui suit celle des attentats. Qui sait ce qui va encore se passer dans les mois qui viennent…

Après la naissance de Charlotte, j'aurais vraiment voulu un troisième enfant, mais à l'époque, Céline n'en voulait plus. Maintenant, j'ai 40 ans, nous avons deux enfants en bonne santé de 8 et 11 ans. Les pleurs de bébé, je n'en veux plus. J'aspire au calme. Comme je manque d'énergie pour en parler, je réagis de manière radicale : "Désolé, ce n'est pas possible." »

Céline : « Le matin du dimanche de Pâques, Lio est rappelé à la caserne ; il s'agit d'aller arrêter l'un ou l'autre monstre de l'EI. Encore un. Je confie les enfants à mes parents, qui sont à la mer – après tout, ce sont les vacances de Pâques – et je rentre à la maison avec lui. Je ne suis pas d'humeur à rester à la mer. Peut-être pourrons-nous reparler un peu dans la voiture.

Pendant le trajet, j'ai l'impression que toutes les tensions accumulées depuis des mois sont là, entassées dans la voiture. Le silence est écrasant. Je fais une tentative : "Ça m'a complètement retournée, ce que tu m'as dit hier…" – Il m'interrompt. "Mais tu me comprends, non ? Toi non plus, tu n'en veux pas ?" Je regarde droit devant moi. "Je ne sais pas encore." »

Lio : « Dans la voiture, nous sommes tous les deux tellement secoués que nous pouvons à peine prononcer un mot. Céline me dépose à la caserne et rentre à la maison. Au vestiaire, je cherche Charly. Il voit au premier coup d'œil que quelque chose ne va pas. J'éclate. "Tu sais ce qui arrive à Céline, maintenant ?" Charly répond posément : "Elle est enceinte." J'en reste comme deux ronds de flan. Ce Charly... Il me connaît si bien que je n'ai même plus besoin de lui dire ce qui m'arrive.

Ce dimanche-là, nous procédons à l'arrestation de Yassine Atar, un cousin des El Bakraoui, les frères kamikazes. C'est le énième complice des attentats de Paris et de Bruxelles. Nous avons perdu le compte. Le rythme infernal des perquisitions et des arrestations se poursuit pendant les jours qui suivent, et réclame toute mon attention. Sauf que pendant chaque seconde de temps libre, je pense à ce petit colis qui est en train de nous arriver à la maison. Je suis furieux contre moi-même. Furieux que ça m'arrive à moi, comme si je m'étais comporté en ado imprudent. Je sens

que Céline et moi ne sommes pas sur la même longueur d'onde : la tension entre nous est intense. »

Céline : « Lio est trop épuisé pour pouvoir encore tenir compte des sentiments d'autrui, mais je trouve sa réaction très égoïste. Depuis des mois, tout tourne autour de lui et rien que de lui, et voilà qu'il décide en plus que cet enfant, ce n'est pas possible. Comme si je l'avais planifié. Mais pour moi aussi, c'est une surprise ! Il y a des années que je me suis défaite de toutes les affaires de bébé de nos enfants. Et pourtant, ce bébé, je veux le garder. Mais Lio, non, pas du tout. Est-ce possible, dans ces conditions ? Je suis avec quelqu'un que je ne vois presque pas. Comme les choses se présentent là, il faudra que j'élève ce petit dernier toute seule. Personne ne sait quand cette menace terroriste prendra fin – si elle prend fin un jour. Je ne sais pas quoi faire. Par l'intermédiaire du médecin traitant, je prends rendez-vous au centre d'avortement Dilemma de la VUB, presque en face de la caserne. »

Lio : « Ce mercredi-là, Céline vient me chercher au boulot. Nous allons ensemble rencontrer la psychologue du centre d'avortement. J'éprouve un sentiment d'irréalité. Voilà qu'entre une perquisition et un briefing, je galope de l'autre côté de la rue pour prendre une décision qui va complètement changer notre vie. À ma hiérarchie, j'ai demandé l'autorisation de m'éclipser quelques instants pour une question personnelle "à laquelle je ne peux vraiment pas me soustraire." »

Céline : « La visite à la psychologue nous apporte un peu d'apaisement. C'est vraiment nécessaire : en fait, nous sommes en colère tous les deux, et nous ne parvenons pas à nous parler. Comme si, en quatre mois, nous avions perdu le contact, et que nous vivions chacun une vie séparée, mais dans la même maison. La psychologue nous aide tous les deux à écouter l'autre, et ça fait du bien. "

Lio : « Pour la première fois, pendant cette conversation au centre d'avortement, je comprends à quel point cet enfant est important pour Céline. Pour moi, il s'agissait de prendre une décision toute rationnelle : on le fait partir ou on le garde, et la vie continue. Mais pour elle, c'était manifestement tout autre chose, et je m'inquiète de l'effet que ça va avoir sur elle. Si on opte pour l'avortement, je sens qu'elle va beaucoup en souffrir. »

Céline : « Ce week-end-là, nous partons six jours en voyage à Tenerife. Comme l'aéroport de Zaventem est toujours en miettes, nous décollons de

celui de Liège. Je ne me réjouis pas du tout à l'idée de ce voyage. Je me sens abandonnée, et je suis en proie au doute. Qu'avons-nous encore en commun, Lio et moi ? Nous nous sommes mis d'accord pour trancher à la fin de ce congé. Nous passons dans cette destination de rêve des journées oppressantes. Mais les enfants sont contents de pouvoir passer un peu de temps avec leur père. »

Lio : « J'ai terriblement besoin de quelques jours de repos. A priori, je ne pouvais pas prendre de congés maintenant. Trop de boulot. Heureusement, Céline a réservé ce voyage il y a plus de six mois, quand il n'était pas encore question d'attentats, ni à Paris ni à Bruxelles. Mais ces vacances s'annoncent pénibles. Le manque de sommeil que j'ai accumulé me rend nerveux et instable ; je ne fais que dormir.

Le troisième jour, mon téléphone sonne. Il est très tôt, je suis encore au lit. C'est un de mes camarades d'études. Bizarre, cet appel si matinal : ça fait un moment qu'on ne s'est pas parlé. "Lio, t'es où ?", me demande-t-il. J'entends au ton de sa voix que quelque chose cloche. "C'est M ! J'ai de mauvaises nouvelles. Il s'est donné la mort…"

La nouvelle me bouleverse. M. était mon coloc, mon meilleur pote à l'université. On nous appelait les Dupond et Dupont, nous étions inséparables. Et voilà qu'il est mort. Comme ça, soudainement. Un gaillard si solide, si sûr de lui. Qui avait tout pour être heureux. Je suis consterné.

Le décès de cet ami me secoue, me réveille. Il me renvoie brutalement à la réalité. Comme si j'avais joué trop longtemps dans un film, et que j'avais perdu le contact avec la vraie vie. Je prends conscience de la fragilité de la vie. Je prends conscience de ce que je risque de perdre dans ma vie de famille. Je vois la tristesse de Céline, pour qui l'attente d'une décision devient insupportable. Je comprends que cet enfant ferait son bonheur, et ça me fait réfléchir. Nous avons déjà vécu tant de choses ensemble. Je sais que je peux faire face, quelle que soit la situation. Mais en sens inverse, c'est peut-être moins vrai. Je comprends que pour notre couple, et surtout pour elle, ne pas garder cet enfant serait terriblement éprouvant.

Je n'attends pas la fin des vacances. Le lendemain, je lui dis : "Nous allons le garder. Nous allons vivre pour lui." Je vois à son regard combien elle est soulagée. »

Maxime, conçu pendant les heures les plus sombres de la menace terroriste, nait le 15 novembre 2016, la nuit de la “ lune de sang ”.

C’est la nuit où, parce que le Soleil, la Terre et la Lune sont parfaitement alignés, la lumière du Soleil ne touche pas directement la Lune, qui se colore alors de rouge. Le faire-part de naissance prend la forme d’un constat d’accident. Après tout, c’est bien “un accident”, annoncé par les heureux conducteurs Lio et Céline, et par les passagers Mathieu et Charlotte. La case “Observations” en explique la cause : “Tentait de gravir un accotement non stabilisé.”

“Je suis si heureux qu’il soit là, avec nous”, dira souvent Lio, plus tard, en voyant le bambin grandir comme une irrésistible et pétillante copie de son père. “Il n’a pas été planifié ; par contre, nous l’avons désiré. Un vrai *survivor*, dès avant sa naissance.”

“You’ll never break my will”

Lerre, un *survivor* lui aussi, se repose dans sa chambre sans lumière, un gant de toilette humide sur le visage. Sa tête lui fait un mal de chien, comme prise dans un étau, prête à exploser ; il ressent des lancements, comme si on lui plantait un scalpel dans le crâne. Il tente de résister, mais chaque flambée de douleur le terrasse.

Son corps musclé, surentraîné, repose sans force, contusionné et écorché depuis les épaules jusqu’aux orteils. Il a l’impression que ses os et ses muscles ont été passés à la moulinette, conséquence de son évacuation par l’escalier. Comme il avait perdu connaissance, il ne se souvient de rien. Immédiatement après qu’il se soit effondré dans ce maudit appartement de la rue du Dries, touché par la balle de Mohamed Belkaïd, ses collègues l’avaient saisi par la veste et traîné vers l’extérieur par l’escalier. En descendant, son corps avait rebondi de marche en marche comme un poids mort. La brutalité de ces chocs avait endommagé ses tendons et ses articulations, lui avait désarticulé les vertèbres et déplacé le bassin. Il ne reproche rien à ses collègues : dans le feu de l’action, ils lui ont sauvé la vie.

Heidi, son épouse, entre dans la chambre pour vérifier s’il a besoin de quelque chose. Elle n’a pas quitté son chevet depuis l’accident : inspecteur au sein de la police locale, elle a pris un congé sans solde. Ce fameux mardi de mars, quand la fusillade de Forest a déclenché l’envoi de l’ESI sur place, elle était chez elle et repassait son linge en regardant un feuilleton à la télé.

Heidi : « C’est un collègue qui m’a appelé : “Est-ce que Lerre travaille aujourd’hui ?” – “Oui, pourquoi ?” – “Il y a une fusillade en cours, et je crois bien l’avoir entendu par radio. Tu devrais peut-être écouter.” Un peu inquiète, j’allume ma propre radio de service et je trouve la fréquence où passent les messages relatifs à la fusillade. Juste à ce moment-là, j’entends : “Lerre est blessé.”

Je panique, j’essaie de l’appeler. Évidemment, il ne décroche pas. La gorge serrée, je reste à l’écoute des communications par radio. »

Un peu plus tard, Heidi reçoit un coup de fil de Lerre, qui l'appelle depuis l'ambulance. Il la rassure : "Je suis blessé, mais je vais bien." Elle sait maintenant vers quel hôpital on l'évacue et bondit dans sa voiture. Entre-temps, elle entend sur la fréquence radio de la police que les tirs se poursuivent à Forest. Qu'on a envoyé un chien dans l'appartement, et qu'on lui a immédiatement tiré dessus. Qu'une nouvelle équipe de collègues de Lerre entre dans la maison pour intercepter le terroriste. Quand elle arrive à l'hôpital, l'action est toujours en cours. Lerre, lui, sort à l'instant de la salle d'opération, on le ramène dans une chambre.

Heidi : « Il a la tête entortillée dans un épais bandage, son visage n'est qu'une mosaïque d'hématomes. Il est dans les vapes, mais conscient. Il me dit : "Je suis content de te voir, et je suis content d'être encore en vie." Je sens les larmes me piquer les yeux, je le serre fort contre moi. Nous savons tous les deux que ça aurait pu se terminer beaucoup moins bien. Je le laisse se reposer. Il me demande de lui laisser ma radio de service pour écouter la suite de l'opération à Forest. Il veut savoir comment ça va se terminer pour ses collègues. »

Le lendemain, Lerre est autorisé à rentrer chez lui. Depuis, Heidi le soigne 24 heures sur 24. Sans elle, il serait aussi désemparé et impuissant qu'une tortue renversée sur le dos. Elle l'emmène chez des médecins spécialistes, jusqu'à cinq fois par semaine, pour subir des examens et recevoir des traitements. Et elle s'attaque aux complexités des procédures d'assurance et d'accidents du travail.

Lerre a une sensation de brûlure à l'oreille droite, là où se trouvait le lobe - qui n'est plus là. C'est par là, sur le côté de sa tête, que la balle a pénétré dans son crâne avant d'en ressortir par l'arrière. Une balle chemisée de calibre 7.62 (*full metal jacket* en anglais) capable de perforer n'importe quoi. Tirée par une kalachnikov, une des armes d'assaut les plus puissantes qui existent. L'énergie libérée par l'impact a déchiré d'innombrables liaisons nerveuses dans sa tête, causant des dégâts irréparables. Mais Lerre ne le sait pas encore. Il croit que tous ses symptômes s'expliquent par la forte commotion cérébrale qu'il a subie. Les douleurs. Sa soudaine perte d'audition. Sa vision, plus trouble de jour en jour, au point qu'il ne distingue bientôt plus que des ombres. Il se rassure en se disant qu'avec le temps, tout cela ira mieux.

Petit à petit, les pronostics de rétablissement, pourtant favorables au début, deviennent de moins en moins optimistes. Les douleurs restent

foudroyantes ; les exercices de kiné lui font endurer un véritable martyre. Les acouphènes ne cessent de s'aggraver. Mais Lerre ne se tient pas pour vaincu. C'est un Iris. Et un Iris reprend toujours le dessus. Quand le sifflement qui lui vrille la tête devient insupportable, quand la douleur dans ses muscles le brûle, il écoute une chanson d'Iced Earth, un groupe de Power Metal, intitulée *Spirit of the Times*. Des centaines de fois, il mime la chanson des lèvres, à l'unisson avec le chanteur, qui se trouve être un policier du *New York City Police Department*. La douleur ne lui fera pas rendre les armes. *"You may take me/ But you'll never break my will/ My soul is not for sale/ And justice will prevail."*

C'est pendant ces premières semaines qu'il aura la surprise de recevoir la visite du commissaire général de la police, accompagné du directeur des Unités spéciales. Ils viennent lui remonter le moral, promettant de lui apporter leur aide chaque fois qu'ils le pourront. Lerre est membre des Unités spéciales depuis 1995. Voilà vingt ans qu'il se trouve en première ligne, qu'il mène à bien les missions les plus périlleuses, qu'il participe à des entraînements intensifs, qu'il forme des recrues. À Forest, il a servi de bouclier humain pour ses collègues. Bien sûr qu'il peut compter sur le soutien des plus hautes autorités de la police. Les visiteurs de l'agent blessé ont apporté à son intention un ballotin de pralines joliment enrubanné. Ils ne savent pas encore à quel point ils vont le décevoir.

Pendant ce temps, les collègues de Lerre ont un travail fou. Dès le 22 mars, les enquêteurs de la police fédérale traquent sans relâche "l'homme au chapeau" et cet autre inconnu, avec son sac à dos, qu'on a vu dans la station de métro en compagnie du kamikaze Khalid El Bakraoui. Les perquisitions continuent de se succéder à un rythme effréné. On appréhende plusieurs proches des frères El Bakraoui. Les enquêteurs travaillent jour et nuit.

Une fois de plus, la réputation de la Belgique et de sa lutte antiterroriste est en jeu. Les critiques en provenance de l'étranger, qui n'étaient déjà pas tendres après les attentats du 13 novembre 2015, deviennent encore plus accablantes. "En Belgique, les terroristes ont le champ libre", affirmeront des dirigeants anonymes des services secrets américains. Ils décrivent le travail des services antiterroristes belges comme "de l'amateurisme". Le ministre israélien Yisraël Katz ricane : "Si, en Belgique, ils continuent à manger leur chocolat, à profiter de la vie, ils ne verront jamais les musulmans organiser la terreur sous leur nez."

Mais la claque la plus retentissante, c'est le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui va la donner, au point de causer une crise gouvernementale. Il annonce que son pays avait arrêté l'été précédent un des kamikazes de Zaventem, Ibrahim El Bakraoui. Et que la Turquie avait alors expulsé celui-ci vers les Pays-Bas, en informant la Belgique. Mais la Belgique n'avait pas réagi, et El Bakraoui avait pu s'évaporer dans la nature sans difficulté. Le ministre de l'Intérieur Jan Jambon et son collègue de la Justice, Koen Geens, remettent leur démission au Premier ministre Charles Michel, qui les refuse.

Le vendredi 8 avril est un jour où la chance va sourire aux enquêteurs. Ce matin-là, dans le centre de Bruxelles, ils repèrent la trace de Osama Krayem, celui qui s'était enfui de la station de métro de Maelbeek à la dernière minute. Ce sont les Unités spéciales qu'on envoie sur place. Un peu plus tard, une voiture blindée pilotée par Charly colle au pare-chocs arrière d'une Renault Clio qui se traîne sur le boulevard. Sur le siège du passager, Osama Krayem fait la causette avec le conducteur. Charly se porte à hauteur de la voiture, ses collègues crient au conducteur de s'arrêter, la Clio ralentit, Charly le bloque. "Une arrestation comme on n'en voit que dans les manuels", dira-t-il plus tard. Le Suédois se rend sans aucune résistance.

Le même jour, l'après-midi, les enquêteurs cueillent également l'homme au chapeau, entre-temps identifié comme étant Mohamed Abrini, alias Brioche, déjà recherché depuis les attentats de Paris. Il a été "donné" par un membre de sa famille, avec qui il a rendez-vous sur une place d'Anderlecht. À bout de ressources, Brioche avait demandé à un cousin de lui apporter de l'argent. Dès que le fuyard apparaît sur la place, quatre voitures de l'ESI lui foncent dessus. Les trois premières bloquent les différentes issues, la quatrième se porte tout près du suspect. Quatre agents de l'escadron d'élite bondissent de la voiture, arme au poing, et plaquent au sol ce piéton plutôt discret.

Pour cette deuxième arrestation, c'est de nouveau Charly qui est au volant. Il commente : "Sur papier, Krayem et Abrini étaient de gros poissons. Et pourtant, leur arrestation, à tous les deux, s'est déroulée sans douleur. Inodore et insipide, au point qu'on n'y pense déjà plus le lendemain."

Mohamed Abrini logeait chez une prostituée qu'il avait levée dans un bar. Il a su échapper à la police pendant 147 jours, soit 21 de plus que Salah

Abdeslam. Après un long interrogatoire, il admet avoir été le troisième homme à l'aéroport. Ses amis l'avaient convaincu de participer aux attentats, puisqu'il était recherché. Ils voulaient d'ailleurs qu'il se fasse sauter en premier, ce qu'il avait refusé. À Zaventem, il s'était enfui aussitôt après les deux premières explosions.

Il s'était caché chez un ami à Laeken ; le même jour, il y avait rencontré Osama Krayem, qui avait lui aussi échappé à la mort, et qui lui avait donné les clés de l'appartement de l'avenue des Casernes à Etterbeek. Il était allé y sentir le vent, mais n'était pas resté, car la police y était déjà passée.

Avant tout, Abrini s'apitoie sur son sort. Bouche bée, les agents qui l'interrogent n'en reviennent pas quand ils l'entendent se présenter lui-même comme une des plus grandes victimes des attentats.

Abrini : « Les gens vont penser de moi que je suis vraiment fou. Mais moi aussi au final ce conflit a pris mes amis, un membre de ma famille, ma femme, mon mariage, les plus belles années de ma vie. J'ai aussi tout perdu. »

Tout comme les autres terroristes, estime-t-il. "Ils sont tous victimes de ce qui s'est passé là-bas et on a tous payé le prix." Brioche pense aussi à la mère des frères El Bakraoui : "Elle a perdu ses deux enfants d'un coup. Elle a dû avoir un choc."

Comme Abrini, Osama Krayem tente de minimiser son rôle dans le projet terroriste. Le Suédois s'était rendu en Syrie en août 2014, pour y apporter, selon ses propres dires, une aide humanitaire. Pourtant, on le reconnaît sur une vidéo prise à Raqqa en janvier 2015, qui montre l'exécution d'un pilote jordanien. On y voit le pilote, enfermé dans une cage et brûlé vif. Treize terroristes cagoulés regardent la scène. La caméra zoome sur l'un des visages. C'est Osama Krayem, qui évoquera d'ailleurs ce moment avec sa sœur, à l'occasion d'un chat sur Facebook : "On voit mes sourcils."

Le jeune homme confirme à la police qu'il était là, "mais ce n'est pas moi qui ai mis le feu au pilote. Je connaissais quelqu'un qui devait assister à l'exécution, et j'avais dit que j'avais envie de voir ça." Il maintient qu'il n'a jamais eu l'intention de se faire sauter en Belgique. "Tout ce que je cherchais, c'était un moyen de retourner en Suède."

Même si ce sont des journées éprouvantes pour ses collègues, Lerre, par la force des choses, reste à l'écart. Les attaques de migraine continuent de le terrasser. On dirait qu'il perd le contrôle de son propre corps. Les crises

d'épilepsie sont presque quotidiennes. Il lui arrive de tomber et, en tombant, de se blesser de nouveau à la tête contre une armoire ou contre le coin d'une table. Il souffre particulièrement des imprévisibles spasmes qu'il ressent plusieurs fois par jour dans le bras droit et qui le tétanisent jusqu'au bout des doigts, au point que tout lui tombe des mains. Ces crampes peuvent durer jusqu'à plusieurs minutes, et sont si douloureuses que les larmes lui coulent sur le visage. Il ne peut qu'attendre que son bras retrouve lentement sa plasticité et que la douleur s'estompe.

Cela ne l'empêche pas, en septembre, après un congé de maladie de cinq mois, de reprendre le travail. À mi-temps, par précaution, car il ne tient pas encore très droit sur ses jambes.

Lerre : « En fait, j'ai immédiatement senti que ça n'allait pas. Je refusais de l'admettre, mais quelque chose ne tournait plus rond dans mon cerveau. Je ne comprenais pas toujours ce qu'on me disait. J'avais du mal à m'exprimer ; par moments, je ne trouvais pas mes mots. Ou alors, j'oubliais ce qu'on venait à l'instant de me dire. Mon ouïe et ma vue baissaient constamment. Or quand on part en opération, il est justement impératif de pouvoir réagir au moindre bruit, au moindre mouvement. Je devenais un danger pour mes collègues. Je n'étais plus en mesure de fonctionner au top. Et en réalité, c'était évident dès le premier jour.

Ce soir-là, en rentrant à la maison, je prends une décision. Je ne participerai plus aux opérations sur le terrain. Si je ne peux pas assurer la sécurité de mes collègues, ça s'arrête pour moi. Pour l'avenir, je veux m'engager en coulisses, comme formateur. Le lendemain matin, après le briefing, je me lève et je demande la parole. Quand j'annonce ma décision, le silence s'installe parmi mes collègues. Je pense qu'ils ne s'y attendaient pas. Ils ignoraient tout de la gravité de ma situation : je faisais de mon mieux pour la cacher.

À mon retour, le commandement ne me pose aucune question. Silence total sur la fusillade de Forest, comme si elle n'avait jamais eu lieu. À vrai dire, j'avais espéré de la part des échelons supérieurs quelque chose, un encouragement, un signe qu'ils avaient de la considération pour ce que j'avais fait. Il n'y en aura pas, au contraire. Dès qu'il apparaît clairement que ma carrière active d'Iris s'arrête là, un des officiers finit par aborder le sujet avec moi : "Mais pourquoi es-tu entré dans cette maison avec ton équipe ? T'aurais mieux fait de nous attendre, non ?" J'explose : "Mais vous m'avez bien entendu à la radio ? Pourquoi est-ce que personne n'a rien

dit à ce moment-là ? Et si je n'y étais pas allé ? Et si ces types avaient abattu cinquante gosses de l'école voisine, qu'est-ce que vous auriez dit ?"

Cette absence de considération ne vise pas que moi, d'ailleurs, mais toute l'équipe qui m'avait suivi à Forest et, par extension, tout le peloton. Après tout, pour moi, l'opération n'a pas duré bien longtemps. Une fois blessé, mes collègues étaient encore restés en première ligne pendant plusieurs heures, au péril de leur vie. Eux aussi sont marqués par la guerre qui avait fait rage dans cette maison de la rue du Dries. Je sais que plusieurs d'entre eux en sont traumatisés, même s'ils ne l'admettront jamais à haute voix. Je sais aussi que l'angoisse tenaille maintenant leurs familles. Leurs enfants ne dorment plus. Leurs femmes tremblent à chaque appel. Ils se rendent soudain compte qu'un casque n'arrête pas toutes les balles. Le mythe de l'agent d'élite invulnérable s'est effondré. Un matin, alors qu'un des collègues s'apprête à partir vers la caserne, sa fille s'accroche à ses jambes en pleurant. Les hommes ressentent la pression toujours plus vive qu'exercent sur eux leurs familles pour qu'ils cessent ce métier si dangereux. Leurs familles subissent leur fatigue, leur irritabilité, le fait qu'ils ne font plus jamais rien d'agréable ensemble, comme un signe que papa, se donnant tout entier au travail, n'aurait plus rien à leur offrir.

Nos patrons semblent tenir pour acquis de travailler avec des hommes qui renoncent à tout pour l'Unité. Des hommes qu'ils peuvent rappeler à toute heure du jour ou de la nuit. Des hommes qui ne se contentent pas de répondre à l'appel, mais qui s'impliquent systématiquement à fond. Qui se lancent sans hésiter dans les situations les plus dangereuses, où ne se risquerait aucun autre policier. Qui s'introduisent dans la tanière de terroristes, s'y aventurent au risque de sauter sur un engin piégé, bravent des fusillades. Encore et encore. Nous avons tous l'Unité gravée dans le cœur. Flexibles, toujours prêts. Aucun membre de l'unité d'intervention n'a jamais fait grève, pas un seul jour. Nous avons beau être habitués à ce qu'on ne nous traite pas comme des vedettes, nous sommes nombreux à ressentir avec amertume l'indifférence de notre hiérarchie.

Dans l'année qui va suivre les attentats du 22 mars, de nombreux Iris quitteront l'unité à laquelle ils ont donné tant d'années de leur vie. Charly, James, Casta, Rico… Ils vont essaimer vers les équipes POSA, où les choses sont malgré tout un peu plus calmes et où la pression est moins forte, voire, comme Lio, vers de tout autres cieux. Pendant des années, ils ont maltraité leur organisme, repoussant constamment leurs limites et contrôlant sans

arrêt le stress écrasant, perpétuel, auquel ils le soumettaient. Tous, ils se sentent fatigués, de cette fatigue qui prend la tête : pressés comme des citrons. Certains sont frappés d'apathie, de dépression, de burn-out. Presque tous souffrent d'hyperexcitation et de troubles du sommeil. Tous, nous avons pourtant une personnalité stable : c'était même un des critères d'après lesquels on nous avait sélectionnés. Or si tant d'Iris présentent les mêmes symptômes, c'est que quelque chose a foiré.

Certains, pourtant, apprécient notre intervention à Forest à sa juste valeur : les magistrats antiterroristes du parquet. Il nous arrive d'échanger quelques mots dans les couloirs. "Quelle chance que vous soyez entrés : tout ça aurait pu se terminer bien différemment. Chapeau. On doit vous porter en triomphe comme des héros, non ?" À quoi je réponds que nos supérieurs sont si pressés de faire oublier la fusillade de Forest qu'aucun d'entre nous n'a même eu l'aumône d'une remarque positive. Ils ont du mal à le croire.

L'enseignement n'est pas un territoire inconnu pour moi. Depuis des années, j'enseigne les sports de combat aux jeunes recrues. Je suis l'auteur de plusieurs cours sur les techniques d'arrestation. J'ai mis en place une formation sur ce qu'on appelle le syndrome du délire agité (*Excited Delirium Syndrome* ou EDS*), où on enseigne aux policiers comment réagir devant le comportement extrêmement agressif de prévenus à qui l'abus de drogues donne parfois une force inattendue. Après le décès de Jonathan Jacob dans une cellule de la police anversoise, en 2010, j'avais tenté d'introduire cette formation à l'école de police et auprès de la police locale. Mais en raison de l'inertie du monstre administratif multicéphale qu'est devenue la police fédérale, cela n'avait débouché sur rien de concret.

Malgré toute mon expérience, présenter une formation pendant une demi-journée me coûte jusqu'à ma dernière goutte d'énergie. Je me bourre d'antalgiques, je revêts ma carapace et je tâche de faire mon boulot le plus normalement possible. Mais je vois bien que j'ai du mal à réfléchir. J'oublie certaines parties des formations que j'ai rédigées moi-même ; je fais d'énormes fautes à l'écrit. Je laisse tomber des objets, je cache qu'il m'arrive de m'évanouir et qu'à deux reprises, au volant, je ne suis pas parvenu à m'arrêter à temps. Après chaque journée de travail, je rentre à la maison exténué, obligé de me coucher immédiatement avec une migraine à rendre fou n'importe qui. Heidi me dit que je suis en train de me foutre en

l'air, mais je reste sourd à ses inquiétudes. Ce n'est pas comme ça que je veux terminer ma carrière. C'était ma vocation, et c'est ma vie.

Après une longue séquence d'examens médicaux tombe la mauvaise nouvelle : l'impact de la balle a eu des conséquences neurologiques plus graves qu'on ne l'avait d'abord cru. Quand elle a perforé mon casque et ma tête, la balle de 7,62 de Belkaïd a libéré une énergie de 3000 joules. À titre de comparaison, une balle de paintball produit un impact qui ne dépasse pas 10 joules. La puissance de pénétration de cette balle aurait suffi à m'aplatir le cerveau. Et c'est ce qu'elle aurait fait, si mon casque avait été parfaitement serrant. Heureusement, nos casques sont conçus de manière à toujours laisser un peu de jeu autour du crâne, ce qui a dissipé une partie de cette énergie. Mais pas sans déchirer plusieurs faisceaux nerveux situés entre ma peau et ma boîte crânienne. C'est ce qui explique l'énorme trace de brûlure que j'avais à l'arrière de la tête.

La puissance de la balle a également endommagé le nerf optique, me faisant perdre petit à petit la vue. Un médecin prend rendez-vous pour moi auprès d'un chirurgien ophtalmologue de réputation mondiale, à Alost. Celui-là m'informe que mon cristallin risque de s'atrophier complètement à brève échéance. "Je dois absolument vous opérer maintenant, car dans six mois, les dommages seront irréversibles." Deux autres spécialistes confirment ses conclusions.

L'opération coûte 6000 euros. Je m'adresse donc aux services de la police fédérale pour leur demander s'ils prennent bien en charge les frais de l'opération. La réaction du service médical est une douche froide. "6000 euros ? On va faire faire une contre-expertise." On me renvoie donc à l'hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek, où je suis examiné par un médecin militaire qui fait passer l'examen médical aux jeunes recrues. Il conclut que le problème peut être résolu par le port de lunettes et de verres adaptés. Solution qui d'ailleurs ne coûte qu'un dixième du montant de l'opération. Et c'est ainsi qu'un simple médecin recruteur, contre l'avis d'un chirurgien dont certains patients se déplacent de loin, même d'Abu Dhabi, pour le consulter, décrète que je n'ai pas besoin d'opération. Le service médical de la police fédérale refuse donc de prendre les frais de l'opération en charge. Je leur demande : "Et si je suis aveugle dans six mois ?" Pas de réponse.

En rentrant à la maison, à bout, je dis à Heidi : "Prends rendez-vous pour l'opération, j'avancerai les frais moi-même." Il me faudra huit mois de

procédure, avec l'aide d'un avocat, pour obtenir le remboursement de ces frais. Le service médical acceptera finalement de me rembourser 5542,67 euros.

Cet incident présage très exactement du traitement que me réservera la police fédérale par la suite. Je vais devoir livrer bataille pour tout ce à quoi, en ma qualité de victime d'un accident du travail, j'ai légitimement droit. L'administration me fera presque systématiquement des difficultés pour des remboursements, même pour les sommes les plus dérisoires.

Ainsi, elle refusera de rembourser des semelles orthopédiques, pourtant indispensables en raison des lésions musculaires que j'ai subies pendant l'évacuation. Selon l'administration, le lien causal avec l'accident du travail n'est pas prouvé. Quand j'aurai présenté de nombreuses preuves, l'administration finira, presque un an après la demande, par m'accorder un remboursement partiel de 105 euros.

Heidi et moi sommes persuadés que l'extrême lenteur de ces procédures n'a d'autre but que de décourager les gens de réclamer leur dû. Si j'appelle pour demander à quel délai je peux attendre une réponse, on m'envoie balader sur un ton à la limite de l'hostilité. Il y a toujours bien une objection, un règlement ou une directive ministérielle en raison desquels il est "impossible, voire interdit, de faire autrement". La seule chose qui les intéresse, c'est de payer le moins possible. Que je me sois battu contre un terroriste ou que j'aie embouti un poteau en voiture, pour eux, ne change rien.

Le service médical m'enverra, en tout, chez sept médecins différents. Déjà, les premiers mois qui avaient suivi mon accident, j'avais été soigné par différents spécialistes, qui avaient tous établi des rapports. Et pourtant, il va falloir que je me fasse examiner à nouveau. Il y aura le médecin du travail. Le médecin-contrôle. Le médecin responsable des accidents du travail. Le médecin de l'administration de l'expertise médicale (Medex*). Le médecin expert judiciaire. Le médecin-conseil. Et puis le médecin de la commission des pensions.

Chaque fois, je devrai recommencer toute l'histoire depuis le début. Compte tenu de mes difficultés cognitives, ce n'est pas un cadeau, d'autant que Heidi n'est pas autorisée à m'accompagner. Manifestement, tous ces services n'ont aucun contact entre eux, car tous me réclament les mêmes documents. Souvent, d'ailleurs, on me réclame une deuxième, voire une

troisième fois des documents que j'ai déjà présentés précédemment. Je dois continuellement prouver des choses déjà prouvées.

Et c'est Heidi qui doit se frayer un chemin dans ce labyrinthe administratif, gérer toute la paperasse et rédiger les courriels. Moi-même, je n'en suis tout simplement pas capable. Mon employeur, la police fédérale, dont les dirigeants étaient venus à mon domicile avec cette boîte de pralines, ne me procure aucune aide. Nous avons pourtant une grande chance : Heidi, comme membre de la police locale, a bénéficié de la part de son employeur d'une compréhension bien plus grande. Si nous sommes parvenus à surmonter ces premiers mois, c'est grâce à l'aide d'un assistant social mis à notre disposition par son employeur.

Chaque somme réclamée provoque des palabres de marchand de tapis ; on fait tout pour me faire sentir que le problème, ce n'est pas eux, mais moi. C'est désespérant, et ça me rend fou de rage. Pourquoi la police fédérale me laisse-t-elle tomber à ce point ? Serait-ce parce que, handicapé, je n'ai plus "d'utilité" pour elle ? La chanson *Spirit of the Times* tourne maintenant en boucle dans ma tête, sans fin, comme si ce texte avait été écrit rien que pour moi. *"You may take me/ But you'll never break my will/ My soul is not for sale/ And justice will prevail."*

Le premier à me tendre la main, ce sera paradoxalement le médecin-contrôle de la police fédérale. Je continue de travailler, par demi-journées, mais je sens mon état de santé se dégrader. Un jour où Heidi et moi sommes dans son cabinet de consultation, il me lance un regard pénétrant. "Lerre, tu dois arrêter de travailler. Tu es en train de te fiche en l'air. Tu dois admettre que pour toi, travailler, ce n'est plus possible, tout simplement."

Silence. Heidi et moi, nous nous regardons. Et là, dans le cabinet de ce médecin-contrôle, nous nous effondrons tous les deux. Nous pleurons, ensemble, pour la première fois depuis tout ce temps. Tout au fond de moi, je savais qu'il faudrait un jour en passer par là, mais je me cramponnais à un brin d'espoir. Peut-être les choses allaient-elles s'améliorer. Peut-être la fatigue allait-elle s'atténuer. Peut-être la douleur et les crampes allaient-elles s'estomper. Et c'est ce médecin-contrôle, de qui on attendrait plutôt qu'il me renvoie au boulot à coups de pied au cul, qui me ramène au contraire les deux pieds sur terre. "Lerre, tu as tout essayé, ça suffit." La pénible réalité finit par s'imposer à moi. Déjà, je sais que je ne peux plus

faire de sport. Je ne peux plus plonger, je ne peux plus faire de karaté. Je prends maintenant conscience que je ne peux plus travailler. J'ai 46 ans, et je dois prendre ma retraite.

Les larmes de Heidi, elles, sont surtout des larmes de soulagement. Quand je partais travailler, elle n'était jamais tranquille. C'est la somme de toutes les tensions et de toutes les angoisses de l'année écoulée qui s'exprime.

Me voilà donc à la retraite anticipée pour raisons médicales. Lors de mon dernier jour de travail, je consulte mon logiciel de messagerie. Rien. Pas un courriel, pas un mot d'adieu. Pas un SMS, non plus. De l'autorité, du commandement, de l'équipe de gestion du stress, du service du personnel ? Rien ! Ce soir-là, des larmes me viennent. Quelques semaines plus tard, au moment d'ouvrir ma boîte de messagerie " police ", je vois qu'on l'a fermée sans préavis. D'un seul coup, je perds tous mes courriels, y compris ceux qui concernent mon dossier médical. Je vais pourtant recevoir des lettres de partout. De chefs de corps d'autres unités de police avec qui j'ai travaillé. De membres de forces spéciales de l'étranger, qui me souhaitent le meilleur. De partout. Sauf de la police fédérale et des dirigeants des Unités spéciales. Un beau matin, je reçois ma carte de handicapé. Là, mon ego passe un sale quart d'heure. Mais ce n'est rien en comparaison de l'assourdissant silence de mes patrons. On m'a tout simplement jeté, sorti avec les encombrants.

En avril 2018, je vais recevoir de l'aide d'une source à laquelle je ne m'attendais pas. J'éprouve toujours les plus grandes difficultés à me faire rembourser mes frais médicaux. Ce jour-là, Heidi et moi, le moral dans les chaussettes, nous attendons de rencontrer le directeur du service médical. À ce moment-là passe un médecin avec qui j'ai souvent travaillé quand j'étais à l'unité d'intervention, le docteur Dirk Wynsberghe. Il participait à la sélection et à la formation de jeunes recrues, et nous étions constamment en désaccord. Il s'avance vers moi, me serre la main et m'annonce que c'est lui, le nouveau patron du service médical de la police. À ma grande surprise, il me dit : "Lerre, je connais ton dossier, et je trouve que c'est une véritable honte. Je sais que nous ne nous sommes pas toujours bien entendus par le passé, mais je te promets que ton dossier sera désormais traité comme il le mérite. Je vais vous aider."

Il va tenir parole. Du jour au lendemain, les remboursements s'effectuent sans difficulté. La communication avec le service des accidents du travail devient beaucoup plus amicale. Je commence à recevoir des courriels contenant des explications claires, et l'impersonnel "Madame, Monsieur" fait place à "Cher Monsieur". Dans notre chemin de croix, c'est un véritable tournant. C'est la preuve, aussi, que l'attitude désobligeante du service médical, jusque-là, n'avait pas été une question de respect des règles, mais plutôt de mauvaise volonté. On me considérait tout simplement comme un numéro, un élément perturbateur dans les tableaux budgétaires. Qui coûtait trop cher. Sur lequel il fallait économiser. Le docteur Wynsberghe, lui, manifestera par la suite la même considération à l'égard d'autres blessés, tant des Unités spéciales que d'autres services de police. Je lui en suis extrêmement reconnaissant.

En attendant, me voici à la maison, en train d'essayer de réorienter ma vie. Ma vie antérieure s'est complètement évaporée. Je pratiquais des sports de combat six jours par semaine : c'est fini. Courir : fini. Rouler à vélo : je n'en suis plus capable. Conduire une voiture : interdit. Je ne jouais pas trop mal de la guitare, mais en raison de mes lésions cérébrales et des spasmes, ça ne va plus non plus. Je ne peux rester debout que quelques heures par jour ; le reste de la journée, je dois me reposer. Je ne revis que pendant les visites que me rendent les collègues de l'ESI.

Je ne fais pas étalage des suites de mon accident, mais un de mes collègues m'a déjà vu bafouiller et chercher mes mots. Il a également été témoin de quelques crises d'épilepsie. Un jour, il m'apprend une nouvelle réconfortante. Il connaît le chauffeur du ministre Jan Jambon, avec qui il a pris contact par son intermédiaire. Jan Jambon nous invite alors, mon équipe et moi, à le rencontrer à son cabinet.

Entre-temps, mon avocat, Tom Bauwens, a écrit au Premier ministre Charles Michel ainsi qu'à tous les ministres compétents du gouvernement fédéral pour leur esquisser le calvaire et la situation sans issue que je vis. "Jamais il n'a reçu, que ce soit du commandement de la DSU ou d'une quelconque instance officielle, la moindre marque de reconnaissance ou de gratitude pour ses nombreuses années de service."

La réponse du Premier ministre arrive rapidement. "Mon collègue Jan Jambon m'a déjà informé de son intention de décerner rapidement à votre

client une décoration en remerciement pour sa carrière et pour les sacrifices qu'il a consentis pour protéger la population belge de la menace terroriste."

La direction de la DSU n'apprécie guère la nouvelle de notre visite au ministre Jan Jambon, d'autant qu'elle n'y est pas invitée. Ce jour-là, au cabinet du ministre, nous sommes cinq Iris : l'équipe qui, la première, a pénétré dans la maison de la rue du Dries. Heidi a pu nous accompagner. Chacun d'entre nous peut ainsi donner son propre récit. Je ne cache pas le traitement auquel me soumet la direction.

À la fin de la conversation, Jan Jambon nous présente ses excuses au nom de la police fédérale. Je suis satisfait que le ministre ait accepté de m'écouter, mais Heidi trouve qu'il aurait pu en faire un peu plus. "Et son intention de te décerner une décoration ? Qu'est-ce qu'elle est devenue ?" Deux collègues iront discrètement s'en informer auprès du cabinet du ministre et apprendront que celui-ci a fini par abandonner l'idée : une décoration ne pourrait qu'engendrer de la jalousie auprès de collègues. »

Heidi : « Plusieurs années plus tard, pendant la première vague de la crise du coronavirus, on a vu, aux informations, que le gouvernement flamand avait décidé de décerner des décorations. Jan Jambon, devenu entre-temps ministre-président de ce gouvernement, décernera une décoration à une technicienne de surface du secteur des soins de santé et à une caissière d'un supermarché. Honorées, toutes les deux, pour avoir continué à travailler pendant la crise du coronavirus. Je m'en réjouis pour elles. Mais cela m'a terriblement heurtée. Lerre, qui a sacrifié toute sa vie à la police, ne reçoit rien. Ce jour-là, plusieurs de ses collègues vont échanger des messages sur ces décorations de la Région flamande, et trouveront particulièrement injuste qu'on néglige systématiquement le rôle qu'ils ont joué pendant la crise terroriste. »

Lerre : « Quelque temps plus tard, je reçois la visite de Monk, le collègue qui s'est construit une maison de hobbit dans son jardin, et qui mange un oignon comme moi je mange une pomme. C'est lui, le tireur d'élite qui, à Forest, a tiré la balle qui a neutralisé Mohamed Belkaïd, le terroriste qui m'a blessé à vie. Monk est un homme très peu bavard. Nous avons déjà échangé quelques mots, à l'occasion, mais c'est la première fois qu'il vient me voir chez moi. Il ne vient d'ailleurs pas les mains vides : il m'apporte une boîte en bois, qui me fait penser à une boîte à cigares. J'y découvre un

sabre de samouraï qu'il a forgé lui-même. Et la douille de la balle avec laquelle il a neutralisé Belkaïd.

Je reste sans voix. Pendant dix minutes, nous restons là, face à face. Je me mords la langue pour ne pas laisser couler de larmes en sa présence. Dès qu'il repart, je commence à chialer. Rien que l'idée que pendant quatre ans, il a conservé cette douille pour moi, et qu'il a travaillé en silence à me fabriquer ce couteau et cette boîte... Pour moi, ça représente tout. Mes collègues ne m'avaient pas oublié. Ils étaient encore et toujours mes frères d'armes. »

Mon papa d'avant

Samedi matin, le 19 mars 2016, lendemain de l'arrestation de Salah Abdeslam. James est en route vers la caserne, pour une nouvelle permanence QRF de 12 heures. L'autoradio diffuse le journal de huit heures, entièrement consacré à l'arrestation spectaculaire de la veille. Il soupire, et éteint la radio. Il n'est pas d'humeur à écouter ça maintenant. Dans sa tête résonne encore le fracas des coups de feu tirés dans la cage d'escalier lors de l'assaut de Forest, quatre jours plus tôt. L'acouphène, ce sifflement aigu dans les oreilles, le rend dingue. L'angoisse de mort qu'il a ressentie sur cet escalier, alors qu'il était transformé en cible vivante, a bouffé le peu d'énergie qui lui restait. En réalité, il ne veut surtout pas aller au boulot. Il sent qu'il est en train de perdre pied, qu'il a besoin de respirer. Il est mort de fatigue. Crevé. À bout. Mais non, c'est impossible. Il faut qu'il y aille. L'unité compte sur lui.

James : « Au moment de monter sur le ring de Bruxelles, je sens mon corps protester. J'ai la gorge nouée, l'estomac retourné. Chaque fibre de mon corps me hurle que je ne veux pas aller à Bruxelles, pas à la caserne. Un haut-le-cœur, presque tangible. Comme si mon corps me hurlait à l'oreille : "Non !"

Je m'arrête à un parking, et j'adresse un message à un des psychologues de l'unité. Avant de l'envoyer, j'hésite un instant. Est-ce que je fais du cinéma ? Finalement, j'appuie sur le bouton d'envoi. Mon message : "J'ai besoin d'aide."

Les psychologues de l'unité, nous ne les voyons pratiquement jamais ; ils s'occupent surtout de gestion du personnel, de recrutement et de formation. Mais je ne vois pas trop à qui d'autre m'adresser. Mon téléphone s'éclaire, le psychologue vient de me répondre : "Je prends contact avec la *stress team.*" Je reprends l'autoroute, pratiquement vide ce samedi matin. C'est exactement comme ça que je me sens : vide et solitaire.

Quand j'arrive à la caserne, j'endosse tant bien que mal ma carapace et je me comporte de la manière la plus normale possible. Je regarde mes collègues, je vois qu'ils s'occupent tous à leurs tâches et se tiennent prêts à

la mission suivante. Je sais que je dois absolument avancer au rythme du groupe. Seul Lio remarque quelque chose et me demande si ça va.

Au moment où rentre l'appel concernant Farid le Fou, je me dis : "Ah non, pas lui !" Je me sens très soulagé quand l'opération est finalement annulée. J'aurais assuré, probablement, mais en mode survie. Après tout, une voiture peut continuer de rouler, même avec les quatre pneus crevés. Cela dit, je ne vais plus tenir le coup longtemps. Je n'aurai des nouvelles de la *stress team* qu'en fin d'après-midi : "Ils peuvent te voir lundi." Je me dis : "Pas avant lundi ? Mais c'est dans deux jours !"

C'est la première fois que je ressens la vertigineuse solitude qui ne me quittera plus par la suite. *"You're on your own."* Tu es seul. »

En mars 2019, les Nations unies publient un rapport extrêmement critique sur la manière dont la Belgique traite les victimes du terrorisme. Trois ans après les attentats à la bombe du 22 mars, les dégâts sont immenses ; de nombreuses victimes – et parfois leurs proches – souffrent de dépression et de pulsions suicidaires. Une victime sur cinq a perdu son emploi. Certains indépendants ont fait faillite et sont lourdement endettés. Tenter d'obtenir une indemnisation pour des dommages physiques ou psychiques reste un enfer, de même qu'obtenir de l'aide est un exercice à la fois laborieux et bureaucratique. Nombreux sont ceux qui, face aux compagnies d'assurance, abandonnent la lutte par lassitude. Et comme le constate, choquée, la rapporteuse spéciale des Nations unies, les pouvoirs publics ne font rien. La Belgique n'a pas, et de loin, offert aux victimes une assistance médicale, psychologique et financière suffisante.

Faute d'aide, les symptômes psychologiques ne font qu'empirer. Cinq ans après les explosions, les trois quarts des victimes souffrent de troubles anxieux ou de dépression. Un couple sur cinq n'a pas résisté. Et 70 % des victimes manifestent les signes d'un syndrome de stress post-traumatique (SSPT), ce trouble qui frappe aussi les vétérans de guerre. Selon ces témoignages, "la Belgique nous a complètement laissé tomber".

Les victimes du 22 mars ne sont pas les seules dans le cas. Dans les forces de police aussi, les agents sont marqués par les situations périlleuses auxquelles ils ont été exposés dans le cadre de la lutte antiterroriste. Au sein de la police fédérale aussi, l'assistance aux victimes est insuffisante. Tout comme Lerre, James va l'apprendre à ses dépens.

James : « Après l'arrestation de Salah Abdeslam, je n'ai pas fait la fête avec les autres. Ce vendredi-là, de retour à la caserne, je vois le ministre Jan Jambon converser avec les officiers et quelques-uns des hommes de l'unité. L'atmosphère est joyeuse, même euphorique. Nous avons gagné ! Nous sommes parvenus à lui mettre la main dessus ! En colère, je reste à l'écart. "Avez-vous la moindre idée de ce qui s'est passé cette semaine ? Avez-vous la moindre idée de l'état de notre collègue qui est au lit, chez lui, dans l'obscurité, parce qu'il a pris une balle dans le crâne ? Ne voyez-vous pas que moi non plus, je ne vais pas bien ?"

Bien sûr, nous venons d'appréhender le terroriste le plus recherché d'Europe. Nous ressentons un extraordinaire soulagement après cette chasse qui aura duré quatre mois, avec toute cette pression venant de Belgique, mais aussi de l'étranger. Mais l'assaut de Forest ? Plus personne n'en parle. Comme s'il n'avait jamais eu lieu.

Le lundi, j'ai un entretien avec la *stress team* de la police fédérale. Je suis très correctement reçu par une psychologue. Elle écoute mon récit et me pose des questions, mais le courant ne passe pas. Elle ne connaît pas l'unité ; elle ne sait rien de notre travail. En sortant, je sais que ça ne va m'avancer à rien. Ce dont j'ai besoin, c'est que le commandement me tende la main.

À Forest, j'ai l'impression d'avoir failli. Je n'ai pas été capable de protéger mon équipe. Je n'ai pas gagné. C'est quelque chose qui ne m'est encore jamais arrivé. D'habitude, nous gagnions *toujours*.

Je ne peux pas en parler à mes collègues : la culture de l'unité m'en empêche. À une occasion, pourtant, j'aurai le sentiment d'être compris : le jour où un membre de la direction m'aborde dans un couloir. Ancien paracommando, il a combattu au Rwanda pendant le génocide de 1994, à l'époque de l'assassinat des dix paras belges. Il me parle d'une de ses patrouilles, pendant laquelle des rebelles ont tenu ses hommes et lui en joue pendant plusieurs heures. Ces soldats avaient vécu des angoisses mortelles. En fin de compte, personne n'avait été blessé, mais la hiérarchie avait compris à quel point le choc avait été dur, et le groupe tout entier avait été rapatrié par avion. Pendant un court instant, je m'étais senti moins anormal.

Mais au sein du commandement de notre unité, personne ne semble avoir conscience de ce qui s'était exactement passé rue du Dries. Jamais un des officiers ne m'a invité dans son bureau pour prendre un café. "Raconte, comment tu te sens ?" J'ai bien reçu quelques messages, mais une vraie

conversation, une vraie manifestation d'intérêt ? Non. Encore aujourd'hui, je pense que ça aurait tout changé pour mon processus de résilience.

Je vivote, comme un poisson sorti de l'eau, sans bien savoir ce qui m'arrive. L'épuisement physique et mental, l'hyperexcitation, l'hypersensibilité aux stimuli, tout ça me paraît tellement abstrait…

Alors je ne parle que d'acouphènes : mes collègues aussi en souffrent depuis Forest. Presque chaque jour, nous nous rendons à l'hôpital pour subir un traitement hyperbare avec apport d'oxygène dans l'espoir de limiter les lésions auditives. Pour les premières séances, nous y allons ensemble ; plus tard, comme j'ai besoin d'un plus grand nombre de séances, je continue d'y aller seul. C'est moi qui ai été exposé au vacarme le plus longtemps, et ce sifflement me rappelle 24 heures sur 24 ce qui s'est passé. Jamais plus je ne retrouve le silence absolu. C'est épuisant, et cela masque aussi toutes ces autres choses qui, en moi, ne tournent pas rond.

Le mardi 22 mars est le jour où les bombes explosent à l'aéroport de Zaventem et à la station de métro Maelbeek. Ce matin-là, je viens de décider de prendre un congé-maladie. Je suis en vrac. J'ai rendez-vous à l'hôpital pour une nouvelle séance de soins aux tympans. Au moment d'y aller, ma femme s'approche de moi : "Il s'est passé quelque chose à l'aéroport. Écoute la radio." Ce que nous redoutions depuis des mois vient de se produire. La Belgique vient d'être la cible d'un attentat. La pensée me traverse en un éclair : "Je dois aller bosser." Puis, immédiatement : "Non, ce n'est plus possible." Je n'en reviens pas moi-même : je me suis engagé à l'ESI pour vivre un maximum de choses. Or là, alors même qu'une bombe vient d'exploser, je décide de ne pas aller travailler. Ce n'est pas normal. Je me rends compte que je suis au fond du trou. À l'hôpital, après ma séance hyperbare, je demande à voir le médecin. "Je pense que je ferais mieux de rester quelque temps à la maison." – "Je suis aussi de cet avis", répond-il.

C'est à ce moment-là qu'on finit par accueillir ce contre quoi on s'est battu, tout ce temps. On se laisse emporter par une lame de fond de détresse. On admet qu'on a perdu la bataille.

Le 22 mars commence une période pendant laquelle je me sentirai plus seul que je ne l'ai jamais été. Par comparaison à la catastrophe qui vient de frapper le pays, ce que j'ai vécu n'est rien. La violente fusillade survenue la semaine précédente à Forest, plus personne n'y pense. Tant de gens sont morts ou gravement blessés, tant de gens ont perdu un proche : y a-t-il la moindre légitimité à mon mal-être ?

Je vois les images, tellement irréelles, à la télévision, et j'ai le sentiment d'être un raté. C'est là que je devrais être. Au boulot. Je veux rester dans la mouvance du peloton, mais je sens que je ne suis plus capable de les suivre, qu'il faut que je lâche prise.

Les images de la fusillade de Forest ne me lâchent plus. À la maison, quand je monte l'escalier, une sensation d'étouffement me prend. J'ai l'impression qu'un terroriste armé d'une kalachnikov peut bondir de derrière la porte à chaque instant. L'intense tension ressentie dans cette cage d'escalier à Forest, la peur qui m'a saisi quand j'ai entendu marmonner de l'autre côté des cloisons, tout cela me revient constamment. Et aux moments les plus inattendus.

La nuit, le sifflement dans mes oreilles m'empêche de dormir. Un cauchemar revient me hanter à répétition : une femme en burqa m'attaque au couteau, je sors mon arme, qui s'enraie, et la femme me poignarde à mort. Dans ces rêves, l'angoisse de mort est si concrète qu'elle a presque un goût. Chaque fois, je me réveille exténué.

Le jour, je suis tendu, je vois le danger partout. Je ne supporte plus aucun bruit, le moteur d'une tondeuse à gazon suffit à me faire sortir de mes gonds. Je suis irritable ; je ne veux qu'une chose : qu'on me fiche la paix. La frustration me taraude, car je me fatigue vite ; je ne peux plus pratiquer les sports comme avant. Avant tout, je me sens incompris, aliéné à tout le monde. Ma femme et mes enfants ne me reconnaissent plus. Un jour, je ressens comme un coup au plexus quand ma petite fille me demande : "Quand est-ce qu'il revient, mon papa d'avant ?"

La légèreté avec laquelle je traversais la vie jusque-là a disparu. Je suis envahi de tristesse à l'idée de tout ce que j'ai perdu. Mes amis, mes collègues, mon identité d'Iris. Sur cet escalier de Forest, c'est ma personnalité tout entière qui a volé en éclats. Moi qui ai toujours été très bien dans ma peau, j'ai l'impression que cette fusillade m'a écorché vif. Le psychologue chez qui je suis un traitement finit par nommer mes symptômes. Comme beaucoup d'autres victimes du 22 mars, je présente les signes du SSPT, le syndrome de stress post-traumatique.

Ce SSPT, c'est un animal bizarre. Il survient quand un événement angoissant ou horrible laisse dans l'esprit une impression si profonde qu'elle marque le cerveau comme au fer rouge, jusqu'à en perturber l'équilibre chimique. L'imagerie médicale montre la réalité du changement qui s'opère :

l'hyperactivité de certaines parties du cerveau, tandis que d'autres justement se montrent trop peu actives. C'est cela qui cause ces flash-backs, ces cauchemars, ces crises d'angoisse, cette hyperexcitabilité, cette hypersensibilité. À terme, cet équilibre cérébral peut se rétablir, à condition de suivre une thérapie adaptée. Mais si on n'intervient pas, ces symptômes ne font que s'aggraver. Il n'est pas rare que les victimes de SSPT évoquent une modification de leur personnalité. Moi aussi, j'ai le sentiment de traverser la vie autrement, d'être devenu quelqu'un d'autre.

Heureusement, les séances chez le psychologue portent leurs fruits. Une séance, en particulier, sera salutaire : une visite à la maison de la rue du Dries en sa compagnie. J'étais déjà retourné plusieurs fois dans cette maison avec des collègues, pour y mener un débriefing tactique. Mais c'est la première fois que je m'y rends seul, accompagné de mon psychologue.

Le propriétaire, un personnage fantomatique, nous attend avec la clé ; il ouvre la porte puis disparaît. Nous entrons. La porte se referme derrière nous. La grande différence, par rapport à ma visite précédente, c'est le silence. Quand je suis revenu avec mes collègues pour ces discussions tactiques, tout le monde discutait dans tous les sens. Là, je suis seul dans le hall d'entrée. Tout est silencieux. C'était silencieux aussi, le 15 mars, au moment où notre équipe est entrée. Tout le monde était encore indemne – à ce moment-là, du moins. Très vite, la même sensation désagréable que j'avais ressentie ce jour-là s'empare de moi : quelque chose ne tourne pas rond.

Je monte l'escalier, je veux mettre le pied sur le palier qui mène au premier étage. Mais dès que la porte de l'appartement entre dans mon champ de vision, je m'immobilise, tétanisé. Impossible d'enjamber cette marche. Quelque chose me bloque. Le psychologue me laisse seul quelques instants. Debout sur cette marche, je regarde la porte et j'accueille l'angoisse, cette angoisse que j'avais déjà ressentie le jour de l'assaut, mais que j'avais dû réprimer. Quand j'avais été appelé à l'étage par mes collègues, je ne voulais pas y aller, mais j'y étais allé quand même. Je savais que j'allais occuper là la "place du mort", la première place dans la ligne de mire. Cela relevait du sacrifice pur et simple.

La marche où je me trouve à cet instant est celle où je me trouvais quand j'ai basculé le bouton mental qui a débranché mes émotions. Ce jour-là, à Forest, ça a moins bien marché que d'habitude. J'ai pourtant participé à des dizaines de forts Chabrol depuis cette place en première ligne. J'ai toujours

pu garder mon sang-froid et ma maîtrise de moi. Toujours. Même à Verviers, où j'avais été en première ligne et où on m'avait tiré dessus, je n'avais pas eu peur une seule seconde. Mais ici, à Forest, la situation a été véritablement extrême, nous avions perdu le contrôle.

J'entends de nouveau les détonations, on me tire dessus, des éclats de plâtre rebondissent sur mon casque. Mon arme s'enraie, le vacarme me déchire les tympans, je sens la vibration des coups de feu jusque dans mes os. Je perds tout contrôle, ma vie est en danger, l'angoisse me submerge. Mais aujourd'hui, je l'autorise à m'envahir. Il faut que j'aille au bout, sinon, je ne parviendrai jamais à dépasser cette marche.

Après vingt minutes, la tension s'apaise, et je peux monter d'une marche. Puis encore une. Jusqu'au moment d'arriver devant la porte. Rien ne se passe. Cet escalier, sur lequel je suis mort, il y a quelques mois, ne présente plus aucun danger. Je redescends, puis je remonte. La sensation est toute différente, beaucoup moins oppressante, ça va beaucoup mieux. La maison est démystifiée. Je n'éprouverai jamais le besoin d'y retourner.

Parallèlement à tout cela, je suis moi aussi empêtré dans une guerre d'usure administrative. Une épreuve apparemment inévitable, dans ce pays, quand on croise le chemin de terroristes. Lerre m'en avait déjà parlé : les victimes du 22 mars vivent ce problème au quotidien, et je ne vais pas y échapper. Alors même que notre confiance en nous-mêmes fond comme neige au soleil, les compagnies d'assurances, les médecins-contrôle et les pouvoirs publics font tout, en Belgique, pour nous décourager davantage. Ces procédures épuisantes, je m'en rends compte à présent, font partie d'une lutte pour le pouvoir. Un de ces dossiers traînera tellement en longueur qu'il m'amènera devant le tribunal du travail, où, comble des combles, j'aurai pour adversaire l'État. L'avocat de mon employeur plaide avec vigueur. Il demande au tribunal de me condamner à payer les frais de justice. Même le juge réagit avec stupéfaction et le rappelle à l'ordre. Je suis ahuri. Dans le métro, rentrant chez moi au milieu de centaines de navetteurs, je me sens de nouveau seul, incrédule à l'idée de ce qui vient de se passer.

Il me faudra beaucoup de temps, et énormément d'efforts, pour surmonter les événements de Forest. Je crois bien y être parvenu, aujourd'hui, mais certains de ceux qui m'ont connu auparavant me disent qu'il y avait dans mon regard un pétillement qui leur manque désormais. Je comprendrai au fil du temps que je suis loin d'être le seul Iris à se débattre

encore avec l'incroyable période de terreur que nous avons vécue. L'un s'est mis à la boisson, un autre, craignant pour sa vie, s'est mis à verrouiller toutes ses portes, dans un rituel maniaque. Mais on n'en parle pas. Nous nous taisons et nous nous tapons un *high five*. En route pour la mission suivante.

Je ne me suis plus jamais senti capable de retourner à l'unité d'intervention. Et tout bien pesé, c'est encore cela, pour moi, le choc le plus douloureux : j'y ai laissé mon cœur et tout mon être. »

Dernier round

Juin 2017, caserne De Witte de Haelen à Etterbeek. Le briefing du matin vient de prendre fin, et Lio demande à Stark, son officier, s'il peut le voir un instant dans son bureau. À peine Stark a-t-il fermé la porte derrière eux, que Lio lui annonce la décision qu'il a prise après de longs mois d'hésitation. "Je pense qu'il est temps pour moi de réorienter ma carrière, patron. J'ai une proposition dans le secteur privé. J'ai pris ma décision : je quitte l'unité. À regret, mais je vais le faire."

Stark, pourtant pas vite désarçonné, a l'air abasourdi. Ce couplà, il ne l'a pas vu arriver. Il reprend tout de suite ses esprits. "Je regrette de te voir partir, Lio, et j'espère que tu as bien réfléchi. Mais si tu crois que c'est ce qui te convient, tu dois le faire. Comment vas-tu annoncer la nouvelle au peloton ?"

Pendant les mois qui suivent les attentats du 22 mars, les nerfs des membres des services de sécurité sont encore soumis à rude épreuve. Ils redoutent d'autres attentats. Les enquêteurs passent chaque dossier terroriste au peigne fin et, au moindre soupçon, font appel à l'unité d'intervention. Pourtant, les Iris sentent que le rythme ralentit. Quelques grandes opérations antiterroristes nécessitent encore leur intervention, mais c'est sans commune mesure avec le rythme infernal de l'automne.

Petit à petit, les hommes parviennent à prendre du temps pour se remémorer ce qui leur arrive depuis un an. Ils ont bien besoin de repos ; la plupart prennent quelques semaines de vacances. Appréhender des braqueurs et mettre des trafiquants de drogue sous les verrous, les POSA vont s'en occuper pendant quelque temps, histoire d'économiser les Iris - au cas où il y aurait encore un attentat. Lio : « Arrêter des truands, tout simplement – notre activité préférée, à Charly et à moi – ça ne nous arrive pratiquement plus. Et ça me manque. Foncer sur l'autoroute pied au plancher, sirènes hurlantes, cœur battant, en route pour une intervention. Dans l'atmosphère confinée d'une voiture, avec les collègues, attendre patiemment qu'un suspect sorte de son trou. C'est pendant ces heures-là, où nous tuons le

temps en lançant des plaisanteries stupides sur la situation de merde où nous nous trouvons, que se sont forgés des liens indestructibles.

Je me sens frustré de ce frisson qui me traversait quand j'entendais, par radio, le signal : "Go !" De cette jubilation qu'on ressent quand on a arrêté un gangster, qu'on a vérifié qu'on a bien attrapé le bon client, et qu'on lui a mis les menottes au poignet. De la décharge émotionnelle, ensuite, en prenant un verre avec les collègues. De ce sentiment d'être tout à fait vivant.

Voilà comment ça se passait, à l'unité, *avant* Verviers. Une chose est claire : ce temps-là ne reviendra jamais. J'ai vu notre service se muer graduellement en une unité antiterroriste, où les entraînements tactiques prennent tout notre temps. De plus en plus souvent, je me demande si c'est vraiment ça que je veux faire de ma vie : m'entraîner et effectuer des missions antiterroristes, et rien d'autre ?"

Je viens de passer le cap de la quarantaine. Je commence à payer le prix de quinze années marquées par la pratique de sports extrêmes, par des repas irréguliers, par un manque de sommeil et par un excès de stress. Quand je pique un sprint avec les plus jeunes de l'équipe, je tiens la distance. Sauf que j'ai les genoux douloureux le lendemain. Je reste capable de lever dix fois d'affilée mon propre poids. Me charger d'un sac de 35 kilos et courir plusieurs kilomètres ? Aucun problème. Mais je ressens de plus en plus souvent des lancements dans les épaules ou des crampes dans la nuque. Mille petites douleurs dues à un début de rhumatismes. Rien d'étonnant : on exigeait de nous des performances d'athlètes de haut niveau, sans jamais nous permettre de voir un kinésithérapeute à la caserne. Sans jamais bénéficier d'aucun suivi médical. Nos collègues plus âgés se blessent de plus en plus rapidement.

Un Iris est voué à vieillir vite. Les hommes de ma classe ne sont plus les blancs-becs dont j'ai fait la connaissance il y a quinze ans. Nous portons tous les stigmates, physiques et mentaux, de ces longues années où nous avons été sans cesse exposés aux tensions et au stress, repoussant constamment nos limites.

Franchement, je ressens une véritable fatigue mentale. Ces deux années de terrorisme ont été les plus excitantes de ma carrière à l'ESI, mais elles auront été plus usantes que les treize années précédentes comptées ensemble. Le rythme effréné des perquisitions, la pression liée aux longues permanences QRF ; cette vie sans aucun répit menée en portant en

permanence deux téléphones dans la poche. La possibilité d'être appelé jour et nuit. L'obligation de tout laisser tomber dès la réception d'un appel. La nécessité d'être préparé au pire, toujours et partout.

Le plus épuisant, ce sont ces opérations où il nous semble que notre dernière heure a sonné, où nous nous retrouvons dans la camionnette, les collègues et moi, convaincus d'être en route vers un bain de sang. Et si par extraordinaire il ne se passe rien – à notre grand étonnement et soulagement – nous avons le sentiment que notre cerveau vient d'être la victime d'un mauvais tour pervers. C'est particulièrement usant.

Je sais que je ne tiendrai pas une année de plus. La chasse aux terroristes m'a cramé, pressé jusqu'à la dernière goutte, vidé. Après les mois les plus durs, nous n'avons pas vraiment eu de répit. Le stress a diminué, mais les journées de travail sont restées aussi remplies. Et cela nous pèse vraiment. Mon travail et mes entraînements ne me procurent plus le même plaisir. L'envie n'y est plus autant qu'avant. L'énergie non plus, d'ailleurs. Je me sens encore bien dans l'unité, mais ces entraînements intenses qu'on nous organise année après année, ça ne me passionne plus. Monter à l'abordage d'un bateau, déjouer un détournement d'avion : j'ai assez donné.

Je reste fatigué et irritable. "Apathique", d'après Céline. Dormir à poings fermés, je ne sais plus ce que c'est. Le moindre bruit me réveille. Mon organisme ne retrouve plus le repos. Je remarque les mêmes signes chez mes collègues, et surtout chez ceux qui étaient en première ligne dans les opérations les plus pénibles, comme la fusillade de Forest. Je finirai par comprendre que nous en avons tous souffert, sur le plan physique, mais aussi sur le plan mental. Personne ne le dit à haute voix, mais même les durs à cuire de notre unité auraient dû bénéficier d'un accompagnement psychologique, de l'assistance d'une personne consciente de la nature et de l'impact exceptionnels de notre travail, une personne qui aurait pris soin, de manière professionnelle, de notre bien-être mental.

Céline et les enfants subissent ma fatigue et mes humeurs. Céline est plus que compréhensive ; il est rare qu'elle me fasse une remarque, mais je sais qu'elle n'est pas ravie de devoir systématiquement me partager avec mon travail. Elle déteste que j'emporte mon arme partout, même au restaurant. Je pense au bébé qui est en route, j'imagine à quel point son arrivée va bouleverser notre vie de famille. Céline et les enfants m'ont toujours soutenu dans ma carrière. Depuis toujours, ils sont mon refuge, où je

pouvais revenir faire le plein d'énergie avant de repartir cul par-dessus tête pour une nouvelle mission. Pouvais-je encore longtemps exiger cela d'eux ? Pouvais-je encore longtemps exiger cela de moi-même ?

À l'ESI, nous pratiquons quotidiennement du sport au plus haut niveau. Personne n'est capable de tenir une telle cadence jusqu'à 60 ans. Ce que je crains surtout, c'est de devenir un jour la cinquième roue du carrosse lors d'une opération. Que faire ? Il me reste vingt ans avant la retraite. À quoi pourrais-je bien les occuper ? Je suis un superflic, mais en fait, je ne sais rien faire à part rouler extrêmement vite, coincer des voitures, ouvrir des portes blindées, grimper à une façade, pulvériser une tasse à cent mètres. Ce sont des compétences assez peu demandées dans la vie réelle.

Y a-t-il une vie après l'ESI ? Pendant toutes ces années où j'y ai travaillé, personne n'a abordé ce sujet avec moi. Il n'existe aucune filière, aucune voie de sortie de ce corps d'élite. Moi-même, je ne m'en suis encore jamais préoccupé. Un jour, un officier m'a proposé de devenir commissaire. Mais je ne me voyais pas bosser derrière un bureau. J'avais rejoint l'unité d'intervention pour être pilote de chasse, ce n'était pas pour devenir le patron de la tour de contrôle.

Par contre, je me rends compte que si je veux me lancer dans une nouvelle carrière, il est grand temps de changer. Charly est le seul à qui j'en parle ; il me comprend parfaitement. Lui aussi a envisagé de quitter l'ESI, pour à peu près les mêmes raisons que moi. Je sais que d'autres collègues jouent avec l'idée de partir, même si personne n'en parle ouvertement.

Ce dont nous parlons entre nous, par contre, c'est du manque de considération des officiers supérieurs à notre égard. Nous avons le sentiment qu'à aucun moment, ils n'ont réfléchi sérieusement à l'engagement et à l'esprit de sacrifice dont nous avons fait preuve toute l'année écoulée. Sinon, peut-être auraient-ils remédié un tant soit peu au délabrement de nos locaux. Depuis le temps que nous réclamons un environnement plus adapté où passer la nuit, nous continuons de dormir à même le sol devant nos armoires. Nous ne disposons toujours que de 4 W.-C. pour 180 hommes. La pluie continue de s'infiltrer dans le hall d'entrée : autour de la statue de Diane, les seaux continuent de recueillir l'eau de pluie. Pas l'ombre du début d'une initiative pour y changer quoi que ce soit. La vie de la caserne se poursuit comme si de rien n'était, comme si tout ce

que nous avons vécu était parfaitement normal, comme si notre engagement total allait de soi.

Alors quand un vent favorable m'amène, un peu par hasard, une proposition d'emploi dans le privé, je décide de faire le saut. Auparavant, j'en parle longuement avec Charly, avec Céline, avec Tom, avec des amis extérieurs à l'ESI. Je pèse le pour et le contre, j'hésite, je réfléchis. Je pense à la difficulté de quitter ainsi mon unité, mes frères. Et un matin, au réveil, je me décide à sauter le pas. C'est l'occasion de me réinventer, d'apprendre de nouvelles choses, de me lancer dans une nouvelle carrière, dans un milieu totalement différent. J'ai toujours aimé les défis. C'en est un, et de taille. Ce nouvel avenir, je vais m'y lancer à fond.

Ce sera la décision la plus difficile que j'aurai prise de toute ma vie.

Je fais mes adieux à l'ESI le vendredi 15 septembre 2017. Les jours précédents, j'ai vidé mon armoire et récupéré des cartons contenant mes objets personnels. Des photos, des papiers, une grosse grappe des badges de tous les sommets européens auxquels j'ai participé, de vieux insignes que j'ai portés, plusieurs années plus tôt. C'est incroyable, ce qu'on amasse en 15 ans. La veille de mon départ, j'organise un pot d'adieu dans une cave d'Etterbeek. Tous les collègues de l'ESI sont là, ainsi que quelques enquêteurs de la police fédérale avec qui j'ai souvent collaboré. Mes collègues m'offrent un poignard portant le sigle de l'ESI, ainsi qu'une plaquette métallique à l'effigie de Diane portant mon surnom : "Le shérif ". Ce surnom évoque mon passé dans la police communale, le flic de rue que j'ai toujours dans le sang, ma capacité de révolte devant une injustice. Il m'arrive de me comporter comme un shérif désireux de rétablir l'ordre dans sa petite ville.

La seule personne absente lors de ma fête d'adieu, et qui aurait dû être là, c'est Céline. Je ne l'ai pas invitée, tout bêtement. Ça ne m'est pas venu à l'esprit. Tout se bousculait dans ma tête, et j'étais bien trop préoccupé par la difficile décision que je venais de prendre. Je n'avais jamais vu aucun conjoint d'Iris participer aux autres pots de départ auxquels j'avais assisté par le passé. C'est un club purement masculin, composé exclusivement des hommes de l'unité. Céline me le reprochera, et à raison, évidemment. Si j'ai pu me consacrer à 100 % mon boulot, c'est grâce à son appui. En fait, elle mérite bien plus que moi d'être fêtée ce jour-là, et de se voir offrir fleurs et

champagne. Si je pouvais recommencer mon temps à l'ESI, je referais tout exactement pareil. Tout, sauf ce pot de départ : j'y inviterais Céline.

Vendredi, jour du départ, je fais un dernier tour du bloc H. La salle de briefing. L'exercice tactique du jour figure encore au tableau ; des bouteilles d'eau et des gobelets de café traînent un peu partout. Les vestiaires. Les armoires des collègues, dont les portes disparaissent sous les photos et les cartoons – sauf la mienne, d'armoire, désormais nue à part quelques traces de scotch. La salle de sport. Les noms des membres du club du quintal sur le mur du fond. Tous les collègues me souhaitent bonne chance. Ils comprennent parfaitement que je veuille saisir ma chance, et ils ne me ratent pas. Ils m'imaginent déjà assis à un bureau, en costume-cravate, alourdi d'un bedon dû aux déjeuners trop copieux pris avec mes secrétaires. Ils me tapent affectueusement sur l'épaule, mais je sens déjà que dès aujourd'hui, je serai quelqu'un de l'extérieur. Quinze ans plus tôt, j'ai bondi à bord d'un train que je m'apprête à quitter, d'un nouveau bond ; il va poursuivre sa route avec de nouveaux passagers.

À midi, je me rends dans le bureau de Stark pour lui remettre mon badge de service. Je dépose mon arme et deux chargeurs sur le bureau et les glisse vers lui. Son collègue et lui me souhaitent bon courage. "Fais ça bien, Lio." Je hoche la tête, j'arrache de ma veste les insignes de l'unité, qui tenaient grâce à un velcro, et je les dépose à côté de l'arme. Je vois que l'emblème de Diane, couvert de poussière, est un peu déchiré. J'éprouve une sensation très bizarre. D'ici quelques instants, je vais quitter la caserne, abandonner ma vie de policier pour embrasser une vie de civil. Ce n'est pas un chapitre qui s'achève, c'est plutôt tout le livre que je referme d'un coup sec : le livre que je viens de rendre.

À la sortie, quand je vois la barrière se lever une dernière fois, puis se refermer dans mon rétroviseur, je ne peux pas retenir mes larmes. Ce que je quitte là, c'est bien plus que quinze ans de ma vie. C'est l'univers qui a fait de moi l'homme que je suis. Dans les turbulences de ma vie, l'unité a été pour moi un point de repère, un deuxième chez-moi. Les Iris étaient ma deuxième famille.

Je me retrouve tout à fait seul. Je ne suis plus flic. J'appartiens maintenant à cet autre groupe, les civils. Et dans cet autre univers, qui suis-je ? Comment les autres me voient-ils ? Pour la première fois depuis des années, je ne parviens pas à maîtriser mon angoisse. La peur de l'inconnu me saisit. Il va falloir que je recommence à zéro. Et que je m'assure en

même temps de ne pas sombrer dans les sables mouvants qui tentent de m'aspirer.

Nous sommes maintenant quelques années plus tard, et j'ai retrouvé mon équilibre. Autant l'avouer : ça n'a pas toujours été facile. Se réinventer, quand on a quitté l'ESI, c'est compliqué. Pendant des années, on traverse la vie à 500 km/h, et soudain le moteur cale. On reprend un rythme de vie "normal" – qu'à la longue, on avait pourtant appris à trouver anormal. Mais peu importe : depuis lors, cette "vie d'après l'ESI" se passe plutôt bien.

Les suites de cette chasse effrénée aux terroristes, je les ai encore ressenties longtemps. Finalement, peut-être ai-je subi un burn-out, ou une dépression, sans vouloir me l'avouer. Je n'en suis évidemment pas sûr, je ne suis pas psychologue. Mais c'est seulement maintenant que je recommence à savourer de nouveau les petites choses, à me sentir moins tendu, et à étendre mes centres d'intérêt à d'autres choses qu'un assaut contre une maison bourrée de combattants de l'EI.

Je ressens quelque chose d'analogue chez mes anciens collègues. Beaucoup ont comme moi quitté l'unité entre-temps, et cherché leur voie par ailleurs. Eux aussi, les événements les ont changés. Charly est devenu un autre homme. Il se pose beaucoup plus de questions, sur tout un tas de choses. Tous, nous sommes devenus plus émotifs. Dans l'unité, nous réagissions comme des machines : tout se passait toujours à la vitesse de l'éclair, il fallait foncer. Pas de temps pour se poser des questions ou ressentir nos émotions. Nous n'avons pas pris la mesure de l'impact qu'a eu cette période terroriste sur nous, et nous n'avons pas compris que c'était là un poids que nous allions continuer de porter. Maintenant, nous savons que tout a une fin : la carrière, la vie. Voyez ce qui est arrivé à Lerre, ou à James.

Pourtant, je suis heureux d'avoir vécu tout cela. Plus que jamais, nous avions le sentiment d'influencer le cours des choses, l'impression que des vies dépendaient de la manière dont nous faisions notre travail. Nous n'avons pas pu éviter qu'il y ait des victimes en France et en Belgique. Mais j'ai la conviction – l'espoir – que le nombre de ces victimes a été réduit grâce à notre intervention.

Ces mois tellement difficiles ont resserré les liens qui m'unissaient à mes collègues, même à ceux avec qui je m'étais parfois pris la tête. Nous avions tous pris place ensemble dans cette camionnette qui nous menait vers un

bain de sang. Nous avions tous traversé la même épreuve, et tous, nous étions montés au créneau, sans réserve, en nous protégeant mutuellement.

Je sais maintenant que je ne quitterai jamais tout à fait l'unité. Sans ce peloton, sans cette formation, sans ce travail, je serais aujourd'hui un autre Lio, bien plus nonchalant. Je continue d'accorder beaucoup d'importance aux valeurs qu'on m'y a enseignées : loyauté, discipline, persévérance, fiabilité. Ces valeurs restent déterminantes dans ma vie, dans mon couple, dans mes amitiés et dans mon rôle de père. Je suis encore bien plus exigeant avec moi-même que par le passé.

L'action et l'excitation ne me manquent pas. Je ne ressens plus le besoin de tester absolument encore ceci ou terminer encore cela. Quand je vois aujourd'hui des images montrant les Iris en action, je ne sens plus ce regret de ne pas en être. J'ai dépassé ce penchant à tester mes limites ou à vivre des sensations extrêmes. Je suis passé par là, je sais ce que c'est, et c'est très bien ainsi. Aujourd'hui, il y a ce livre, point d'orgue des années les plus intenses de ma vie.

Les souvenirs me resteront toujours en mémoire. Quand je sors de chez moi, par un froid matin brumeux, je repense à ces sombres mois d'hiver d'il y a vingt ans, lorsque Charly et moi venions d'entamer notre formation. Deux fois par semaine, nous nous faisions péter la gueule dans ces entraînements au combat qui nous épouvantaient tous.

Je nous vois encore dans la cour intérieure de la caserne, soufflant des nuages de vapeur dans le froid du matin en attendant qu'arrive la voiture de Tanto et de Fristi, les plus vaches de tous nos instructeurs de sport de combat. Je nous vois encore trottiner le long des murs de la caserne, en file indienne dans nos kimonos blancs, portant à la main droite un sac noir, en route pour la salle de sport – Gotham City, comme nous l'appelions. Nous passions devant les écuries de la cavalerie. Vingt ans plus tard, j'ai encore dans le nez l'odeur des réchauds au charbon placés là pour le confort des canassons. Et dans la bouche, le goût du sang après un uppercut. Je sens toujours l'odeur de pieds du tatami sur lequel tant de nez se sont fracassés.

J'en ai des frissons.

Album photos

01 Lionel D., petit moment de détente avant une opération.

© photos : Bugs, King, Pee, Sensei et Wes, sauf mention contraire

02 L’unité d’intervention des Unités spéciales dans la cour intérieure de la caserne en 2012, avec les chiens Bike (bas) et Mickey (haut). On reconnaît Lio au deuxième rang, le sixième à partir de la gauche.

03 - 04 Le “parcours naturel”, exercice hebdomadaire d’endurance particulièrement redouté pendant la formation. Les jeunes recrues sont poussées dans leurs derniers retranchements, sur le plan tant physique que mental.

05 - 06 Camp d’entraînement à la mer. « Ceux qui réussissent ne sont pas nécessairement les meilleurs athlètes. Il y a là des garçons qui, dans la vie de tous les jours, vous boucleront un triathlon les doigts dans le nez, mais qui ne supportent ni la pression psychologique ni l’imprévisibilité des exercices. »

07 *Fast-roping* : les recrues apprennent à descendre à la corde depuis un hélicoptère stationnaire jusqu'à une hauteur de 18 mètres. Cette technique permet des interventions rapides sur des sites où l'hélicoptère ne peut pas se poser (un toit ou un site urbain densément peuplé, par exemple).

08 Exercice maritime. En mer du Nord, les Iris montent à l’abordage d’un bateau qui transporte une cargaison de drogue.

09 Tireur d’élite en tenue de camouflage “neige”.

10 Maître-chien Guy à l’entraînement avec son chien-caméra Flappy.

11 Briefing pendant la période de menace de niveau 4, dans les jours qui ont suivi les attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

12 Le matériel de Lio sur le siège arrière d'un véhicule blindé. Poids : environ 30 kilos. Une ceinture de munitions calibre 12 (g.) pour un fusil à pompe (d.), un casque pare-balles, un porte-plaques balistique et un gilet pare-balles, un Scar et une lunette de visée.

13 Entraînement de sortie d'intervention rapide. Le véhicule blindé est pourvu d'échelles d'assaut ; il est notamment mis en œuvre pour les perquisitions renforcées. À gauche de l'image, les sacs de matériel rangés avec une précision militaire.

14 Des Iris passent la nuit au commissariat central de Bruxelles pendant la période de terreur.

15 À Verviers, le 15 janvier 2015, l'assaut mené contre des terroristes présumés aboutit à une fusillade qui durera de longues minutes. Frédéric Hausman, un voisin qui a filmé toute l'opération depuis sa fenêtre, aura par la suite ses 15 minutes de gloire sur CNN. © Frédéric Hausman/YouTube

16 Les dégâts à l’appartement après la fusillade.

17 Les hommes se réunissent pour un dernier briefing avant l'assaut. « Verviers marque le début d'une guerre contre un ennemi que n'impressionnent pas nos grenades incapacitantes et nos fusils d'assaut.»

18 Perquisition nocturne pendant la période de *lockdown* à Bruxelles, quelques jours après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

19 En route pour une perquisition à Molenbeek, quartier dont étaient originaires la plupart des auteurs des attentats de Paris.

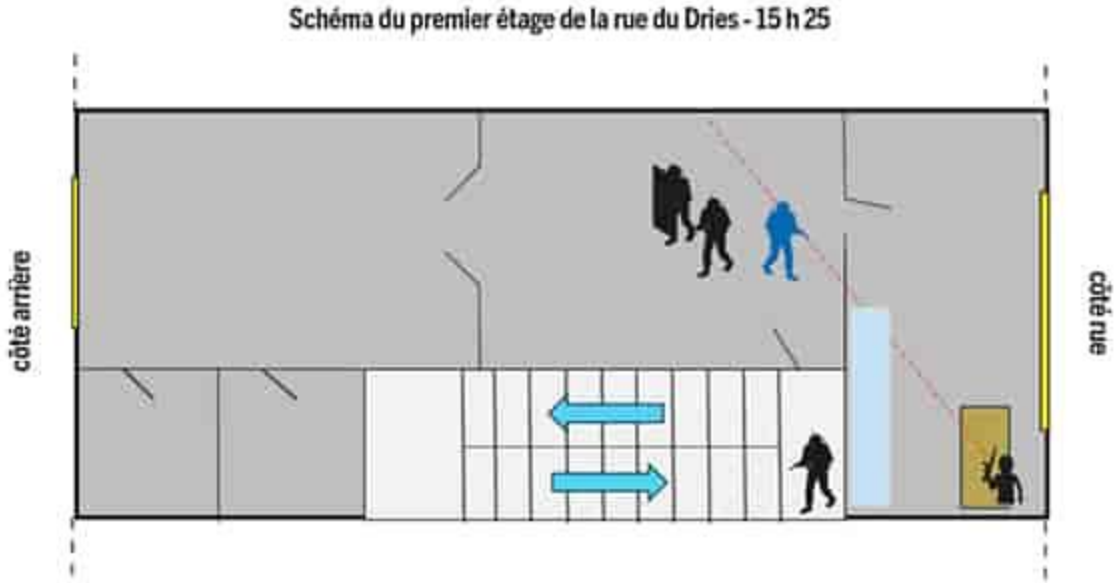
20 L'avis de recherche de la police française visant Salah Abdeslam, après les attentats de Paris. © belgaimage

21 La chasse à l'homme contre Salah Abdeslam. King (à gauche) se tient prêt pour la première perquisition après les attentats de Paris, le 16 novembre 2015 à Molenbeek. À droite, Bugs dans la corniche.

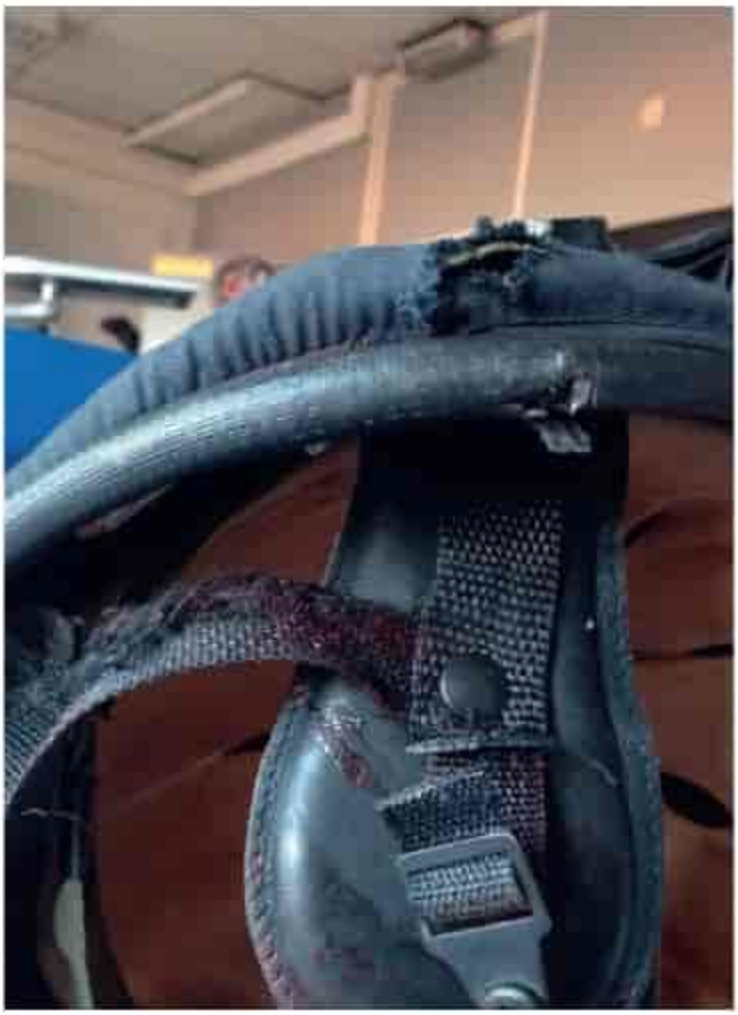
22 Les explos, sur le balcon, inspectent l'appartement voisin à l'aide d'une caméra télescopique.

23 Bouclier pare-balles de l'unité d'intervention, portant à l'arrière la photo de deux terroristes présumés recherchés : Salah Abdeslam et Osama Krayem.

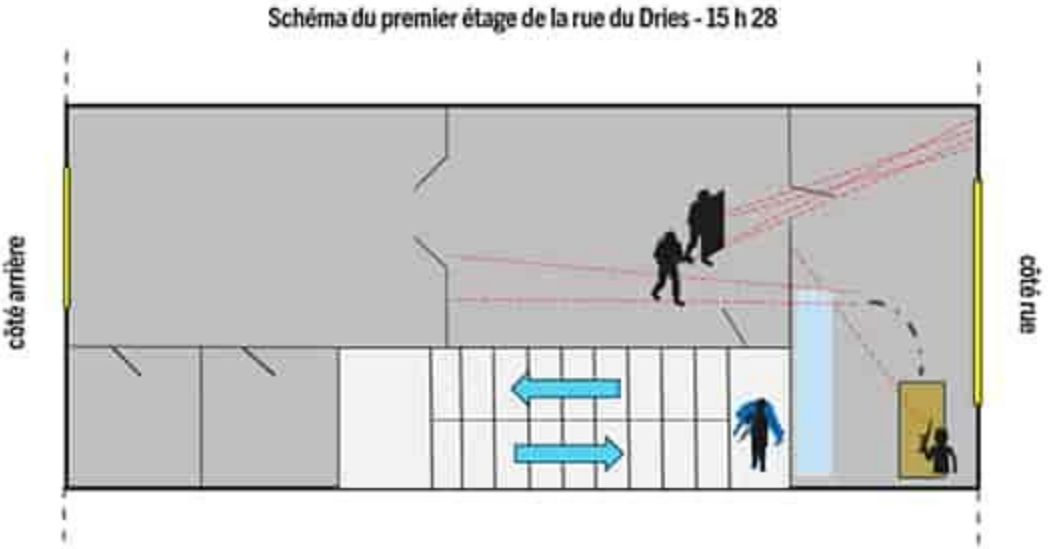
24 L'arrestation de Salah Abdeslam le 18 mars 2016. « On dirait un sauvage, le visage bouffi, la barbe déplumée. Rien à voir avec l'enfant de chœur à la coiffure soignée de l'avis de recherche. » © belgaimage



25 Lerre (en bleu) est blessé par une balle du terroriste qui se terre dans la chambre côté rue. James (avec son bouclier) et Casta se trouvent à gauche de la pièce.

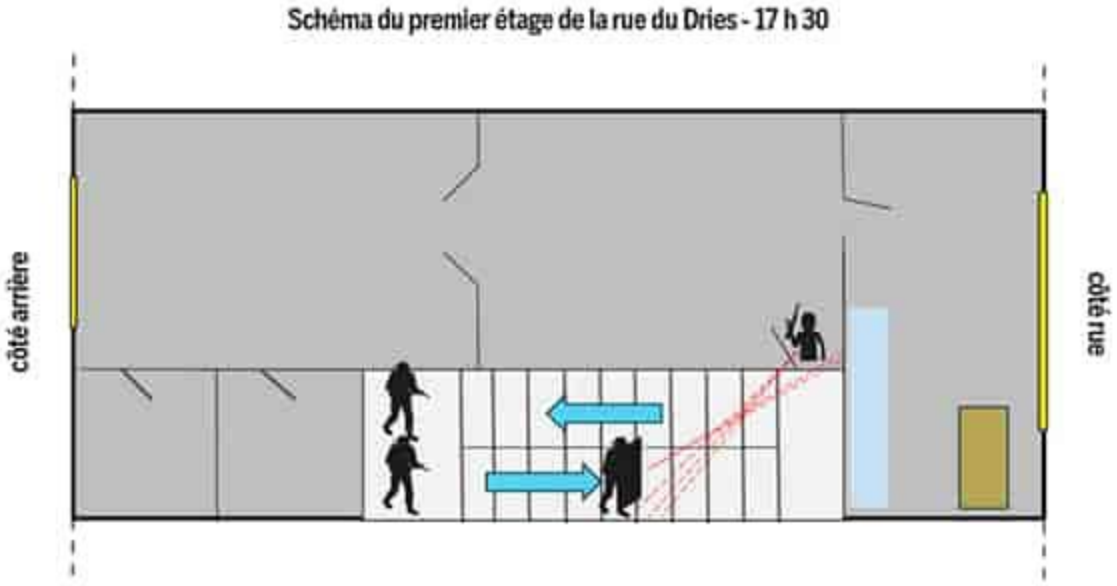


26 - 27 Les dégâts à la cagoule et au casque de Lerre après la fusillade de la rue du Dries à Forest. Lerre est grièvement blessé par une balle de kalachnikov tirée par un terroriste planqué dans cet appartement.



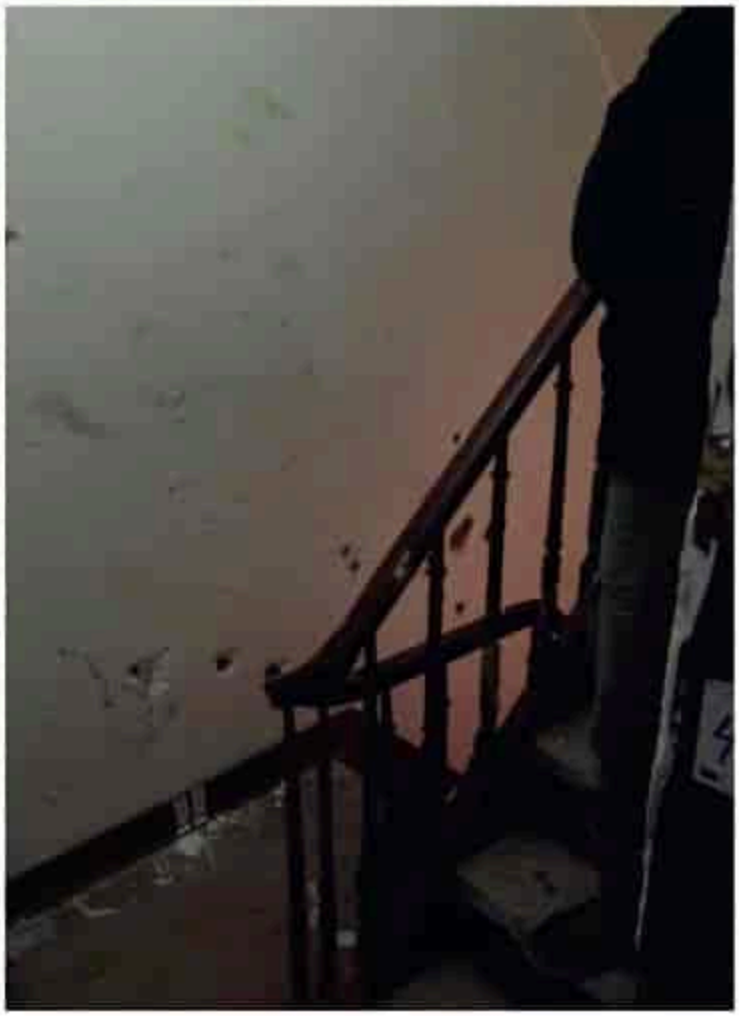
28 Rico emmène Lerre, qui a perdu connaissance, vers l'extérieur en passant par l'escalier, tandis que James et Casta tirent pour les couvrir.

29 - 30 La chambre côté rue de la rue du Dries, après la fusillade. C’est là que se terrait le terroriste.



31 Le terroriste apparaît dans l'embrasure de la porte et ouvre le feu sur James, qui réplique.

32 James restera pendant des heures sous la menace des tirs du terroriste. « Les instants que j'ai passés sur cet escalier à Forest resteront les plus pénibles de ma carrière.»



33 Impacts de balles de kalachnikov dans les murs de la cage d’escalier.

34 22 mars 2016 : une équipe est envoyée à Zaventem après les attentats à l'aéroport. En revenant à la caserne, ses membres raconteront l'incroyable chaos, la panique, les victimes, les blessures de guerre.

© Nn/Photo News

35 La perquisition menée le jour même rue Max Roos à Schaerbeek. C'est de cette adresse que les terroristes sont partis le matin vers Brussels Airport. « Nous étions persuadés que l'immeuble allait sauter et que cette fois-ci, nous allions tous y passer. »

36 Les auteurs des attentats de Brussels Airport : (de g. à d.) Najim Laachraoui, Ibrahim El Bakraoui et Mohamed Abrini, l'"homme au chapeau". © belgaimage

37 Perquisition de l'unité d'intervention avenue des Casernes, à Etterbeek, repaire des terroristes qui ont commis l'attentat du métro bruxellois.

Postfaces

À votre service. *Even when it sucks.*

Let your plans be dark and impenetrable as night. And when you move, fall like a thunderbolt. Treat your men as you would your own beloved sons, and they will follow you into the deepest valley.
(Sun Tzu – *The Art of War*)

1998. Nous sommes à Etterbeek, fief de l'université de langue néerlandaise de Bruxelles, la VUB. Je "subis" le baptême d'étudiant, ce bizutage initiatique organisé par mon cercle d'étudiants dans une cave obscure, sous un café que je ne nommerai pas. Lio me demande "Quel est le rapport entre la pulsion reproductrice de la baleine bleue et le réchauffement climatique ?" Mon regard croise le sien – particulièrement pénétrant – et je me demande : "Qu'est-ce qu'il va m'arriver ?" Par la suite, "comitards" au sein du cercle des étudiants en droit de la VUB, nous gardons le contact, mais de manière sporadique, la pinte à la main, la penne vissée sur la tête. Quelques années plus tard, j'apprends que Lio a rejoint la police. Lui, flic ? Voilà qui contraste avec le type que je croyais connaître ! La nature exacte de son boulot ? Aucune idée. Jusqu'à ce coup de fil d'octobre 2012. "Tu te souviens de moi ? Est-ce qu'on pourrait se parler ? Il s'est passé un truc." Ce même soir, jusque tard dans la nuit, je fais connaissance avec un autre Lio. Le vrai. Un Iris, un membre de l'équipe d'intervention des Unités spéciales de la police fédérale.

Ce soir-là, il me raconte l'opération B-Robinet. Il le fait avec une ferveur et un sens du détail incroyables, que je retrouverai par la suite chez bon nombre de ses collègues. Il s'agit de cette bande qui était sur le point de commettre une attaque à main armée, et dont l'interception s'est soldée par plusieurs coups de feu. Un des truands est resté sur le carreau, un autre est grièvement blessé. Ses proches viennent de déposer plainte contre l'ESI. Et est-ce que j'accepterais d'être son avocat ? C'est comme cela que je rencontre le monde hors normes de ce groupe extrêmement *select* d'à peine

40-45 hommes, qui constituent le fer de lance de nos services d'ordre. C'est seulement bien plus tard que je prendrai conscience de l'honneur qui m'était échu : depuis mon univers d'avocat, j'allais pouvoir apporter mon aide à ces hommes d'élite. Car ce sont des êtres d'exception, tous. Des caractères, aussi. Des personnalités alpha qui portent leur vécu, leur passion extraordinaire pour ce travail si peu ordinaire. Des êtres dotés d'une extraordinaire dose de confiance en soi, de confiance dans leur formation, mais surtout – sans rien qui évoque le moins du monde des cow-boys ou des Rambo – de confiance dans leur groupe. Le groupe, cette machine parfaitement huilée où chacun d'eux se fond en un bloc homogène et invincible.

Au fil des années, je ferai la connaissance de plusieurs d'entre eux (jusqu'à ce *team leader* en smoking rose fluo, que je ne nommerai pas ici, croisé par hasard sur la prairie d'un festival que je ne nommerai pas davantage). Ils me donnent ainsi un aperçu privilégié de leur vie et de leur travail. Quand j'y pense, c'est toujours le sentiment de leur cohésion qui me vient à l'esprit. Ce lien peu ordinaire, grâce auquel ce groupe si emblématique frappe l'imagination. Le bâtiment qui abrite ce groupe, les locaux dans lesquels il travaille ne méritent pas le nom de caserne. Dans ma commune, même les scouts sont mieux logés. Malgré leurs moyens épouvantablement insuffisants, ils sont opérationnels, jour après jour. Rendez-vous compte... Pendant des années, on vous fait trimbaler plus de 30 kilos de matériel de combat. Pendant des années, vous réclamez la possibilité de bénéficier, à l'occasion, des services d'un kiné. Et puis, un jour, on vous convoque au Comité P, le comité de contrôle de la police. Et dans l'ascenseur, vous remarquez une affiche annonçant très sérieusement au personnel de ce service que pour réduire les désagréments liés au travail de bureau, chacun peut à tout moment faire appel à un massothérapeute sur le lieu de travail. On se sentirait frustré à moins. Et pourtant, malgré les frustrations, à l'appel suivant, on les voit, et on les entend même penser : "Ça va être du grand n'importe quoi, mais on y va quand même." On passe sa cagoule et en avant... Rien ne les arrête.

Mais les choses ont changé. Tout a changé. Cela m'a frappé, même chez Lio. La première vague de terreur – dont l'interception de Hakim Benladghem, en 2013, sera le signe annonciateur – met les Iris à rude épreuve. Ils n'ont pas perdu leur sentiment d'invincibilité. Mais ils savent

désormais que ce n'est qu'un sentiment, et pas la réalité. L'opération de Verviers sera un point de bascule, face à une nouvelle sorte d'adversaire. Les jours précédents, déjà, j'avais remarqué une absence chez Lio : de toute évidence, il était ailleurs. Les messages échangés se faisaient de plus en plus brefs, puis inexistants. Le 15 janvier 2015, quand j'entends les premiers bulletins d'information dans ma voiture, j'en sais assez, et j'envoie, par réflexe, un SMS devenu classique entre nous : "Faites gaffe, les mecs..." Je devrai attendre plusieurs heures avant de recevoir le classique message rassurant, sous la forme d'une émoticône rituelle : un gorille. Ouf, ils sont OK. C'est ce que je crois, en tout cas, à ce moment précis. De nouveau, la réalité est tout autre.

J'avais déjà fait connaissance avec plusieurs des *team leaders* présents à Verviers. Les mois suivants, chez chacun d'entre eux, je verrai que tout n'est pas OK. Ça s'entend à leur humour ; ça se voit à leurs regards. Leur énergie est intacte, leur détermination au travail aussi, et le groupe est plus soudé que jamais. Mais les choses ont changé. Tous ont le sentiment d'avoir échappé à quelque chose. Et se préparent à ce qui risque d'encore leur arriver. Au cours des mois et des années qui vont suivre, c'est à l'intensité de leur fraternité qu'ils doivent, non seulement de surmonter l'épreuve, mais de la vaincre. La période 2015-2017 va laisser des traces, que leurs cagoules ne suffiront pas à dissimuler.

Si ce livre a une raison d'être, c'est de rendre hommage à cette fraternité. Cet esprit collectif par lequel, en repensant à cette période, après-coup, ils peuvent se dire "*c'était* du grand n'importe quoi, mais on l'a fait".

Au fur et à mesure que se resserrent les liens au sein du groupe d'intervention, l'écart se creuse à l'égard du commandement. L'appel à un soutien véritable de la part des décideurs se fait plus pressant, au-delà des photos-souvenirs ou des citations creuses sur le thème de l'héroïsme. On assiste à une collision frontale entre vision (ou manque de vision ?) théorique et exécution pratique. Cette collision débouchera sur un triste anti-climax au lendemain des événements de la rue du Dries à Forest. Il est parfaitement révoltant que lors du premier grand procès antiterroriste, la sauvegarde de l'anonymat opérationnel de ces hommes, de "mes" hommes, et l'obtention de mesures de soutien ainsi que de compensations financières justes ait nécessité une bataille de procédure. Le manque de respect dans certaines hautes sphères de la police fédérale – mais surtout du monde politique – pour un homme comme Lerre, un Iris qui a passé plus de vingt

années de sa vie au service de tous, qui se trouvait en première ligne à Verviers, qui se trouvait encore en première ligne lors de la traque d'Abdeslam à Forest, où il a été grièvement blessé, ce manque de respect, donc, m'inspire encore aujourd'hui - et à tous les Iris - un sentiment de sombre fureur. J'espère de tout cœur que ce livre, en donnant un coup de projecteur absolument exceptionnel sur la vie de l'ESI, aura pour effet secondaire de susciter une prise de conscience collective qu'il est temps de faire mieux.

Etterbeek. Septembre 2017. Une autre cave obscure, au sous-sol d'un autre café, qui restera lui aussi anonyme. Un officier de liaison de la police fédérale, Wim, et moi sommes les seuls "non-Iris" invités à fêter les adieux de Lio à l'ESI. Ce moment-là, je ne peux pas y repenser sans éprouver une profonde et chaleureuse émotion. Me voici de nouveau face à ce regard si pénétrant. Sauf que cette foisci, c'est Lio qui se demande : "Qu'est-ce qu'il va m'arriver ?" Ces derniers mois, j'ai passé des heures à parler d'avenir avec Lio et Céline. Et une chose est claire : c'est fini. Après quinze ans de dévouement, sur le fil du rasoir, il est temps de passer à autre chose. Sur le plan physique, le passage des ans a laissé des traces – quoique je ne recommande à personne de le tester. Sur le plan mental aussi, les traces sont profondes. Mais la fraternité reste intacte. On ne s'en rend pas compte, mais il y a là quelque chose de rassurant pour chaque citoyen de notre pays et d'ailleurs.

Lio, B., I., T., Lerre, C., P., R., S., T., C., M., M., R., B.T., D. … je considère comme un véritable honneur d'avoir fait votre connaissance. Je vous adresse toute ma gratitude pour ce que vous et tous vos collègues avez fait et faites encore, jour après jour – dans l'ombre – pour que nous, le commun des mortels, puissions marcher en toute tranquillité – dans la lumière.

J'aimerais m'approprier cette formule, votre formule : à votre service. Sans réserve. Toujours. *Even when it sucks.*

Lio, mon pote, à très vite… dans une cave obscure ou ailleurs. Merci.

Tom Bauwens

Petite postface de ton ESI-WAG (*Wives and girlfriends*)

S'il existe un profil de l'ESI-WAG, je suis à peu près sûre de ne pas y correspondre. Je n'ai jamais été l'épouse hyperinquiète qui attendait à la maison que son homme revienne de sa dangereuse mission secrète. Je me voyais plutôt comme un personnage de tes films d'action. Un personnage secondaire, bien sûr, une table de résonance, une oreille attentive, une épaule réconfortante, l'organisatrice créative de ta vie de famille. Pendant tout ton parcours, j'ai joué avec une totale conviction mon rôle de binôme, de partenaire silencieux. En même temps, tu me soutenais également à fond dans mes projets personnels. Il y a dix-huit ans, le cœur serré, je t'attendais près de la caserne, une cannette de coca et un sachet de chips à la main. J'espérais ardemment que tu aies passé haut la main ta semaine de sélection. J'ai senti le doute et l'incertitude t'envahir quand, pendant ta formation, tu as vu tes collègues abandonner, semaine après semaine. J'ai vu ton soulagement et ta satisfaction, quand tu as été admis en qualité de membre à part entière de l'ESI. Je t'ai maudit, ce jour où tu nous as déposés à la mer avec armes et bagages, les enfants et moi, parce qu'on te rappelait une fois de plus. Je me suis sentie incomplète quand, pour la énième fois, j'ai dû participer seule à l'une ou l'autre activité sociale parce qu'il fallait que tu travailles. Tu as poussé au-delà de leurs limites mes capacités d'organisatrice, ce jour où, de l'étranger où je me trouvais, j'ai dû régler un accueil d'urgence pour les enfants, parce qu'une de tes opérations durait plus longtemps que prévu. Je t'ai maudit d'innombrables fois lorsque j'apprenais, alors que le repas était déjà prêt, que tu ne pouvais pas rentrer à la maison.

Je t'ai vu rentrer triomphant à la maison quand ta mission du jour avait réussi. Mais j'ai vu également ton désarroi quand tu rentrais d'opérations où étaient impliqués des enfants. J'ai lu l'inquiétude dans tes yeux le jour où il y a eu des tués pendant une intervention. J'ai senti ta préoccupation quand ton nom a risqué d'être rendu public. J'ai ressenti ta déception lorsque tu ne t'es pas senti soutenu par certaines autorités. Je sais que tu as vu et connu des scènes qu'aucun mot ne pourrait décrire ; ce bagage-là, tu ne l'as jamais ramené à la maison. J'ai vu ta fatigue et ton découragement s'accroître jour après jour pendant les attentats. Cette période restera à jamais associée à l'accroissement inattendu de notre petite famille. Je ne te reconnaissais plus. La situation exceptionnelle que tu vivais au travail te vidait de toute substance. Tu n'étais plus que le fantôme de toi-même, au moment précis où j'avais tellement besoin de toi pour prendre certaines décisions difficiles.

Je suis extrêmement heureuse que nous nous soyons retrouvés, et que nous ayons choisi, résolument, ce troisième enfant — même si la composition de notre famille suscite souvent des regards surpris, et même si renouer avec les couches-culottes après dix ans n'allait pas de soi. Je te suis tellement reconnaissante de voir que nos trois enfants grandissent selon les normes et les valeurs qui sont également le fil rouge de notre propre relation.

Je t'admire énormément pour le dynamisme avec lequel tu mènes ta vie professionnelle et ta vie privée. Ta croisade pour la justice ne suit pas toujours le chemin le plus aisé, mais elle te fait honneur. J'ai vu à quel point la loyauté, pour toi, prime tout. Il n'est donc pas étonnant que certaines situations, et certaines personnes, t'aient à ce point déçu : la solidarité, la confiance et la collégialité que tu as connues à l'ESI sont beaucoup trop rares à l'extérieur. J'ai savouré toutes tes histoires, tes préoccupations, tes aventures, tes frustrations... J'ai tellement aimé que tu partages avec moi chaque aspect, chaque détail, chaque information. Ces dernières années, chez tes collègues de l'ESI, nous avons vu plusieurs couples céder sous la pression. Nous aussi, nous avons dû traverser nos tempêtes. Mais pour moi, chaque minute de ce tumultueux parcours valait le coup.

Ta Céline, S.

Liste des jihadistes

Salah Abdeslam (°15/09/1989)
De nationalité française, il grandit à Molenbeek. Il est l'un des dix kamikazes belges et français qui commettront les attentats de Paris le 13 novembre 2015 ; il ne se fait cependant pas exploser. Il sera pendant quatre mois le terroriste le plus recherché d'Europe. L'ESI procède à son arrestation à Molenbeek le 18 mars 2015.

Brahim Abdeslam (°30/07/1984)
Frère aîné de Salah. Se rend brièvement en Syrie pour s'y muer en combattant de l'EI. Il se fait exploser le 13 novembre 2015 au bar-restaurant Comptoir Voltaire à Paris.

Abdelhamid Abaaoud (°8/04/1987)
Ami d'enfance de Salah Abdeslam à Molenbeek. En 2013, il rejoint la Syrie en 2013, où il joue un rôle majeur dans la sélection et la formation des terroristes kamikazes destinés à être envoyés en Europe. Il participe aux attentats de Paris et décède le 18 novembre 2015 lors d'une fusillade avec le RAID.

Mohamed Abrini (°21/12/1984)
Alias Brioche. Ami d'enfance d'Abdeslam et d'Abaaoud à Molenbeek. Le 22 mars 2016, il se trouve à l'aéroport de Zaventem avec deux complices pour y perpétrer un attentat-suicide ; à la dernière minute, il décide de s'enfuir. Il sera recherché sous le surnom de "l'homme au chapeau".

Najim Laachraoui (°18/05/1991)
Étudiant originaire de Schaarbeek. Il part en Syrie en février 2013, où il sera le geôlier de prisonniers de l'EI, et notamment de quatre journalistes français et du photoreporter américain James Foley. C'est lui qui fabrique les bombes que la cellule terroriste belge utilisera pour les attentats de Paris

et de Bruxelles. Il se fait exploser le 22 mars 2016 à l'aéroport de Zaventem.

Khalid El Bakraoui (°12/01/1989) et **Ibrahim El Bakraoui** (°9/10/1986)
Ces deux frères, des gangsters originaires de Bruxelles, franchissent le pas depuis le grand banditisme vers le terrorisme. Ils fournissent des planques et organisent l'approvisionnement en armes. Ibrahim El Bakraoui commet un attentat-suicide à 7h58 le 22 mars 2016 dans l'aéroport de Zaventem. Son jeune frère Khalid se fait exploser une demi-heure plus tard dans le métro bruxellois.

Osama Krayem (°16/08/1992)
De nationalité suédoise, c'est l'homme à tout faire de la cellule terroriste belge. Présent dans le métro bruxellois le 22 mars 2016 pour y commettre un attentat-suicide, il s'enfuit à la dernière seconde.

Mohamed Belkaïd (°9/07/1980)
De nationalité algérienne, il a habité de nombreuses années en Suède. Installé en Belgique en septembre 2015, il participe très activement aux préparatifs des attentats du 13 novembre. Il décède le 15 mars 2016 après plusieurs heures de fusillade avec l'ESI, rue du Dries à Forest, où il couvre la fuite de ses complices Salah Abdeslam et Sofien Ayari.

Sofien Ayari (°9/08/1993)
De nationalité tunisienne, il arrive en Belgique en septembre 2015, en provenance de Syrie. Il est présent dans la planque de la rue du Dries, à Forest, lorsque la police y organise une descente le 15 mars 2016, mais parvient à s'échapper en compagnie de Salah Abdeslam. Il sera appréhendé en même temps qu'Abdeslam à Molenbeek, le 18 mars 2016.

Mohamed Bakkali (°10/04/1987)
Passe sa jeunesse à Verviers. Il apporte un appui logistique à la cellule terroriste belge lors des préparatifs des attentats du 13 novembre 2015. Les enquêteurs trouveront chez lui des images vidéo du logement privé d'un haut dirigeant du secteur nucléaire.

Chakib Akrouh (°27/08/1990)

Ami d'enfance bruxellois d'Abdelhamid Abaaoud. C'est l'un des tireurs qui s'attaqueront aux terrasses parisiennes le 13 novembre 2015. Il se cache ensuite avec Abaaoud dans un appartement de la banlieue parisienne, où il se fait exploser pendant une fusillade avec le RAID le 18 novembre 2015.

Oussama Atar (°4/05/1984)
Né à Laeken (Bruxelles), il est le cousin de Khalid et d'Ibrahim El Bakraoui. La justice française voit en lui le cerveau des attentats du 13 novembre 2015. L'homme serait décédé en Syrie le 17 novembre 2017.

Glossaire

AK-47
Voir : *Kalachnikov*

Amok
Jargon policier décrivant une situation où un individu cherche à tuer autant de victimes civiles que possible. Ce terme peut aussi s'utiliser dans un sens plus général d'individus qui s'attaquent à un groupe de personnes, sans provocation, dans l'intention de les tuer.

Assaulter
Membre de l'unité d'intervention qui participe aux opérations.

Banzaï !
Mot de code utilisé par la DSU. Un Banzaï donne le feu vert à une opération ou à un assaut. Un "Go" se rapporte à une intervention planifiée, un "Banzaï", à une intervention non planifiée dans des circonstances inattendues.

Bench press
Banc de développé-couché. Exercice de force consistant à soulever une barre d'haltères en position couchée, le dos à plat sur un banc.

Breacher
Voir : *Explo*

Burpee
Alternance d'exercices de *squat* et de *plank*.

Call out
En cours d'intervention : les appels ordonnant à un malfaiteur, retranché à l'intérieur d'un immeuble, d'en sortir.

CBRN
Abréviation appliquée aux moyens de lutte contre les armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

CGSU
Commissariat général *Special Units*, le nom officiel de l'unité d'intervention belge de 2006 à 2015. Le groupe était auparavant dénommé ESI, et aujourd'hui : DSU.

Comité P
Organe extérieur chargé d'assurer, avec l'aide du Parlement fédéral, le contrôle du fonctionnement général des services de police, d'inspection ou de maintien de l'ordre ainsi que l'exercice de la fonction de police par tous les fonctionnaires compétents. En bref : l'organe de contrôle de la police. Le Comité permanent P se compose de cinq membres, nommés pour un mandat (renouvelable) de six ans. Le président doit être magistrat. En 2021, il s'agit de Kathleen Stinckens, ex-juge au tribunal de police.

DSU
La Direction des Unités spéciales (*Directorate of Special Units*) est un service d'appui de la police fédérale belge, composé de différents services qui effectuent des opérations spécialisées. Outre le peloton d'intervention, dont faisait partie Lionel D., ce service se compose d'une unité d'observation, mais aussi des unités POSA, de l'équipe technique (*National Technical and Tactical Support Unit* ou NTSU) et de l'équipe "undercover" (clandestine). Ces services ont leur siège dans les casernes de l'ancienne gendarmerie à Etterbeek (Bruxelles). Au total, l'effectif de la DSU s'élève à 550 personnes, dont une cinquantaine à l'unité d'intervention.

Early morning
Un braquage réalisé avant l'aube, où les auteurs attendent l'arrivée du propriétaire d'un commerce ou du gérant d'une banque avant l'ouverture.

EDS
Excited Delirium Syndrome, également appelé "syndrome du délire agité". État mental perturbé, associé à un niveau de conscience fluctuant, à un fort degré d'agitation, à une élévation de la température corporelle et à un comportement extrêmement agressif ou violent.

ESI

Après les attentats palestiniens visant des participants israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, des unités antiterroristes ont été créées partout en Europe. L'Escadron spécial d'intervention, unité antiterroriste officielle de la (désormais disparue) gendarmerie belge, a été créé le 16 mai 1977 pour corriger certains comportements abusifs au sein du Groupe Diane, et y ramener structure et discipline. Le nom du groupe deviendra plus tard Commissariat général *Special Units* (CGSU) puis la *Directorate of Special Units* (DSU), mais les membres de l'unité d'intervention continuent de se faire appeler l'ESI.

Eurêka !

Mot de code utilisé lorsque l'on retrouve la trace d'un *target* qui avait été perdu de vue.

Explo

Littéralement, un "perceur", un expert en explosifs, spécialisé dans l'ouverture de portes récalcitrantes. Les explos sont formés à déverrouiller des serrures sans clé, généralement en silence, afin d'ouvrir portes et fenêtres. Ils apprennent également à ouvrir des portes blindées à l'aide de dispositifs spécialisés tels qu'un Libervit. Les explos de l'unité d'intervention sont également des experts en explosifs.

FAL

Un fusil automatique léger de calibre 7.62 conçu par le fabricant d'armes belge FN. En Belgique, cette arme a longtemps été utilisée par les troupes de la Défense et par la gendarmerie.

FN 303

Propulseur de projectiles à air comprimé de conception belge, produit par le fabricant d'armes belge FN. Il s'agit d'une arme à létalité réduite, mais cependant efficace, d'où son appellation de *Less Lethal Launcher*. L'arme ne tire pas de projectiles pénétrants, mais des billes de plastique.

Fort Chabrol

Situation où une personne armée se retranche dans un immeuble et refuse de se rendre. Le nom provient d'un incident survenu en France en 1899, où la police avait tenté d'arrêter un homme soupçonné de comploter contre la

Sûreté de l'État. L'homme s'était retranché dans un immeuble de la rue de Chabrol à Paris. Les forces de l'ordre faisaient le siège de ce "fort" sous le regard attentif d'une meute de journalistes. Il avait fallu attendre 38 jours avant que l'homme ne se rende.

GIGN

Le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale, constitué en 1973, est l'unité d'élite de la Gendarmerie nationale française. Il intervient dans les grands moments de crise : prises d'otage, grand banditisme et actions terroristes.

Glock

Arme à feu d'origine autrichienne, arme de service de la DSU.

Gradé

Un inspecteur principal qui dirige une équipe.

Groupe Diane

Le Groupe Diane, d'abord dénommé "Brigade Diane", était au début des années 1970 une entité antibanditisme créée au sein de (ce qui était à l'époque) la gendarmerie belge.

GSG9

Abréviation de Grenzschutsgruppe 9, l'unité tactique de la Bundespolizei allemande. C'est l'unité-sœur de l'unité d'intervention belge.

Guzzi

Jargon propre à l'ESI pour désigner un membre de l'unité d'observation des Unités spéciales à Bruxelles.

Iris

Un membre de l'unité spéciale d'intervention. Le terme "Iris" est né aux débuts de l'ESI, d'une plaisanterie entre officiers. Un midi, au mess, ils cherchaient un nom pour désigner les membres de l'unité d'intervention. "Prenez le nom de ma fille : Iris, c'est un beau nom", avait plaisanté l'un des officiers. Ainsi fut fait.

Kalachnikov

Pistolet-mitrailleur de fabrication russe, également connu sous la désignation d'AK-47.

Libervit
Dispositif hydraulique d'ouverture de portes. Un Libervit peut déplacer jusqu'à 7 tonnes.

Medex
La mission de la Medex (abréviation de Direction de l'expertise médicale), consiste à assurer le suivi d'accidents du travail et de maladies professionnelles, ainsi que le remboursement de frais médicaux.

Medic
Membre de l'unité d'intervention chargé de dispenser les premiers soins lors d'opérations.

Neutralisation partielle
La neutralisation partielle d'une cible.

OCAM
L'Organe de coordination et d'analyse de la menace analyse le degré d'exposition de la Belgique à des menaces terroristes et extrémistes. Il recueille des informations auprès de la police fédérale, de la Sûreté de l'État et des services de renseignement militaire ; il soumet ensuite des recommandations au Conseil national de sécurité du gouvernement fédéral.

Perquisition renforcée
Une perquisition qui nécessite des techniques ou des moyens spéciaux, parce que le suspect est armé ou susceptible de prendre la fuite.

PJF
Police judiciaire fédérale. Il s'agit des enquêteurs chargés de lutter contre la criminalité supralocale, organisée et déstabilisante pour la société, et notamment le terrorisme.

Plank
Exercice de gainage en chute faciale, les avant-bras au sol, corps maintenu aligné en position de planche quasi-horizontale.

POSA
Protection, observation, soutien et arrestation. Il s'agit de quatre pelotons d'arrestation décentralisés, relevant eux aussi de la *Directorate of Special Units* (DSU). Ces pelotons sont chargés de missions d'appui à la police fédérale à Anvers, Gand, Charleroi et Liège. Les membres de pelotons POSA suivent la même formation de base que ceux de l'unité d'intervention, mais ils sont moins spécialisés. Ils sont déployés lors de perquisitions renforcées et d'arrestations de suspects dangereux et armés. Cependant, les opérations aux aspects tactiques les plus complexes, comme les prises d'otage, les enlèvements et les forts Chabrol incombent toujours à l'unité mère à Bruxelles.

QRF
Quick Reaction Force. Unité de réaction rapide. Au cours de la période terroriste, l'unité d'intervention a fonctionné en équipes QRF prêtes, à tout moment, à partir en intervention en quelques minutes.

RAID
L'unité d'intervention de la Police nationale française, créée en 1985. Son nom est l'acronyme des mots Recherche, assistance, intervention, dissuasion. Elle intervient en situation de crise et intervient dans la lutte contre le crime organisé, le grand banditisme et le terrorisme.

Règles d'engagement
Les règles auxquelles doivent se tenir les forces de police lors d'une opération donnée, qu'il s'agisse de l'usage d'une arme, d'une arrestation ou de légitime défense.

Scar
Fusil d'assaut automatique modulaire produit par le fabricant belge FN, conçu initialement pour les Unités spéciales américaines.

Squat
Exercice de sport de force. Flexion-extension des jambes, généralement contre résistance d'haltères.

Stamina
Épreuve menée en groupe destinée à tester l'endurance des participants.

TATP

Abréviation de l'expression anglaise *triacetone triperoxide* (en français : tripéroxyde de triacétone). Cet explosif, découvert en 1895, est très populaire dans les milieux terroristes, car il se prépare avec des ingrédients domestiques faciles à se procurer. C'est une substance très instable et explosive, raison pour laquelle on lui a donné le surnom de "Mère de Satan".

Remerciements

Avant toute chose, je tiens à remercier tous mes collègues de la DSU, dont je veux souligner le professionnalisme exceptionnel et l'engagement total dont ils font preuve dans l'accomplissement de leur mission. Je veux aussi m'adresser tout particulièrement aux Iris. Il arrive fréquemment que l'on banalise — ou sous-estime — l'immense responsabilité qui repose sur vos épaules, à chacun. C'est que la modestie et l'abnégation sont au cœur de l'ADN d'un Iris. Cela explique pourquoi le grand public vous connaît si peu. Certains d'entre vous m'ont accompagné tout au long de ce projet, me prodiguant conseils et assistance. Je les en remercie très sincèrement. Être Iris, c'est pour la vie. Vous êtes mes héros.

Lerre et James. Comme tous les Iris, vous avez tout sacrifié pour l'unité. Mieux : l'un comme l'autre, Lerre, James, vous avez dû vous dépasser jusqu'à l'extrême, pour sauver d'autres vies. Or, comme tant d'autres, vous n'avez bénéficié, ni l'un ni l'autre, d'un minimum d'aide ou de compréhension. C'est insupportable. Sachez que nous, le groupe, nous continuerons de vous soutenir inconditionnellement dans votre lutte. Que tout aille pour le mieux pour vous, *bro's*.

Maître Bauwens, cher Tom, les points de similitude ne manquent pas entre notre boulot et ton action judiciaire. Comme nous, dans tes interventions, tu as souvent dû te montrer réactif, rapide et extrêmement précis. Je ne compte plus les occasions où, quand il s'agissait de faire bouger les choses, ton concours s'est révélé décisif. Tu es le *nec plus ultra* des armes pénales, l'*ultima ratio* des pénalistes. Au nom de tous les Iris, je tiens à te remercier pour ton assistance. Tom, tu m'as sauvé la vie plus d'une fois… Tu t'es montré le meilleur ange gardien juridique que le peloton aurait pu rêver d'avoir à ses côtés. Merci.

Charly : à toi aussi, merci. Tu es bien plus qu'un collègue ou un ami. Tu t'es toujours tenu à mes côtés, dans toutes les circonstances. Tu fais partie de ma vie, comme un frère. Cela veut dire beaucoup pour moi. Et je t'en serai éternellement reconnaissant.

Annemie : pour toi comme pour moi, ce livre aura été un saut dans l'inconnu. J'ai très vite compris qu'en te choisissant comme autrice, j'avais fait le meilleur des choix possibles. Tu t'es montrée sincère, professionnelle, déterminée et critique. Tu as écouté très patiemment mes anecdotes ; tu les as systématiquement notées avec application et avec une grande minutie. Ta détermination farouche à connaître et à noter tous ces détails a fait de toi la meilleure des partenaires pour ce projet. Tu es une journaliste d'élite ! Merci pour tout.

Mes enfants. Pour moi, chacun d'entre vous est par essence un merveilleux cadeau. Je suis extrêmement fier d'être votre papa, et je vous aime tous les trois de la façon la plus inconditionnelle qui soit. Je suis souvent resté absent, loin de la maison. Souvent, aussi, c'est à l'improviste que j'ai dû m'absenter, sans pouvoir dire où j'allais ni quand j'allais rentrer à la maison. Vous m'avez souvent manqué. Pourtant, par la pensée, j'étais avec vous. Les années ont filé, et je me rends compte que je dois rattraper le temps perdu. Je vous promets que cette mission-là aussi, je la mènerai à bonne fin.

Mon épouse. Ma confidente. Ma meilleure amie. Tu es probablement bien plus forte qu'un Iris. Souvent, tu as assumé seule les tracas de notre famille, à côté de ton propre boulot, pourtant si exigeant. Jamais tu ne t'es plainte de mon autre vie. Résolue, indépendante, tu as tout simplement tracé ta voie, bien décidée à toujours offrir le meilleur à notre petite meute. Tu m'as toujours tendu un miroir, chaque fois que c'était nécessaire. S'il y a un héros dans cette histoire, c'est bien toi. Et si j'ai pu mener à bien ce livre, mais également ma carrière, c'est dans une très grande mesure à toi que je le dois.

Je t'aime infiniment. Pour toujours.

Lio

J'ai une pleine cargaison de remerciements à distribuer. À Lio, tout d'abord, pour avoir voulu raconter un important volet de mon histoire.

À ma chère épouse Heidi, qui me soigne si merveilleusement depuis le jour où j'ai été abattu. Tu m'as donné cette "aide aux victimes" que ne m'ont jamais accordée mes supérieurs – et tu continues de le faire.

Mes remerciements vont aussi à mes potes de l'ESI, que je continue de voir et d'entendre régulièrement. J'ignorais que le lien qui nous unissait était si fort.

À C., mon confrère *team leader*, qui a pris tant de risques pour moi, et qui a fait pour moi tant de choses que d'autres auraient dû faire.

Un grand merci à Sensei, mon partenaire depuis le début de ma carrière à l'ESI, qui non seulement se charge, à la maison, de toutes ces menues tâches dont je ne peux plus m'acquitter moi-même, mais me conduit à l'hôpital avec la régularité de l'horloge.

Merci à Brein, vétéran de l'ESI, pour son amitié. Un immense merci au docteur Dirk Wynsberghe pour avoir prouvé, dès sa nomination à la tête du service médical de la police fédérale, qu'il était possible de m'apporter une aide de meilleure qualité – et que son prédécesseur, sur ce plan, avait gravement manqué à son devoir.

Au docteur Ignace Demeyer, chef du service de médecine d'urgence de l'hôpital Onze-Lieve-Vrouwe d'Alost, pour l'excellence de son suivi médical.

À M^{e} Tom Bauwens, à M^{e} Lefèvre et à M^{e} Rodriguez, pour l'assistance si précieuse, essentielle, que vous nous apportez. Enfin, mes remerciements vont à Annemie, pour sa patience et pour avoir si bien articulé mon récit, malgré mes difficultés médicales et cognitives.

À tous les chasseurs de terroristes de demain, *"my dear brothers in arms, forgotten by many & remembered by few"*, mon cœur sera toujours à vos côtés.

Lerre

Je dois cinq cents pompes à Lio, qui m'a fait découvrir l'univers jusque-là inexploré de l'Unité d'intervention, mais aussi sa famille. J'ai été accueillie dans leur vie, tous m'ont accordé leur confiance, et ont su faire remonter le meilleur en moi.

Trois cents *burpees* à ses collègues, qui sont une extraordinaire source d'inspiration ; *idem* à Lerre et Heidi.

De nombreuses personnes m'ont aidée, chacune à leur manière, à produire le meilleur livre possible.

À Dominique Jonkers, traducteur, et à Bart Van der Straeten, réviseur-correcteur, j'adresse tous mes remerciements pour leur enthousiasme, leur insatiable curiosité, leur maîtrise linguistique – et leur sens aigu du détail ! Bien sûr, mes remerciements vont aussi à l'équipe éditoriale de Lannoo, qui a porté ce projet à bout de bras. À Ayfer Erkul, Hadewych Van den Bossche et Filip Marsboom, pour leurs relectures, leurs suggestions et leurs commentaires. À Guy Mortier, pour ses judicieux conseils, et à Bart Vanegeren, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Humo* qui a aussi joué merveilleusement le rôle de caisse de résonance. À mes collègues chez *Humo* : Jan Antonissen et Raf Sauviller (†). À Tom Bauwens, à Philippe Vansteenkiste de l'association des victimes de terrorisme V-Europe, et à quelques personnes encore, qu'il m'est impossible de nommer ici mais qui m'ont été d'une aide plus que précieuse. À ma famille, à mes amis et à mes *Prutelianen* (ils se reconnaîtront) qui, pendant tous ces mois, ont dû me partager avec une meute de mâles alpha.

Merci à tous.

Annemie

BELGIQUE, LE 15 JANVIER 2015. À Verviers, les hommes des Unités spéciales partent à l'assaut d'une maison ouvrière dans laquelle trois terroristes préparent un attentat. La fusillade qui s'ensuit intervient une semaine après l'attentat meurtrier de *Charlie Hebdo* ; elle présage la vague de terreur qui va frapper la Belgique et la France.

En première ligne, l'inspecteur principal Lionel D. de l'Escadron spécial d'intervention (ESI). Pour la première fois, un membre de cette unité d'élite de la police fédérale belge se livre à cœur ouvert sur sa vie et sur son travail. Une formation impitoyable, un engagement jusqu'à la mort. Une lutte quotidienne contre la violence et contre les gangsters de tout poil. L'histoire d'une famille qui l'aide à tenir le coup, et d'une paternité inattendue, en pleine guerre contre le terrorisme. L'histoire de la traque de Salah Abdeslam, qui changera sa vie et celle de ses collègues. À jamais.

« Verviers était le début d'une guerre contre un ennemi d'un genre nouveau. Un ennemi que n'impressionnent ni nos grenades incapacitantes, ni nos pistolets-mitrailleurs. »

LIONEL D. est titulaire du brevet 115 de l'Escadron spécial d'intervention (ESI) de la Direction des Unités spéciales (DSU). Cette équipe d'intervention de la police fédérale, la plus entraînée du pays, est l'arme ultime mise en œuvre dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. **ANNEMIE BULTÉ** est une journaliste d'investigation attachée à l'hebdomadaire *Humo*. Elle est aussi le co-auteur de *Survivant des tueurs du Brabant*, et de *Ne tirez pas, c'est mon papa !*

www.racine.be